

# LES INSTRUMENTS DE CIRCULATION ET LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT EN EGYPTÉ

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES  
ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

---

Présentée et soutenue le 19 Juillet 1930, à 14 heures

PAR

**Mohamed Kamel Amin MALACHE**

*Docteur ès Sciences Juridiques de la Faculté de Droit  
de l'Université de Paris*

*Diplômé de Droit Commercial et de la Législation Industrielle  
de la Faculté de Droit de l'Université de Dijon*

*Ancien Professeur d'Instruction Civique aux Ecoles Normales  
Supérieures du Caire*

*Professeur de Droit Commercial et de Droit Maritime  
à la Faculté de Droit de l'Université Egyptienne*

---

JURY DE LA THESE :

Président : M. Albert WAHL, Professeur

Suffragants : MM. OUALID, Professeur  
ESCARRA, Professeur

---

PARIS

---

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1930





THESE POUR LE DOCTORAT



## DU MÊME AUTEUR :

Etude Comparative sur la constitution des sociétés par actions dans les législations anglaise, française et égyptienne, suivie de la situation légale des sociétés commerciales étrangères en Egypte, Paris, 1924 (en langue française).

---

Traité de droit commercial égyptien. Le Caire, 1924 (en langue arabe).

TOME I. — Introduction générale à l'étude du droit commercial. — Ses sources et ses traits caractéristiques. — Commerçants et actes de commerce. — Livres de commerce. — Modes de preuves en matière commerciale. — Les différentes sortes de sociétés commerciales.

TOME II. — La vente commerciale. — Du contrat de commission. — Le gage commercial. — Le contrat de transport. — Des effets de commerce.

TOME III. — La Faillite. — Du courtage et du règlement de la Bourse.

---

Cours du droit commercial maritime égyptien (en langue arabe).

---

Traité élémentaire de droit romain, Le Caire 1927 (en langue arabe).

---

Histoire Générale du Droit, Le Caire 1927 (en arabe).



UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

---

# LES INSTRUMENTS DE CIRCULATION ET LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT EN EGYPTÉ

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES  
ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

---

Présentée et soutenue le 19 Juillet 1930, à 14 heures

PAR

**Mohamed Kamel Amin MALACHE**

*Docteur ès Sciences Juridiques de la Faculté de Droit  
de l'Université de Paris*

*Diplômé de Droit Commercial et de la Législation Industrielle  
de la Faculté de Droit de l'Université de Dijon*

*Ancien Professeur d'Instruction Civique aux Ecoles Normales  
Supérieures du Caire*

*Professeur de Droit Commercial et de Droit Maritime  
à la Faculté de Droit de l'Université Egyptienne*

---

JURY DE LA THESE :

*Président : M. Albert WAHL, Professeur*

*Suffragants : MM. OUALID, Professeur  
ESCARRA, Professeur*

---

PARIS

---

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE  
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1930

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni  
improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.*





**A L'EGYPTE, A LA FRANCE**

*A leurs Relations Cordiales  
A Leur Amitié Etroite Et Féconde*



Digitized by the Internet Archive  
in 2026



## INTRODUCTION

Ce travail n'a d'autre ambition que d'étudier d'une façon nette les instruments de circulation et les insitutions de crédit en Egypte contemporaine dont le développement économique est de date récente. C'est le seul dont nous aurons à nous occuper par la suite. Il nous paraît qu'un tel travail mérite d'être entrepris à une époque où l'Egypte fait précisément un grand effort pour réaliser sa complète indépendance politique, financière, monétaire et économique, et peu après la création de la première banque, la banque Misr, soutenue exclusivement par des capitaux égyptiens.

Une première partie de l'ouvrage sera consacrée à l'étude des instruments de crédit en Egypte. Dans une deuxième partie nous parlerons des institutions de crédit, c'est-à-dire de l'organisation des banques et de leurs principales branches d'activité.

Nous ne traiterons ici que très sommairement les questions historiques égyptiennes qui se rattachent à notre sujet car les recherches historiques égyptiennes n'ont pas d'intérêt pratique immédiat sur les banques, agents principaux de crédit moderne.

Comme dans les autres pays, l'histoire des institutions juridiques et économiques égyptiennes est liée à l'histoire de la politique générale. L'histoire de la politique générale de l'Egypte comprend quatre grandes époques tellement dissemblables qu'elles paraîtraient se référer à des pays totalement différents si elles n'avaient pour cadre commun, dont elles reçoivent pour ainsi dire le même reflet, une terre unique en son genre, miracle de la nature qu'arrose, en un rythme immuable, le grand fleuve qui la fertilise : le Nil.

Ces quatre époques sont :

1° *l'Epoque Pharaonique* ; qui fut hautement nationale ;

2° *l'Epoque Ptolémaïque* ; qui fut grecque par son administration et sa culture ;

3° *l'Epoque Romaine* ; qui peut aussi être qualifiée de chrétienne, commençant à peu près avec l'éclosion du christianisme et finissant avec la conquête islamique ;

4° *l'Epoque Arabe*, qui est purement musulmane (1).

Nous ne pouvons ici que dégager les traits les plus généraux de chaque époque.

1° *l'Epoque Pharaonique* : (4668 ans, de 5.000 à 332 avant J. C.).

A la différence de la Chaldée, pays commerçant

(1) L'Egypte, p. 2 (livre publié par la Compagnie du Canal de Suez à l'occasion du 14<sup>e</sup> congrès international de navigation réuni au Caire, en 1926.

par excellence vu sa situation même sur le chemin ordinaire de l'extrême Orient, l'Égypte antique connaissait fort peu le vrai commerce, qui, chez elle, était déjà, comme maintenant, pratiqué par des étrangers et surtout par des Sémites. C'était essentiellement un pays agricole, et sa production était telle qu'après les conquêtes des Quirites, elle devint le grenier de Rome.

Bien qu'une grande partie de l'histoire des institutions juridiques et économiques de l'ère pharaonique soit encore du domaine de la légende, M. Reveillout, le grand égyptologue, ancien professeur de droit égyptien à l'école du Louvre, croit cependant qu'aux temps pharaoniques, le roi et les dieux se partageaient la propriété du sol. Il affirme, de plus, que les Égyptiens de race avaient horreur du prêt à intérêts (2) et généralement du commerce, si estimé en Chaldée. Cela venait de leurs principes religieux qui proscrivent absolument le commerce et recommandent uniquement l'agriculture. Horemhebi résume fort bien ces principes religieux en disant aux gens de lucre :

« J'ai vu ceci à savoir que, dans votre manière d'être, c'est votre intérêt qui guide et qui fait l'injustice au lieu de la justice, quand il s'agit d'un produit ou d'un usage d'argent ».

Dans de semblables conditions les étrangers profitaient et profitent encore de l'horreur des na-

(2) Voir à ce sujet une curieuse inscription donnée par M. Reveillout dans le dernier numéro de la 8<sup>e</sup> année de sa *Revue Egyptologique*.



tifs à l'égard de la banque pour pouvoir s'en emparer uniquement. C'est pour les Béni-Israël, venus peut-être en Egypte au temps des Rois Pasteurs (Hyksos), un véritable monopole (3).

2° *l'Epoque Ptolémaïque* : (302 ans, de 332 à 30 avant J. C.).

Sous les Ptolémées nous constatons, tout au moins au début, au troisième siècle avant notre ère, une organisation financière très compliquée, très savante de la trésorerie et qui ne semble pas du tout rester en arrière de l'organisation de la trésorerie dans nos sociétés modernes. Les caisses fiscales de l'Etat sont à la fois des caisses pour encaisser et pour payer. Le principe qui domine toute la matière et qui précise bien le cadre dans lequel se meuvent les différentes caisses d'Etat avec leur rôle et leur mode d'action, c'est la différence absolue qui existe de nos jours quand il s'agit d'encaisser dans la fonction qui consiste à faire la répartition de l'impôt, à arrêter les rôles et dans celle de la perception proprement dite et de l'ordonnancement.

Ce qui a contribué à donner à cette organisation financière un caractère particulier d'originalité, c'est que, les caisses royales ont monopolisé les affaires de Banque (4). Le commerce de la banque n'est pas libre ; c'est un monopole royal qu'exploite le gouvernement par ses banques d'Etat. Il est certain que

(3) Voir Revillout, *Précis du Droit Egyptien*, p. 130.

(4) Voir Wilken dans son ouvrage intitulé « *Griechische Ostraka aus Ägypten und Nubien* Berlin 1899. »

les banques d'Etat répandues dans toute la vallée du Nil, font des prêts d'argent aux particuliers, et accroissent nécessairement de cette façon les capitaux du roi. Wilken admet que c'est ainsi que Ptolémée Philadelphie aurait pu, dans son long règne, accumuler le trésor de 740.000 talents d'argent qu'on lui attribue (5). Il semble que plus tard le roi ait affirmé son monopole de faire la banque. Nous trouvons des banques qui font le commerce de l'argent et qui ne sont plus proprement des caisses royales (6).

3) *L'Epoque Romaine* : (425 ans, de 30 avant J. C. à 395 après J. C.).

L'Egypte, qui était avant tout aux yeux des Romains un riche grenier, fut organisée comme une propriété privée de l'Empereur. Rome laissa à l'Egypte sa religion, ses arts, son écriture, sa langue, ses coutumes. Le Préfet Augustal, réunissait tous les pouvoirs et gouvernait sans contrôle au nom de l'empereur lui-même.

Pendant l'époque romaine, l'Egypte tombe en décadence. Thèbes, Abydos, Memphis, Héliopolis ne sont plus que des ruines ; Alexandrie elle-même descend au rang de chef-lieu de province, et l'Egypte, toute entière aux soins de son agriculture, ne cherche guère d'autre gloire que celle de mériter d'être appelée le grenier de Rome.

Au démembrement de l'empire Romain, l'an 364 après J. C., l'Egypte fut rattachée à l'empire

(5) Wilken, p. 418-419.

(6) Voir l'article de M. Platon dans la Revue Générale du Droit en France et à l'étranger, p. 533.

d'Orient et elle voit désormais son maître dans le souverain qui règne sur le Bosphore. Depuis quelque temps le christianisme avait jeté ses premières racines dans l'Empire Romain. L'Egypte de son côté, s'était déjà donnée en grande partie à la nouvelle religion.

En 381 après J. C., Théodose l'empereur romain de l'empire d'Orient, promulgua le fameux édit par lequel la religion chrétienne était déclarée désormais la religion officielle de l'Egypte. Il ordonna la fermeture de tous les temples et la destruction de tous les dieux que la piété des Egyptiens y vénérât encore (7).

Auguste et ses successeurs y ont maintenu le gouvernement monarchique et l'ont exercé par l'intermédiaire d'un vice-roi, le préfet d'Egypte (8). Le droit romain n'y a été appliqué qu'aux citoyens romains. Les indigènes ont conservé en principe leur droit national, égyptien ou grec, suivant leur origine, mais comme dans les provinces, ils ont dû se soumettre aux dispositions générales ou spéciales établies par les empereurs (9). Quant à l'organisation fiscale du pays, elle reste la même qu'à l'époque ptolémaïque. La législation fiscale devient toute dans les mains de l'empereur résidant à Rome, qui fixe chaque année le montant total des impôts pour

(7) Mariette Pacha, p. 100, aperçu de l'histoire de l'Egypte.

(8) Voir l'article de M. Platon dans la Revue Générale du droit en France et à l'étranger, p. 269.

(9) Voir Cuq, son manuel en droit Romain p. 56.



l’Egypte. L’organisation fiscale, dans son ensemble, reste sensiblement la même, sauf pour quelques changements de noms des principaux officiers du fisc.

A l’époque romaine le sol appartenait en droit au roi (et plus tard au Représentant de César), aux prêtres et aux guerriers sous forme de petits fiefs militaires. En fait il était exploité par les communautés villageoises qui le répartissaient chaque année entre leurs membres. Les titulaires du domaine éminent n’intervenaient que pour percevoir l’impôt, la redevance ou le tribut suivant l’étendue, variable chaque année, des terres irriguées.

Le commerce et l’industrie appartenaient presque exclusivement au souverain (10).

4) *L’Epoque Arabe* : En 639 Amrou-Ibn-el-Aas, lieutenant du Khalife Omar El Farouk, pénétra en Egypte et s’empara de Memphis et de la forteresse dite de Babylone ; après son siège de quatorze mois, Alexandrie se rendit et les derniers représentants Romains disparurent. Depuis lors l’Egypte fut terre musulmane. Les nouveaux conquérants réorganisèrent l’administration égyptienne et s’appliquèrent à faire régner la justice.

Depuis la conquête de l’Egypte par les Arabes jusqu’à nos jours, on peut constater que l’influence des traditions musulmanes est devenue prépondérante. C’est une conséquence tout à fait naturelle,

(10) Voir Arminjon « La situation économique de l’Egypte », p. 368.

car une forte majorité de la population égyptienne embrassait l'Islam.

Après la conquête arabe on appliquait aux musulmans le droit musulman connu sous le mot arabe « charia ».

Le droit musulman, ayant un caractère divin, a quatre sources qui sont les suivantes :

1) Le Coran, 2) Les Hadiths, 3) L'Ijmah, 4) L'analogie.

On notera en passant quelle est chacune de ces sources. Il n'est pas besoin d'expliquer longuement ce qu'est le Coran. C'est le livre saint des musulmans. Il renferme des versets qui ont été révélés au prophète Mohamed, soit à Médine, soit à la Mekke. Ces versets se rapportent aux règles auxquelles les croyants doivent se conformer dans leurs transactions.

Qu'est-ce que les Hadiths ? C'est l'ensemble des paroles prononcées, des actes accomplis et même du silence observé par l'Envoyé de Dieu dans toutes les circonstances de sa vie. C'est cet ensemble qui constitue la véritable source de toute la science musulmane.

L'Ijmah est l'accord des jurisconsultes musulmans, à une époque postérieure à la mort du Prophète, sur une question qui n'est traitée ni dans le Coran, ni dans les Hadiths.

L'Analogie est le jugement d'après les rapports qui existent entre les choses.

Le prêt à l'intérêt était surtout pratiqué par les tribus idolâtres qui formaient la majorité de la po-

pulation de l'Arabie. Et alors, l'influence du judaïsme et du christianisme serait plutôt négative, au point de vue économique. Nous devrions donc à ces religions plutôt la prohibition de l'intérêt du capital, si toutefois cette expression n'est pas prématurée.

Le Coran a distingué la vente de l'usure ou le prêt à l'intérêt, mais uniquement en les opposant l'une à l'autre. Il a condamné l'usure et consacré la liberté commerciale. Voici la teneur du verset du Coran qui interdit l'usure :

*« Dieu a permis la vente, mais il a interdit l'usure. Celui qui, ayant eu connaissance du commandement de Dieu, s'y est soumis, conservera tous ses biens acquis jusqu'alors. Dieu seul le jugera (ou le récompensera). »*

Ceux qui continueront à pratiquer l'usure auront l'enfer comme séjour éternel.

Dieu anéantit l'usure et récompense les actes de charité avec usure. » (11)

Baydawi, un ancien jurisconsulte musulman, dit à ce sujet : « L'usure leur était interdite (aux chrétiens) comme elle l'est pour nous. C'est là, ajoute-t-il, une preuve de l'origine divine de cette interdiction. » (12)

En effet, le Prophète a dû combattre l'usure jusqu'à la fin de ses jours (13).

(11) Verset 276, 277, 278, 279 de 2<sup>e</sup> sourate du Coran.

(12) Baydawi, commentaire du Coran, t. I, p. 316.

(13) Voir sur l'usure en droit musulman l'ouvrage de Benali Fekar, Paris, 1908.



Nous ne voulons pas entrer davantage dans les détails sur l'usure ; cette matière appartient au droit canonique et au droit musulman, nous nous contenterons de ce qui a été dit précédemment à cet égard.

L'Égypte formant autrefois une province de l'empire arabe s'était soumise au droit musulman dont l'influence en Égypte, était et est encore très considérable. Il s'ensuit que les Égyptiens, d'après leurs principes religieux, avaient horreur de l'usure et généralement du prêt à intérêts. Cet état de choses se perpétua dans l'Égypte musulmane jusqu'à notre époque. Malheureusement c'est dans les pays où la loi religieuse proscriit le prêt à intérêts que l'usure fait le plus de ravages ; il en sera question tout à l'heure. C'est qu'en effet le crédit constitue un tel besoin, surtout pour les nations agricoles, que tout ce qui prétend l'entraver n'a d'autre effet que de le rendre plus onéreux. L'Égypte en a fait autrefois la coûteuse expérience et le commerce des banques était pour les étrangers un véritable monopole.

*A) La transformation Economique de l'Égypte  
au cours du XIX<sup>e</sup> siècle*

Le XIX<sup>e</sup> siècle a été une période de profonde transformation économique et sociale pour toutes les nations occidentales qui, suivant l'exemple donné depuis assez longtemps déjà par l'Angleterre, ont plus ou moins rapidement et, avec un succès inégal, accru leur richesse par le développement de

l'industrie et du crédit, par le perfectionnement des instruments d'échange et de transport.

L'Égypte s'est pareillement et dans le même temps transformée et enrichie. C'est dans le premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle que la nouvelle Égypte est née. L'occupation française de la vallée du Nil (1798-1801) avait préparé cet événement en détruisant l'oligarchie tyrannique des mameluks et surtout en sapant les préjugés héréditaires, en ébranlant les vieilles institutions, en donnant aux populations urbaines des idées et des besoins nouveaux (14).

L'Égypte moderne commence avec Mohamed-Ali, fondateur de la dynastie royale actuelle.

Mohamed Ali, Rouméliste de naissance, dont l'étoile allait être l'étoile de l'Égypte, était officier dans l'armée turque venue en Égypte pour chasser les Français à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mohamed-Ali était un homme d'audace et de grande intelligence. Il réussissait à organiser le pays et à créer une armée, avec le concours du colonel français SEVES. Il exécutait de grands travaux d'irrigation, des digues et des canaux ; l'agriculture s'enrichit en 1823 de la culture du coton et l'industrie comprend de nombreuses usines, filatures, indigoteries, fabriques de soieries, etc. ; la science s'éclaire de la découverte de Champollion, qui en 1822 arrache son secret à l'écriture hiéroglyphique.

(14) Voir « La situation économique et financière de l'Égypte », par Arminjon, p. 24.

1°) La situation financière de l'Egypte après  
Mohamed Ali jusqu'à l'occupation britannique

Le fondateur de la dynastie royale égyptienne, Mohamed-Ali, malgré son œuvre de rénovation et les grands travaux publics entrepris sous son règne, laissa l'Egypte prospère et libre de toutes charges. Ses successeurs Ibrahim et Abbas I<sup>er</sup> eurent à peine le temps de régner.

**Premier emprunt public :** C'est sous Saïd Pacha qui concéda la construction du canal de Suez que naquit une dette flottante et c'est en 1862 que fut contracté le premier emprunt d'Etat, très modeste d'ailleurs, mais qu'un grand nombre d'autres n'allaient pas tarder à suivre. A sa mort, la dette égyptienne, d'après une déclaration de son successeur, s'élevait à 3.292.000 livres sterling (15) amortissable en trente années et portant intérêt à sept pour cent l'an

**Emprunts d'Ismaël Pacha :** Saïd meurt en 1863 et son successeur par ordre de primogéniture est Ismaël, fils d'Ibrahim, né en 1830. S'inspirant des vues larges de son génial grand-père, il reprend et poursuit avec fermeté la réalisation de ses idées pour faire de l'Egypte une grande puissance. Ce ne fut pas sans de gros sacrifices, qui vinrent s'ajouter aux dépenses considérables des travaux d'utilité publique auxquelles les ressources seules du pays ne per-

(15) Van Benmelen, L'Egypte et l'Europe, t. I, p. 152.



mettaient pas de faire face; de là la nécessité de recourir à de nombreux emprunts auprès des capitalistes européens. La dette égyptienne devait croître dans des proportions fantastiques pour atteindre en 1876 le chiffre de 68 millions  $1/2$  de livres sterling, soit 1712 millions  $1/2$  de francs et le capital non réalisé s'élevait à 20.470.000 livres sterling, soit 512 millions de francs.

En douze ans, Ismaël Pacha trouva donc le moyen d'emprunter plus de 1.400 millions de francs, chiffre énorme, si l'on veut bien se rappeler que l'Egypte n'a pas une population supérieure à 6 millions d'habitants et que sa richesse est due presque tout entière à l'agriculture.

Pendant cette même période, l'impôt foncier avait été surélevé de 50 %. « Il n'y a rien dans l'histoire financière d'aucun pays, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, qui égale cette orgie d'extravagance et d'oppression. » (16)

La presque totalité des sommes qu'Ismaël parvint ainsi à se procurer fut engloutie en travaux publics, et surtout en constructions de palais, en achats, en fêtes, en magnificences de tout genre. L'éclat du luxe dont il éblouissait les étrangers notables de passage en Egypte est resté légendaire. La prodigalité du Khédive fut d'ailleurs secondée, par la cupidité vraiment insatiable des financiers véreux et cos-

(16) Sir Alfred Milner, *England in Egypt*, traduction de M. Mazuc, p. 265.

mopolites qui s'abattirent sur l'Égypte, comme des oiseaux de proie sur une riche dépouille.

Il avait fait appel aux Européens pour l'aider dans ses vastes projets. Dans le nombre il y en eut d'honnêtes, mais on doit à la vérité de reconnaître que ce fut l'exception. Ainsi conseillé et dépensant sans compter, rien d'étonnant à ce qu'Ismaël se soit laissé prendre dans l'engrenage des emprunts qui l'ont mené rapidement à la banqueroute.

Ce recours à de nombreux emprunts auprès des capitalistes européens dont les intérêts, un instant menacés, provoquèrent l'intervention des puissances, eut comme résultat malgré la vente en 1875 au Gouvernement anglais, des 176.000 actions de la Compagnie de Suez que Saïd Pacha avait réservées à l'Égypte et la cession de la participation de 15 % sur les bénéfices, de continuer les embarras financiers.

En 1876 fut instituée une commission internationale de la caisse de la Dette publique et en 1878 l'anglais Wilson et le Français de Blignières font partie du Ministère sans réussir à arranger les choses.

**Avènement de Tewfic Pacha :** Sous la pression du représentant de la France, le Khédive Ismaël abdique en 1879 en faveur de son fils aîné Thewfik ; il meurt en 1895 à Constantinople. Le colonel Arabi et d'autres officiers égyptiens se mirent à la tête du mouvement national et réclamèrent le renvoi des fonctionnaires étrangers ; époque dramatique, fertile en incidents, en violences, en émeutes, dont le souvenir n'est pas mort en

Egypte. A la suite du massacre du 11 juin 1882 la flotte anglaise, demeurée seule après la retraite de la flotte française, bombarde Alexandrie et le 13 septembre l'armée de Wolseley met en fuite, à Tell-el-Kébir, Arabi qui est fait prisonnier au Caire et déporté à Ceylan. Depuis lors l'Egypte est occupée par des troupes britanniques.

## 2°) La Réforme financière

Le premier soin du gouvernement qui se forma alors fut de chercher à relever les finances égyptiennes. Sous l'inspiration du consul général anglais Sir Evelyn Baring devenu plus tard Lord Cromer, des conseillers nommés dans les différents ministères et des ingénieurs vinrent des Indes pour assurer l'exécution des travaux que réclamait l'agriculture. Le pays se releva peu à peu.

**Loi de Liquidation :** Après d'assez longs pourparlers entre les gouvernements représentés dans la caisse de la dette, qui avait été maintenue avec toutes ses attributions, Tewfik signa un décret instituant une grande commission de liquidation judiciaire (31 mars 1880), dont les travaux préparèrent la loi de liquidation du 17 juillet 1880. Cette loi, appelée avec raison « la charte budgétaire de l'Egypte », constitue un acte international déterminant la situation des différentes dettes notamment de la dette privilégiée, de la dette unifiée

et de la Daira-Saneih. Elle traite également du fonctionnement de la Caisse de la dette et des attributions des commissaires y attachés (17).

Avant la promulgation de la loi de liquidation du 17 juillet 1880, la dette totale de l'Égypte, arrêtée par la grande commission d'enquête, atteignait environ 2.600 millions de francs. Le règlement consacré par la loi de 1880 réduisit légèrement ce total et au 1<sup>er</sup> janvier 1883, année qui suivit immédiatement l'occupation anglaise, elle n'était plus que de 96.457.000 livres sterling, soit environ 2.411 millions de francs au pair du change.

Dans l'intérêt même des créanciers, la prospérité du pays, on pourrait dire l'entretien de sa vie la plus élémentaire, n'aurait pas dû être primée par le souci de diminuer coûte que coûte le chiffre de sa dette.

Les Puissances durent reconnaître cette vérité lorsqu'en 1888 la nécessité d'un nouvel emprunt leur eut été démontrée. C'est avec cet emprunt garanti de 1888 que le gouvernement anglais obtint des puissances représentées à la Commission de la dette (235 millions de francs à 3 % d'intérêt) que l'on put régler, sans grande augmentation du service de la dette, les indemnités occasionnées par les événements de 1882 et exécuter les travaux de réfection des digues et des canaux d'irrigation, qui avaient été absolument négligés pendant la période troublée de 1880 à 1883.

(17) Voir « L'Égypte nouvelle », par Edmond Thery. Paris, 1907, p. 64.



Ces travaux donnèrent d'excellents résultats et la réforme financière fut réalisée complètement lorsque la direction effective du ministère des finances eut passé aux mains d'un conseiller anglais (18).

En 1892, le Khédivé Tewfic meurt et son fils Abbass lui succède.

**L'accord Anglo-français.** — Douze ans après, en 1904, était signée entre la France et l'Angleterre la convention dite de « l'entente cordiale », qui restreignait le contrôle international et élargissait le pouvoir des agents de l'Angleterre.

Le décret du 28 novembre 1904, promulgué à la suite de ce mémorable accord anglo-français a rendu à l'Egypte la disposition de ses ressources et ramené la Caisse de la dette à son rôle primitif. Il ne modifie ni le classement ni l'ordre de préférence des différents emprunts, mais fixe clairement les conditions de leur durée, de leur amortissement et de leur remboursement, unifie et simplifie leurs garanties jusque-là multiples et compliquées (19).

Les finances égyptiennes se rétablirent graduellement, et de nouvelles conventions et conversions permirent de réduire notablement les taux d'intérêt et de procéder à quelques amortissements.

Aujourd'hui la dette égyptienne s'élève en to-

(18) Arminjon, p. 485.

(19) Arminjon, p. 498.

talité à L. E. 91.977.000 et se décompose comme suit :

|                                  | L.E.       |
|----------------------------------|------------|
| Dettes unifiées 4 % .....        | 55.972.000 |
| Dettes privilégiées 3 1/2 % .... | 31.128.000 |
| Emprunt garanti 3 % .....        | 4.877.000  |
|                                  | <hr/>      |
|                                  | 91.977.000 |

Plus de 60 % de cette dette est en Egypte, partie entre les mains du gouvernement et de la Caisse de la Dette publique elle-même, près de 9 millions de livres, comme emploi partiel des réserves, et partie en dépôt dans les banques soit pour leur propre compte soit pour le compte de particuliers. Le service d'intérêt total est de L. E. 3.475.000 (20).

\*  
\* \*

Etudier l'organisation bancaire dans un pays donné, c'est déterminer les instruments et les agents de crédit dans ce pays. Cette étude est, particulièrement pour l'Egypte nouvelle, très complexe à raison des difficultés qui s'en entourent. La première est d'ordre historique : depuis environ 70 ans que les premières grandes banques se sont établies en Egypte, leur activité n'ayant fait l'objet d'aucune étude spéciale, les renseignements concernant leurs débuts sont en fort petit nombre, et manquent totalement de précision. La seconde, et la plus impor-

(20) L'Egypte, op. cit., p. 47.

tante, provient du fait que beaucoup de banques d'Egypte sont des succursales d'établissements européens, qui ne publient aucun document spécial sur leur activité en Egypte, mais seulement un bilan d'ensemble des opérations qu'elles ont effectuées dans les divers pays où elles sont constituées. Leurs rapports se contentent de mentionner succinctement et sans chiffre aucun, les résultats obtenus par leurs succursales d'Egypte. On en est ainsi réduit à des approximations et aux bruits qui courent à leur sujet.

Tous les établissements de crédit, heureusement ne sont pas dans le même cas, sinon notre étude n'aurait pas pu être entreprise, faute de renseignements suffisants.

La question de l'organisation bancaire égyptienne est la plus intéressante de toutes celles concernant l'économie de ce pays la plus vaste aussi ; car l'activité bancaire pénètre tous les éléments de la production. Pour l'embrasser dans son ensemble aussi méthodiquement que possible, il faut adopter le plan suivant :

## PREMIERE PARTIE

### LES INSTRUMENTS DE CIRCULATION

CHAPITRE PREMIER. — *La Monnaie Egyptienne.*

CHAPITRE II. — *Les effets de Commerce.*

## DEUXIEME PARTIE

### LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT EN EGYPTÉ

CHAPITRE PREMIER. — *Notions générales sur la situation économique en Egypte.*

CHAPITRE II. — *Le développement de crédit en Egypte.*

CHAPITRE III. — *L'Epargne en Egypte.*

CHAPITRE IV. — *Les diverses banques fonctionnant principalement en Egypte.*

CONCLUSION.



## PREMIERE PARTIE

### DES INSTRUMENTS DE CIRCULATION

#### CHAPITRE PREMIER

##### *De la Monnaie Egyptienne*

Nous n'avons pas l'ambition d'entreprendre ici une étude détaillée du système monétaire en Egypte. Sur cete matière, on consultera avec fruit les ouvrages spéciaux qui ont paru à ce sujet, notamment l'ouvrage remarquable et très précieux du Docteur Fouad Sultan Bey pour ce qui concerne la période d'avant-guerre (1). Depuis la grande guerre mondiale, il est vrai, il n'a paru, à notre connaissance, aucun ouvrage où le nouveau régime monétaire soit traité. Mais nous pouvons dire que, de temps en temps, quelques intéressants articles ont été publiés sur la matière, dans l'Egypte contemporaine (Revue de la Société royale d'économie politique, de statistique et de législation, au Caire), et dans la

(1) M. Fouad Sultan « La monnaie égyptienne », thèse Paris, Rousseau éditeur, 1914. On peut également consulter la partie concernant la monnaie dans l'ouvrage d'Arminjon intitulé « La situation économique et financière de l'Egypte ».

Revue d'Economie politique. Signalons également l'ouvrage remarquable de M. Emile Antonini.

Cependant, l'étude fort abrégée du système monétaire égyptien trouve ici sa place car cette question est en liaison avec le système bancaire en Egypte. Pour mettre en lumière la question monétaire actuelle en Egypte, il est indispensable de remonter en arrière et de donner quelques brèves notions historiques.

Nous diviserons pour simplifier, l'histoire de la monnaie égyptienne en trois périodes principales :

- 1) Etat de choses antérieur à la réforme de 1885.
- 2) La réforme monétaire de 1885.
- 3) A partir de 1914. Nous étudierons les effets de commerce dans cette troisième période.

### *Section Première*

#### Etat de choses antérieur à la réforme de 1885

On sait que la fabrication, sinon absolument l'usage de la monnaie fut, en Egypte, un résultat de la conquête étrangère : il n'existe aucune monnaie pharaonique, pas même de la XXVI<sup>e</sup> dynastie : on a seulement lieu de croire que des anneaux ou des lingots de métal précieux, tribut de l'Ethiopie, y suppléèrent grossièrement, et que des anneaux ou lingots de bronze furent employés comme monnaies courantes

Hérodote raconte qu'Aryandès, gouverneur d'Egypte pour un des rois de Perse, y fit frapper une

monnaie d'argent du meilleur titre qu'on eût vu, mais, comme le fait observer M. Fr. Lenormant, cette fabrication devait avoir pour objet la facilité du commerce avec la Grèce et la Phénicie plutôt que la facilité du commerce intérieur du pays, qui avait d'autres habitudes.

Aryandès adopta pour unité monétaire celle qui prévalait alors ou prévalut vers le même temps en Phénicie ; et tel fut aussi le système que, pour le même motif assurément, firent prévaloir les Lagides (2).

De ce qui précède, nous constatons que l'œuvre propre des rois grecs est surtout d'avoir effectué la simplification rendue nécessaire par l'introduction de la monnaie (3). A part cette transformation, le Trésor continua à s'alimenter aux sources abondantes et variées existant encore pour la plupart et dont la plus riche est l'impôt foncier sous ses diverses formes.

Sous la domination romaine, l'Égypte garde sa monnaie propre et les monnaies de l'Empire ne remplacent nullement la monnaie nationale. La chose importante de l'histoire numismatique de l'Égypte, à cette époque, c'est qu'il n'y a pas eu, sous Auguste, frappe de monnaies d'argent. Auguste, successeur des Ptolémées, n'a fait frapper que des monnaies de cuivre sur le modèle du reste des mon-

(2) Voir le mémoire sur l'économie politique au temps des Lagides, par Félix Robiou, p. 186, et 187.

(3) Henri Maspero « Les finances de l'Égypte sous les Lagides », p. 166-168.

naies antérieures. En Egypte, il prenait donc pour lui cette frappe des monnaies de cuivre dont il abandonnait pour le reste de l'Empire, à partir de l'an 15 avant J.C., le soin au Sénat. Mais la monnaie antérieure, monnaie d'argent et monnaie de cuivre est restée en cours. La monnaie de cuivre qu'a frappée Auguste n'aurait pas suffi pour tous les besoins.

Avec Tibère seulement, 19/20 après J.C., commence pour la domination romaine, la frappe de monnaies d'argent, à l'imitation toujours des monnaies ptolémaïques. Les anciennes monnaies d'argent restent en cours. Au III<sup>e</sup> siècle après J.C., il en est encore ainsi ; et il semble bien que même à cette époque, les vieilles monnaies ptolémaïques aient eu la préférence sur les monnaies impériales.

Les monnaies d'argent que les maîtres romains de l'Egypte ont surtout frappées sont principalement des tétradrachmes avec quelques didrachmes. Naturellement la monnaie romaine a cours en Egypte, mais c'est surtout dans les cercles romains qu'on la trouve employée.

Depuis la conquête de l'Egypte par les Arabes jusqu'à la réforme de 1885, on peut constater dans l'histoire monétaire de l'Egypte quatre périodes distinctes :

**1<sup>o</sup> De la conquête en 641 jusqu'à 860. —**

Pendant cette période l'Egypte fut sous la domination des Khalifes et ses monnaies étaient celles du Khalifat.

(4) Voir la revue générale du droit : année 1906, p. 533.



Dès que les Khalifes eurent commencé à faire fabriquer des monnaies, surtout depuis la réforme monétaire d'Abd El Malek Ibn Marawan, les monnaies étrangères cessèrent de circuler dans tout l'Empire. Seuls, les derhems et les dinars (5) frappés sous les ordres des Khalifes ou de leurs représentants avaient cours dans toute l'étendue du Khalifat.

**2° De 860 à 1516.** — Pendant cette période, l'Egypte fut indépendante et ses souverains ont frappé des monnaies nationales.

L'émir Abou el Abbas Ahmed Ibn Touloun, nommé d'abord gouverneur du Caire par le Khalife El Motawakel en 868, puis gouverneur de l'Egypte, finit par se rendre indépendant. Il a fait frapper en Egypte les premières monnaies nationales qui de son nom furent appelées (6) « dinars Ahmedy ».

Après la mort d'Iba Touloun, les quelques princes de sa dynastie qui lui ont succédé au pouvoir, ainsi que les princes khschedis ont fait frapper aussi des dinars, qui ne différaient pas sensiblement des dinars Ahmedy.

Vers 358, le général Gohar, lieutenant d'El Moëz, conquiert l'Egypte au nom de son maître et fit

(5) Le mot dinar est passé aux Arabes par les Perses ; c'est le « dinarius » des Latins. Ce mot désigne à la fois monnaie d'or, et le poids même de cette monnaie. Le mot Derhem, qui a pour origine probablement le mot grec « drachma » a été emprunté lui aussi suivant Makrizy, aux Perses. C'est le nom d'une monnaie en argent ainsi que le poids de cette monnaie. (Dr Fouad Sultan, p. 3).

(6) Dr. Fouad Sultan, p. 14.

frapper des dinars qu'on appelait Moëzzy. Sus ces dinars on inscrivit le nom du souverain, l'année, la ville où ils avaient été frappés et quelques sentences religieuses. L'or demeura monnaie légale jusqu'à l'invasion des Turkomans (1171) commandés par Salah el Dine. Celui-ci nommé gouverneur du pays par El Adel Nour El Dine, Sultan de Syrie, fit fabriquer des monnaies.

Plus tard, après la mort du Khalife, Salah El Dine, le fameux saladin des chroniques françaises, se rendit indépendant.

L'invasion des Turkomans a une grande importance au point de vue de l'histoire monétaire de l'Egypte. En effet, jusqu'à cette date l'or seul avait été reconnu comme monnaie légale. C'est seulement depuis cette époque qu'on a commencé à évaluer les impôts ainsi que les marchandises en argent. D'ailleurs les derhems de ce temps-là n'étaient plus aussi purs que ceux de la période précédente. On ne comptait qu'en derhems et rarement en dinars. Le derhem fut la monnaie de compte et l'étalon monétaire en Egypte, depuis 1171 jusque vers l'an 1384, c'est-à-dire pendant plus de deux siècles.

En 1384, à la suite d'un très important monnayage de cuivre, les felons se répandirent, chassèrent les derhems et le peu de dinars qui existaient encore et ils devinrent, à leur tour, après avoir reçu le cours forcé, la monnaie de compte et l'étalon monétaire.

Cette dernière pratique a duré jusqu'au sultan El Mouayad, souverain plus prudent et moins désireux de faire des bénéfices au préjudice de ses admi-

nistrés. Il rétablit de nouveau les derhems d'argent.

Terminons par quelques observations qui méritent d'être signalées. L'évolution du régime monétaire en Egypte a été en quelque sorte tout à fait l'inverse de ce qu'elle fut partout ailleurs. Dans les autres pays, on se servit d'abord du cuivre comme monnaie principale ; puis lorsque les transactions augmentèrent, les prix s'élevèrent ; l'argent supplanta le cuivre comme métal monétaire ; enfin, avec le grand développement du commerce et le grand mouvement dans les affaires, l'or à son tour, prit la place de l'argent.

En Egypte, pendant cette première période, l'or fut monnaie légale au début, puis ce fut le tour de l'argent, enfin celui du cuivre.

En Egypte, les gouvernements modifièrent par leur intervention le jeu naturel des lois économiques et le pays eut à souffrir de cette intervention intempestive (7).

**3° De 1516 à 1834.** — En 1516 (après J.C.) l'Egypte fut conquise par les Ottomans et les monnaies turques y furent introduites.

Sélim I<sup>er</sup> y introduisit les sequins ou altouns d'or de Constantinople. Cette pièce, connue sous le nom de « Fondouky ou bondouky » (8) fut plus tard

(7) Dr. Fouad Sultan, p. 20 et 21 et M. Emile Antonini, p. 6.

(8) C'est le nom que les Turcs donnèrent à Venise. Cette ville est connue encore par les peuples de langue arabe sous le nom de Al-Bondikie d'où le nom de bondouky (sequins de Venise).

frappée en Égypte. Ce régime a duré jusqu'au règne d'Abd El Hamid I<sup>er</sup>.

A côté de cette monnaie, une autre, également en or circulait concurremment à la première. C'était le zer Mahboub (9) appelé par les Européens le sequin du Caire.

En plus du sequin et du fondouki, on fabriqua des demis et des quarts de fondouki, des demi-sequins ou Nousfiels, et des quarts de sequins ou Roubaéyet.

Mais ces petites coupures étaient plutôt employées comme cadeaux pendant les fêtes et les cérémonies.

Il existait en outre une monnaie d'argent, le médin (10) qui fut d'ailleurs remplacée, dès 1769, par le gourouch ou piastre. Cette dernière monnaie fut créée à l'instar du Gourouch de Constantinople par Ali Bey le Grand, après sa révolte contre la Turquie.

Cette nouvelle monnaie disparut momentanément à la mort de son créateur, mais elle fut de nouveau rétablie par l'ordre du général Bonaparte, vers la fin de 1799. D'ailleurs, l'existence d'une telle

(10) M. Bernard, dans son mémoire sur les monnaies d'Égypte, (Description de l'Égypte) déclare que le mot « médin » n'est que l'abréviation du mot Mouyady. Cette pièce n'est donc que le demi-derhem du sultan El Mounyad. Au moment de l'expédition française en Égypte, on se servait des mots « para » pour désigner également un « médin ».

(9) « Zer » signifie en persan : or ; le mot « mahboub » signifie en arabe : aimé ; l'ensemble des deux mots peut être traduit par « l'or aimé » (Dr. Fouad Sultan, p. 23).



pièce était très nécessaire ; elle fut bien reçue dans le commerce.

Le gourouch, quoique beaucoup plus important que le médin, n'était considéré que comme une petite monnaie. A défaut d'une pièce nationale en argent d'une valeur plus grande pour servir au commerce en gros et aux grandes affaires, plusieurs monnaies étrangères circulaient dans le pays à cette époque. Cette circulation était encouragée par le fait qu'à cette époque on frappait rarement en Égypte des monnaies d'or.

Parmi ces monnaies étrangères, on peut citer :

1) La piastre d'Espagne, 2) le thaler d'Allemagne ou talari, 3) le risdal d'Autriche, et de nombreuses autres pièces qui furent tarifées en 1798 par une commission composée de Français et d'Égyptiens.

Depuis 1798, date de l'expédition française en Égypte jusqu'en 1834, il a circulé en Égypte, une foule de pièces de monnaie, dont les unes étaient purement égyptiennes, d'autres étaient frappées en Égypte, mais d'origine turque, d'autres étaient purement étrangères ; ces dernières surtout, inondaient le marché égyptien. Cette anarchie du système monétaire devait fatalement amener le désordre financier (11). Pour remédier à cette situation, Mohamed Aly se décida d'apporter de grands changements dans l'état monétaire alors existant.

(11) Dr. Fouad Sultan, p. 35.

**4° De 1834 à 1885.** — En 1834, le fondateur de l’Égypte actuelle prit, à la suite d’une délibération du Conseil d’Etat, une ordonnance aux termes de laquelle il adoptait définitivement une pièce d’argent de vingt piastres précédemment émise à titre d’essai et qu’il subdivisait en cinq autres pièces fractionnaires correspondant à la moitié, au quart, au sixième et au vingtième de cette première unité monétaire.

La seconde unité était une pièce d’or, de vingt piastres également, et qui pesait quinze fois et demi moins que la monnaie d’argent de même valeur suivant le rapport adopté « en Europe », expliquait l’ordonnance dont le rédacteur ajoutait « Il doit exister une conformité de valeurs entre les pièces de monnaie en or et celles en argent ».

Cette conformité de valeur devait relier « les monnaies des pays étrangers et celles de l’Égypte, et il est indispensable d’interdire la circulation de celles-ci à des taux plus élevés ou plus bas » (12).

En conséquence, Mohamed Ali introduisit un système bimétalliste. La frappe n’était pas libre : c’était un monopole dont les bénéfices allaient directement à Mohamed Ali. L’unité monétaire et monnaie de compte était la piastre, divisée en 40 paras. Comme monnaie d’or, on adopta la livre égyptienne, dont le poids fut fixé à gr. 8.544, dont le titre était de 0,875, et la valeur, de 100 piastres. La livre égyptienne était subdivisée en pièces de  $1/2$ ,  $1/4$ ,  $1/5$ ,

(12) Arminjon, p. 355.

1/10 et 1/20 de livre, soit 50, 25, 20, 10 et 5 piastres.

Les monnaies d'argent étaient les suivantes :

1) Le talari égyptien, au poids de gr. 27.79, au titre de 0.833, et d'une valeur de 19 piastres et 20/40, le 1/2 et le 1/4 de talari. 2) Le parisi (8 piastres et 20/40) le 1/2 et le 1/4 de parisi. Enfin, 3) la piastre, qui avait un poids de gr. 1.243, et dont le titre était 0,750 ; et les pièces de 1/2 et 1/4 de piastre. Les monnaies de bronze étaient rares, on trouvait quelques pièces de 1,5, 10, 20 et 40 paras. Toutes ces monnaies avaient cours légal ; mais seuls l'or et l'argent possédaient, théoriquement, la force libératoire illimitée. Mais, en pratique, l'argent avait perdu cette force. On avait pris l'habitude d'effectuer les gros paiements en or et de n'accepter l'argent que jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

Comme monnaies légales, outre celles du pays, Mohamed Ali, donna cours légal aux principales pièces étrangères qui circulaient alors dans le pays, après les avoir tarifées aux valeurs suivantes (13) :

|                   |             |            |
|-------------------|-------------|------------|
| Talari abou taka, | Valeur P.T. | 20         |
| Pièces de fr. 5   | »           | » 19 10/40 |
| Colonnate         | »           | » 20 28/40 |
| Talari d'Amérique | »           | » 19       |
| Livre sterling    | »           | » 97 1/2   |
| Louis d'or        | »           | » 77 6/40  |

(13) Dr. Fouad Sultan, p. 55.

|          |   |   |           |
|----------|---|---|-----------|
| Sequin   | » | » | 45 26/40  |
| Bondouki | » | » | 46 17/40  |
| Dabloum  | » | » | 313 29/40 |

Le défaut de cette tarification est d'avoir été fixée un peu arbitrairement et d'être préjudiciable à quelques monnaies étrangères, qui étaient en plus tarifées injustement les unes par rapport aux autres. On verra à la lecture du tableau suivant, qui montre les rapports de valeur entre la livre égyptienne et les trois principales pièces tarifées :

|                  | Poids légal<br>en gr. | Titre<br>0/00 | Valeur<br>intrinsèque | Taux<br>du tarif | Différence<br>entre<br>val. et<br>taux 0/0 |
|------------------|-----------------------|---------------|-----------------------|------------------|--------------------------------------------|
| Livre égypt. . . | 8.544                 | 875           | 100                   | 100              | —                                          |
| Livre sterling . | 7.9874                | 916 2/3       | 97.937                | 97 20/40         | 0.446                                      |
| Pièce d fr. 2.20 | 6.4516                | 900           | 77.668                | 77 6/40          | 0.666                                      |
| Livre turque . . | 7.2165                | 916 2/3       | 88.485                | 87 30/40         | 0.835                                      |

On s'aperçoit que la livre égyptienne était la plus favorisée, puis venaient, dans l'ordre, la livre sterling, la pièce de 20 francs, et enfin la livre turque. D'après la loi de Gresham la livre égyptienne devait donc chasser, complètement, ou tout au moins en partie, de la circulation égyptienne les pièces d'or étrangères. Le fait ne se produisit cependant pas, parce qu'on ne fabriqua pas suffisamment de cette nouvelle pièce nationale. Ce fut naturellement la livre sterling qui prit sa place comme la pièce la plus favorisée par le tarif, après la livre égyptienne.

Le but de Mohamed Aly était de fournir le marché égyptien d'une bonne monnaie nationale, à des



titres et des poids fixes, et en quantité suffisante ; ce but n'a pas été atteint ; les dispositions de l'ordonnance furent d'ailleurs très mal exécutées et la fabrication ayant été insuffisante et défectueuse.

La quantité de livres égyptiennes n'étant pas suffisante pour les besoins du pays, les livres sterling dont le taux légal de P. T. 97  $\frac{1}{2}$  est relativement plus élevé que celui des autres monnaies tarifiées, sont devenues virtuellement la base du système monétaire d'Egypte (14).

D'autre part, les piastres furent émises en quantités surabondantes. Leur valeur nominale, qui, dès le début, avait été trop fortement supérieure à leur valeur réelle, devint excessive lorsque le cours de l'argent métal commença à baisser en 1873 (15). En plus, leur fabrication était défectueuse ; elles différaient entre elles, quant au titre et quant au poids. Ces défauts offraient un appât irrésistible aux faux-monnayeurs dont l'industrie lucrative ne comportait aucun risque, grâce à l'indulgence des tribunaux consulaires, compétents en vertu des capitulations, à l'égard des délinquants étrangers.

Les autres monnaies divisionnaires en circulation, qui n'existaient d'ailleurs qu'en petite quantité, n'étaient pas mieux faites. Les pièces en billon démonétisées mais non remplacées, continuent à circuler à  $\frac{1}{8}$  de leur valeur nominale.

Les défauts principaux du système monétaire

(14) La réforme monétaire en Egypte, 1885, p. 6.

(15) Arminjon, p. 356.

d'avant la réforme de 1885 peuvent se résumer ainsi. Ils sont signalés d'ailleurs dans le rapport de la commission monétaire de 1884 :

- 1) Absence d'une bonne monnaie divisionnaire.
- 2) Abondance excessive de piastres d'argent très mal frappées.
- 3) Manque de multiples de la piastre.
- 4) Abondance de monnaies d'argent étrangères qui remplissent le vide causé par l'absence de monnaies nationales.
- 5) Dépréciation de ces monnaies étrangères.
- 6) Manque de monnaies nationales en or.

Pour tous les inconvénients que nous venons brièvement d'exposer, l'Égypte souffrit cruellement, pendant près d'un demi siècle, ou du manque ou de l'imperfection de l'instrument monétaire. Une réforme nouvelle s'imposait : elle fut exécutée en 1885.

### *Section Deuxième*

#### La Réforme monétaire de 1885

En 1881, une commission fut nommée pour étudier le système monétaire et pour préparer un projet de réforme. Les événements de 1882 vinrent interrompre les travaux déjà commencés, qui furent seulement repris en 1884 par une commission nouvellement désignée avec la mission d'introduire dans

le système les améliorations nécessaires. Les points sur lesquels se fixa son attention furent les suivants : adoption d'un étalon, choix d'une unité monétaire, création d'une monnaie divisionnaire d'argent et d'une monnaie de billon propres à remplacer les monnaies étrangères, conditions de l'élimination de celles-ci, titres et conditions de frappe des pièces.

La plus importante de ces questions était naturellement celle de l'étalon (16). Constatant que le régime antérieur, théoriquement bimétalliste, n'était devenu en fait qu'un régime monométalliste-or, la commission proposa ce dernier système, remarquant que ce serait ainsi le « maintien pur et simple de ce qui existait ».

Le régime monométalliste d'or est d'ailleurs le système de la plupart des pays d'Europe avec lesquels l'Égypte a des rapports commerciaux. Décider autrement en face de la baisse considérable de la valeur de l'argent, c'était vouer à une ruine certaine le pays et le gouvernement. L'Égypte a un commerce extérieur très important ; elle achète beaucoup aux grands pays d'Europe et leur vend la plus grande partie de sa récolte. Or, ces pays sont tous, en fait, monométallistes et, en adoptant un système bimétalliste, l'Égypte eût été obligée, dans les règlements de ses comptes, d'une part, d'accepter les paiements en argent, et, d'autre part, de ne payer qu'en or. Comme la valeur de l'argent baissait toujours, la différence entre le cours légal et celui du marché

(16) Arminjon, p. 361.

eût été préjudiciable au pays. De même, le gouvernement égyptien aurait subi une perte en acceptant le paiement des impôts en argent et en payant en or les intérêts de ses dettes à l'étranger.

Comme conclusion, le système à étalon unique parut préférable. L'or seul a le cours légal sans limite ; les autres métaux ne forment que des monnaies d'appoint dont la force libératoire est très limitée (17).

**Monnaie de compte (Unité monétaire).** — En ce qui concerne l'unité monétaire, la tâche de la commission était difficile : elle avait le choix entre la piastre, l'unité monétaire existante, et la livre égyptienne. L'une et l'autre présentent un inconvénient : si la piastre avait une valeur qu'on pouvait estimer trop faible, la valeur de la livre égyptienne, par contre, était bien élevée, par rapport surtout à la pauvreté relative du pays. En fin de compte, la commission s'est décidée pour la livre. Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 14 novembre 1885, « l'unité monétaire de l'Égypte est la livre égyptienne ».

Décidée à maintenir comme monnaie légale la livre égyptienne, la commission monétaire a procédé la détermination du poids légal de cette pièce dont le titre était 875 millièmes d'or fin.

Elle s'est heurtée à une difficulté très grande lorsqu'il s'est agi de déterminer le poids mathématique de cette pièce.

(17) Dr. Fouad Sultan Bey, p. 77.



Les expériences faites sur un nombre considérable de ces monnaies ont fait ressortir des variations minimales mais très fréquentes dans le poids. Le poids n'a jamais été déterminé d'après un système mathématique indiscutable et les études sur le rapport du dirhem au gramme n'ont pas abouti à un résultat unanimement accepté.

La commission a trouvé plus pratique de prendre comme base le poids moyen des livres en circulation. Des pesées faites par un de ses membres, directeur du Crédit Lyonnais d'Alexandrie, lui donnèrent une moyenne de 8 gr. 544, chiffre qu'elle réduisit à 8,50 (18). Elle vaudrait au pair en monnaie française 25 frs 92. La livre égyptienne se subdivise en 100 piastres d'argent pesant chacune 1 gr 400. La piastre se subdivise en dix millièmes.

Quant aux divisionnaires, en or, de la livre égyptienne, c'est-à-dire les pièces de 50, 20, 10 et 5 piastres, leur poids sera proportionnel à celui de la livre, mais ces monnaies étant plutôt employées comme cadeaux et offrandes dans les fêtes ou cérémonies religieuses, leur frappe sera extrêmement limitée.

**Monnaies d'argent.** — Le point de départ du système des monnaies d'argent est la pièce de 20 piastres dite Talari.

Cette pièce semble être une imitation de la piastre espagnole, monnaie qui, depuis deux siècles, a joué un rôle considérable dans le monde entier.

Par suite de l'excellente qualité de la pièce elle-

(18) La réforme monétaire en Egypte, 1885, p. LVI.

même, et grâce à la prédominance des intérêts espagnols en Asie, en Afrique et en Amérique et à la fréquence des entreprises coloniales, cette pièce était devenue en quelque sorte la monnaie universelle. Nous la trouvons dans l'Inde, en Chine, dans l'Archipel indien, sur les côtes et même dans l'intérieur de l'Afrique ; tout le littoral de la Méditerranée en reconnaissait la suprématie. Quant au Nouveau Monde, les Etats-Unis, le Mexique, le Pérou, le Chili, la Bolivie et le Brésil ont pris la piastre espagnole comme type de leur monnaie principale.

Les monnaies légales égyptiennes d'argent furent les pièces de 20, 10, 5, 2, 1 1/2 et 1/4 piastres.

Les pièces en argent de 1/2 et 1/4 de piastre ne devaient avoir qu'une existence provisoire. Dans la pensée des membres de la commission, ces coupures devaient être fabriquées exclusivement en nickel, dans le cas où les pièces de nickel prévues par la loi seraient bien reçues par la population. En réalité, ces minuscules pièces d'argent n'ont jamais été frappées depuis la réforme.

De même les membres de la commission ont prévu, dans leurs procès-verbaux, la fabrication de la piastres en nickel. Un décret du 11 novembre 1887 ordonna cette fabrication, qui fut mise à exécution par un arrêté du 14 juillet 1898. Depuis lors, les nouvelles piastres ont pris la place des anciennes. Celles-ci ne se rencontrent plus que très rarement et le gouvernement ne les frappe que dans le but d'être distribuées dans les grands mariages.

Le décret fixe le titre des monnaies d'argent à 0, 833  $\frac{1}{3}$  d'argent pur et 0, 166  $\frac{2}{3}$  de cuivre.

**Monnaies divisionnaires.** — Enfin furent mises en circulation les pièces divisionnaires suivantes :

|                                       |             |
|---------------------------------------|-------------|
| La pièce de $\frac{5}{10}$ de piastre | } en nickel |
| La pièce de $\frac{2}{10}$ de piastre |             |
| La pièce de $\frac{1}{10}$ de piastre |             |

|                                       |             |
|---------------------------------------|-------------|
| La pièce de $\frac{1}{20}$ de piastre | } en bronze |
| La pièce de $\frac{1}{40}$ de piastre |             |

L'argent étant impropre à la fabrication de pièces de minime valeur, la Commission s'est prononcée en faveur de l'emploi du nickel, métal dont la frappe, exigeant un outillage considérable, offre peu de facilités de faux-monnayage.

Le décret de 1885 laisse au gouvernement le choix du titre et du poids des pièces en nickel et en bronze.

En conformité de ce décret, le conseil des ministres, par un arrêté du 23 novembre 1885, a fixé la composition des pièces de nickel de la façon suivante : 25 % de métal nickel, et 75 % de cuivre. Une décision, en date du 24 mars 1886, a fixé la composition des monnaies de bronze. Elles contiennent 95 % de cuivre, 4 % d'étain et 1 % de zinc.

L'or est naturellement reçu pour tous paiements, et jusqu'à concurrence de n'importe quelle somme. Quant à l'argent, on n'est obligé de l'accepter en paiement que jusqu'à P.T. 200 le nickel et le bronze jusqu'à P.T. 10 seulement (20).

L'or forme donc la vraie monnaie que le débiteur peut imposer à son créancier. L'argent, ainsi que le nickel et le bronze, ne fournissent que la monnaie d'appoint. Ces monnaies d'appoint ne peuvent donc être écoulées facilement, à cause de leur force libératoire limitée. Ainsi, l'article 14 du décret de 1885, pour maintenir leur valeur en cas de surabondance, prévoit la création par le ministère des finances, de caisses qui échangeront les dites monnaies contre de l'or, à condition, que la somme présentée dépasse 100 piastres. Cette disposition est très sage, on peut s'en servir comme d'un régulateur de la circulation (21).

Une décision de ce genre a été prise à la fin de 1904, afin de soulager les détenteurs des monnaies divisionnaires qui s'en étaient approvisionnés en considération des hauts cours du coton et ne pouvaient plus s'en débarrasser par suite de la baisse survenue brusquement au commencement de décembre.

**Fabrication.** — La fabrication des monnaies est, comme partout ailleurs, réservée exclusivement en Egypte à l'Etat, mais l'Hôtel des monnaies peut cependant frapper des pièces d'or pour le compte des particuliers, au moyen d'un droit de fabrication fixé par le ministre des finances (22). Les monnaies d'appoint ne sont fabriquées que pour le compte de l'Etat.

(21) Art. 10 du décret de 1885 et voir Arminjon, p. 365.

(22) Art. 13 du décret de 1885.

Les frais sont supportés par le Trésor public, qui doit recevoir à leur valeur nominale les monnaies « dont le poids aurait diminué considérablement ou dont les empreintes seraient effacées par suite de l'usure ordinaire ». Ce dernier adjectif est destiné à défendre les caisses publiques contre les procédés de lavage ou de grattage destinés à user artificiellement les pièces d'or (22).

Pour que l'Etat n'abuse pas trop de son monopole de la fabrication des monnaies, le décret de 1885 a fixé un maximum de frappe, qui, pour les monnaies d'argent ne doit pas dépasser 40 piastres et pour celles des monnaies de nickel ou de bronze ne doit pas dépasser 8 piastres par habitant.

A vrai dire, l'Hôtel des monnaies du Caire a peu travaillé pour le compte du gouvernement, et pas du tout pour le compte des particuliers. Le gouvernement a depuis longtemps pris l'habitude de faire fabriquer ses monnaies en Europe : à Paris, à Londres, à Berlin, etc... On peut affirmer que toutes les pièces qui circulent en Egypte sont frappées à l'étranger, bien qu'on inscrive dessus « Frappée au Caire ».

Mais les monnaies nationales ne sont pas les seules monnaies légales en Egypte. De tout temps il a circulé dans ce pays des monnaies étrangères d'or

(22) Voir pour les autres dispositions de la loi de 1885 sur le poids légal des différentes pièces, la tolérance de titre et de poids, le degré d'usure nécessaire pour entraîner la démonétisation, etc... le texte de cette loi reproduit en appendice.



et d'argent, pourvues de force libératoire, qui suppléaient à l'insuffisante quantité des monnaies nationales. Le décret de 1885 (23) laisse au Ministère des Finances le soin de déterminer celles de ces monnaies étrangères qui seront admises dans la circulation, et le maximum de la somme qui peut être payée avec ces monnaies dans les rapports de l'Etat avec les particuliers, ainsi que celui de fixer leur tarif. Conformément à cette disposition, le Gouvernement égyptien retira graduellement les pièces d'argent anciennes ou étrangères, au nombre de neuf, qui étaient tarifées en 1883. Cette démonétisation fut exécutée avec prudence et équité.

Cependant, les membres de la Commission ont cru nécessaire de permettre, à titre transitoire, la circulation des trois pièces en or : la livre sterling, le napoléon et la livre turque, pour lesquelles le taux du tarif de Mohamed Ali fut maintenu.

Le privilège accordé par ce dernier à la livre égyptienne demeurera donc, augmenté même par suite de la diminution du poids de cette pièce. La différence entre la valeur intrinsèque des trois pièces d'or étrangères, calculée proportionnellement à la livre égyptienne, et la valeur attribuée à ces pièces par le tarif s'accrut ainsi : elle fut de 0.949 % pour la livre sterling, de 1.178 % pour la pièce de Fr. 20, et de 1,315 % pour la livre turque.

En effet, la livre sterling ne valait que P.T. 97. 20/40, alors qu'elle aurait dû valoir, en tenant compte du nouveau poids des L.E. 98.444 P. T., la

(23) Art. 18 du décret de 1885.

livre turque valant P.T. 87, 30/40 au lieu de P.T. 88.942, et le napoléon P.T. 77.6/40, au lieu de 78.069.

Comparaison de la livre égyptienne au poids de gr 850, avec les monnaies d'or étrangères, à leur poids légal

|               | Poids (or) | Titre | Or fin   | Val.intr. |            | Perte |
|---------------|------------|-------|----------|-----------|------------|-------|
|               |            |       |          | P.E.      | Tarif P.E. |       |
| Liv. égypt.   | 8,5        | 0.875 | 7.4375   | 100       | 100        |       |
| Liv. sterling | 7.9873     | 0.916 | 7.321784 | 98,444    | 97,50      | 0.191 |
| Napoléon .    | 6.4516     | 0.900 | 5.806447 | 78.069    | 77.15      | 1.968 |
| Livre turq..  | 7.2165     | 0.916 | 6.615125 | 88.942    | 87.75      | 1.358 |

La commission avait conservé ces inégalités à dessein : cela permettait de garder les pièces étrangères pour alimenter la circulation égyptienne jusqu'à ce qu'on ait eu le temps de frapper un nombre suffisant de livres égyptiennes. Dès ce moment, par le simple jeu de la loi économique dite de Gresham, ces dernières devaient exclure toutes les monnaies d'or étrangères et rester seules maîtresses du marché.

Une fois de plus, le cas ne se présenta pas, et pour la même raison que lors de la réforme de Mohamed Ali, les livres égyptiennes ne furent pas mises en circulation ; on en frappa 52.024 en 1889, et ce fut tout (24).

Mais l'Egypte est abondamment pourvue de souverains anglais qui constituent au moins les neuf dixièmes de sa circulation métallique légale Tender (25).

(24) Emile Antonini p. 9.

(25) Edmond Théry, p. 183.

Les livres sterling continuèrent donc à jouer le rôle prépondérant dans le système monétaire égyptien, chassant à leur tour, napoléons et livres turques, puisque, d'après le tarif, la pièce anglaise valait 25.2754 fr. ou L.T.I., 1.111 au lieu de fr. 25.2214 ou L.T.I., 0958, qui sont les parités réelles, basées sur le poids d'or fin contenu dans ces différentes pièces. Arminjon (26) remarque comme un fait curieux que des efforts furent cependant tentés pour introduire des napoléons dans la vallée du Nil, en dépit de la loi de Gresham. Il donne le tableau suivant qui témoigne de ces efforts et qui démontre leur inutilité.

*Monnaies d'or déclarées à la douane à l'importation  
et à l'exportation de 1887 à 1906*

|                              | Liv. sterl. | Pièces de 20 fr. | Autres Mon.or | Total      |
|------------------------------|-------------|------------------|---------------|------------|
| Importation ..               | 60.600.000  | 7.600.000        | 3.100.000     | 71.300.000 |
| Exportation ..               | 29.600.000  | 6.300.000        | 2.600.000     | 38.500.000 |
| Importation<br>nette . . . . | 31.000.000  | 1.300.000        | 500.000       | 32.800.000 |

*Remarque :* Il y a lieu seulement de noter ici que le billet de banque qui n'est apparu en Egypte qu'avec la création de la National Bank of Egypt, en 1898, fait l'objet de longs développements dans la partie consacrée à l'étude des effets de commerce, dont il sera question tout à l'heure. Ainsi nous ne passerons à l'étude de la troisième période, qui est aussi la dernière de l'histoire monétaire égyptienne, qu'a-

(26) Arminjon, p. 375.

près l'étude des effets de commerce qui circulent en Egypte.

Résumons-nous et concluons maintenant sur cette période de 1885 à la guerre. Nous pouvons affirmer que la réforme entreprise l'année 1885 a produit les meilleurs fruits et que ses résultats ont été très satisfaisants pour l'Egypte. Cette réforme a mis à la disposition de l'Egypte à titre gratuit une parfaite monnaie dans l'étendue exacte de ses besoins, et sans même que le Trésor égyptien ait à en supporter les frais de frappe, de refonte et de frais.

Dans la plupart des pays agricoles, la saison de la récolte nécessite une grande quantité de numéraire. Dépourvue d'industrie, l'Egypte vit exclusivement de son agriculture qui a pour produit essentiel le coton dont la valeur en y ajoutant celle de sa graine formait en 1922 et 1923 comme l'indique le tableau suivant : (27)

| Désignation<br>des articles | EXPORTATION |           |            |            |
|-----------------------------|-------------|-----------|------------|------------|
|                             | Quantités   |           | Valeur     |            |
|                             | 1922        | 1923      | 1922       | 1923       |
| 1. Coton écu (27)           |             |           |            |            |
| catars . . . . .            | 6.479.372   | 7.472.611 | 39.714.845 | 49.516.369 |
| 2. Graines de coton         |             |           |            |            |
| ardéb . . . . .             | 2.715.639   | 3.070.496 | 2.969.699  | 3.564.381  |

Les achats de coton faits par les commissionnaires aux propriétaires ruraux se règlent, pour la majeure partie au comptant et en espèces. C'est pourquoi durant la campagne cotonnière, c'est-à-dire

(27) D'après l'annuaire statistique de l'Egypte 1923-1924.

d'octobre à mars, l'Égypte éprouve un besoin de numéraire qui est d'autant plus fort que cette période coïncide avec celle de la spéculation. Les pièces d'argent, de nickel et de bronze nécessaires à la satisfaction de ce besoin périodique sont fournies au public par le Ministère des finances, dispensateur des monnaies divisionnaires dont il augmente chaque année le stock par des frappes ordonnées en Europe suivant les besoins probables de la circulation, évalués d'après l'apparence de la future récolte cotonnière, les cours du coton, etc. (28).

Une partie de l'or requis chaque année pour compléter pendant cinq ou six mois le stock monétaire permanent, entre en Égypte dans les poches des passagers qui débarquent d'Europe. A ce moment aussi, les importateurs de coton égyptien commencent à régler leur achats ; le papier sur l'Égypte fait prime et, dès que le gold point est dépassé, les paiements s'exécutent par des expéditions de livres sterling sans attendre ces envois spontanés.

L'or entre en Égypte par l'intermédiaire des banques qui s'en approvisionnent en prévision de la récolte cotonnière, mais naturellement, dès que le gold point est dépassé, cet or est réexpédié par les banques aussitôt que les premières chaleurs annoncent l'exode des amateurs de villégiature, dès que s'approche la morte saison au début de laquelle le paysan paye ses impôts, ses fermages, les intérêts de

(28) Arminjon, p. 384.



ses dettes, que les sociétés détachent leurs coupons, que les spéculateurs liquident leurs positions, et que les voyageurs quittent le pays.

Il est également réexporté par les règlements en espèce des importateurs.

Ces entrées et ces sorties de numéraire s'opèrent sans la moindre difficulté puisque la livre sterling et la pièce de 20 frs ont cours légal en Egypte. Elles ne pourraient avoir lieu si l'Egypte avait eu son propre stock monétaire, composé de pièces nationales, c'est-à-dire de livres égyptiennes, qui ne vaudraient en dehors des frontières, que comme des lingots impropres à la circulation.

Par suite, les Egyptiens peuvent se procurer en quelques jours l'or dont ils ont besoin pendant la saison cotonnière et cet or ne reste dans le pays que le temps strictement nécessaire aux opérations indiquées : il en résulte une grande économie sur le stock monétaire.

Grâce au régime adopté, les banques égyptiennes pouvaient réduire à toute époque leur encaisse au minimum, et économiser chaque année à l'Egypte, pendant près d'un semestre, les intérêts du capital métallique supplémentaire.

**Les crises monétaires.** Ce régime présentait toutefois quelques inconvénients, dont le plus grave était la pénurie de monnaies d'or qui pouvait se produire entre autres lorsque les banques, ayant mal prévu les besoins du marché du coton ou des céréa-

les, ne s'étaient pas suffisamment approvisionnées. (29).

A diverses reprises, leurs prévisions ont été déçues, la récolte du coton ayant donné plus qu'elle ne promettait ou les cours de cette denrée ayant brusquement haussé.

En 1899, année où le coton ayant brusquement haussé, les caisses des banques se trouvèrent vidées en quelques jours de tout leur numéraire. Cet inconvénient se renouvela encore en 1904 et en 1906.

La seconde moitié de 1907 se signala par un violent Krach dont les principales manifestations furent une baisse incroécible des valeurs, la suspension des transactions et la suppression de tout crédit. Cette crise, aggravée par celle qui bouleversait les Etats-Unis et ébranlait par contre-coup les marchés européens, produisit un renchérisement extraordinaire du loyer de l'argent, mais il n'en résulta aucune disette monétaire. Au contraire, jamais les banques ne disposèrent d'une encaisse aussi considérable.

Moins dangereuse que celle de la monnaie d'or, la pénurie de monnaies divisionnaires dont l'Egypte a parfois souffert affecte directement la classe pauvre ; sa durée est bien plus longue. Si quelques jours suffisent en effet à recevoir l'or commandé télégraphiquement en Europe, le temps nécessaire à la frappe des pièces d'argent, de nickel ou de bronze est d'une bien plus longue durée, car il faut en plus

(29) Emile Antonini, p. 15.

du temps nécessité par l'expédition du métal, celui nécessaire à la frappe des nouvelles pièces, dont l'Europe était aussi le fournisseur. Le besoin qui en a provoqué la demande, deux ou trois mois auparavant, peut avoir cessé. Arminjon critique cet état de choses et dit en termes catégoriques « qu'en pareil cas le brusque grossissement de leur circulation déterminé parfois par une crise de surabondance non moins fâcheuse que la disette et dont l'effet fut de déprécier les pièces divisionnaires durant la morte saison, aux dépens des petits cultivateurs qui ne purent les faire passer qu'au dessous de leur valeur légale » (30).

Le remède aux crises causées par le défaut momentané de la monnaie est également à la disposition du ministère des finances : il consiste à ordonner la frappe d'une quantité suffisante de talaris, de piastres, de millièmes, de paras, sans attendre pour cela le moment de l'année où la pénurie se fait sentir.

Nous parlerons encore des inconvénients de ce système dans la conclusion.

(30) Arminjon, p. 392.



## CHAPITRE II

### *Des Effets de commerce*

L'Egypte, formant autrefois une province de l'Empire Turc, est soumise au régime des capitulations (1), et à cause de celles-ci, l'administration de la justice se répartit entre deux sortes de tribunaux : les tribunaux mixtes et les tribunaux indigènes. Les premiers jugent tous les différends qui surgissent entre les Egyptiens et les Etrangers ou qui surgissent entre les étrangers de différentes nationalités. Mais les tribunaux indigènes sont uniquement compétents pour statuer sur les litiges entre les Egyptiens et la compétence de ces tribunaux s'étend également sur les affaires des étrangers qui ne jouissent pas des droits dont profitent les autres étrangers capitulaires.

Les codes mixtes et indigènes, promulgués en 1876 et 1883 ont reproduit, particulièrement en droit commercial, à peu près textuellement la loi

(1) Sur l'étude des capitulations : Voir Bahi eddin Barakat bey. Thèse, Montpellier, 1912, où cette matière est exposée avec netteté parfaite et l'ouvrage de M. Pellissié du Rausas.



française (2). Par suite le droit français et le droit égyptien possèdent des règles communes en matière de législation des effets de commerce, ou tout au moins se ressemblant entre eux. Mais, pour l'intelligence de ce qui va suivre nous croyons très utile de donner quelques indications à propos des effets de commerce en Egypte, avant d'aborder notre étude sur le crédit et l'organisation bancaire en Egypte qui constitue la base de notre travail.

La connaissance de cette catégorie de titres est d'une importance primordiale pour le négociant et en général pour l'homme d'affaires. Les effets, instrument nécessaire des réglemens importants entre les négociants et industriels, sont la *monnaie du commerce* ; mais on ne peut se servir judicieusement d'une monnaie que si on connaît avec précision la manière dont elle est garantie.

Les effets de commerce forment une catégorie particulière des instruments de crédit. En Egypte, le volume de circulation des effets prend une importance considérable et chaque jour croissante. Nous nous sommes efforcés d'orienter notre travail vers l'étude de cette monnaie de commerce qui est en liaison avec le crédit. Mais l'étude des règles juridiques qui gouvernent les effets sortant du cadre de notre travail, nous ne pouvons sur les questions de cet ordre que renvoyer aux ouvrages spéciaux et particulièrement à l'ouvrage remarquable de maîtres

(2) Voir notre thèse juridique en matière de sociétés par actions, Paris, 1924, p. 2.

éminents MM. Abd El Fattah El Sayed Bey, actuellement conseiller à la Haute Cour d'Appel Mixte d'Égypte (3) et M. Marc Desserteaux, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon. Cet ouvrage précieux intitulé « Traité théorique et pratique des effets de commerce en droit égyptien » étudie et commente avec une parfaite précision la matière des effets de commerce qu'on peut utilement consulter et dont on peut tirer les meilleurs fruits. Cette matière a fait l'objet d'un grand nombre d'explications dans le Tome II de notre traité de droit commercial égyptien écrit en langue arabe.

Les effets de commerce sont régis aujourd'hui, dans la législation égyptienne par des dispositions qui font partie, soit de la cinquième section du Chapitre II du code de commerce mixte, soit de la première section du chapitre II du code de commerce indigène.

Les effets de commerce sont des écrits portant engagement de payer une somme d'argent déterminée, soit au porteur, soit à l'ordre d'une personne dénommée, à une époque généralement très rapprochée.

Ils tirent leur nom de l'usage fréquent qui en est fait dans le commerce, mais on s'en sert également, quoique plus rarement, en dehors du commerce (4).

(3) Ci-devant professeur à la Faculté de Droit du Caire où il occupait en même temps la fonction de vice-doyen.

(4) M. Wahl, N° 1791, Thaller et Percerou, N° 1232. Lyon Caen et Renault, N° 565.

Ils constituent pour le commerce un moyen d'action presque aussi indispensable que la location d'un magasin ou la possession d'un certain stock de marchandises : celui qui fait les affaires ne peut s'en passer parce que les effets de commerce jouent pour lui le rôle de monnaie (5).

**Fonction monétaire des effets de commerce. —**

On sait quel est le rôle nécessaire de la monnaie dans les transactions commerciales. L'opération essentielle du droit commercial, l'achat-vente, se ramène en somme à un échange de marchandises contre de la monnaie, ou si on préfère, de marchandises affectées à un usage spécialisé contre des marchandises ayant un pouvoir d'échange illimité. Or, cette monnaie qui joue dans toutes les transactions commerciales un rôle capital, il faut en distinguer deux variétés : à côté de la monnaie émise par l'Etat, de la monnaie officielle, il existe une autre monnaie reposant sur la confiance réciproque et les conventions particulières des intéressés : cette deuxième monnaie, ce sont les effets de commerce.

On peut être surpris de voir le titre d'une créance jouer le rôle de monnaie, le titre à tout prendre, n'est qu'un morceau de papier sans valeur. On comprendra cependant mieux cette assimilation de la circulation des effets de commerce à la circulation monétaire si on se souvient d'une notion qui est

(5) Voir Abd El Fathah El Sayed Bey N° 1 et Thaller, Traité élémentaire N° 1247 et suiv.

familière aux commerçants : dans le commerce, la signature d'une personne connue par son honnêteté et sa solvabilité vaut de l'argent (c'est-à-dire de la monnaie métallique) parce qu'on sait qu'une telle personne tiendra à faire « honneur à sa signature » et qu'il sera par conséquent facile au porteur du papier de le transformer en monnaie (6).

Les principaux effets de commerce sont :

- 1) La lettre de change,
- 2) Le billet à ordre,
- 3) Le chèque,
- 4) Les effets au porteur,
- 5) Les récépissés et les warrants.

Les récépissés et les warrants sont des effets de commerce qui ont pour objet de transmettre la propriété d'objets déposés dans les magasins généraux ou de constituer ou céder un gage sur ces objets (7).

Les magasins généraux qui délivrent les récépissés et les warrants ne sont pas réglementés par le code de commerce égyptien contrairement au droit français qui les réglemente par la loi du 28 mai 1858. Cependant la loi égyptienne n'interdit pas leur création et par suite ils sont soumis au point de vue légal aux principes généraux de droit. Aussi une loi spéciale serait-elle utile pour rendre pratique ce système.

Les effets de commerce dont nous nous occupe-

(6) Abd El Fattah El Sayed Bey et M. Marc Desserteaux, N° 2.

(7) M. Wahl, N° 1322 et sq.

rons ici sont les lettres de change, les billets à ordre ou au porteur et les chèques.

Nous diviserons notre étude des effets de commerce en sections : 1° la lettre de change ; 2° le billet à ordre ; 3° le chèque ; 4° les effets au porteur.

### *Section première*

#### I. La lettre de change

Les codes français et les codes égyptiens ne définissent point la lettre de change ou traite. Ils se sont contentés d'indiquer les mentions soit obligatoires, soit facultatives que la lettre de change doit renfermer. Au contraire, le droit anglais donne la définition suivante dans l'*Act of Bills of exchange* de 1882 : « La lettre de change ou traite est un écrit, rédigé sous forme de lettre, par lequel une personne, appelée tireur, charge une autre personne, appelée tiré, de payer une somme d'argent à une époque déterminée à l'ordre d'une troisième, appelée preneur, bénéficiaire ou porteur ». La lettre de change comporte essentiellement au moins trois parties : le tireur, le tiré, le tiré bénéficiaire.

*Modèle* : Voici dans sa plus simple expression, un modèle de lettre de change :

Alexandrie, le 15 mai 1929

B.P. L. E. 100.

Veuillez payer à l'ordre de Monsieur Abd-El-



Rahim Goneim la somme de cent livres égyptiennes,  
le 1<sup>er</sup> avril prochain, valeur reçue —————

Signé : Hussein Rady

A Monsieur Mohamed Weheba, Banquier au Caire,

M. Goneim mettra au dos du titre : Payez à l'ordre de M. Abd El Aziz Mohamed, etc. Celui qui crée la lettre de change (Rady) est appelé le tireur, celui au profit duquel elle est tirée (Goneim) est le preneur ou bénéficiaire, celui-ci en demeure porteur jusqu'au moment où il l'endosse au profit d'une autre personne ; alors, il devient endosseur, et le bénéficiaire de l'endossement M. Abd El Aziz devient porteur et conserve cette qualité, soit jusqu'au moment où lui-même devient endosseur, en transmettant la traite à une autre personne qui en devient porteur et peut la transmettre à son tour par endossement ; de telle façon qu'entre le jour de sa création et le jour de son échéance, une lettre de change peut être l'objet d'un grand nombre d'endossements.

Le tireur et chaque endosseur du titre sont garants du paiement à l'échéance, de telle sorte que le porteur non payé par le tiré, accepteur ou non, peut recourir en garantie contre les endosseurs et contre le tireur pour obtenir le paiement (8).

La lettre de change est rangée parmi les actes de commerce par le code français (9). Par suite,

(8) Lyon Caen et Renault, N° 568.

(9) Art. 632, in fine.

tous ceux, commerçants ou non commerçants, qui apposent leur signature sur une lettre de change à quelque titre que ce soit, notamment comme tireur, endosseur, accepteur, sont obligés commercialement. En Egypte, le code indigène ne concorde pas avec le code mixte en ce qui concerne la commercialité des lettres de change. Ainsi, nous devons étudier cette matière dans chacun de ces deux codes séparément.

a) Le code indigène reproduit en le complétant l'article 632 du Code Français en vertu duquel la lettre de change entre toutes personnes est un acte de commerce, sans qu'il y ait à considérer si elle est payable dans un lieu différent de celui de son émission, c'est-à-dire si elle implique une opération de change tirée avec remise de place en place.

Pour le billet à ordre et le chèque, en présence de la conformité du texte indigène avec la jurisprudence française, il est certain que ces deux sortes de titres comme tous autres documents à ordre ou au porteur sont commerciaux quand ils ont été créés à l'occasion d'un acte de commerce ou émis par un commerçant qui agit en cette qualité, mais qu'ils demeurent purement civils en tout autre cas.

b) Le Code mixte, au contraire, ne fait aucune mention spéciale de la lettre de change, bien que son article 2 soit par ailleurs la reproduction littérale de l'article 632 du code français.

La jurisprudence en avait conclu tout d'abord que les traités signés par un non-commerçant ne constituent pas un acte de commerce, d'après le code

mixte qui aurait voulu modifier à cet égard la précédente législation, c'est-à-dire le code ottoman.

Postérieurement, elle a décidé au contraire que l'art. 2 C. com. M. est purement énonciatif et non limitatif (11) ; que, d'ailleurs, le Code de commerce mixte, ayant classé la matière de la lettre de change et du billet à ordre sous le chapitre intitulé : « Des différents contrats commerciaux » et n'ayant pas refusé par une disposition expresse le caractère commercial aux effets souscrits par des personnes non commerçants, doit être considéré comme ayant maintenu d'une manière implicite le principe du code ottoman qui décalrait actes de commerce — entre toutes personnes — la lettre de change, le billet à ordre et le billet au porteur (12).

Actuellement la jurisprudence mixte semble définitivement fixée dans ce sens que la lettre de change et aussi les billets à ordre sont toujours réputés actes de commerce — quelles que soient la cause de ces documents et la qualité de la personne qui les a créés (13) que la juridiction commerciale connaît des actions relatives aux billets à ordre, même souscrits pour une cause purement civile (14) et que les tribunaux civils ne sont pas compétents

(10) A.C.M. 29 mars 1876, R.O.J.M. 1-8.

(11) A.C.M. 31 mai 1877, R.O.J.M. 11-373.

(12) A.C.M. 24 juin 1876 et 26 avril 1877, R.O.J.M. 1-29 et 11-306.

(13) A.C.M. 2 décembre 1891, B.L.J. IV-28, 27 avril 1910, B.L.J. XXVII-282.

(14) A.C.M. 13 décembre 1893, B.L.J. VI-59 ; 12 mai 1909, B.L.J. XXI-384.

pour juger sur un billet à ordre émis par un propriétaire (15).

Mais la lettre de change doit être tirée d'un lieu sur un autre, et constituer ainsi l'instrument d'un contrat de change avec remise de place en place — comme l'exigeait autrefois le code français — disposition que le code mixte a conservée, tandis que le code indigène l'a répudiée conformément à la loi française du 7 juin 1894.

**Rôle économique.** — La lettre de change peut être utilisée dans des buts divers : comme moyen d'éviter les transports de numéraire, comme mode de paiement, comme instrument de crédit, comme protection contre les risques et pertes, contre certaines prohibitions légales et comme objet de spéculation.

**a) Transports d'espèces.** — La lettre de change a toujours été à l'origine et est encore souvent aujourd'hui un moyen commode d'économiser un transport coûteux de numéraire à quelque distance. Exemple : étant domicilié à Alexandrie, j'ai à Manchester un créancier appelé M. Phillips, banquier à Manchester, auquel je dois payer, le 1<sup>er</sup> septembre prochain, une somme de £ 1.000. Il peut y avoir des inconvénients à envoyer cette somme en espèces métalliques ; les frais d'emballage seraient considérables et les risques de perte ou de vol au cours du

(15) A.C.M. 21 mars 1895, B.L.J. VII-203.

transport seraient de nature à causer un grave préjudice. Au lieu d'envoyer ces 1.000 £ en espèces d'or, je vais employer un procédé qui est bien préférable : peut-être d'abord pourrai-je me procurer sur le marché d'Alexandrie une traite payable par M. Philipps lui-même, je réglerai le prix à Alexandrie — peut-être ne sera-t-il réglé lui-même que par compensation — et j'éteindrai ma dette envers Smith, devenu en même temps mon créancier et mon débiteur. Mais il pourra très bien arriver qu'il me soit impossible de trouver à Alexandrie du papier précisément émis par M. Philipps, en ce cas, tout ne sera pas perdu, et j'aurai encore une autre ressource pour éviter de faire transporter mon argent par la poste ou par chemin de fer. Il faut alors recourir à l'intermédiaire d'un banquier ; on peut dire que les banquiers achètent et vendent des lettres de change. Si je trouve une traite de 1.000 livres sterling payable à Manchester, chez un autre anglais M. Holland, j'achèterai cette traite de la banque qui me l'endossera et puis je l'expédierai à mon créancier et je le renverrai se faire payer dans les bureaux de M. Holland, son compatriote (16).

Si l'on devait nécessairement procéder de cette manière, on se heurterait à de grandes difficultés ou même à des impossibilités pratiques. Tout d'abord, si le banquier, auquel une lettre de change a été transmise, devait la conserver jusqu'à ce qu'une personne se présentât pour lui demander

(16) Abd El Fathah El Sayed Bey et M. Marc Desserteaux, p. 11.



une traite, souvent il ne s'offrirait pas d'occasion favorable avant l'échéance et le banquier risquerait d'encourir les échéances qui frappent le porteur d'une lettre de change lorsqu'il n'en réclame pas le paiement exactement le jour de l'échéance.

Ce n'est pas tout : la lettre de change une fois souscrite ne peut pas se diviser ; le banquier ne pourra donc pas satisfaire aux demandes qui lui seront adressées, s'il a acheté une lettre de £ 1.000 sur Manchester et que les clients viennent lui demander cinq lettres de change de £ 200 dont ils ont besoin. Aussi, dans la pratique, voici comment très souvent les choses se passent. Le banquier auquel une lettre de change est transmise par le tireur ne la conserve pas afin de pouvoir la vendre et l'endosser à un de ses clients ; il l'adresse à l'un de ses confrères avec lequel il est en compte courant dans la ville sur laquelle la traite est tirée. Son confrère (de Manchester) en opère le recouvrement et est ainsi débiteur du banquier qui la lui a adressée, pour le montant de la lettre de change qui est porté au crédit de celui-ci (le banquier d'Alexandrie). Ainsi le banquier d'Alexandrie étant crédité de £ 1.000 par son confrère de Manchester, peut tirer sur ce dernier des lettres de change pour toutes les sommes inférieures à £ 1.000 pour lesquelles il lui en est demandé, le banquier d'Alexandrie crée donc directement des traites sur son confrère de Manchester (17).

(17) Malache (l'auteur), T. II, p. 148, Lyon-Caen et Renaut, N° 569.

Cette habitude très répandue, de procéder aux règlements à l'étranger au moyen de lettres de change donne lieu à un problème économique auquel il est nécessaire d'ajouter quelques observations touchant cette matière.

**Du cours des changes.** — Des lettres de change sont tirées de l'Egypte sur l'étranger ou inversement et d'autres sont créées et payables en Egypte : les premières sont les plus importantes, ce sont des instruments de commerce international.

D'après le code de commerce français (18), il y a des intermédiaires officiels entre ceux qui veulent vendre et ceux qui veulent acheter des lettres de change : ce sont des agents de change. En fait, ces officiers ministériels ont abandonné depuis longtemps le droit exclusif que la loi leur confère en cette matière, et ce sont les banquiers qui font le commerce des lettres de change (19).

Dans le système égyptien, il n'y a pas cette catégorie de personnes connue en France sous le nom d'agents de change. Par suite, le trafic des effets de commerce est aux mains des banquiers ; (20) ce sont eux qui achètent et vendent la matière du change.

Il existe toujours entre les monnaies types de

(18) Art. 76.

(19) Lyon-Caen et Renault, N° 571.

(20) Malache (l'auteur), t. III, p. 177.

deux Etats un rapport de valeur théorique qui se déduit de la valeur du métal incorporé dans la monnaie : ainsi entre la livre sterling et le franc, le rapport a été longtemps de 25,22 ; entre la livre anglaise et la livre égyptienne, il est de 0,975. Mais cela ne veut pas dire qu'il fallait toujours et nécessairement 25 fr. 22 pour acheter à Paris une traite de £ 1 sur Londres, ou au Caire L.E. 0,975 pour acheter cette même traite de £ 1 (21).

Une lettre de change payable sur une place étrangère est une sorte de marchandise dont le prix peut varier d'un instant à l'autre. Il existe un cours du change (analogue au cours des marchandises et des valeurs mobilières qui se négocient dans les bourses). Suivant les cas, le change peut être au pair, au dessus ou au-dessous du pair. Il est au pair, lorsqu'une lettre de change représentant nominalelement une valeur d'une livre sterling se négocie exactement pour cette somme. Il est au-dessus du pair, lorsque la même lettre de change vaut plus d'une livre sterling sur le marché, au-dessous du pair lorsqu'elle vaut moins d'une livre sterling.

La valeur des lettres de change sur l'étranger dépend, comme celle de toute marchandise, de l'importance respective des offres et des demandes (22).

En temps normal, si les exportations de l'Egypte, dans ses rapports avec l'Angleterre, représentent des sommes plus fortes que ses importations, il y a

(21) Arrêté du 18 oct. 1916, art. 1.

(22) Abd El Fattah El Sayed Bey et M. Marc Desserteaux, p. 11.

excédent de traites tirées sur l'Angleterre, comparativement à celles qui sont tirées de ce pays sur l'Égypte. L'abondance de l'offre fait baisser sur le marché égyptien le cours du change sur Londres au-dessous du pair : on dit alors que le change est favorable, c'est-à-dire favorable aux Égyptiens qui se libèrent en faisant un petit bénéfice. Dans l'hypothèse contraire, les traites sur Londres n'étant pas suffisantes pour faire équilibre à celles qui sont créées de Londres sur le Caire, cette rareté de la marchandise en fait monter le cours au-dessus du pair : le change devient défavorable, et les Égyptiens débiteurs des Anglais ne peuvent payer en traites qu'en subissant une légère perte (23). Il y a une limite au-dessus de laquelle, en général, le cours du change ne s'élève pas ; il ne dépasse pas, sauf dans des cas exceptionnels, spécialement en cas de guerre, le montant des frais que coûte le transport du numéraire. Ainsi, le cours de change du Caire sur Londres ne s'élève pas d'ordinaire au-dessus de la somme nécessaire pour envoyer en or une somme égale de la première dans la seconde ville ; autrement, celui qui a un paiement à faire à un créancier de Londres aurait plus d'intérêt à faire un envoi d'or qu'à acquérir au Caire une lettre de change payable à Londres et à la transmettre à son créancier (24).

Le mécanisme du change fonctionnait entre Paris et Londres avant la guerre de 1914, et on avait

(23) MM. Lacour et Bouteron, t. II, N° 1167.

(24) Lyon Caen et Renault, N° 572.

calculé que le cours de la livre à Paris ne pouvait varier de plus de 10 ou 12 centimes (25).

Dans les rapports de l'Angleterre et de l'Égypte, les variations du cours du change sont restées très modérées, même pendant la guerre de 1914-1918 et la période qui l'a suivie. Cela tient notamment à ce que l'Angleterre avait remis au gouvernement égyptien, en garantie d'avances, de nombreux Bons de Trésor britannique, que le gouvernement égyptien considérait comme valant de l'or. De cette pratique résulte une certaine solidarité entre les finances égyptiennes et les finances anglaises (26). La place du Caire cote les changes étrangers en monnaie égyptienne. Cela est naturel ; un effet sur l'étranger, c'est une marchandise, et le prix en est, sur notre place, indiqué en monnaie nationale, comme celui de n'importe quelle autre marchandise. En langage technique, cela s'appelle donner l'incertain. La plupart des places étrangères, et particulièrement la place de Paris, font de même : pas toutes cependant, Londres qui est la première place de change du monde, cote le papier sur certaines places dans la monnaie de ces places, notamment elle cote en francs le papier sur Paris ; en langage technique, on dit que Londres donne le certain à Paris. Tandis que Paris ou Le Caire indique le prix en francs ou

(25) Colson, cours d'économie politique, II, p. 429 sq.

(26) Abd El Fattah El Sayeb Bey et M. Marc Desserteaux, p. 13.



en piastres qu'il faut payer pour acheter un effet de 1 £ sur Londres, la cote de Londres indique le nombre de francs sur Paris qu'on obtient pour 1 £ en d'autres termes, la quantité variable inscrite à la cote, c'est la marchandise vendue et non pas le prix, celui-ci étant considéré comme constant (27).

**b) Instrument de crédit.** — On a cru pendant longtemps que la seule fonction essentielle de la lettre de change était d'opérer un déplacement de valeur. Mais on a dû reconnaître qu'elle présente encore d'autres utilités, non moins considérables. Ainsi, lorsqu'elle n'est pas immédiatement exigible, elle constitue un instrument de crédit.

La plupart des lettres de change sont créées à l'occasion de vente de marchandises. Il est d'usage d'accorder à l'acheteur un délai de trois ou quatre mois pour le paiement du prix. Le vendeur tire donc sur l'acheteur une lettre de change payable à l'expiration de ce délai. Ce vendeur est souvent un industriel qui, pour subvenir aux frais généraux de son entreprise, a besoin d'argent avant cette échéance. La traite qu'il a créée lui permettra de s'en procurer : vraisemblablement il en obtiendra l'escompte d'un banquier (28).

Bref, par l'escompte de la créance à terme qui est à la base de la lettre de change, un commerçant peut disposer immédiatement de la valeur des mar-

(27) M. Truchy, t. II, p. 94.

(28) Lacour et Bouteron, t. II, N° 1168.

chandises qu'il a vendues à crédit, en abandonnant au banquier qui lui achète son titre l'intérêt à courir jusqu'à l'échéance.

**c) Instrument de paiement.** — Elle sert de moyen de paiement. Au premier point de vue :

1) L'endossement de l'effet permet au débiteur d'en transférer aisément la valeur à son créancier.

2) La circulation de la lettre de change favorise les compensations.

Le développement de cette fonction est sans doute un peu entravé en droit égyptien moderne par la règle un peu arbitraire du droit mixte, qui exige un lieu d'émission distinct du lieu de paiement (C. com. M. 110) ; elle s'épanouit en droit français contemporain depuis la loi du 7 juin 1894 modifiant l'art. 110 du C. co. F. et supprimant la condition de dualité de place. On sait que le droit indigène (C. co. I, 105) a suivi ici le droit français le plus récent.

Voici comment peut se révéler cette utilité de la traite : Supposons que Primus, commerçant, domicilié à Port-Saïd, soit créancier pour une somme de cent livres égyptiennes de Secundus,, commerçant domicilié à Suez et débiteur de Tertius, commerçant domicilié également en cette ville. Primus tirera une lettre de change sur Secundus à l'ordre de son créancier Tertius, et l'enverra à ce dernier. Si Tertius est débiteur d'un autre commerçant, Quartus, il lui transmettra à son tour la lettre de change.

Il arrivera dès lors ceci : à l'échéance, si le tiré Secundus paye au porteur de la lettre, Quartus, Pri-

mus sera libéré envers Tertius, Secundus envers Primus, Tertius envers Quartus, trois paiements seront ainsi effectués par un seul déplacement de numéraire.

Cette simplification de paiement permet aux commerçants d'éviter l'entremise d'un banquier, qui prélèverait une commission. Tous les commerçants étant intéressés à ce que les règlements se fassent de la façon la plus commode et la plus économique, l'usage de considérer les lettres de change comme une monnaie fiduciaire ne pouvait manquer de se généraliser. Celui qui reçoit de son débiteur un effet de commerce est libre d'en faire, à son tour, le même usage pour se libérer envers un de ses créanciers, et ainsi de suite indéfiniment, car le nombre des endossements n'est pas limité. A l'échéance, le paiement en espèces fait par le tiré au dernier porteur éteindra simultanément un grand nombre de dettes.

La circulation du papier de commerce a donc pour résultat, non de supprimer, mais de restreindre considérablement l'emploi de la monnaie métallique. C'est un résultat dont il faut se féliciter : car les métaux précieux sont des marchandises qui ont une valeur intrinsèque et peuvent être utilement affectés à divers usages. Tous les économistes reconnaissent la supériorité des nations qui, grâce à l'importance de leur circulation fiduciaire, sont en mesure de pourvoir au règlement de leurs échéances avec une faible réserve métallique.

Ainsi envisagée, la lettre de change se rappro-

che du billet de banque (billet payable en espèces, au porteur et à vue). Mais elle ne saurait parvenir à l'égaliser, en tant que papier représentatif de la monnaie. D'abord, elle ne se transmet pas aussi facilement qu'un titre au porteur ; puis elle n'est, le plus souvent, payable qu'à une échéance déterminée, de sorte que le porteur est obligé d'attendre un certain temps, pendant lequel les signataires responsables du paiement peuvent devenir insolvables.

Quoi qu'il en soit, l'idée capitale que le jurisconsulte allemand Einert a mise en lumière dans son célèbre ouvrage, publié en 1839 (29), et dont toutes les législations modernes se sont inspirées, c'est que la lettre de change est essentiellement une monnaie de papier à l'usage des commerçants.

La loi qui la régit doit donc être conçue de manière à faciliter la circulation de cette monnaie fiduciaire, et à donner au porteur le maximum possible de chances d'être payé le jour où elle devient réalisable en espèces (30).

**d) Protection contre les risques de perte et de vol, et contre certaines prohibitions légales. —**

Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, la lettre de change servait principalement au transport des fonds et avait deux utilités accessoires qui étaient : 1<sup>o</sup> éviter les risques de perte ou de vol des fonds. à une époque où la police était relativement assez dé-

(29) Einert. Das Wechselrecht nach dem Bedürfniss des Wechselgeschäfts im neungethtnten jahrhundert.

(30) Lacour et Bouteron, p. 10, N<sup>o</sup> 1169.

fectueuse, et où on ne possédait pour les voyages sur les routes d'autres moyens que les diligences, il aurait été extrêmement dangereux de transporter avec soi de grosses sommes ; cela aurait obligé, comme disait Dumas père, à déranger à la fois un grand nombre de gendarmes et de bandits ; il était donc préférable d'envoyer d'une place à l'autre un titre peu encombrant et facile à dissimuler.

Cette utilité de la lettre de change nous oblige à quelques explications sur l'institution juridique connue en droit musulman du moyen âge sous le nom de « Souftaja » que les jurisconsultes musulmans étudient dans leurs précieux ouvrages. « La souftaja » était définie un prêt en vue *d'éviter le risque de distance*. Ce n'était qu'un prêt et non un dépôt pour que l'emprunteur supporte le risque de la perte ou vol des espèces. L'objet de cette opération était de faire parvenir la somme entre les mains d'un créancier du prêteur, créancier qui se trouvait dans un pays lointain. L'emprunteur se chargeait de faire parvenir la somme à ce créancier et de le désintéresser en monnaie du pays : il prenait, en général, pour intermédiaire un de ses correspondants habitant ce pays (31).

MM. les savants professeurs Abd El Fattah Bey et Desserteaux ont exposé la deuxième utilité de la lettre de change avec une précision remarquable. Nous laissons la parole à ces

(31) V. Ibn Abdine, IV, 308 ; Abd El Fattah El Sayed Bey et M. Marc Desserteaux, p. 9.



auteurs « On trouvait à l'emploi de la lettre de change une autre utilité, qui était de tourner les règles du droit canonique restées en vigueur, en France, jusqu'en 1789, sur la prohibition du prêt à intérêt. Dans ce système législatif, il était, en effet, interdit à un prêteur de réclamer ouvertement de son emprunteur un intérêt même modéré, par exemple, de trois ou 4 pour cent ; (32) cet intérêt était réputé illicite, arraché à la faiblesse et à la misère de l'emprunteur. En matière de sociétés déjà, le désir d'échapper à cette règle avait aidé au développement d'un grand nombre d'institutions (contrat de commande, commandite). Il en a été ainsi en matière de lettre de change. Le prêteur avait grand soin de stipuler que la somme prêtée, au lieu de lui être payée par l'emprunteur dans le même lieu, lui serait payée sur une autre place de commerce, pour cela, il faisait tirer à son profit par l'emprunteur, une traite sur un correspondant de l'emprunteur habitant une autre place. Théoriquement, la règle de la prohibition du prêt à intérêt aurait dû s'appliquer. Mais comme ce n'était pas la même monnaie qui avait cours dans l'endroit où la traite avait été émise et dans celui où le remboursement devait être effectué, et qu'il n'y avait entre la valeur des monnaies aucune parité officielle, il était par trop difficile de savoir si, oui ou non, un intérêt se dissimulait sous

(32) Cette utilité de la traite a existé aussi en Orient, car le droit musulman prohibait, lui aussi le prêt à intérêt. Cf. sur cette prohibition, Bismut, *La nationalité des sociétés en Tunisie*, p. 86. Grasshoff ,cf. cit. p. 22, 23, 26.

ces opérations ou si, au contraire, il n'y avait pas tout simplement à l'échéance, remboursement de la somme prêtée. Aussi arrivait-on à faire par le détour du change de place en place, des opérations qui auraient été absolument interdites sur la même place ».

L'importance de ces fonctions a bien diminué aujourd'hui, car les routes sont à peu près sûres ; il est possible, d'ailleurs, de transporter des valeurs dans les conditions de sécurité inconnues autrefois, et le prêt à intérêt est permis.

**e) Spéculation.** — En raison de ses utilités multiples, la lettre de change est souvent recherchée par le commerce à un prix qui, sous l'influence d'une demande supérieure à l'offre dépasse la valeur que le titre constate : la différence constitue donc une prime qui vient s'ajouter, en faveur du tireur, au bénéfice réalisé par lui sur la marchandise dont la vente a servi de cause à la création de l'effet.

**Remarque.** — Toutes les dispositions égyptiennes relatives aux lettres de change et concernant la capacité des souscripteurs, endosseurs et accepteurs, l'échéance, l'endossement, la solidarité, l'aval, le paiement par intervention, le protêt, les devoirs et droits du porteur, le rechange et les intérêts sont étudiés dans le tome II de notre traité de droit commercial égyptien écrit en langue arabe et auquel nous renvoyons le lecteur.

## II. — Du billet à ordre

**Notion du billet à ordre.** — On appelle billet à ordre, un titre très usité en Egypte dans les relations d'affaires, par lequel une personne s'engage à payer une somme d'argent, à une époque déterminée, à l'ordre d'une personne, en échange d'une valeur, soit en argent, soit en marchandises, qu'elle a reçue de cette personne.

**Modèle.** — Voici un modèle de ce genre d'effet.

Le Caire, 10 Mai 1930                      B.P.P.T. 10.000

A fin prochain je paierai à l'ordre de Jean  
la somme de dix mille piastres, valeur reçue  
en marchandises.

JACQUES.

**Fonctions.** — Comme la lettre de change, le billet à ordre est un instrument de crédit, de paiement et même de transport d'espèces.

**Comparaison avec la lettre de change.** — Bien qu'il soit appelé à reproduire certaines fonctions de la lettre de change, le billet à ordre diffère de celle-ci à plusieurs égards.

Le billet à ordre diffère essentiellement de la lettre de change en ce qu'il ne met en scène que deux personnes, et non trois. Celui qui signe le billet (Jacques) s'appelle le souscripteur, celui auquel le billet est remis (Jean) est dit bénéficiaire.

Le billet à ordre ressemble à la lettre de change au point de vue de sa forme, des règles de l'en-

dossement, des garanties de paiement et des règles de paiement.

Par conséquent, le billet à ordre est soumis, en principe et dans les grandes lignes, aux mêmes règles que la lettre de change (33). Néanmoins, il existe entre la lettre de change et le billet à ordre un certain nombre de différences : les unes sont rationnelles, et résultent de la nature même des choses, les autres sont le résultat de différences de réglementation un peu arbitraires. L'étude de ces différences sort du cadre de notre travail limité aux questions économiques et non juridiques.

L'objet de l'obligation constatée par un billet à ordre ne peut être qu'une somme d'argent : ainsi, ne constitue pas un billet à ordre l'engagement de fournir à l'ordre d'une personne dénommée ou, à défaut, de payer une somme fixée avec indemnité sur chaque cantar (34) ; c'est là un simple *sened* ou reconnaissance ordinaire (35).

### III. — Du Chèque

Il y a en Europe et en Amérique d'autres variétés d'effets de commerce, qui jouent un rôle considérable dans la vie économique moderne des Européens et des Américains, et au sujet desquelles les textes de la législation égyptienne sont très succincts

(33) Art. 196-198 du code de commerce égyptien.

(34) Mesure de poids employé en Egypte.

(35) A.C.M. 4 janvier 1905, B.L.J. XVII-55.

et non satisfaisants. Cependant, ces titres purent être créés en Egypte et y circuler, grâce au principe du respect dû à la liberté des conventions des particuliers, et de la règle d'après laquelle on peut étendre la clause à ordre à toute sorte de titre. Par suite de l'absence de dispositions bien nettes, la circulation de ces titres crée en Egypte des difficultés.

**Origine historique.** — L'invention du chèque est relativement ancienne, puisqu'il existait en Italie au XVII<sup>e</sup> siècle sous le nom de « polizze bancaire, fede di deposito ». Mais c'est surtout dans les pays anglo-saxons, et spécialement en Angleterre même, qu'il se développa (36). Le chèque vient en France d'outre Manche. Pour l'acclimater en France, il y eut la loi du 14 juin 1865. Il a été réglementé à nouveau par la loi française du 19 février 1874.

Nous avons dit que le chèque vient d'Angleterre, comme semble l'indiquer son nom sur l'étymologie duquel on n'est pas, d'ailleurs, d'accord. Certains auteurs rattachent ce terme « chèque » au mot anglais *exchequer*, d'autres, dont l'opinion nous paraît plus raisonnable, prétendent que ce mot vient du verbe *to check*, qui signifie vérifier, contrôler, l'émission et le paiement du chèque impliquent une vérification préalable. Quoiqu'il en soit, le chèque a été organisé législativement par une loi de 1858. Il y est utilisé et répandu plus qu'en aucun pays de l'Europe. C'est de l'Angleterre que l'usage du chèque

(36) MM. Abd El Fathah El Sayed Bey et Marc Desserteaux.



paraît avoir passé dans les pays du continent et c'est aux usages anglais et aux dispositions des lois anglaises qu'ont été empruntées généralement les règles qui lui sont applicables dans les divers Etats, spécialement en France (37).

**Notion du chèque.** — Mais ces diverses législations ne se sont pas accordées sur la définition légale des caractères propres permettant de reconnaître et d'individualiser cet effet de commerce. Dans la conception anglaise, le chèque est une application particulière de la lettre de change : il se reconnaît à ce qu'il est payable à vue et tiré sur un banquier (38). La loi française, au contraire, semble faire du chèque un titre spécial, distinct de la lettre de change ; elle admet aussi, du moins en principe, que le chèque peut être tiré sur un particulier non banquier, contrairement à la loi anglaise qui exige que le tiré soit un banquier.

Lors de la rédaction de nos Codes mixte et indigène, les auteurs de ces documents législatifs avaient l'exemple de diverses réglementations, déjà assez développées et assez complexes, qui avaient été, dans plusieurs Etats, consacrées au chèque. Cependant, ils n'essayèrent pas ici de s'inspirer de ces modèles étrangers : peut-être leur sembla-t-il que le commerce bancaire était encore insuffisamment dé-

(37) Lyon Caen et Renault, *Traité*, t. 4.

(38) Acte anglais 1882, art. 73 (st. 45 et 46 Vict. t. 61 du 12 août) Sic aussi L. Allemandes 11 mars 1908. Abd El Fattaah El Sayed Bey et M. Marc Desserteaux, p. 172.

veloppé, que les hommes d'affaires égyptiens n'étaient pas encore bien habitués au chèque et qu'une réglementation détaillée sur ce point risquait d'être prématurée et d'une utilité douteuse.

Chose singulière, le législateur égyptien a même évité d'employer le mot « chèque » qui avait pourtant, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, un sens bien défini dans les relations commerciales et financières internationales. Les codes égyptiens ne connaissent que « l'assignation à vue », à laquelle sont consacrés les articles 191/198 à 193/200.

Toutefois, le mot chèque n'est pas entièrement inconnu dans le style législatif égyptien, grâce notamment à l'importante loi n° 29 de 1920, instituant un service de comptes-dépôt postaux dans lequel l'Administration des Postes joue le rôle d'établissement tiré (39).

**Définition.** — Le chèque est un mandat écrit par lequel le tireur prescrit au tiré de remettre tout ou partie des fonds disponibles que celui-ci détient pour le compte du tireur, soit à un tiers ou à son ordre, soit à lui-même, soit au porteur.

**Formes.** — Le chèque ne peut être tiré qu'à vue et porte les mentions corrélatives de ses emplois.

**a) Chèque ordinaire.** — Lorsqu'il est payable

(39) Abd El Fattah El Sayed Bey et M. Marc Desserteaux, p. 173.

en espèces à un bénéficiaire quelconque, il doit contenir :

1° le lieu et la date de son émission ; 2° l'indication du bénéficiaire ; 3° la somme à payer ; 4° la signature du tireur ; 5° la personne du bénéficiaire peut être déclaré payable au porteur, à ordre, à personne déterminée, ou à la personne même du tireur. Ainsi un chèque peut être conçu dans les termes suivants :

Le Caire, le six décembre 1929      P.T.1.000

Banque MISR

Veillez payer à M..., ou à son ordre, ou au porteur, ou, à moi-même la somme de mille piastres.

ALY.

**b) Chèque barré.** — (crossed check) (40). — Un chèque peut être, conformément à une pratique d'origine anglaise, introduite récemment en France et en Egypte, déclaré payable seulement à un banquier, ou même seulement à un certain banquier désigné. Le barrement peut être général ou spécial.

Il est général, s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention « et Compagnie ». Il est spécial, si le nom d'un banquier déterminé est inscrit entre les deux barres.

Le chèque barré est appelé ainsi à cause des

(40) Cpr. Stevens p. 298 sq. Act de 82, art. 73 à 82.

deux lignes parallèles qui le traversent en diagonale et entre lesquelles on peut, pour plus de sécurité, écrire le nom de la banque où s'effectuera le paiement.

L'usage du chèque barré présente un double avantage :

1) Il rend moins grave les conséquences du vol ou de la perte du chèque au porteur, en raison de la nécessité d'avoir recours à un banquier pour obtenir le paiement.

2) L'emploi de ce chèque, en centralisant les chèques aux mains des banquiers, contribue au développement des règlements par voie de compensation (41).

**Traveller's chèques.** — Signalons également les travellers chèques émis par les Compagnies de tourisme et particulièrement par « The American Express Company » et la compagnie de « Thos. Cook & Son » au profit de touristes. On remet à ceux-ci un certain nombre de chèques sur lesquels sont mentionnés les équivalences en monnaies étrangères.

**De la lettre de crédit.** -- Un banquier remet parfois à une personne une lettre de crédit adressée à un correspondant résidant dans un autre lieu et par laquelle le banquier prie son correspondant

(41) Pour plus amples détails sur les chèques, voir notre traité en arabe, t. II, p. 354 sq. et Abd El Fattah El Sayed Bey et M. Marc Desserteaux, p. 171 sq. ; M. Wahl, N° 2053, MM. Lacour et Bouteron N° 1438, MM. Lyon-Caen et Renault, t. VI N° 538.

de remettre au porteur de la lettre, soit une somme déterminée, soit toutes les sommes dont celui-ci pourra avoir besoin.

Parfois, la lettre de crédit est adressée à plusieurs correspondants habitant dans des lieux différents. Elle est alors quelquefois désignée sous le nom de *lettre de crédit circulaire*. Elle indique la somme maxima à avancer et chaque correspondant mentionne sur la lettre de crédit le montant de ses avances pour que les correspondants auxquels elle est ensuite présentée, sachent dans quelle mesure des avances peuvent encore être faites par eux, sans dépasser le maximum de crédit ouvert.

Les lettres de crédit évitent des transports de numéraire. Grâce à elles sans emporter des espèces avec soi et courir les risques en résultant, un voyageur peut se procurer de l'argent dans les lieux où il en a besoin.

Quelques législations organisent ces lettres de crédit. Il en est ainsi en Italie. En Egypte, la loi ne statue pas sur la question, mais, en vertu du principe de liberté, rien n'empêche les particuliers de créer de pareils titres (42).

**Chèques postaux.** — Le service des chèques postaux institué par la loi égyptienne N° 29 de 1920, a pour organe essentiel le compte courant postal. L'administration des postes ouvre un compte courant à toute personne, association, société, maison

(42) Lyon-Caen et Renault, t. IV, N° 736. Notre traité en arabe, t. II, p. 370.

(43) Abd El Fattah El Sayed Bey et M. Marc Desserteaux, p. 181.



de commerce, banque, etc. et à tout de droit ou de fait dont la demande a été agréée.

La loi exige toutefois une couverture relativement élevée, 2 L.E. Elle n'admet pas la négociabilité des mandats de paiement (appelés ordres de débit, art. 5), qui peuvent être donnés par le titulaire au profit d'un tiers déterminé. Elle n'admet pas le protêt en cas de non paiement (art. 7) en sorte que les ordres de débit ainsi donnés diffèrent assez profondément du véritable chèque. La loi est complétée par quelques dispositions accessoires édictant l'irresponsabilité de l'Administration (art. 9-11), et l'acquisition par prescription, au bout de 15 ans, au profit du Trésor, des comptes non utilisés pendant 15 ans (art. 12, par. 2).

Sur la question du chèque postal, l'Egypte a suivi l'exemple des Etats occidentaux, à savoir : la Suisse, l'Autriche, l'Allemagne et particulièrement la France.

#### IV. — Les effets au porteur

Si, au lieu de mentionner le nom du bénéficiaire et de contenir la clause à ordre, un effet est déclaré payable au porteur, il peut se transmettre d'une personne à l'autre par simple « tradition ».

**1° Lettre de change au porteur.** — Contrairement à la loi française, les codes égyptiens admettent l'existence juridique de lettres de change au

porteur : il est bien entendu que le porteur ne peut, dans ce cas, avoir recours contre les preneurs intermédiaires ; seuls le tireur et le tiré demeurent responsables envers lui.

**2° Billet au porteur.** — Bien plus pratique est l'usage de l'obligation au paiement souscrite par le débiteur lui-même en faveur du porteur, notamment sous la forme du « billet de banque ».

Le billet de banque est un écrit par lequel la banque s'oblige à payer à toute personne qui sera porteur de ce billet une somme déterminée, sur présentation, à n'importe quelle époque.

L'Etat ne se contente pas en général, d'avoir pour monnaie officielle des pièces d'or, d'argent de nickel ou de billon : il patronne officiellement une autre circulation monétaire, celle de la monnaie de papier.

Le billet de banque existe chez nous depuis 1898. Cette année là fut fondée la National Bank of Egypt qu'un décret khedivial du 25 juin gratifia « du privilège d'émettre des billets au porteur et à vue aux conditions stipulées dans ses statuts ». Le gouvernement égyptien s'est engagé vis-à-vis de la National Bank of Egypt Ltd., par décret du 25 juin 1898, à refuser désormais le firman d'autorisation nécessaire à la constitution d'une société anonyme, si les statuts de cette société prévoient l'émission de billets au porteur.

C'est en cela uniquement que consiste le privilège de cette banque.

Mais une société égyptienne antérieurement constituée, de même qu'une société étrangère pourrait légalement, pensons-nous, émettre sans restriction des billets aux porteurs qui présenteraient tous les caractères des vrais billets de banque. Hâtons-nous d'ajouter que le monopole de la National Bank n'a jamais été menacé, probablement parce que les banknotes de cet établissement n'ayant pas cours légal, sont acceptés assez difficilement par le grand public, bien qu'ils soient reçus à leur valeur nominale par les caisses publiques, de sorte qu'ils ont dû être émis, nous allons le voir, en quantité assez faible jusqu'au commencement de la grande guerre mondiale de 1914, quoique leur remboursement soit pourtant assuré par des garantis aussi fortes que possible et qui résultent, d'une part, de l'organisation de la banque, du contrôle auquel elle est soumise, d'autre part d'une encaisse égale à leur valeur nominale.

Aux termes de l'article 5 des statuts « le service d'émission des billets de banque constitue en Egypte un service distinct et absolument indépendant des opérations générales de la Banque. Il sera tenu une comptabilité distincte et une caisse spéciale pour toutes les opérations d'émission ou de retrait des billets de banque ».

Nous étudierons d'une façon complète l'organisation de cette banque et les conditions d'émission à la section que nous consacrerons à cet établissement dans la seconde partie de ce travail. Contentons-nous de dire ici que le montant de billets en circulation,

dotés seulement du « cours facultatif » (44) est représenté

a) par une « encaisse d'or » atteignant la moitié de la valeur nominale des billets.

b) par des « valeurs mobilières » appartenant en propre à la banque et dont le montant nominal correspond à l'autre moitié. Le choix et la désignation appartiendront de droit au gouvernement seul sans que l'exercice de ce droit puisse en aucun cas et à aucun moment faire encourir à ce dernier une responsabilité quelconque. A défaut de tout ou partie de tels titres, l'encaisse en or de la caisse spéciale du service d'émission des billets de banque devra être élevée proportionnellement, de telle sorte que le montant des billets en circulation soit toujours représenté intégralement...

L'encaisse exigée, tant en or qu'en titres, constitue le gage spécial des porteurs de billets de banque et, en cas de liquidation de la National Bank of Egypt, la dite encaisse doit servir exclusivement à assurer le retrait des billets.

c) par le « contrôle » du gouvernement qui, en vertu du décret de concession, est appelé à ratifier le choix du gouverneur et des deux sous-gouverneurs de la banque.

— désigne les valeurs mobilières de garantie ;

— détient l'une des deux clefs du coffre-fort où

(44) On dit qu'un billet a cours facultatif lorsque le créancier n'est pas légalement tenu de l'accepter en paiement, comme — en principe, du moins — les billets de la « National Bank of Egypt ». Ils n'avaient pas cours légal. C'est pour cette raison que jusqu'en 1914, l'émission fut plutôt faible.

sont déposés l'encaisse métallique et les titres affectés.

— Enfin le ministre des finances nomme par arrêté deux commissaires de gouvernement qui « ont pour mission la stricte observation des décrets, des actes constitutifs de la Banque et de ses statuts en ce qui concerne les intérêts de la Banque et de ses statuts en ce qui concerne les intérêts du gouvernement et de la sécurité publique. Ils veillent spécialement à l'exact accomplissement des prescriptions qui concernent l'émission des billets au porteur et à vue. Ils pourront en tout temps examiner l'état des caisses et du portefeuille. Ils peuvent assister aux séances du conseil d'administration avec voix consultative ».

En 1899, année qui suivit la fondation de la Banque, le montant des banknotes en circulation fut en moyenne de 59.998 ; l'année suivante ce chiffre descendit à 53.374, pour se relever aussitôt et grossir rapidement ensuite (45).

« National Bank of Egypt ». — Circulation annuelle des billets de Banque émis de 1899 à 1913 (46)

(Valeur exprimée en Livres Egyptiennes)

| Années   | Maximum | Minimum | Moyenne |
|----------|---------|---------|---------|
| 1899.... | 125.088 | 4.227   | 59.926  |
| 1900.... | 131.117 | 23.527  | 53.441  |
| 1901.... | 125.284 | 46.149  | 72.879  |
| 1902.... | 221.492 | 54.774  | 115.910 |

(45) Arminjon, p. 380.

(46) D'après les chiffres de l'Annuaire statistique de l'Egypte, édition de 1914.



|          |           |           |           |
|----------|-----------|-----------|-----------|
| 1903.... | 398.838   | 134.111   | 217.495   |
| 1904.... | 676.025   | 324.051   | 454.067   |
| 1905.... | 1.385.773 | 500.694   | 911.187   |
| 1906.... | 2.315.389 | 1.394.197 | 1.799.974 |
| 1907.... | 2.763.941 | 1.780.139 | 2.283.759 |
| 1908.... | 2.278.091 | 1.396.017 | 1.844.341 |
| 1909.... | 2.221.053 | 1.619.018 | 1.966.112 |
| 1910.... | 2.600.705 | 1.777.341 | 2.163.025 |
| 1911.... | 2.379.080 | 1.907.188 | 2.187.311 |
| 1912.... | 2.626.766 | 1.500.014 | 2.070.752 |
| 1913.... | 2.584.093 | 1.546.165 | 2.109.361 |

Passons maintenant à la troisième période de l'histoire monétaire égyptienne.

### *Section Deuxième*

Troisième période de l'histoire de la monnaie égyptienne à partir de 1914 jusqu'à nos jours

Nous avons démontré dans nos développements précédents que les billets de la National Bank of Egypt ne jouissaient pas du cours légal. Ils n'avaient qu'un cours facultatif, c'est-à-dire que le créancier n'était pas légalement tenu de l'accepter en paiement de sa créance. Et s'il l'acceptait la banque qui l'avait émis, était obligée de le rembourser à toute réquisition du porteur. A cause de cela, le billet n'était pas beaucoup recherché, et, concurremment à la monnaie d'appoint, la livre sterling était l'instrument général des échanges.

La crise mondiale provoquée par l'imminence de la guerre franco-allemande en 1914, eut sa répercussion en Egypte. Les déposants dans les banques, pris de panique, se mirent à retirer leurs fonds. Les créanciers exigeaient le remboursement de leurs dettes, et l'on demandait partout des avances pour les satisfaire. Il y eut même un commencement de « run » sur les billets de la banque nationale d'Egypte.

Sous le régime monétaire alors en vigueur, toutes ces demandes ne pouvaient être satisfaites qu'avec de l'or, seule monnaie légale du pays. Aussi, les banques égyptiennes se trouvèrent-elles dans l'obligation de demander de l'or à Londres. Mais on s'aperçut bientôt que cette importation d'or s'entourait de difficultés toujours grandissantes. Les ressources des banques de Londres, d'autre part, étaient immobilisées, ce qui empêchait de se procurer et d'expédier à l'Egypte l'or demandé.

Dans de telles conditions, il était indispensable d'arrêter les sorties de l'or et de créer une monnaie de circonstance pour parer à la crise et financer en même temps la récolte cotonnière, qui allait, elle aussi, être privée de la quantité d'or nécessaire (47).

Il fut donc décidé, comme mesure d'urgence, de donner cours légal aux billets de banque de la National Bank of Egypt, et le cours forcé fut accordé à ses billets, c'est-à-dire qu'on releva temporaire-

(47) M. Emile Antonini, p. 7 et sq.

ment la banque de l'obligation de les rembourser en or sur demande. Un décret à cet effet fut promulgué le 2 août 1914 et il reste en vigueur encore actuellement. On passa donc en Egypte, pour la première fois dans son histoire, de la circulation fiduciaire, du cours facultatif au cours forcé. Le résultat ne se fit pas attendre : le total des billets en circulation, qui n'était en juillet 1914, que de L. E. 2.200.000, sans avoir jamais dépassé auparavant L. E. 2.700.000, atteignait, au mois d'août L.E. 3.500.000 et au 31 décembre L.E. 8.250.000 (48).

L'effet du décret était non seulement de mettre fin aux demandes de conversion en or, mais aussi de permettre à la National Bank d'émettre des billets de banque jusqu'au double de son encaisse en or et de consentir au besoin, des prêts aux autres banques contre des garanties suffisantes. Grâce à cette mesure, à la forte situation des principales banques et au moratorium qui fut proclamé quelques jours plus tard, la crise immédiate fut conjurée (49).

Mais il restait encore à chercher des moyens pour financer la prochaine récolte cotonnière. A défaut d'importations d'or devenues tout à fait impossibles en raison de la guerre mondiale, l'émission de billets de banque sous le nouveau régime du cours forcé se présentait encore comme le moyen de faire face aux besoins ; le Gouvernement se mit d'accord

(48) M. Emile Antonini, p. 18.

(49) Cf. Rousin, le régime monétaire actuel en Egypte. Revue l'Egypte contemporaine, N° 77, février 1924.

avec la National Bank et il créa des bons du Trésor égyptien, pour une somme de L.E. 2.350.000. Mais ici, il importait d'agir avec la plus grande prudence pour éviter toute possibilité d'inflation et de dépréciation de la devise égyptienne.

En effet, et en présence de la stagnation du marché du coton, on risquait fort, en émettant des banknotes destinées à des achats et à des avances sur du coton, de voir les porteurs employer ces billets de banque au règlement d'importations qui n'eussent pas eu une contre-partie en suffisance sous forme de coton vendu. Pour parer à ce danger, le Gouvernement égyptien, avant d'émettre ses Bons du Trésor, avait obtenu du Trésor anglais la garantie d'un emprunt éventuel sur le marché de Londres jusqu'à concurrence de 5 millions de livres en cas de besoin.

D'autre part, la National Bank of Egypt s'était engagée à surveiller très étroitement les prêts, de manière à s'assurer autant que possible que l'argent ne serait pas employé à des opérations étrangères à la récolte du coton. Dans ce cas, malgré cette précaution, les demandes d'achat de remises que l'étranger auraient menacé de déprécier le change, le Gouvernement pouvait alors se prévaloir des facilités accordées par le Trésor anglais et vendre du change sur Londres pour éviter la dépréciation, en retirant en même temps les billets de banque équivalents de la circulation et en annulant une quantité correspondante de ses propres Bons du Trésor.

Les précautions prises ont été suffisantes pour éviter toute dépréciation sans avoir recours à l'aide

du Trésor anglais. La bonne marche des affaires et l'écoulement graduel de la récolte ont permis à la National Bank de se dispenser peu à peu des Bons du Trésor égyptien et d'y substituer, comme couverture des billets de banque, soit de l'or, soit des Bons du Trésor anglais achetés avec le produit des effets cotonniers. De cette manière l'émission était faite d'une façon satisfaisante sans risquer aucune inflation ou dépréciation de la devise égyptienne. La banque pouvait faire face à toutes les demandes de change sur Londres présentées par les porteurs de billets de moyennant la provision en or et en titres.

Au mois de novembre 1914, les demandes de billets de banque atteignirent un chiffre dépassant le double de l'encaisse-or. Dans ces conditions, la banque fut autorisée, vu l'impossibilité de transporter, à placer un dépôt spécial d'or à la Banque d'Angleterre à Londres, qui serait considéré comme faisant partie de l'encaisse en or constituant la couverture des bank-notes. « Cette autorisation, dit M. Roussin (50), permettait à la National Bank de déposer ou de retirer des espèces à Londres, contre émission ou retrait de billets au Caire, ce qui équivalait à une faculté d'opérer des transferts télégraphiques dans les deux sens au pair. Comme cette faculté aurait donné à la National Bank le monopole des opérations de change, il fut convenu que la même faculté serait

(50) Cf. Roussin, le régime monétaire actuel de l'Egypte. *Revue l'Egypte contemporaine*, N° 77, février 1924.



étendue aux autres banques de la place ». Cela permit de stabiliser le change sur Londres au pair pour toutes les banques qui achetaient et vendaient le change à leurs clients avec un léger écart de part et d'autre, écart bien moindre qu'au temps de l'or, dont les frais de transports étaient supérieurs. Il en résulta donc une économie sensible pour le pays.

Cet arrangement eut encore pour effet une autre économie, encore plus appréciable ; cette économie consistait à l'utilisation du papier en circulation à la place de l'or, et le placement d'une partie de la couverture en titres produisant des intérêts. Cette opération équivalait, en effet, à un prêt involontaire de la part des porteurs des bank-notes, prêt dont le produit était en partie placé en titres. Les intérêts sur ces titres venaient s'additionner en grande partie aux recettes de l'Etat.

Ainsi, à la suite des événements de la guerre, le système monétaire égyptien avait acquis les traits caractéristiques d'un système à étalon de change-or, analogue au système qui avait été pratiqué aux Indes depuis plusieurs années. Ce système consiste à ne payer l'or contre les banknotes pour la circulation intérieure, mais à donner librement du change à toute demande sur un autre pays à étalon-or, au taux du pair ou à peu près, afin d'éviter toute inflation et de maintenir la circulation monétaire à la parité de l'or.

L'usage obligatoire des billets de banque fut accepté par le public sans trop de difficulté. Mais à défaut d'or, on enregistra une demande excessive

d'argent monnayé, dont la circulation passa de L.E. 3 millions en juillet 1914, à L.E. 4 1/4 millions en février 1915, montrant les tendances du peuple à la thésaurisation. La réserve fut épuisée, et les nouveaux arrivages, fort lents en ces temps troublés, furent précédés d'une pénurie de monnaie d'appoint (51).

La saison cotonnière 1914-1915, qui avait fort mal commencé, s'acheva d'une manière satisfaisante, la hausse des prix et les dépenses faites par les forces militaires laissèrent un solde appréciable en faveur de l'Egypte, qui se traduisit par l'augmentation de circulation fiduciaire à la fin de la saison ainsi que par l'accroissement des dépôts en banque.

La forte expansion de l'émission des billets de banque qui peut permettre de parler d'une certaine inflation en Egypte, ne peut être comparée avec les grandes émissions inflationnistes de papier monnaie qui ont été pratiquées dans plusieurs pays de l'Europe. Les billets de banque n'ont pas été émis en Egypte pour subvenir à des dépenses de l'Etat, mais ils ont été émis simplement pour répondre aux besoins de la production et du commerce. Une partie d'ailleurs des billets émis retourna à la National Bank, car elle a servi à des achats de change pour payer les importations de l'étranger ; une autre partie a été déposée en compte courant dans les banques. Enfin la dernière partie, celle qui est restée entre les mains du public, constitue le solde de l'é-

(51) M. Emile Antonini, p. 19.

pargne du pays que les porteurs ont préféré garder auprès d'eux sous forme de billets de banque, plutôt que de le déposer en banque ou de le placer en titres.

La saison cotonnière de 1915-1916 a été de nouveau nettement favorable à l'Egypte, et l'excédent des exportations s'est traduit par de nouveaux accroissements des dépôts en banque et des banknotes entre les mains du public. Dans l'été de 1916, l'émission totale des billets de banque, qui avait été de L.E. 2.200.000 seulement en 1914, se trouvait portée à L.E. 10.800.000, dont L.E. 6.400.000 couvertes par de l'or, partagé en quantités à peu près égales entre le Caire et Londres.

A cette époque cependant, la Banque d'Angleterre fit savoir à la National Bank of Egypt l'impossibilité dans laquelle elle se trouvait désormais, en raison des exigences de la guerre, de mettre de l'or à sa disposition comme couverture des banknotes. La réserve statutaire de 50 % en or maintenue jusqu'en septembre fut en conséquence réduite. La National Bank fut autorisée à remplacer la partie de la réserve en or qui aurait été nécessaire pour porter cette réserve à la moitié du montant de l'émission par des bons du Trésor anglais à court terme (52). La décision de la banque d'Angleterre, déjà mentionnée, devant laquelle il fallait s'incliner, portait une modification à la base du système monétaire

(52) M. Emile Antonini, p. 19. Journal officiel du 30 octobre 1916.

égyptien, car les titres détenus en garantie des bank-notes, ne pouvant plus être réalisés en or mais seulement en monnaie légale anglaise, l'étalon égyptien cessait d'être un étalon change-or et devenait un étalon change-sterling. Il est vrai que, à ce moment-là, il n'y avait encore aucune question de dépréciation du sterling vis-à-vis de l'or, et la modification n'apparaissait que comme une modification de forme sans signification réelle pour l'avenir.

Avec la hausse suivie du prix du coton et la continuation des dépenses militaires, la balance commerciale en faveur de l'Egypte s'est accentuée de plus en plus, de manière à porter les émissions de bank-notes et les dépôts en banque à des chiffres de plus en plus élevés. Dans l'été de 1919 l'émission a atteint L.E. 39.900.000. Cette émission était toujours complètement couverte par des valeurs achetées avec le produit des exportations, mais l'or n'y figurait qu'en faible quantité, à cause de l'empêchement cité plus haut, et aussi à cause de la réquisition de l'or contre paiement par les autorités militaires. La plus grande partie de la couverture consistait en Bons du Trésor anglais, titres de premier ordre et qui pouvaient être réalisés à tout moment en cas de retrait des bank-notes (53).

(53) Afin de soulager la pénurie des monnaies d'argent, le Gouvernement égyptien a émis en 1918 des bons de circulation (currency notes) de P.T. 10 et P.T. 5 (Voir lois N° 13 et 14 des 15 juin et 18 juillet respectivement). Les bons présentés aux caisses de l'Etat ont été annulés et leur circulation a cessé officiellement à partir du 16 octobre 1927.

Or, à cette époque, la guerre était finie, et le véritable état monétaire des pays belligérants, caché plus ou moins pendant les hostilités, commençait à paraître. Depuis quelque temps déjà, il y avait des indications que la valeur de la monnaie anglaise était sensiblement inférieure à la parité de l'or, et en 1919 ce fait ne faisait plus de doute. Le change avec le dollar des Etats-Unis, seul pays important qui conservait l'étalon d'or, baissait de 15 %, l'or sur le marché de Londres accusait une prime correspondante et les exportations d'or de l'Angleterre furent interdites. Le change égyptien lié, comme nous l'avons déjà signalé, par suite des circonstances, au change anglais, subit par conséquent une dépréciation équivalente.

C'est donc essentiellement par suite de sa dépendance de L.st. que la livre égyptienne baissa, le billet qui la représentait étant couvert, non par de l'or, mais par des valeurs payables en L. st. dépréciées.

Peut-on dire qu'il y ait eu inflation à proprement parler, en Egypte ? Pas entièrement, cette inflation ne se traduisait pas par la grande quantité de banknotes émises, mais par le simple fait que la livre égyptienne était au pair de la livre sterling, il résultait une émission de billets supérieure à celle qui eût été nécessaire si la livre égyptienne avait été au pair du dollar. Les prix subirent par conséquent en Egypte une hausse proportionnelle. En d'autres termes, les prix marchaient à peu près de pair avec



les prix en Angleterre, conséquence naturelle de la liaison monétaire.

Le mouvement de hausse et d'inflation déchaîné par la cessation des hostilités n'a fait que s'accroître au cours de l'année 1919, et l'Égypte en a profité outre mesure par les prix exagérés offerts pour son coton. L'année s'est soldée par une balance commerciale favorable sans précédent de L.E. 32 millions, sans compter les considérables dépenses effectuées pour l'approvisionnement des armées concentrées en Égypte, qui étaient pour le pays une importante source de profits. Aussi l'émission des billets de banque a été portée en fin d'année au chiffre formidable de L.E. 67.300.000, sans que le change sur Londres en soit modifié.

Mais, dès le mois de février 1920, les cours du coton subissaient une baisse qui se continua tout le long de l'année. Le public, à qui les dernières années de prospérité avaient fait oublier toute prudence, ne restreignit pas ses dépenses. Aussi les importations et les dépenses des particuliers à l'étranger se sont-elles poursuivies sur une échelle dépassant de beaucoup le montant des exportations, de façon à rendre la balance commerciale déficitaire pour les deux années 1920 et 1921 soldées défavorablement de L.E. 14 millions et de L.E. 13 millions, plus le montant considérable des dépenses à l'étranger.

Ce déficit dut naturellement être comblé en prenant sur les bénéfices accumulés au cours des années précédentes, lesquels étaient représentés pour la

plus grande partie, par des billets au mains du public. L'émission totale a dû en conséquence subir une diminution considérable. Elle passa de L.E. 67 millions 300.000 à L.E. 40.400.000 en 1920, et à L.E. 30 millions 500.000 en 1921. Ce grand bouleversement de l'économie générale du pays fut réalisé sans aucune difficulté du chef de change sur Londres, les bons du Trésor anglais ayant été réalisés au fur et à mesure des besoins avec la plus grande facilité. Depuis cette époque l'émission des banknotes n'a accusé que des variations de saison, et à fin décembre 1923 elle se chiffrait par L.E. 36.400.000 (54).

En 1925 et 1926 de même, par suite de la nouvelle baisse du prix du coton, la circulation marqua une tendance à la diminution : après avoir atteint tout près de L.E. 40 millions en décembre 1924, elle n'était plus que de L.E. 33,6 millions en décembre 1925, et de L.E. 27,5 millions en décembre 1926. Entre temps, le change égyptien, par rapport au dollar, suivait les mêmes fluctuations que la livre sterling et retournait au pair en même temps que cette dernière (55).

Tel fut le système monétaire égyptien durant l'époque qui s'étend du commencement de la grande guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. On peut tirer de tout ce qui précède cette conclusion que le système monétaire actuel de l'Egypte est un système à étalon de change sterling. La livre sterling étant re-

(54) Cf. Roussin, *op. cit.*

(55) M. Emile Antonini, p. 21.

ournée au pair de l'or, l'Egypte possède un étalon de change-or avec circulation fiduciaire, mais non dépréciée, à l'intérieur.

Ainsi que le remarque M. Roussin, ce système s'est créé et développé plutôt par la force des événements successifs, que comme la conséquence d'une politique délibérée. Jusqu'à aujourd'hui, l'Egypte ne semble pas se plaindre de ce système des événements. Envisageons maintenant les avantages de ce système et ses inconvénients.

Tout d'abord, la population égyptienne s'est habituée à utiliser le billet de banque dont elle se méfiait auparavant. En second lieu, l'Egypte a été dotée, en l'absence de l'or, d'une circulation monétaire saine et sûre, couverte en entier par des valeurs de premier ordre, suffisante à tous les besoins et d'une élasticité parfaite.

Le troisième avantage consiste à stabiliser le change avec l'Angleterre, qui est le pays entretenant les plus importantes relations d'affaires avec l'Egypte, et qui constitue, en général, le plus important centre financier du monde.

Enfin, quatrième et dernier avantage : le système a l'avantage d'économiser l'usage de l'or, et de procurer par conséquent des revenus supplémentaires au pays qui se chiffrent par plusieurs millions de livres.

Après avoir ainsi exposé les principaux avantages du régime, passons maintenant à l'examen des critiques que l'on en peut faire.

Le principal inconvénient du régime consiste

à faire lier le sort de la livre égyptienne à celui d'une monnaie qui, à l'époque, était dépréciée et pouvait, éventuellement, se déprécier encore davantage, entraînant la livre égyptienne dans sa baisse. Mais les événements ont prouvé que cette critique n'est pas bien fondée et il n'y a pas lieu de craindre quoi que ce soit pour le moment de ce côté-là.

Mais le placement de l'avoir de l'Égypte à l'étranger en livres sterling a-t-il occasionné nécessairement une perte réelle au pays tant que la monnaie anglaise était dépréciée ? La réponse est négative, parce qu'une grande partie de cet avoir a été constituée lorsque la livre sterling était déjà dépréciée.

Le second inconvénient du régime est qu'il a provoqué une hausse des prix. Même sous le régime de l'or, une hausse considérable des prix aurait été inévitable, vu la dépréciation de la valeur de ce métal. La livre sterling et la livre égyptienne par conséquent aussi, n'ont jamais d'ailleurs subi une dépréciation considérable relativement à celle qui fut enregistrée pour les devises de certains autres pays. Des pays neutres, tels que la Suède et la Suisse, ont vu, eux aussi, leur monnaie dépréciée par rapport à l'or, à certains moments (56).

On a encore reproché au régime monétaire égyptien de détenir en garantie des billets, des bons du Trésor anglais au lieu de titres égyptiens, de la rente égyptienne entre autres. M. Roussin dit que cette

(56) M. Emile Antonini, p. 21.

assertion est dépourvue de fondement car la contre valeur des billets de banque représente l'avoir de l'Egypte à l'étranger et ne peut, par conséquent, être placée qu'en achat de valeurs à l'étranger. En plus, tandis que le bon anglais est automatiquement remboursable à des dates déterminées, en livres sterling, la rente égyptienne est une marchandise cotée en bourse, dont les cours sont susceptibles de variations, et qui serait difficilement réalisable en masse et sans perte au cas où, comme en 1920, une forte baisse des prix du coton entraînerait une réduction proportionnelle de la circulation fiduciaire.

A vrai dire, les défauts de ce système monétaire ne sont qu'imaginaires au point de vue économique. Mais, à notre sens, ce système qui lie le sort de la livre égyptienne à celui de la livre sterling avait pour but de faire profiter le commerce de l'Angleterre et de resserrer ses liens politiques avec l'Egypte. On a voulu porter une atteinte à l'indépendance de l'Egypte. C'est pour cela que le Parlement Egyptien dans sa dernière session de l'année 1926 avait demandé au gouvernement de réviser le système monétaire actuel, d'apporter les remèdes nécessaires en cas de besoin. Alors, il est donc naturel de notre part, puisque notre but est d'amener notre pays vers un système monétaire parfait, d'examiner s'il est opportun et indiqué pour l'Egypte de retourner actuellement à l'étalon d'or effectif ? Cette question a été souvent mise sur le tapis de la discussion depuis quelques années, mais jusqu'à au-



jourd'hui aucune solution n'a encore été mise en vigueur. Ce problème doit être étudié sous divers aspects. Tout d'abord, voulons-nous retourner au même régime exactement que celui qui était en vigueur avant la guerre ? C'est la solution que nous impose notre sentiment national. Mais, nous prévoyons que des causes tout à fait techniques s'y opposent, les pays d'Outre-Manche ne permettent pas encore l'exportation du métal jaune si ce n'est sous forme de lingots. La circulation égyptienne ne pourrait en tous cas pas être suffisamment fournie par des livres anglaises. Il s'agirait donc, si l'on veut revenir à l'étalon d'or, de frapper cette fois-ci réellement des livres égyptiennes en nombre suffisant pour répondre aux besoins du marché monétaire égyptien.

Pour libérer la monnaie égyptienne de la dépendance où elle se trouve avec la monnaie anglaise, nous proposons de remplacer les bons du Trésor anglais par de l'or déposé dans les caves de la National Bank of Egypt. Au surplus, nous recommandons de remplacer les bons du Trésor anglais par des titres égyptiens tels que les obligations de la dette unifiée ou privilégiée.

Supposons que le lendemain nous aurions de mauvaises relations avec les anglais, ils annuleraient probablement les titres qui font la garantie des bank-notes égyptiens.

Dans un article sur l'étalon d'or et le régime

monétaire en Egypte, l'Economiste égyptien (57) se rallie à notre opinion dans une certaine mesure et propose « que le Gouvernement rétablisse la frappe de la livre égyptienne dans une proportion relative aux besoins courants et normaux, et cela en vue de pouvoir faire face éventuellement à une crise monétaire sur le marché anglais, et qu'il diminue en même temps le poids de cette livre égyptienne de façon à ce qu'elle contienne la même quantité d'or fin que la livre sterling ». On donnerait par conséquent à chacune de ces deux pièces, désormais égales, la valeur nominale de P.T. 100, ce qui leur permettrait de circuler concurremment sur le marché égyptien. Mais cette réforme ne pourrait être qu'éphémère jusqu'à ce qu'on ait frappé de grandes quantités de livres égyptiennes qui suffiraient pour alimenter la circulation égyptienne.

Pour se rendre compte de l'évolution de l'émission des billets de banque en Egypte pendant et après la guerre, nous donnons ci-dessous un tableau concernant l'émission des billets par la National Bank de l'année 1913 à 1927.

#### NATIONAL BANK OF EGYPT

Billets émis au 31 décembre de chaque année, et en livres égyptiennes.

| 1913      | 1914      | 1915       | 1916       |
|-----------|-----------|------------|------------|
| 2.700.000 | 8.250.000 | 11.550.000 | 21.200.000 |

(57) L'Economiste égyptien, Numéro du 21 février 1926.

|                    |                    |                    |                    |
|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 1917<br>30.800.000 | 1918<br>46.000.000 | 1919<br>67.300.000 | 1920<br>40.400.000 |
| 1921<br>37.000.000 | 1922<br>33.200.000 | 1923<br>36.400.000 | 1924<br>42.000.000 |
| 1925<br>35.500.000 | 1926<br>29.500.000 | 1927<br>29.000.000 |                    |

## DEUXIEME PARTIE

### DES INSTITUTIONS DE CRÉDIT EN EGYPTÉ

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Des notions générales sur la situation économique en Egypte*

L'Egypte doit surtout son importance économique passée et présente à deux facteurs géographiques, à savoir (1) : sa situation géographique au carrefour des grandes routes commerciales qui relie l'Europe à l'intérieur de l'Afrique et à l'Orient ; 2) la fertilité de son sol, due tout autant à son excellente composition qu'à la stabilité de son climat subtropical comme aussi et surtout à son approvisionnement régulier et abondant en eau par l'irrigation.

« L'Egypte se trouvant séparée des pays voisins par la mer, au nord et à l'est, par les déserts inhospitaliers, à l'est et l'ouest, a été pendant longtemps à l'abri des invasions étrangères. Isolée ainsi des influences extérieures et vivant dans un milieu sujet à très peu de changements physiques, la race égyptienne a pu conserver presque sans altération ses caractéristiques originelles.

Le percement du Canal Maritime de Suez en 1869, a fait de l'Égypte un marché international et en particulier un centre d'approvisionnement pour les bateaux de toutes origines transitant le canal, ce qui n'a pas manqué de donner un grand essor à son commerce extérieur. Pendant ces dernières années, la réouverture du Soudan et la construction de voies ferrées entre l'Égypte et la Palestine et la Syrie, ont encore grandement contribué à accroître l'importance du premier pays.

**Ressources économiques.** — La ressource principale de l'Égypte c'est l'agriculture qui occupe les trois quarts de la population. Les cultures principales sont : le coton, le maïs, le blé, le riz, la canne à sucre, les oignons et le trèfle (bersim).

Les produits agricoles autres que le coton, sont généralement destinés à la consommation locale, une petite quantité seulement en étant exportée.

Les principaux animaux domestiques sont : le chameau, le cheval, l'âne, la vache, le buffle, la chèvre, le mouton, les animaux de basse-cour — (les poulets) — et les pigeons. La rareté des pâturages ne permet pas l'élevage du gros bétail et des moutons en nombre suffisant pour subvenir aux besoins de la population, ce qui explique la grande importation de ces animaux de boucherie.

Les essences de haute futaie ne poussent pas dans le pays.

Pendant ces dernières années, il s'est développé en Égypte une importante industrie minière faisant



vivre quelques milliers d'ouvriers. Si le pays ne possède pas de gisements de houille, il fournit par contre des quantités assez importantes de pétrole extrait des gisements existant principalement sur la côte du Golfe de Suez. Les quantités extraites suppléent, dans une certaine mesure, à l'absence des autres combustibles dans le pays.

D'actives recherches sont actuellement faites par le Gouvernement pour découvrir de nouveaux gisements pétrolifères.

Les autres minerais égyptiens sont : le manganèse, qui se trouve en quantité restreinte dans le Sinaï, le phosphate de chaux que l'on trouve en grandes quantités près de Safage sur la côte de la mer Rouge ; la soude provenant des lacs de Natroun dans le Wadi Natroun et utilisée sur place pour la fabrication du savon ; le nitrate de soude qui abonde dans certaines argiles et qui est employé pour la fertilisation du sol ; l'ocre utilisé dans l'industrie locale des couleurs ; les pierres de construction (calcaires, grès et granits) ; les argiles pour la poterie et pour la fabrication des briques et des tuiles ; et enfin le sulfate de magnésium.

En dehors de ces minerais qui sont exploités sur une échelle plus ou moins grande, on a aussi exploité des dépôts d'or, de nickel, de plomb, de zinc, de péridots, de talc et d'alun ; mais leur exploitation n'a pas été encourageante en raison des faibles rendements et de la situation de ces dépôts dans les régions reculées des déserts.

Par rapport à leurs étendues considérables, une

petite portion seulement des déserts a été exploitée méthodiquement et il y a des probabilités pour que des gisements puissent encore être découverts et pour que ceux-ci donnent des rendements suffisants permettant une exploitation utile.

L'Égypte possède très peu d'industrie manufacturière, soit par manque de combustible, soit surtout à cause de la concurrence étrangère. L'égrenage du coton et la mouture du blé sont effectués dans le pays. La fabrication des cigarettes avec des tabacs importés occupe un grand nombre de bras parmi la population indigène. On pratique le tissage du coton, de la soie et des tapis, mais sur une petite échelle. La majeure partie des tissus que l'on utilise dans le pays est importée.

Le sucre est fabriqué et raffiné dans les usines de la Haute Égypte. La poterie est surtout fabriquée à Kenah ; d'autre part, les briques cuites, les tuiles et le ciment constituent une industrie assez florissante. La charpente, les travaux de forge et les autres métiers de second ordre, sont exercés partout par des ouvriers indigènes et il existe des ateliers de mécanique dans les villes importantes.

Les difficultés des communications pendant la guerre ont fait développer et créer certaines industries qui, quoique organisées d'abord avec des moyens de fortune, n'en ont pas moins réussi à suppléer à l'arrêt de certaines importations. Ces essais ont si bien réussi, que certaines de ces industries se trouvent, même après la guerre, assises sur des bases solides et continuent à alimenter les mar-

chés malgré la reprise de la concurrence étrangère.. Parmi elles, on peut citer l'ébénisterie, la literie métallique, la cordonnerie, l'habillement, la savonnerie, la carrosserie, la tonnellerie, le cartonnage, la fromagerie, etc., etc.

Il y a cependant grande pénurie de main-d'œuvre expérimentée indispensable pour les travaux de mécanique qui s'effectuent avec un outillage et des machines importées. Le Gouvernement fait des efforts pour stimuler et développer l'éducation technique en vue d'augmenter la main-d'œuvre éclairée et déjà des résultats encourageants de ces efforts se font sentir, particulièrement dans les grands centres » (3).

(3) D'après l'annuaire statistique de l'Égypte de l'année 1923 et 1924.



## CHAPITRE II

### *Du développement de crédit en Egypte*

Depuis plus d'un demi-siècle l'Egypte traverse une période de transformation de plus en plus accélérée. Son développement économique de ces dernières années fait de plus en plus de ce pays un centre d'affaires de premier ordre. Le crédit a été à la base du développement économique de l'Egypte nouvelle.

La réforme judiciaire égyptienne en 1876 et en 1883 d'après laquelle on avait institué les tribunaux mixtes et les tribunaux indigènes et l'effort de redressement financier tenté au début du règne de Tewfic Pacha que nous avons déjà signalé auparavant, créèrent en Egypte une atmosphère favorable pour que les capitaux étrangers se mettent en quête de placement en Egypte.

C'est grâce à l'affluence des capitaux européens que l'Egypte a pu réorganiser son commerce et reconstituer son agriculture. Ce crédit immense que l'Europe nous a accordé a mis le pays dans une entière dépendance économique de l'Europe, et nous luttons pour nous en débarrasser aujourd'hui : cela ne veut pas dire que l'Egypte doive de sitôt se dis-



penser complètement du concours des étrangers. Au contraire, leur assistance lui a toujours été et lui sera, dans l'avenir utile. Souhaitons seulement que les banques étrangères soutenues par des capitaux étrangers qui font des fortunes et qui tirent le meilleur profit possible de leurs opérations se soucient davantage du bien de l'Egypte hospitalière et généreuse pour les étrangers.

Constatons avec joie que depuis le mouvement national égyptien de l'an 1919, les Egyptiens s'intéressent de plus en plus aux affaires économiques de leur pays et s'y mêlent davantage. Ils aspirent à réaliser l'indépendance financière et monétaire de l'Egypte. C'est pour répondre à ce programme qu'une partie de l'élite égyptienne, ayant à sa tête le grand financier égyptien Talaat Harb Bey et le grand économiste Dr. Fouad Sultan Bey a pris l'initiative de fonder une banque nationale. C'est en 1920 que cette banque a été établie sous le nom de « Banque Misr ». C'est un établissement purement égyptien par ses capitaux, son administration et sa direction. La question de crédit en Egypte est la plus intéressante de toutes celles concernant l'économie de ce pays ; la plus vaste aussi, car l'activité bancaire pénètre et coordonne tous les éléments de la production. Pour l'embrasser dans son ensemble aussi méthodiquement que possible, il faut adopter le plan suivant pour cette partie : d'abord, nous diviserons ce deuxième chapitre sur le crédit en trois sections : 1) le crédit commercial, 2) le crédit industriel, 3) le crédit hypothécaire et agricole.

Dans le troisième chapitre, nous étudierons la question de l'Epargne en Egypte ; dans le quatrième chapitre nous étudierons les divers groupements de banques travaillant principalement en Egypte. Et dans une conclusion nous chercherons les remèdes à apporter pour soulager le pays de ce joug étranger.

### *Section Première*

#### Le Crédit Commercial

Dans tous les pays le système du crédit se rattache très étroitement aux conditions économiques du commerce, de son organisation et de ses moyens. Aussi, nous croyons utile pour l'intelligence de nos explications sur le crédit commercial en Egypte de donner quelques notions sommaires sur le commerce égyptien. Pour faire mieux comprendre nos développements, nous parlerons d'abord du commerce intérieur puis suivra une étude succincte sur le commerce extérieur.

**a) Commerce intérieur.** — D'une façon générale le commerce intérieur, comme du reste le commerce extérieur, vit en Egypte sous le régime de la plus complète liberté.

Aucune restriction n'est imposée par la loi à

l'exercice de la profession commerciale, sauf en ce qui concerne la vente de certains produits, dont le contrôle s'impose pour des raisons d'hygiène, de moralité ou de sécurité publique : tels sont les pharmacies, les ventes d'armes, d'explosifs, de produits toxiques ou stupéfiants, de certains produits alimentaires, etc.

A part une faible taxe de permis et, depuis 1922, un droit annuel d'inspection (maximum L.E. 8 par an) auquel sont assujettis les établissements dits « incommodes, insalubres et dangereux », énumérés par la loi n° 13 de 1904, ainsi qu'un droit de timbre institué récemment (loi du 15 juillet 1925) sur les opérations de bourse à terme, aucun prêt ni droit quelconque ne frappe le commerce et ceux qui s'y adonnent (1).

Le commerce de gros qui était autrefois centralisé dans les villes du Caire et d'Alexandrie, tend actuellement avec le rapide accroissement de la population, à s'établir aussi dans les chefs-lieux de province. Le commerce général de détail est très disséminé et se développe un peu partout. Le commerce de détail et de gros des produits du pays a de tout temps été entre les mains de l'élément égyptien. Il n'en est pas de même pour les produits d'importation. Ce sont, au contraire, les étrangers qui en ont l'apanage, bien que les Egyptiens s'y adonnent aujourd'hui de plus en plus et se substituent

(1) Certaines municipalités frappent d'une taxe variant entre 5 et 10 % des marchandises entrées et sorties par les voies ferrées et fluviales.

graduellement aux étrangers dans le commerce de détail et même pour le gros dans certains centres de province.

L'activité du commerce intérieur est en Egypte, comme dans tous les pays essentiellement agricoles, très inconstante et saisonnière. Les périodes les plus actives sont celles qui suivent la vente de la récolte principale, le coton, et celles qui précèdent les grandes fêtes.

Nous devons dire quelques mots des principaux produits qui sont l'objet du commerce intérieur de l'Egypte ; à savoir : le coton et la graine.

Bien que le grand marché du coton égyptien soit à Alexandrie, beaucoup de transactions s'effectuent déjà à l'intérieur, sur les lieux mêmes de la production entre agriculteurs et négociants achetant pour leur propre compte ou pour le compte de négociants exportateurs, avant ou après la cueillette. Autrefois, la presque totalité de la récolte était vendue avant la cueillette. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. L'agriculteur ou le possesseur de coton préfèrent se réserver le choix au moment de la vente, tout en engageant leur stock auprès d'une banque publique ou privée. Pour les petits producteurs qui constituent la majorité des agriculteurs de ce pays, cette faculté est souvent purement théorique : manque d'argent et d'esprit d'association ; ils vendent non pas au moment le plus propice mais lorsque leurs engagements, leurs créanciers, l'agent du fisc ou les besoins de leurs exploitations les obligent à réaliser leur récolte.

Ils ont alors recours soit à des marchands locaux, soit à des banques, dans les « chounas » ou magasins dans lesquels ils ont déjà entreposé, contre avance, leurs récoltes.

Pour mettre le fellah à l'abri des abus dont il était et est encore quelquefois victime de la part d'acheteurs peu scrupuleux qui le trompaient dans le poids et la qualité de la récolte ou dans le prix réel du marché, le Gouvernement a créé dans les provinces des sortes d'entrepôts ou magasins généraux où l'agriculteur moyennant une faible redevance, peut emmagasiner sa récolte et la faire peser par des peseurs officiels ou Kabbanis. Ces entrepôts, appelés halaqas, affichent les prix pratiqués à la Bourse, au prix qui leur sont communiqués télégraphiquement à l'ouverture de la bourse, tous les jours et durant la journée chaque fois qu'ils subissent un écart de P. T. 5.

Quant à la bourse du disponible, dite « Bourse de Minet El Bassel » elle est administrée et dirigée par les négociants exportateurs réunis en corporation sous le nom « d'Alexandria Général Produce Association ». C'est sur ce marché reconnu, mais non contrôlé par l'Etat, que s'opèrent le classement et la vente du coton égrené arrivant de la province, ainsi que la fixation par le comité de l'Association des « types » de coton et de graines de l'année.

Avant d'être exporté, le coton passe à l'usine d'égrenage, où il est séparé de sa graine. La graine de coton se négocie sur les marchés de Minet El Bassal à Alexandrie et de Hull en Angleterre.



En deuxième lieu vient le commerce des céréales. Il est concentré dans les sahels ou débarcadères fluviaux que l'on trouve au Caire, à Alexandrie et dans quelques villes de province. Là sont établies des banques, des négociants, des commissionnaires et des courtiers libres. Les banques emmagasinent et vendent les récoltes qui leur sont confiées par les agriculteurs à titre de nantissement. Ces marchés, en concentrant au même endroit stocks et affaires, rendent de grands services, bien qu'ils ne soient pas encore suffisamment organisés et outillés.

Les oignons, le riz et les œufs dont l'Egypte exporte des quantités considérables donnent lieu à des transactions similaires à celles des céréales dans les sahels. D'autres produits agricoles sont échangés dans les marchés placés pour la plupart sous le contrôle de la « Egyptian Markets C<sup>o</sup> ». Dans ces marchés le vrai troc est encore souvent en vogue ou du moins en usage. On échange couramment des œufs contre du maïs, du maïs contre du beurre ou des tissus, etc...

**b) Commerce extérieur.** — Le Commerce extérieur est en grande partie concentré entre les mains des étrangers. Mais au contact de ces étrangers et avec le développement de l'instruction, le goût de plus en plus prononcé des voyages, les Egyptiens ont pu acquérir la pratique des affaires et s'affranchir graduellement de l'inter-

médiaire de commissionnaires et importateurs d'autres nationalités.

Nous pouvons dire en toute assurance, et le tableau suivant nous le prouvera du reste, que toute l'économie du commerce de l'Egypte repose sur la valeur des exportations de matières premières et principalement du coton.

Toute la vie économique de l'Egypte est intimement liée au produit de la vente du coton à l'étranger. Aussi toutes les fois que la récolte cotonnière a été bonne et que ses cours sont élevés, peut-on conclure à une abondance d'argent, et dans toutes les classes sociales de la population, on dépense largement ; les dettes, hypothécaires ou non, sont réglées. Si au contraire la récolte a été mauvaise et si par suite il y a eu une baisse de prix les paysans se trouvent dans la difficulté de payer leurs dettes et chacun est forcé de restreindre ses dépenses (2).

En un mot, une bonne année commerciale est la conséquence naturelle d'une bonne campagne cotonnière tandis qu'une campagne cotonnière manquée amène le plus souvent une crise.

Cela nous permet de comprendre les difficultés et les risques en même temps que la nécessité du crédit commercial en Egypte. Ce crédit, cependant, n'a pas encore reçu l'organisation qu'on serait en

(2) L'Egypte, aperçu historique et géographique, gouvernement et institutions, vie économique et sociale, publiée au Caire en 1926, par la Compagnie du Canal de Suez, à l'occasion du 14<sup>e</sup> Congrès international de navigation, pages 270 et sq. que notre professeur le Dr. Levi avait écrit.

droit d'attendre, et l'on se plaint dans le pays notamment du manque de collaboration entre les différentes institutions qui le distribuent (3).

Le crédit commercial constitue la catégorie de beaucoup la plus étendue et la plus importante du crédit privé. Le commerce, dit-on, vit de crédit. **L'âme du commerce**, le grand moteur de la production elle-même, la véritable caractéristique de l'économie contemporaine, c'est le crédit. L'opération de crédit se réalise le plus souvent au moyen du prêt: le banquier, par exemple, prête de l'argent. Et, de fait, le crédit ayant pour fonction principale d'activer la circulation des capitaux, paraît être de l'essence de la production commerciale, qui consiste précisément dans la pratique systématisée de l'échange. Les nécessités du commerce ont donné naissance à divers titres ou procédés de crédit, destinés à stimuler la production et à simplifier les règlements. Les opérations auxquelles donne lieu le crédit commercial, escompte, change, ouvertures de crédit et de comptes courants, virements et compensations, constituent précisément l'objet principal du commerce de banque dont nous parlerons plus tard.

### 1° *Historique des banques commerciales en Egypte*

Les banques actuellement nombreuses et prospères, en Egypte y sont d'institution fort récente.

(3) L'Egypte, op. cit., p. 274 et M. Emile Antonini, p.28.

Les services qu'elles rendent maintenant étaient tant bien que mal obtenus des changeurs (sarrafs) profession que le nombre et la variété des monnaies en circulation rendaient alors fort lucrative, des courtiers de change qui parcouraient la ville, achetant et vendant des effets sur l'étranger, des commerçants, voire du gouvernement lui-même. Sous Méhémet-Ali, si quelqu'un désirait envoyer une somme dans l'intérieur du pays ou même en Syrie, alors que cette contrée était possession égyptienne, il la déposait à la moudirieh (préfecture) et recevait en échange un ordre spécutoire par les autorités de la localité où le paiement devait avoir lieu. Les commerçants, travaillant tous dans un même quartier, avaient des relations très étroites, et pouvaient facilement se céder des traites grâce auxquelles ils réglaient ou compensaient leurs opérations avec l'Europe.

En 1848, un Arménien nommé Alexanian obtint du Khédive Abbas-Pacha, d'utiliser en opérations de banque les capitaux dont disposait le Beit El Mal. On donnait ce nom en Egypte à l'autorité chargée d'administrer les successions contestées ainsi que le patrimoine des incapables. Le Beit El Mal livra donc le numéraire, les matières et les objets d'or et d'argent dont il avait la garde, moyennant l'engagement pris par Alexanian de payer un intérêt de 10 %. Ces richesses devaient être utilisées en avances au Trésor, et aux particuliers et aussi en opérations d'escompte. Cette combinaison provoque les protestations des docteurs de la loi musulmane, et certains musulmans, nous dit M. Arminjon qui n'a-

vaient éprouvé aucun scrupule à en profiter, invoquèrent sa nullité lorsque le moment de rembourser fut venu. Impuissant à se faire payer Alexanian ne put tenir ses promesses, il se vit emprisonné et ne recouvra la liberté qu'après l'avènement de Saïd Pacha qui lui restitua une partie de sa fortune.

En 1856, un autre Arménien de Smyrne fut plus heureux. Un firman du Khédive l'autorisa à fonder, avec un capital souscrit en Angleterre, la Bank Of Egypt.

En 1860 est créé dans un autre ordre d'idées, la société des Monts de piété égyptiens, avec des capitaux français.

L'essor du commerce extérieur, sous l'action des prix fabuleux que la guerre de sécession attribua au coton et au développement de la production, encouragea la création d'établissement de ce genre (4). Le canal de Suez d'autre part, était en construction, et s'ouvrit en 1869. Aussi le mouvement des affaires sur le marché égyptien s'intensifia-t-il rapidement (5).

En 1864, l'Anglo Egyptian Bank se constitua au capital de 40 millions. Elle avait pris la suite d'une maison de banque créée par J. Pactré, de Marseille. Assez longtemps, elle fut moitié anglaise, moitié française ; peu à peu, l'élément français en fut éliminé ; aujourd'hui elle est purement anglaise.

(4) Arminjon, p. 441.

(5) Emile Antonini, p. 30.



A cette époque, elle était avant tout l'agent du Crédit foncier et du crédit agricole en Egypte (6).

En 1867, la Banque Ottomane s'établissait en Egypte.

En 1875, le Crédit Lyonnais fondait une succursale à Alexandrie, puis au Caire et à Port-Saïd.

En 1880 ce fut le tour du Banco di Roma. Cependant des banques privées s'organisaient dans les principaux centres.

Survient la longue série des années maigres caractérisées par des embarras financiers du gouvernement, la baisse persistante de tous les produits agricoles spécialement du coton, la stagnation des affaires. Le développement des institutions de crédit se paralysa. Toutefois en 1887, se fondait la Cassa di Sconta e di Risparmio et la Banque d'Athènes venait s'installer en Egypte en 1895.

— Vers 1896, la reprise des affaires commença à se dessiner ; diverses sociétés agricoles, foncières, de tramways, de chemins de fer locaux ,etc... se constituèrent dont la plus importante fut la National Bank of Egypt, fondée le 25 juin 1898 par des financiers locaux en collaboration avec un groupe anglais présidé par Sir Ernest Cassel. Cette banque recevait le privilège d'émettre des banknotes, avantage compensé par un contrôle officiel assez étendu (7).

Dès 1899, l'Egypte s'avance dans une période de

(6) Cf. E. C. Roux, le capital français en Egypte, Egypte contemporaine, N° 8, Novembre 1911.

(7) Arminjon, p. 444.

prospérité, due à la hausse du coton et à celle des autres denrées agricoles. L'accord franco-anglais de 1904 fortifie encore la confiance. Aussi diverses autres banques se fondèrent-elles, ou installèrent-elles leurs succursales en Egypte : en 1899 est constituée la Banque industrielle d'Egypte, que ne vécut toutefois que sept ans et fut liquidée en 1906. On s'étonne de ce qu'était venu faire cette banque « industrielle », dans un pays essentiellement agricole, surtout à cette époque. En 1905 s'installèrent la Bank of Abyssinia, le Crédit Franco-Egyptien, le Comptoir Financier et Commercial d'Egypte, qui est entré en liquidation en 1922, la Société Générale Egyptienne pour l'Agriculture et le Commerce. La même année, le Comptoir National d'Escompte de Paris s'installe dans le pays, ainsi que la Banque d'Orient et la Banque de Salonique. En 1906, la Deutsche Orient Bank constitue une succursale à Alexandrie, puis une autre au Caire. En 1907, est fondée la Banque française d'Egypte, et la Ionian Bank ouvre une succursale à Alexandrie (8).

De partout, d'Angleterre, de France, de Belgique, d'Italie, de Grèce, d'Allemagne, les capitaux affluent et constituent des fonds de roulement pour les banques du Caire et d'Alexandrie. Le nombre des sociétés diverses que l'on crée, et dont la plupart n'auront qu'une durée éphémère augmente chaque année.

(8) M. Emile Antonini, p. 31.

En 1904, 14 soc. sont fondées, avec capital global de L. ster. 4.000.000.

En 1905, 28 soc. sont fondées, avec un capital global de L. ster. 8.500.000.

En 1906, 45 soc. sont fondées, avec un capital global de L. ster. de 8.500.000.

En 1907, 50 soc. sont fondées avec un capital global de L. ster. de 12.500.000.

L'abondance des capitaux dépasse les besoins économiques du pays. Le crédit s'offre alors à tout le monde : aux commerçants, aux spéculateurs, aux agents de change, aux courtiers, aux employés eux-mêmes pour permettre à chacun d'agioter. Une fièvre aiguë de spéculation gagne tout le pays et détermine la crise de 1907. A la suite du dépôt du Bilan de la Cassa di Sconto e di Risparmio le crédit est brusquement coupé. Une crise redoutable se produit où sombre une notable partie des sociétés nouvellement créées et d'où l'Egypte sort affaiblie avec un crédit gravement compromis (9).

En plus, la Haute cour d'Appel Mixte d'Alexandrie frappait mortellement la prétendue Compagnie Limited anglaise, The City & Agricultural Land dans son arrêt du 28 avril 1908 car cette société était constituée en violation des articles 46, 51, 63 du code de commerce mixte, c'est-à-dire sans avoir obtenu un décret d'autorisation et sans avoir fait les publica-

(9) L'Egypte, p. 300 et 301.

tions prescrites par la loi. Cette société fut ainsi fondée ouvertement en fraude de la loi égyptienne (10).

Cet arrêt, ayant mis en jeu l'existence d'un grand nombre de sociétés, constituées conformément aux dispositions de la loi britannique, oblige toutes les sociétés constituées en fraude de la loi, à une liquidation ou à une transformation. Pour toutes ces raisons, on voit qu'un grand nombre de banques constituées au cours des années 1907 et 1908 sont obligées de liquider souvent avant d'avoir même commencé effectivement leurs opérations.

Nous croyons utile de donner ici une succincte énumération de ces sociétés et banques qui furent obligées de liquider après l'arrêt remarquable de la Cour d'Appel Mixte en 1908.

(10) Pour plus amples détails sur cette affaire, voir p. 244 et sq. de notre thèse juridique intitulée « Etude Comparative sur la constitution des sociétés par actions », Paris, 1924.

# *Etablissements de Banque créés et transformés ou liquidés entre les années 1906 et 1908 (1)*

| Déclaration de la Société                                      | Date de la création | Siège Social | Siège administratif | Capital autorisé<br>Livres sterling | Capital versé<br>sterling | Observations                                                                       |
|----------------------------------------------------------------|---------------------|--------------|---------------------|-------------------------------------|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| 1) Banque du Caire .....                                       | 1906                | Londres      | Le Caire            | 600.000                             | 2) 146.762                | Liquidée par décision de l'Assemblée Générale, 15 août 1908.                       |
| 2) Banque d'Escompte et de reports d'Egypte et du Soudan ..... | 1907                | Londres      | Le Caire            | 1.000.625                           | 3) 300.100                | Reconstituée et transformée en Soc. égypt. le 3 Juillet 1908. Voir N° 8.           |
| 3) Commercial Loans Banks and Warehouses .....                 | 1907                | Londres      | Le Caire            | 50.500                              | 2) 10.071                 | Transformée en soc. égypt. sous le même nom, le 15 Octobre 1908. Liquidée en 1911. |
| 4) Banque Union d'Egypt. 1907                                  |                     | Le Caire     | Le Caire            | 500.000                             | 2) 125.000                | Dissoute en 1908 avant d'avoir commencé ses opérations.                            |
| 5) Crédit Soudanais .....                                      | 1907                | ?            | ?                   | 5.000.000                           | ?                         | Se trouvait en 1907 en voie de transformation. N'a jamais travaillé.               |
| 6) Bourse & Banking Cy of Egypt, Ltd .....                     | 1907                | Londres      | Alexandrie          |                                     | Livres sterling<br>?      | Liquidée par déc. de l'Assemblée Générale du 24 Sept. 1907.                        |

(1) Nous devons la communication de ces détails à l'ouvrage de M. Emile Antonini, auquel nous adressons l'expression de notre gratitude.

(2) Au 31 décembre 1907.



| Déclaration de la Société                  | Date de la création | Siège Social | Siège administratif | Capital autorisé Livres sterling | Capital versé sterling | Observations                                                                                                                            |
|--------------------------------------------|---------------------|--------------|---------------------|----------------------------------|------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 7) Central Eastern Bank Ltd . . . . .      | 1907                | Londres      | ?                   | 400.500                          | ?                      | Dissoute avant d'avoir commencé ses opérations.                                                                                         |
| 8) Banque d'Escompte d'Egypte . . . . .    | 1908                | Le Caire     | Le Caire            | 310.500                          | 302.738                | Fusionnée avec la banque d'Athènes en 1909.                                                                                             |
| 9) Banque Egyptienne de Commerce . . . . . | 1908                | Le Caire     | Le Caire            | 97.500                           | 3)                     | Reprenait les aff. de la banque Sednooui ; Jariffa Nahas fondée en 1905. Liquidée par décision de l'Ass. Générale du 21-1 1914.         |
| 10) Crédit Local . . . . .                 | 1908                | Alexandrie   | Alexandrie          | 55.000                           | 55.000                 | Reprenait les affaires de la soc. angl. Egypt Trading et Finance fondée en 1907. Le crédit local avait un caractère privé. Liquidé en ? |

(3) Au 31 décembre 1911.

Pendant la période qui suit et s'étend jusqu'à la guerre, le pays se remet peu à peu de cette crise dont les effets se firent cependant sentir encore durant plusieurs années. C'est ainsi que la faillite de la Bank of Egypt ne se déclare qu'en automne 1911. On avait adressé beaucoup de critiques aux banques pour leur attitude passive au temps de la crise. M. Legrand cite dans les termes suivants « On leur a reproché de n'avoir pas su empêcher la crise, d'avoir favorisé même les excès de crédit, d'avoir enfin aggravé la débâcle en restreignant, dans les moments difficiles, ces mêmes crédits, trop largement accordés dans les périodes de prospérité » (11).

Ainsi, on avait sollicité en 1907 les banques pour intervenir et soutenir les valeurs par des avances et on formait un syndicat qui avait pour but de solliciter le concours des banques pour effectuer des achats à leurs risques. Mais ces démarches échouaient. Seule la National Bank of Egypt promit son aide.

M. Emile Antonini dit : « L'unanimité des banques fut cependant obtenue dans la décision qu'elles prirent de proroger les échéances des effets de commerce, moyennant 25 % au comptant, et le solde à deux, trois et cinq mois » (12). Malgré cette entente éphémère, la banque « Cassa di Sconto e di Risparmio » était obligée de suspendre ses paiements en 1907, lorsque ses correspondants d'Europe lui coupèrent les crédits. Ce fut à nouveau la National Bank,

(12) Emile Antonini, p. 33.

(11) F. Legrand. Les fluctuations des prix et les crises de 1907 et 1908 en Egypte. Thèse Nancy 1909, page 153.

dont c'était d'ailleurs le rôle, qui intervint pour renflouer cet établissement de crédit.

A vrai dire, les reproches qu'on avait adressés aux banques par suite d'une comparaison superficielle avec ce qui se passe dans les pays occidentaux ne sont pas fondés. Nous n'ignorons pas que la plupart des banques travaillant en Egypte sont soutenues presque entièrement par des capitaux étrangers. Ces établissements bancaires en Egypte sont soit des succursales des banques d'Europe, soit des clients emprunteurs de ces établissements. Dans des conditions semblables, on peut affirmer que ces banques reflètent la situation financière du pays étranger dont elles dépendent, plutôt que la situation économique de l'Egypte (13). Alors on comprend facilement leur impuissance à pouvoir procéder à une action efficace ; il aurait dû exister une entente entre toutes les institutions de crédit fonctionnant dans le pays. Masi une pareille entente est impossible entre établissements ayant leur siège dans les différents pays de l'Europe et obéissant les uns et les autres à des intérêts divers.

Elle est impossible, surtout à un moment de crise générale et non seulement confinée à l'Egypte seule, où les branches principales de ces établissements ont elles-mêmes besoin d'une forte encaisse et où le resserrement monétaire est universel (14).

(13) Legrand, *op. cit.*, p. 154.

(14) Rapport du Haut Commissaire Britannique en Egypte de l'année 1907.

La Banque Nationale elle-même d'Égypte ne pouvait jouer le rôle de régulatrice de crédit car, pour jouer un rôle pareil, il faudrait d'abord pour cela que cet établissement jouât le rôle de « Banque des Banques », à l'exemple des grands établissements de France et d'Angleterre qui ont un nom similaire. La Banque Nationale d'Égypte ne possède pas l'influence et le pouvoir nécessaire pour le réescompte des portefeuilles, la centralisation des réserves et la compensation des comptes sur l'ensemble du pays.

L'Égypte se trouvait pendant la période qui s'étend de 1908 à 1914 dans le besoin de reconstituer son crédit effondré à la suite du Krach de 1907. Malgré le moment peu propice, une nouvelle banque fut constituée en 1910 : c'était la Banque Française commerciale et agricole d'Égypte, qui ne fonctionna que peu de temps puisqu'elle fut liquidée en 1913, au mois d'octobre.

En 1911, comme nous l'avons déjà signalé, la Bank of Egypt avait suspendu ses paiements et sa faillite était déclarée. Cette faillite n'est qu'une conséquence de la crise de 1907. Cette banque a été établie en 1856 par un Arménien de Smyrne. Elle était la première société anonyme bancaire créée en Égypte. Un firman du Khédivé l'autorisa à se fonder avec un capital souscrit en Angleterre (15). Son capital versé était de L. st. 625.000. Elle avait, au 31 dé-

(15) Le remède de l'Égypte au point de vue économique de l'éminent financier Talaat Harb p. 19 (ouvrage en langue arabe).

cembre 1908, des réserves constituées pour L. st. 660.000. C'est dire la forte position qu'elle avait réussi à conquérir (16), sa faillite fut déterminée, dit le conseiller financier, par un système défectueux dans la gestion des affaires. « On ne saurait sans danger, consentir avec des fonds empruntés à trois mois, des prêts recouvrables à des dates relativement éloignées » (17).

La Bank of Egypt avait, au temps de la crise, continué d'accorder ses crédits, dans l'espoir que ses clients influencés par la crise pourraient reprendre leurs affaires et lui régler, par conséquence, leurs dettes. Malheureusement, la crise durait bien longtemps, la situation de la banque devenait encore plus mauvaise, et, finalement, elle se vit obligée de déposer son bilan. Cependant, les déposants étaient intégralement désintéressés et on pouvait au surplus, payer une partie des actions.

En 1912, la Banque Sino-Belge se fondait à son tour en Egypte. Cet établissement, l'année suivante, se transforma en Banque Belge pour l'étranger.

Au début de l'année 1914, la société d'Avances commerciales s'établissait au Caire.

Arrivé ainsi à la période de la guerre mondiale de 1914, nous nous bornons ici à dire que cette guerre bouleversa tout le système des relations internationales au point de vue commercial et financier ; la répercussion fut immédiate sur tous les

(16) M. Emile Antanini, p. 33.,

(17) Rapport du conseiller financier sur le budget 1912.



pays, même les neutres. L'Égypte dépendant de l'Angleterre à cette époque, voit son change stabilisé avec l'Angleterre. Les banques sollicitées par leurs clients pris de panique de la guerre, demandaient de l'or à Londres pour satisfaire les besoins de leurs clients. Nous avons déjà démontré dans nos développements précédents sur le régime monétaire en Égypte que l'importation d'or s'entourait de difficultés toujours grandissantes. Comme mesure d'urgence, on donnait cours forcé aux billets de banque de la National Bank of Egypt. Cependant, quelques banques se trouvaient dans l'embarras : elles ne pouvaient fournir des garanties suffisantes pour qu'on pût leur avancer les quantités nécessaires de billets de banque, en vue du « run » menaçant. Une forte partie de leurs dépôts étaient en effet placés à l'étranger (La Deutsche Orient Bank avait, paraît-il, à elle seule, plus de L.E. 1.200.000 de dépôts égyptiens placés en Allemagne) (18). Aussi deux d'entre elles durent-elles fermer leur guichet. C'est pourquoi le gouvernement égyptien crut devoir décréter un moratorium, c'est-à-dire un ajournement de remboursement. Au début, ce moratorium fut appliqué aux effets commerciaux seulement, mais il est étendu le 14 août 1914 aux dettes commerciales en général. Mais une clause additionnelle en faveur des déposants les autorisait à retirer 5 % de leurs dépôts, sous la condition que le maximum du remboursement n'excédât pas L.E. 3.000 pour chacun d'eux.

(18) Emile Antonini, *op. cit.*, p. 34.

Le moratorium prenait fin le 31 janvier de l'année 1915 (19).

Plusieurs banques d'ailleurs ne se prévalurent pas de ce moratorium. Parmi ces banques, nous citons la National Bank of Egypt. Cette banque, grâce à sa solide armature, fait face à tous ses engagements ; elle intervient utilement lors du « rush » sur les banques avant que le cours forcé ne soit décrété et finance la récolte de coton de 1914 à un moment particulièrement critique (20). Cependant, le conseiller financier dans son rapport sur le budget de 1915, note que l'absence d'une institution centrale a été en plus d'une occasion la cause de difficultés. Il ajoute : « En outre, l'avantage revenant au pays de l'établissement en Egypte de succursales étrangères se trouve diminué de ce fait que les réserves de ces banques sont centralisées ailleurs, et qu'au moment d'une crise mondiale, la tendance des conseils d'administration siégeant dans les centres éloignés est de garder leurs réserves et d'arrêter les affaires dans leurs succursales, plutôt que de mettre leurs disponibilités au service des pays où sont installées les dites succursales ». Il est certain, que l'embarras et les restrictions sous l'influence desquelles plusieurs de ces banques ont été obligées de fonctionner, ont eu pour effet de concentrer les affaires de la saison pour quelques institutions, et si celles-ci ont pu suffire à la tâche, cela est dû en

(19) Notre traité de droit commercial, t. II, p. 277.

(20) L'Egypte, op. cit., p. 302.

partie à la diminution du volume des affaires et en partie aux mesures prises par le gouvernement. La crise consécutive à la déclaration de guerre, après celle de 1907, nous fait sauter aux yeux à nouveau, les défauts du système bancaire égyptien (21).

Quelques mois se passent difficilement pour tout le monde au cours desquels des exécutions inévitables ont lieu, alourdissant momentanément la plupart des banques. Mais une éclaircie survient bientôt à la faveur du passage des troupes britanniques et de la reprise des cours du coton. Le prix du coton, qui était d'environ 15 talaris le cantar avant la guerre, était tombé à 10 talaris en 1914. Il s'élève de 38 talaris en 1917 à 200 talaris en 1920, la valeur de la récolte passant de 32 millions de livres en 1913 à 107 millions en 1920, procurant ainsi au pays des bénéfices considérables, c'est ainsi que l'Égypte a vu l'argent affluer chez elle, mais sans avoir eu cette fois à s'endetter parallèlement vis-à-vis de l'étranger.

Quant aux bénéficiaires, ils trouvent l'emploi de leurs disponibilités dans l'acquittement de leurs dettes, et surtout dans le rachat à l'étranger des titres égyptiens (22).

La Banque Cox installe en 1916 des succursales en Égypte. Par contre, la Deutsche Orient et la Banque de Salonique voient leurs succursales égyptien-

(21) Emile Antonini, p. 35.

(22) L'Égypte, p. 305.

nes subir une liquidation forcée par suite de l'état de guerre.

Dès 1919, plusieurs nouvelles banques se créent, et d'assez importantes transformations s'opèrent. C'est ainsi qu'en 1919 est fondée l'Alliance Bank of Egypt, transformée peu après en British Alliance Bank. Mais cette société suspendait son activité quelque temps après.

En 1920, sont créées : la Société de Crédit et de Commerce (qui ne commença effectivement ses opérations que depuis mai 1924), la Commercial Bank of Egypt, qui reprenait la suite des affaires du Crédit Franco-Egyptien, liquidé, et la Banque Misr qui est un établissement purement égyptien par ses capitaux, son administration et sa direction et dont nous parlerons longuement plus loin.

En 1922, se fonde le Banco di Roma per l'Egitto e il levante, qui prenait la succession des succursales du Banco di Roma en Egypte.

En 1923, la Lloyd's Bank reprend à son tour les affaires des succursales de la Cox Bank.

En 1924, se fonde la Banco Commerciale Italiana per l'Egitto, tandis que le Banco di Roma per l'Egitto e il Levante se transforme en Banco Italo-Egiziano. La Banco Italo-Egiziano est une société anonyme égyptienne autorisée par décret Royal du 19 juin 1924.

L'année suivante, nouvelle et sans importante modification : l'Anglo-Egyptian Bank, la plus ancienne grande banque égyptienne existante, fusionne

avec la Barclay's Bank (Dominion, Colonial and Overseas) et prend cette dernière dénomination.

En 1926, la Deutsche Bank fait sa réapparition en Egypte, en reprenant les affaires d'une banque privée : la Banque Hassan Saïd Pacha. En décembre de la même année, la National Bank of Egypte englobe toutes les succursales égyptiennes de la Lloyd's Bank (23).

La banque belge et internationale d'Egypte fut enregistrée comme banque locale le 30 janvier 1929. La nouvelle banque a une direction belge, et absorbe les intérêts que possédait en Egypte la Banque Belge pour l'étranger et par cette dernière et la Société Générale de Belgique, d'autres banques Belges, Suisses et Américaines, dont la Banque d'Empain, la Mutuelle Solvay, la Chase National Bank et la Banque commerciale de Bâle, ont des intérêts dans cette nouvelle société. En novembre 1928, un Clearing house fut créé au Caire dans les bureaux de la National Bank of Egypt, et à la fin de mai 1929, un clearing house similaire fut établi à Alexandrie (24).

## 2° *Comment s'alimentent les Banques commerciales en Egypte ?*

Avant d'examiner les méthodes d'après lesquel-

(23) Telle est dans ses grandes lignes, l'histoire de la banque dans l'Egypte moderne. Nous devons communication de ces renseignements à l'ouvrage de M. Emile Antonini et à l'article savant de S. E. Ahmed Abd-El- Wahabbe Bey Sous-secretaire de l'Etat au ministère des Finances de l'Egypte, dans l'annexe du journal anglais « Manchester Guardian au mois de mars, 1929.

(24) Rapport de M. Turner, Secrétaire commercial de la Résidence Britannique, publié dans la Revue d'Egypte économique et financière, 3<sup>e</sup> année, N<sup>o</sup> 107, p. 5.



les les banques commerciales travaillant en Egypte placent leurs capitaux, il semble nécessaire d'indiquer comment s'alimentent ces banques et d'où viennent leurs ressources.

On sait que quelques sociétés comme les sociétés de banques et les sociétés d'assurances ne travaillent pas avec leurs capitaux propres qui n'occupent qu'une place relativement modeste dans leur activité, ne sont qu'une sorte de cautionnement, une garantie des engagements pris envers les tiers. Ainsi nous ne parlerons pas ici des capitaux des banques égyptiennes mais nous examinerons les autres ressources mises à la disposition des banques et surtout des dépôts que les déposants leur confient.

**Les dépôts.** — On sait que le banquier de commerce est un intermédiaire entre les capitaux qui cherchent un placement et le travail qui cherche des capitaux. Quelles que soient les opérations du banquier, et quelque forme qu'elles affectent, elles viennent toujours se résumer, en définitive, en emprunts et en prêts. On donne, en général, le nom de dépôts à toutes les créances passives, et le nom de placements à toutes les créances actives.

Les dépôts constituent l'ensemble des engagements du banquier envers les tiers ; les placements constituent l'ensemble des obligations des tiers envers lui (25).

Le dépôt est ainsi la source de vie des banques :

(25) Courcelle-Seneuil, les opérations de banque, 167, II<sup>e</sup> édit., Paris 1920.

c'est par là qu'elles s'alimentent et, à leur tour, alimentent l'industrie et le commerce en capital circulant (26).

Dans les pays d'Europe et d'Amérique, la majeure partie de la population confie ses fonds aux banques qui les emploient utilement. Sans cela, les banques ne font pas crédit, ou n'en font qu'à un taux élevé. Il n'en est pas de même en Egypte. La forte majorité de la population égyptienne est constituée d'agriculteurs relativement pauvres et n'ayant aucune connaissance économique. Les petits capitalistes égyptiens de province aiment à garder leurs capitaux dans leurs coffres, leurs tiroirs, leurs poches et les pots ensevelis sous terre. Ainsi les dépôts que les banques égyptiennes (elles ne sont égyptiennes en général que de nom et la plupart de leurs capitaux viennent plus ou moins d'Europe) reçoivent et qui sont relativement peu importants, leur viennent des villes de l'Europe où d'Egyptiens européens.

Avec la création de la Banque Misr, on constate que l'habitude de confier les capitaux aux banques entre dans les mœurs des Egyptiens; leur nombre devient chaque jour grandissant. Les Egyptiens commencent à cesser toute immobilisation inutile de capitaux liquides chez eux. Malheureusement, les dépôts des Egyptiens ne restent pas longtemps aux banques car les Egyptiens, ont, d'une manière très

(26) Ch. Gide « Principes d'économie politique », p. 385, Paris 1923.

développée, le goût de la spéculation. Ils retirent, après peu de temps leurs capitaux des banques et entrent dans la spéculation qui ne les amène que vers la ruine. Nous leur conseillons de placer leurs capitaux liquides dans une banque et particulièrement la Banque Misr, même à intérêt minime plutôt que d'écouter les paroles de courtiers peu scrupuleux qui agissent malhonnêtement pour s'enrichir au détriment des Egyptiens.

Avant la guerre, la National Bank et le Crédit Lyonnais étaient les deux banques qui avaient des dépôts assez considérables. Le ministère des finances égyptien, le gouvernement soudanais et la caisse des tribunaux mixtes confiaient leurs fonds à la National Bank. Mais le Crédit Lyonnais recevait les fonds de la Caisse de la dette, de l'administration des douanes et des capitaux de notables égyptiens. Le Crédit Lyonnais ne donnait en effet point d'intérêt sur les dépôts, les Musulmans confiaient leur argent à cette banque sans vouloir toucher des intérêts, estimant que ceux-ci étaient contraires à la religion. Les traditions musulmanes étaient à cette époque suivies de beaucoup plus à la lettre qu'aujourd'hui. Lorsqu'en 1903 le gouvernement songea à créer une caisse d'épargne postale il demanda au grand réformateur Mohamed Abdou, alors moutfi (27) d'Egypte, une fetwa ou consultation canonique, pour démontrer que ces dépôts étaient licites. Celui-ci, fidèle à sa méthode qui consistait à concilier les exigences de

(27) Un jurisconsulte musulman nommé par le Gouvernement égyptien et investi du *jus publice respondendi*.

la vie moderne avec les prescriptions de l'Islam, se déclara favorable en faisant une distinction subtile entre la participation aux bénéfices et l'intérêt usuraire, et en rangeant les intérêts servis par les banques dans la première de ces catégories. Plus encore que cette fetwa, le contact journalier avec les organismes économiques modernes modifia la façon de voir des Egyptiens. Les négociants comprirent qu'en laissant leurs fonds disponibles improductibles ils se mettaient en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents européens ; les déposants des autres classes s'habituerent à ce supplément de leurs revenus, les agriculteurs même apprirent, en fréquentant les établissements hypothécaires, qu'un prêt à intérêt peut être une opération avantageuse aux deux parties. Cependant le nombre de conservateurs attachés aux vieilles idées qui gardent des dépôts improductifs dans les banques est assez considérable (28). Mais depuis la guerre on remarque que le chiffre des dépôts en banque, tant indigènes qu'étrangers, s'est considérablement augmenté. Cette augmentation des dépôts est une conséquence naturelle du développement des richesses qu'ont procurés aux pays les prix élevés du coton et les dépenses des troupes anglaises, et grâce aussi au progrès de l'éducation économique des habitants. L'établissement du cours forcé des billets de la Banque Nationale en remplaçant l'or par du simple papier, a de même diminué

(28) Cf. Bernard Michel. Les musulmans d'Egypte et la vie économique moderne. Messages d'Orient, p. 76.

la tendance à la thésaurisation et augmenté par contre-coup les dépôts en banque.

Nous avons déjà dit à plusieurs reprises que les succursales des banques européennes en Egypte ne publient aucun document spécial sur leur activité en Egypte et c'est pour cela qu'il nous est très difficile de donner ici le montant actuel global des dépôts, confiés à l'ensemble des banques travaillant en Egypte.

Mais M. Emile Antonini donne dans son ouvrage le tableau suivant où il compare les chiffres des dépôts d'avant et d'après-guerre, de trois des principales banques du pays, à savoir : La National Bank of Egypt, l'Anglo-Egyptien Bank et la Cassa di Sconto e di Risparmio. Ce tableau nous aidera à avoir une notion de l'évolution accomplie en Egypte dans ce domaine :

| NATIONAL BANK |                         |                  |                |                 |
|---------------|-------------------------|------------------|----------------|-----------------|
|               | Dépôts des particuliers | Dépôts Officiels | Anglo Eg. Bank | Cassa di sconto |
| Années        | L.E.                    | L.E.             | L.STER.        | L.E.            |
| 1900....      | 336.000                 | 775.000          |                | (30)            |
| 1902....      | 1.228.000               | 1.191.000        |                |                 |
| 1904....      | 2.078.000               | 1.440.000        | 2.277.000      |                 |
| 1905....      | 3.415.000               | 4.560.000        |                |                 |
| 1906....      | 2.462.000               | 2.207.000        | 3.122.000      |                 |
| 1907....      | 2.796.000               | 2.374.000        | 2.586.000      |                 |
| 1908....      | 4.256.000               | 2.611.000        |                | 3.630           |
| 1909....      | 3.985.000               | 2.122.000        | 2.985.000      | 45.317          |
| 1913....      | 3.529.000               | 3.348.000        | 2.943.000      |                 |
| 1915....      |                         |                  | 5.145.000      | 116.963         |
| 1917....      | 11.726.000              | 10.272.000       | 9.057.000      | 295.283         |
| 1918....      | 14.631.000              | 12.397.000       |                | 501.551         |
| 1919....      | 18.794.000              | 15.040.000       | 17.113.000     | 877.618         |



|          |            |                 |                 |         |
|----------|------------|-----------------|-----------------|---------|
| 1920.... | 11.183.000 | 2.313.000       | 11.841.000 (30) | 322.796 |
| 1923.... | 12.765.000 | 13.097.000      | 10.640.000 (30) |         |
| 1925.... | 12.611.000 | 26.736.000      |                 | 440.664 |
| 1926.... | 15.921.000 | 20.095.000 (29) |                 | 403.646 |

Et si l'on compare les bilans de la National Bank of Egypt avec ceux de la Banque Misr pour l'exercice 1926, on constate que le chiffre des dépôts fixes ou à vue sont au montant de L.E. 15.921.358 dans la première banque, tandis que le montant des dépôts dans la deuxième banque est de L.E. 4.449.338 (31).

Par ce tableau il saute aux yeux que le point maximum atteint par les dépôts des particuliers se trouve à l'exercice 1919 pour les trois établissements. C'est tout à fait naturel dans un pays agricole comme l'Egypte. La base de la richesse égyptienne étant son coton, il s'ensuit que la hausse du prix du coton égyptien amène l'augmentation des dépôts dans les diverses banques. C'est ce qui a eu lieu en 1920. Au commencement de cette année et surtout au mois de février les prix du coton n'avaient cessé de hausser jusqu'à 47 L. E. le cantar. Puis les prix commençaient à descendre et par suite on remarquait les symptômes de crise parce que la prospérité du pays est liée étroitement à son coton. Voilà un ma-

(29) Ce chiffre comprend les dépôts confiés aux agences de l'ex « Lloyd's Bank » reprises par la National Bank en décembre 1925.

(30) Remarquons ici que sur les 10 à 12 millions de dépôts que l'Anglo Egyptian Bank détenait entre 1920 et 1923, 6 à 7 millions seulement provenaient de l'Egypte, le solde ayant été déposé dans les succursales que la banque possédait dans différents autres pays (Gibraltar, Malte, etc).

(31) La Revue d'Egypte Economique et Financière, 1<sup>re</sup> année, N° 6, p. 17.

rasme financier. Les dépôts dans les banques se diminuent. Et la reprise de la spéculation sur le change de quelques-uns des anciens pays belligérants, et enfin le rachat par les Egyptiens d'une grande quantité de titres de la dette unifiée ou privilégiée qui se trouvaient en possession de capitalistes européens, ceci aussi sous l'influence du change favorable à l'Egypte, aggravaient cette diminution.

Personne n'ignore que l'Egypte à l'exemple des autres pays, subissait une forte perte dans la spéculation sur les changes étrangers, à savoir : sur le mark allemand, la couronne autrichienne et probablement aussi sur le franc français.

Il est bien regrettable de noter ici que les habitants de l'Egypte ont le goût de la spéculation, et tant qu'il demeurera aussi vif, on ne pourra espérer voir les dépôts en banque s'accroître qu'à des périodes exceptionnelles de prospérité, comme celle qu'a marquée l'année 1919 par exemple (32).

Il y a des remarques à faire en ce qui concerne le tableau que nous avons reproduit ci-dessus : il ne pouvait certainement donner les chiffres de 1925 et 1926 de l'Anglo Egyptian Bank, par la raison que cet établissement a fusionné avec les Barclays Bank (dominion colonial and overseas) et que les chiffres de cette dernière ne concernent plus l'Egypte seule. Quant au montant des dépôts des particuliers à la National Bank en 1926, leur augmentation est due probablement à la reprise, par ce dernier

(32) M. Emile Antonini, p. 38.

établissement, de l'activité des succursales égyptiennes de la Lloyd's Bank.

Il ne semble donc pas qu'il faille y voir un signe de reprise des dépôts en banque. Les chiffres de la Cassa nous confirment d'ailleurs dans cette opinion (33).

A côté des dépôts, que nous venons d'examiner, les banques égyptiennes se procurent la majeure partie de leurs fonds en se faisant consentir des avances de caisse ou des avances sous forme de tirage à trois mois. Les banques qui se livrent à ce moyen de se procurer des ressources sont la banque ottomane, la banque d'Athènes, la Banque de Salonique (qui ne sont que de simples agences d'une banque européenne), la Barclay's Bank et la Bank of Egypt (33 bis) (le siège social de ces deux banques se trouve en Angleterre). Le Crédit Lyonnais et le Comptoir d'Escompte ne le pratiquent jamais. Ces banques tirent des traites à trois mois soit sur leur siège de Londres ou de Paris ou de toute autre capitale européenne, lorsque ce sont de simples succursales d'une banque d'Europe, soit sur les établissements financiers de l'Europe ou d'une banque exclusivement égyptienne. Ces établissements d'Europe leur ouvrent des crédits d'acceptation. Les crédits sont en général garantis par des titres de premier ordre.

Les traites en question sont négociées en Europe ou sur la place même à des particuliers ayant des paiements à effectuer en Europe, ou à des banques

(33) M. Emile Antonini, p. 38.

(33 bis) Cette banque était déclarée en faillite l'an 1911. Voir *supra*, p. 136.

pourvues de disponibilités (le plus souvent le Crédit Lyonnaise ou le Comptoir d'Escompte).

Les banques qui peuvent émettre des effets de ce genre réalisent ainsi de sérieux bénéfices avec un capital relativement minime. Certaines ont parfois détourné cette opération de son but pour en faire un instrument de spéculation. La crise financière de 1907 fut, d'après l'opinion d'Arminjon en partie causée par des abus de ce genre.

Une maison du Caire, prétend-il, qui a suspendu ses paiements, en juillet 1907, avait immobilisé, en reports sur titres de bourse, près de 600.000 livres qu'elle s'était procurées au moyen de tirages à trois mois, indéfiniment renouvelés (34).

### • 3° *Les opérations de Banques commerciales en Egypte*

Quoiqu'il en soit, le principe fondamental des banques est le même dans tout le pays : elles sont donneurs et preneurs de crédit à la fois, car ces banques empruntent en même temps qu'elles prêtent et elles empruntent pour prêter ; elles sont donc le centre du mouvement en matière de crédit. Le rôle économique des banques s'étend au delà des opérations de crédit, il s'étend à tout ce qui est commerce de la monnaie et des valeurs mobilières. Avec des fonctions si étendues et si complexes, les banques

(34) Arminjon, p. 449.

ont une organisation qui diffère assez sensiblement selon les pays (35) et nous nous bornons ici à étudier au point de vue des banques égyptiennes le moyen de se procurer des ressources et celui de les placer. Les procédés des banques égyptiennes ont leur physionomie propre pour les raisons suivantes :

1) L'Etat économique du pays : l'Egypte est un pays agricole ; son produit dominant, en agriculture, celui pour lequel tous les autres sont abandonnés, c'est le coton dont la fortune du pays dépend.

Le coton est pour ainsi dire le principal produit d'exportation.

2) Les banques égyptiennes n'étaient, en général, égyptiennes que de nom. La plupart de leurs capitaux venaient plus ou moins directement d'Europe : un bon nombre d'entre elles ne s'intéressent pas au bonheur du pays.

3) L'Egypte étant un pays ouvert nouvellement à la civilisation européenne, sa population manque d'éducation économique moderne.

Nous nous rallions à l'opinion de M. Emile Antonini (36) qui considère que les trois facteurs indiqués ci-dessus, sont fondamentaux, nous en constaterons les effets au cours de notre recherche sur le crédit et la banque en Egypte.

Les opérations de banque du commerce offrent-elles beaucoup de variété ? Parmi elles on peut citer

(35) M. Truchy, t. I, p. 381.

(36) M. Emile Antonini, p. 216.



le change des monnaies, le commerce des matières d'or et d'argent, les dépôts, les virements, les recouvrements, les émissions de billets au porteur et les prêts sur nantissement ou consignation (37). Nous ne parlerons que des plus importantes.

**1° L'Escompte.** — L'escompte des effets de commerce est, de toutes les opérations de banque, la plus sûre, celle grâce à laquelle les banquiers utilisent leurs fonds sans risquer de les immobiliser et de ne pouvoir satisfaire aux demandes des créanciers.

On entend par escompte l'opération qui consiste, pour un banquier, à payer avant l'échéance, au porteur d'un effet de commerce pour lequel cet effet a été émis, sous la déduction d'une somme qui est proportionnée au temps restant à courir jusqu'à l'échéance. On a beaucoup discuté sur la nature juridique de l'escompte. Il faut y voir un prêt d'argent fait par le banquier à son client, qui lui donne, comme garantie l'effet de commerce qu'il passe à son ordre.

L'escompte d'effets de commerce nationaux n'a pas encore pris en Egypte l'extension à laquelle il est parvenu en Europe. Plusieurs raisons s'opposent à son développement : la première est que l'Egypte étant un pays essentiellement agricole et la culture du coton constituant la principale richesse du pays, vit de ses rapports avec l'étranger. Aussi les tran-

(37) Courcelle-Seneuil « les opérations de banque », p. 159.

sactions se règlent-elle beaucoup plus souvent par une opération de change international, que par des effets de commerce tirés par un négociant du pays sur un autre. La deuxième cause tout aussi importante est que la notion de l'échéance existe à peine en Egypte, dont les habitants débiteurs établis dans ce pays sans distinction de race, ne se font souvent aucun scrupule d'ajourner indéfiniment le paiement des effets qu'ils ont souscrits et qu'ils considèrent comme de simples reconnaissances de leur dette (38). Le docteur Lévi, notre éminent professeur, dit dans son article remarquable sur la distribution du crédit en Egypt (38) qu'il n'y a rien de plus incertain que la date à laquelle un débiteur égyptien s'acquittera de sa dette. Cela est tellement vrai que le mot crédit se traduit en arabe d'Egypte par le mot « chokok » dérivé du mot « chak », qui signifie « doute », tandis que le terme correspondant dans les langues occidentales dérive du mot latin credere, qui signifie « croire ».

La connaissance parfaite du caractère essentiel du crédit manque au débiteur égyptien. Cette ignorance de la part du débiteur égyptien du caractère essentiel du crédit est une des causes principales du mauvais fonctionnement du crédit en Egypte. Ainsi un commerçant se laissera facilement protester une

(38) Arminjon, p. 450. Voir aussi l'article du Dr Lévi sur « la distribution du crédit en Egypte » publié dans l'Egypte contemporaine, n° 37, p. 116, année 1918, où il étudie d'une façon très nette les raisons d'après lesquelles les débiteurs égyptiens ne payent pas à l'échéance leurs dettes.

traite, croyant faire une bonne affaire du moment que le protêt ne lui coûtait pas même une livre alors que le retard de quelques semaines dans le paiement de l'effet lui rapportait plusieurs fois la susdite somme. Il ignore que son vendeur, prévoyant ce retard, avait majoré en conséquence le prix de la marchandise livrée. Il faut ajouter que le souscripteur indigène d'un effet de commerce répugne beaucoup à être cédé, que les lenteurs de la justice retardent d'ordinaire les recouvrements, enfin que les grandes banques peuvent réescompter leur portefeuille dans des circonstances exceptionnelles faute d'une banque centrale comparable aux banques de France et d'Angleterre et dont la National Bank n'a pas voulu assumer la tâche.

Pour toutes ces raisons, on peut comprendre facilement que ce genre d'opération ne se développât pas en Egypte comme il fallait. Tout de même, il y en a quelques unes parmi les banques égyptiennes qui escomptent les effets de commerce sur l'Egypte, mais avec la plus grande prudence. Les banques qui pratiquent l'escompte ne reçoivent que le papier de certains clients de choix. De plus, elles ne se contentent pas en général de la simple signature du tireur, mais elles exigent une garantie accessoire. Supposons qu'un propriétaire foncier offre à une banque de lui transmettre une traite dont il est le titulaire, la banque exigera la récolte comme sûreté réelle. Certaines autres banques pratiqueront plus volontiers l'avance sur effet que l'escompte proprement dit ; elles avanceront à leurs clients 30 à 40 % de la va-

leur de la traite présentée (39). Cependant cette variété d'avances a beaucoup perdu de sa faveur depuis les crises de 1907 et de 1914.

Le regretté M. Papasian dit dans les termes suivants (40) « il a été nettement constaté en Egypte que l'ouverture de comptes nantis par des effets en garantie ne constituait pas pour les banques des opérations très sûres. En effet, l'introduction dans les dossiers de traites de complaisance pour former la marge des comptes est devenue en Egypte d'un usage courant.... les faillites et les dépôts de bilans depuis 1918, ont établi les abus commis dans les opérations d'avances sur effets ».

Les bilans des banques font la preuve que l'escompte des effets n'est pas beaucoup pratiqué en Egypte.

Le bilan de la National Bank of Egypt, établi au 31 décembre 1926, indique par exemple une valeur de L. E. 2.934.760 d'effets sur l'étranger, et une valeur de L. E. 582.463 seulement pour les effets sur l'Egypte. Au 31 décembre 1927, le portefeuille d'effets sur l'étranger a une valeur de L. E. 2.638.905, et celui des effets sur l'Egypte monte à 469.039. Pour permettre d'apprécier et de se former une idée précise sur l'opération d'escompte en Egypte, nous croyons utile d'y ajouter que par le montant de portefeuille d'effets escomptés la Banque Misr s'élevait

(39) M. Antonini, *op. cit.*, p. 41.

(40) Cf. Papasian, *l'Egypte économique et financière*, 1923, p. 63.

au 31 décembre 1926 à L. E. 866.611 et au 31 décembre 1927 à L. E. 1.043.706. Mais le montant des effets escomptés et des avances accordées sous forme de traites s'est élevé, en 1928, à L. E. 1.522.623. Les paiements sur ces effets ont été de L. E. 1.640.623, laissant ainsi, au 31 décembre 1928, un portefeuille de L. E. 925.706.

Quoi qu'il en soit, les banques n'escomptent des effets qu'avec la plus grande prudence.

Le système adopté en Egypte en matière d'escompte par les établissements de crédit se résume ainsi :

La banque est en relations d'affaires avec une ou plusieurs des grandes maisons de commerce du pays, de la solvabilité desquelles elle est certaine (grands magasins ou autres) ; elle n'acceptera à l'escompte que les effets de ces maisons à l'exclusion de tout autre papier.

Après avoir envisagé les conditions dans lesquelles se réalise l'escompte en Egypte, on peut se demander, s'il est possible dans les circonstances actuelles du pays de créer une banque centrale d'escompte ?

Cette question a été posée pour la première fois à la suite de la crise de 1907 qui eut une si forte répercussion sur toute la vie économique de l'Egypte. On se demande alors si l'existence d'une pareille banque n'aurait pas eu, dans ces circonstances, un effet bienfaisant et, se référant aux crises analogues survenues dans les autres pays, on citait les exemples de la Banque de France ou de la Bank of England,



qui dans les moments difficiles, viennent à l'aide des institutions menacées et leur prêtent leur concours (41). M. Bourkser nous démontre que les conditions pouvant justifier l'intervention d'une banque centrale faisaient alors presque complètement défaut. Il donne les raisons suivantes pour justifier son avis :

1) D'abord, la plus grande partie des crédits accordés durant l'époque qui avait précédé la crise était sous forme d'avances garanties par des valeurs hypothécaires. Les crédits garantis par des effets de commerce étaient comparativement rares et jouaient un rôle secondaire.

2) En second lieu, les capitaux d'une grande partie des établissements atteints étaient étrangers et surtout parmi les banques la plupart n'étaient que des succursales de banques européennes. C'est à l'étranger qu'elles puisent leurs capitaux, et cette circonstance donnait au marché financier d'Egypte un caractère particulier. La multitude des intérêts contradictoires qui se croisaient dans ce pays limitait le terrain sur lequel aurait pu agir une banque centrale. Car une banque pareille a pour but principal la protection et le développement du capital national sous toutes ses formes.

Nous ajoutons que les banques en Egypte sont sans attache dans le pays. De fait, la National Bank opère comme ses concurrents et pratique les mêmes opérations. L'escompte, abstraction faite du change,

(41) Cf. M. Bourkser. L'Egypte et une banque centrale d'escompte. L'Egypte contemporaine, N° 89, décembre 1925.

l'intéresse peu. Les autres banques, a-t-on observé, sont forcées de se tenir dans la même réserve. Par conséquent, la National Bank of Egypt ne pourrait jouer le rôle de banque et servir de régulateur au crédit qu'en nuisant à son propre crédit. Or, ses statuts n'admettent pas les effets de commerce comme garantie des billets émis par cette banque.

Ces raisons données ici qui empêchaient la création d'une banque centrale en Egypte à cette époque restent encore vraies aujourd'hui car le capital national n'est que médiocrement développé. De plus la grande industrie n'a pas fait de grands progrès en Egypte. Quant au commerce on peut noter la participation du capital égyptien, surtout lorsqu'il s'agit du commerce intérieur. Toutefois, le commerce extérieur, et particulièrement l'exportation du coton se trouve sur une grande échelle influencé par le capital étranger. L'escompte est trop limité en Egypte, dont le code de procédure civile décourage le prêteur par la lenteur du recouvrement judiciaire d'une traite protestée. Le droit appliqué n'est pas une abstraction ; au contraire le droit doit évoluer pour appuyer et développer les formes sociales et économiques créées par la vie. Le législateur européen a depuis longtemps compris l'importance du crédit pour la vie économique d'un Etat moderne, et la plupart des législations contiennent des dispositions spéciales qui ont pour but la protection des intérêts du créancier, dont le droit provient d'une opération de crédit, exprimée dans une forme prescrite. Le procès est plus court ; l'exécution plus ra-

pide. Malheureusement la législation égyptienne est quelque peu en retard dans cette matière et ne peut pas avoir une influence bienfaisante sur la mentalité du débiteur. Certes des modifications législatives doivent toujours être envisagées avec prudence. Néanmoins en cette matière, il faut mettre la législation en harmonie avec le progrès des idées et les besoins du crédit.

Nous avons précédemment démontré que les traites sur l'Egypte sont peu nombreuses. Or, les traites sur l'étranger au contraire, n'avaient pas cessé d'augmenter depuis le début de la guerre, c'est une conséquence naturelle de l'augmentation de valeur des exportations du coton. Les effets sur l'étranger, une fois acceptés par le tiré, sont facilement réescomptés en Europe, et par conséquent, ne présentent aucun risque. Mais toutes les grandes banques d'Egypte ont leurs agences en Europe, et ce fait rend inutile l'intervention d'une banque centrale dans les opérations avec l'étranger (42).

On avait beaucoup parlé de la banque Misr comme future banque centrale d'escompte. Mais il faudrait qu'elle eût pour cela le privilège de l'émission, soit conjointement avec la National Bank, soit exclusivement. La banque Misr, malgré sa création récente, a déjà fait ses preuves, elle aura, espérons-le, la sagesse de se contenter du beau rôle qu'elle s'est assignée, à savoir l'émancipation économique de

(42) Cf. Bourkser, *op. cit.*

l'Egypte par la création d'un capital, d'une industrie et d'un commerce nationaux (43).

L'Egypte avance vite dans la voie d'une organisation plus moderne de son système économique, et nous avons toute raison de croire qu'une banque centrale pourrait lui rendre des services appréciables dans un avenir très rapproché.

**2° Avances sur titres, marchandises, etc. —**

Les avances sur titres et sur marchandises sont pratiquées couramment par presque toutes les banques égyptiennes. Ces avances sont une des principales activités des banques en Egypte. Dépositaires de titres ou de marchandises, les banques accordent aux déposants, ou à des tiers, des avances d'argent jusqu'à concurrence d'un chiffre dont l'écart avec la valeur du dépôt constitue la marge. Certaines banques égyptiennes ont pratiqué des avances sur titres sans discernement et favorisé ainsi à leurs dépens la spéculation excessive d'où est sortie la crise de 1907-1908, tout en immobilisant complètement les ressources qui doivent rester aussi liquides que possible (44).

A la suite de cette crise, les avances sur titres furent restreintes, comme du reste tous les autres crédits. La guerre accentua encore ce mouvement, par suite de la fermeture des bourses. Mais dès la fin de la conflagration mondiale, ce poste du bilan des banques égyptiennes reprit son importance. On

(43) M. Emile Antonini, *op. cit.*, p. 44.

(44) Arminjon, *op. cit.*, p. 451.

craignait même, à plusieurs reprises, une nouvelle crise de spéculation (45).

Les avances sur marchandises sont de beaucoup les plus considérables du bilan des banques égyptiennes de quelque importance. Les banques prennent en garantie les produits fongibles auxquels est ouvert un marché suffisamment large et régulier. Les avances sur marchandises portent essentiellement sur les céréales et le coton. Chaque banque de quelque importance a des entrepôts (chounah) où elle tient sous sa garde les marchandises qui lui sont remises en gage et qu'elle vend elle-même habituellement pour le compte de ses clients, en s'attribuant, outre l'intérêt stipulé, une commission variable, sans préjudice de certains frais calculés largement, tels que magasinage, assurance, transport, change, etc. Ces « chounahs » se trouvent à Alexandrie, au Caire et dans les centres commerciaux du pays. Les banques pratiquent les avances sur le coton à l'égard de trois catégories principales de débiteurs :

1) Aux producteurs, qui, au lieu de vendre leur récolte, peuvent recevoir des banques des avances garanties par le coton déposé au « chounah ».

2) Aux intermédiaires ou petits négociants qui sont en relations avec une banque dont ils obtiennent :

a) dès le début de la campagne cotonnière, une avance à découvert variable, avec la surface des ter-

(45) M. Emile Antonini, op. cit., p. 48.



res du client et la prudence de la banque. Cette avance permet d'acheter au propriétaire sa récolte à venir, en lui versant acompte.

b) à l'époque de la livraison des marchandises par lui achetées, un prêt sur gage dont les clauses permettent au banquier :

— « de visser sa plaque » sur le chounah du négociant pour entrer en possession du gage ;

— de « vendre à son gré » la marchandise engagée, au mieux des intérêts du débiteur ;

— d'exécuter celui-ci aux conditions du droit commun, en cas de non paiement sur première réquisition de sommes dues à titre quelconque (46).

3) Aux exportateurs qui s'appuient de même sur une banque pour acheter du coton à crédit ou moyennant certains acomptes :

a) la marchandise est envoyée à l'usine d'égre-nage, puis celle de pressage, au nom de la banque, et le compte courant de l'exportateur est crédité en conséquence,

b) lorsque l'exportateur a vendu, la banque, sur son ordre, embarque la marchandise et, munie du connaissement, tire sur un correspondant européen pour la valeur de l'expédition, qui dégage le compte du client.

Or, pendant la durée des prêts ainsi consentis, fluctuations du marché peuvent diminuer la valeur du gage et exposer la banque à se trouver à découvert, si le client ne répond pas à l'invitation d'ali-

(46) Bernard Soucail, Manuel de droit commercial égyptien, p. 323.

menter la marge prévue entre le montant de son débit et la valeur de la marchandise au cours du jour, dans ce cas, la banque procède à une double opération de bourse :

a) elle « vend du contrat » c'est-à-dire elle garantit cette affaire à la baisse contre une hausse éventuelle, en achetant pour son propre compte la marchandise de son client grâce à la clause de commission en blanc insérée dans les conventions du crédit.

Mais la guerre et les hauts prix du coton qui en sont résultés ont donné une telle puissance à certaines maisons d'exportations, qu'elles peuvent actuellement dépasser les banques, et se financer elles-mêmes : leurs considérables ressources leur suffisent parfaitement pour les avances qu'elles sont obligées de faire aux cultivateurs. Ces maisons restent bien entendu en relations avec des établissements de banque, mais en utilisent le crédit plutôt pour faciliter le cours de leurs affaires, que par besoin réel d'argent ; à tel point que les banques de la place, voire les grandes banques d'Europe, leur font des offres constamment répétées de crédit, même en blanc (47).

Une des institutions les plus favorables au crédit, tant au point de vue du commerce intérieur que du commerce d'exportation, d'importation et de transit, est représentée par les magasins généraux : malheureusement, elle est celle dont l'organisation manque le plus en Egypte, et les banques, déviant de leurs fonctions normales, doivent tant bien que

(47) M. Emile Antonini, *op. cit.*, p. 46.

mal y suppléer. L'Égypte ne connaît pas les warrants, effets de commerce particulièrement précieux par la sûreté qu'ils donnent au crédit, par la souplesse des opérations qu'ils permettent au grand commerce, et qui sont, du reste, universellement appréciés par les nations européennes.

Quoique l'exploitation des magasins généraux soit libre en Égypte, le fait même qu'elle s'y développe difficilement prouve bien cependant que ce système n'offre pas dans un milieu si hétérogène de suffisantes garanties. Deux lois seraient nécessaires pour réglementer le système de warrants au commerce égyptien : l'une qui ferait rentrer les récépissés-warrants dans la catégorie des effets de commerce avec tous les caractères qui sont attachés à cette qualité ; l'autre qui réglementerait le fonctionnement des magasins généraux et en assurerait l'efficace surveillance.

Mais ce projet ne se heurte-t-il pas à des objections ? (48). Il se heurte à une vive résistance de la part des banques égyptiennes qui ont tout avantage à maintenir le *statu quo*, avantageux pour elles ; en plus de l'intérêt stipulé, elles s'attribuent en effet une commission variable, calculant en outre large-

(48) Un projet d'organisation fort savamment et fort judicieusement étudié par M. Wellhoff, administrateur de l'Egyptian Bonded Warehouses Cy Ltd, a déjà préparé un mouvement législatif en ce sens.

ment les frais qu'elles ont à effectuer (magasinage, assurance, transport, change, etc.) (49).

**3° Les autres Opérations de Banque en Egypte.** — Restent l'escompte des traites documentaires, la participation bancaire et financière et le change que nous étudions avec la monnaie, et qui fut, ces dernières années, une des opérations les plus rémunératrices des banques d'Egypte, à cause de ses grandes variations. Nous avons dit à plusieurs reprises que les Egyptiens ont, en général, le goût de la spéculation. Ainsi ils étaient poussés à acheter des roubles, couronnes, marks-papiers, des liras italiennes, des francs belges et des francs français dont l'entrée est libre en Egypte, par une catégorie spéciale de maisons créées à cet effet. Il nous faut ajouter que plusieurs banques locales elles-mêmes, ont facilité ce trafic aux dites maisons intermédiaires. M. Papasian estime la perte totale subie par l'épargne égyptienne à plus de 4.000.000 et demi de livres égyptiennes, rien que dans les opérations sur les roubles, couronnes et les marks (50). Les pertes subies d'après le calcul de M. Papasian, par l'Egypte sur les changes français, belges et italiens se chiffrent approximativement par L.E. quatre millions jusqu'à l'année 1923 (51).

(49) Voir Bernard Soucail, p. 267, et Emile Antonini, p. 46 et cf. Léon Pollier. L'organisation du crédit en Egypte, par des warrants commerciaux et agricoles, L'Egypte contemporaine N° 7, p. 370 ; Mai 1911.

(50) Cf. l'Egypte économique et financière, 1923, p. 160.

(51) Papasian, p. 162.

**4. L'escompte des traites documentaires. —**

La traite documentaire est une lettre de change accompagnée d'un document, le connaissement, pour donner en gage les marchandises portées sur ce connaissement, pendant qu'elles sont transportées par mer. Souvent au connaissement est jointe la police d'assurance contre les accidents de mer et contre les risques de guerre (52). Qu'est-ce qu'un crédit documentaire ? Le crédit documentaire ou « avec affectation spéciale », oblige le client à communiquer au banquier les documents relatifs aux opérations en vue desquelles a été consentie l'avance, afin d'en contrôler l'application. En Egypte, cette forme d'avance se réalise de la manière suivante : les marchands tirent sur leurs représentants des traites garanties par le connaissement qui permet de disposer du coton expédié à Liverpool et qu'ils escomptent. La traite est acceptée et la marchandise reste à Liverpool dans un dock, en nantissement de la somme avancée. L'avantage de cette combinaison est de faciliter la vente du coton qui trouve acheteur plus facilement et à meilleur prix de près que de loin (53).

Les banques égyptiennes détiennent presque toutes un portefeuille-titres dont l'importance varie suivant les établissements. Le portefeuille est en général composé de titres d'Etat, d'obligations et d'autres valeurs sûres. Ces placements en titres, souvent importants, des banques égyptiennes, s'expliquent

(52) Papasian, op. cit., p. 162.

(53) Voir notre traité de droit commercial, t. II, p. 253.



en partie par le fait que de fortes sommes deviennent disponibles en raison des rentrées sur les placements à la fin de la saison cotonnière. Le portefeuille titre est donc variable suivant les saisons, son montant étant généralement le plus élevé durant l'été (54).

**5. Participations bancaires et financières. —**

Cette question pourrait facilement faire l'objet d'une étude spéciale car elle a pris une importance grandissante depuis la création de la Banque Misr et de ses sociétés filiales qui ont pour but l'industrialisation du pays. La participation bancaire et financière des banques est une fonction essentielle de l'activité bancaire dans quelques pays modernes comme la Suisse (55). Nous étudierons les participations industrielles des banques en Egypte dans la section consacrée au crédit industriel. Certaines banques égyptiennes ont des participations bancaires ou financières. Celles-ci sont cependant peu nombreuses, et leur importance est relativement faible (56).

La banque National est également autorisée, par ses statuts, à faire des avances aux cultivateurs pour les frais de semences et de culture nécessaires aux récoltes de l'année, avec ou sans gage ; mais, dès 1902, elle jugea que ce genre d'opérations prenait dans ses bilans une place trop considérable ; elle préféra provoquer la création de la Banque agricole

(54) M. Emile Antonini, op. cit., p. 50.

(55) Fabrice Allizé, l'organisation des banques en Suisse, p. 31.

(56) Emile Antonini, op. cit., p. 50.

d'Egypte, en participant, pour une forte part, à la formation de son capital, et elle transmet à ce nouvel établissement toutes les avances en cours qu'elle avait consenties aux fellahs (57).

On doit signaler également la part active prise par la Banque Nationale d'Egypte dans la Fondation de la Bank of Abyssinia, créée en 1905 au Caire. Le capital de la dite banque, fixé à L.st. 500.000 et représenté par 100.000 actions de L.st. 5, fut entièrement souscrit par un groupe financier et le quart dudit capital versé à la National Bank of Egypt (58).

Signalons le Banco Italo-Egiziano, constitué en Egypte par un décret royal de l'année 1927. Cette banque détient de son côté une forte part du capital de la Cassa di Sconto e di Risparmio, de telle sorte que celle-ci peut être considérée comme une filiale dudit établissement (59).

Le Banco Italo-Egiziano possède, parmi les affaires industrielles, une participation d'intérêts dans les Sociétés des Grands Hôtels d'Egypte et The Egyptian Hotels Limited. Elle conserve également sa participation dans l'Egyptian Bonded Warehouses dont la situation florissante et la puissante organisation sont connues de tous. La Banque possède en outre des intérêts dans la société Taxi-autos Fiat (T.A.F).

Le Banco Italo Egiziano et la Cassa di Sconto

(57) Edmond Thery, l'Egypte nouvelle, p. 177.

(58) Papasian, l'Egypte économique et financière 1924-1925, p. 134.

(59) Papasian, l'Egypte économique et financière 1924-1925, p. 134.

e di Risparmio ensemble sont, grâce à leur organisation à l'intérieur, au premier rang pour les opérations afférentes au financement de la campagne cotonnière (60).

D'après M. Emile Antonini, le marché report sur titres de bourse ne se pratique pas en Egypte comme ailleurs. Il attribue ce manquement à l'insuffisance de l'organisation des bourses en Egypte (61).



Il suffit de jeter un coup d'œil d'ensemble sur les opérations des banques commerciales en Egypte pour constater qu'à cause de la situation économique particulière de l'Egypte, les opérations des banques en Egypte diffèrent largement de ce qui se passe en Europe. Elles n'ont ni la liquidité ni la complexité de celles pratiquées en Europe. Cela est attribuable à plusieurs raisons, à savoir: la faiblesse de l'escompte, produite elle-même par l'insuffisance de la loi, l'absence de l'éducation commerciale, de l'industrie et du commerce locaux, et enfin l'inexistence d'une banque nationale jouant le rôle de « banque des banques ».

Aussi ne devons-nous pas nous étonner si nous constatons que certaines banques, aussitôt que l'exportation du coton prend fin, retournent à l'Europe le numéraire rendu superflu par la morte-saison. Quelques banques remboursent ainsi les crédits que

(60) Cf. Antonini, *op. cit.*, p 163 et 164.

(61) Emile Antonini, p. 50, et voir notre traité de droit commercial, t. III. p. 202 et 203.

des correspondants d'outre-mer ont ouverts ; les autres banques font, par l'entremise de leurs maisons de Londres, des placements à court terme ; tels que des stock-exchange loans. On cite comme un exemple type que la Banque Nationale d'Egypte place ses disponibilités en « coal loans » à Londres, pour des sommes dont on ne peut savoir le montant, mais qui sont certainement importantes. Toutes enfin couvrent par ces envois d'or les effets qu'elles tirent, en vue de satisfaire aux demandes des importateurs égyptiens soucieux de payer les exportateurs européens.

Il est à regretter que quelques banques et particulièrement des succursales de banques étrangères se limitent à recevoir des dépôts en Egypte qu'elles envoient ensuite en majeure partie en Europe pour les utiliser. Cet état de choses impose au législateur égyptien de prendre des mesures efficaces pour empêcher l'exode des capitaux égyptiens dont le pays sent le besoin.

### *Deuxième section*

#### du Crédit Industriel

Nous avons déjà mentionné que le crédit industriel et le crédit commercial constituent la catégorie de beaucoup la plus étendue et la plus importante du crédit privé. Le crédit industriel, cela est certain, est plus développé dans les pays industriels. Il n'en est pas de même dans l'Egypte moderne.

### 1) *L'Industrie en Egypte*

A l'époque pharaonique, l'industrie était plus développée qu'aujourd'hui. La preuve en est que les antiquités qu'on trouve de temps en temps constatent le degré de perfection de l'industrie qui florissait dans la vallée du Nil à cette période. Puis une décadence momentanée succéda à cette ère de prospérité.

Après l'invasion arabe, l'industrie de guerre l'emporte en nombre et en puissance sur les autres industries.

Du dixième siècle au douzième siècle, sous le règne des Fatimites, s'étendit l'âge d'or de l'industrie égyptienne. La vie de la cité, au Caire, a été dirigée dans le passé par une autorité à la fois militaire et religieuse. Aussi, la mosquée fut-elle la cause du développement de l'art dans cette ville, tout comme la cathédrale contribua au développement artistique des vieux pays d'Occident (62).

En 1517, le sultan des Ottomans, Sélim 1<sup>er</sup> après avoir pris le Caire d'assaut, emmena beaucoup d'artisans, pour apprendre à ses sujets des arts qu'ils ignoraient. Cette mesure causa en Egypte la ruine de plusieurs industries. Mais voici que, à partir de la conquête turque, commence la décadence de l'industrie égyptienne (63).

(62) M. Germain Martin dans son article sur les bazars au Caire et les petits métiers arabes, p. 590, où cette matière est exposée avec une netteté parfaite (année 1910).

(63) M. le savant professeur Germain Martin, op. cit., p. 622.



Quand Bonaparte arriva en Egypte, il trouva les métiers du Caire en complète décadence. Bien que préoccupé par des travaux purement militaires, Bonaparte conçut et réalisa la création de nombreuses industries destinées à assurer aux Français le même confort qu'en Europe. Il fit construire au Caire des moulins à eau, et des moulins à vent, multiplia les fours, de telle sorte que l'on put consommer du pain de qualité comparable à celle du pain de Paris. Deux imprimeries furent créées pour assurer la publication de deux journaux, l'un scientifique « la Décade égyptienne », l'autre politique, « le Courrier d'Egypte ». On devait ainsi satisfaire aux besoins intellectuels des colons, et le même but était poursuivi par la création d'un théâtre et d'un lycée appelé le Lycée de la Patrie, consacré à l'éducation des enfants du sexe masculin, nés en Egypte, de parents français. Bonaparte érige également un hôtel des monnaies, des ateliers de serrurerie, d'armurerie, de menuiserie, de corderie, de charronnage et de charpente. Fonderies de canons, de boulets, fabriques d'instruments d'optique et de mathématique, sortent de terre sur les ordres du général. Il fit même fabriquer de la vaisselle plate et le succès des artistes égyptiens fut tel que plus tard l'empereur se servit dans ses campagnes d'une vaisselle dite de chasse, fabriquée d'après un modèle rapporté d'Egypte.

On constata que les artisans égyptiens, doués du génie d'imitation, ne tardaient pas à surpasser les ouvriers français dans ces diverses branches

d'industrie. Ils réussirent notamment à fondre, en argent, des boutons d'uniforme aux armes de la République, et à les souffler en or avec la plus grande perfection.

Bonaparte avait créé de toutes pièces, une industrie à l'Européenne. Mais, les nouvelles installations ne devaient pas avoir une longue existence, pas plus que les tentatives faites dans la suite par Mohamed Aly, pour organiser dans le même sens une industrie d'Etat, exploitée par le vice-roi. Sa conquête terminée, Mohamed Aly établit un régime manufacturier officiel. Il s'appliqua surtout à développer les filatures de coton. Chaque industrie avait une administration spéciale et des magasins de dépôt où les divers objets étaient reçus et vendus (64).

La création artificielle tentée par Mohamed Aly de nombreuses industries exercées dans de vastes usines munies de l'outillage le plus perfectionné fut éphémère : les usines de tissage, les filatures de coton, les industries de guerre, les raffineries de sucre, les fabriques de verreries et de papier élevées à grands frais dans tous les chefs-lieux de province, tombèrent aussi rapidement en ruines qu'elles avaient été construites, par suite de la mauvaise direction et de l'insuffisante qualité de leurs produits (65).

**La tentative actuelle de l'industrialisation de l'Egypte.** — Si l'Egypte apparaît à l'observateur le

(64) L'éminent professeur Germain Martin, op. cit., p. 624 et 625.

(65) M. Edmond Théry, op., cit., p. 10.

plus superficiel comme un pays exclusivement agricole où les fellahs forment la grande masse de la population, il s'en faut de beaucoup que l'industrie y tiennent une place insignifiante. C'est ce qui résulte du recensement de 1907 et de 1917. Ainsi d'après le recensement de 1917, sur 5.100.000 (66) personnes ayant, avec une précision suffisante, déclaré leur profession, 4 millions environ étaient engagées dans l'agriculture, il y en avait 677.000 (67) dans l'industrie, 280.000 dans le commerce et 143.000 dans les professions libérales.

Il résulte de ces données que l'industrie occupe la deuxième place dans la vie économique du pays. Mais ce n'est là qu'une situation relative numérique. Pour avoir une idée nette de l'état industriel du pays il importe de considérer la forme de l'industrie. Or, il apparaît immédiatement qu'en Egypte, c'est l'artisanat, l'industrie manuelle qui domine. Aussi s'explique-t-on que, telle qu'elle est, l'industrie égyptienne est impuissante à satisfaire les besoins locaux (68).

La grande industrie n'a pas fait de grands progrès en Egypte. Il existe bien quelques grandes entreprises — comme les sucreries, les fabriques de ciment et de cigarettes, — ainsi que quelques industries agricoles, telles que l'égrenage et le pressage

(66) Non compris les catégories suivantes : travail domestique, fonctionnaires administratifs, rentiers.

(67) Y compris 150.000 personnes employées dans les transports en commun.

(68) L'Egypte, op. cit., p. 285.

du coton, les huileries, etc... qui ont droit au titre de grande industrie. Joignons-y l'exploitation des hôtels qui hébergent, d'Alexandrie à la première cataracte, un nombre chaque année grossissant de touristes. Ce sont seulement ces grandes industries qui mettent en œuvre d'importants capitaux et occupent en commun plusieurs centaines d'ouvriers et d'employés.

Mais ce n'est là qu'un petit groupe qui ne permet pas à lui seul de considérer l'Égypte comme un pays industriel. La règle est le petit atelier avec un propriétaire et quelques ouvriers. Ce type se rapproche du type des ateliers de famille qui existaient en Europe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. De plus, les grandes entreprises, qui existent actuellement, furent pour la plus grande partie, fondées par le capital étranger (69). Notre éminent professeur, D<sup>r</sup> Lévi, écrit dans l'« Égypte » (70) : « La lenteur du développement industriel du pays n'est pas due, comme d'aucuns le pensent, à l'absence ou à la difficulté de l'apprentissage de la main-d'œuvre spécialisée : cette main-d'œuvre est au contraire abondante et possède un esprit d'adaptation à la technique moderne des plus remarquables. Elle ne procède pas non plus de la pénurie de matières premières, puisque la presque totalité des exportations consiste en des matières brutes que la petite industrie égyptienne sait parfaitement utiliser. On ne saurait

(69) M. Bourkser, *l'Égypte contemporaine*, année 1925, p. 460.

(70) *L'Égypte*, publié au Caire en 1916 par la Compagnie du canal de Suez.

davantage l'attribuer ni à l'insuffisance des capitaux dont le pays est abondamment pourvu, ni à l'absence de combustible, cette absence ne constituant pas un obstacle au développement de l'industrie, comme le prouve l'exemple de l'Italie, du Japon et d'autres pays, et l'Egypte possédant au surplus d'importants gisements de pétrole ». Nous pouvons ajouter qu'on peut espérer une prochaine utilisation des réserves de houille blanche, notamment au barrage d'Assouan.

Le Docteur Lévi affirme que la lenteur du développement industriel relève d'autres causes : au premier rang desquelles il faut placer d'une part, la concurrence de l'industrie étrangère, d'autre part, l'insuffisance de la protection gouvernementale. Sur ce point, nous sommes entièrement d'accord avec le professeur Docteur Lévi.

L'influence de la concurrence étrangère s'est surtout fait sentir pendant et après la guerre. Celle-ci ayant raréfié les moyens de communication, a obligé l'Egypte à produire sur place beaucoup d'articles qu'elle importait auparavant. D'autre part, la grande prospérité du pays pendant cette période aplanit pour beaucoup d'entreprises les difficultés inhérentes à tout début. Mais depuis la fin des hostilités, à la suite de la dépréciation du signe monétaire dans certains pays et des efforts déployés par ces pays pour améliorer leur balance commerciale en augmentant leurs exportations, la concurrence étrangère se fait de plus en plus intense et menace l'existence même de plusieurs industries.



L'insuffisance de la protection gouvernementale se manifeste d'une part, par les traités de commerce qui lient l'Etat égyptien, et ensuite, par son budget qui comporte de fortes dépenses pour des travaux urgents d'utilité publique.

Mais actuellement, tous les traités de commerce qui liaient le gouvernement égyptien prennent fin à l'heure où nous écrivons ces lignes ; aussi le gouvernement égyptien institue un nouveau tarif douanier ayant pour but la protection et l'encouragement de la jeune industrie égyptienne. L'Etat se propose dans ce tarif de faire une juste distinction en faveur des matières premières et de l'outillage nécessaire à l'industrie nationale.

A vrai dire, l'industrie égyptienne a réalisé de notables progrès dans ces dernières années, et cela grâce à l'initiative privée et aux efforts individuels, grâce aussi à l'enseignement technique et au désir d'émancipation des Egyptiens. Mais ces progrès ont été surtout marqués dans la petite industrie qui se multiplie par l'amélioration de ses procédés de fabrication et son outillage, encouragée qu'elle est par l'enseignement officiel qui a créé nombre d'ateliers modèles et d'écoles professionnelles dans les principaux centres du pays. Enfin, la banque Misr mérite ici une mention spéciale car le principal objet de cette banque locale ne consiste pas seulement à faire des opérations bancaires, mais aussi à faire l'éducation des Egyptiens dans le domaine financier et commercial, et à encourager les industries purement égyptiennes. Elle a élaboré tout un plan de relèvement industriel qu'elle est en train de

réaliser par des sociétés filiales ; elle en a déjà créé cinq : une imprimerie modèle, une société pour l'industrie du papier, une pour l'égrenage et le commerce du coton, une pour le théâtre et le cinéma, une société de navigation et de transport. Elle a obtenu l'exemption des droits de douane sur l'importation du matériel nécessaire à ses sociétés filiales, et une préférence dans les adjudications gouvernementales pour différents matériaux qu'elle s'est offert de fournir, par exemple le coton hydrophile. La banque Misr projette encore d'autres réalisations dans le domaine industriel.

Depuis quelques années une industrie minière s'est développée, qui fait vivre quelque milliers d'ouvriers : celle du pétrole près du golfe de Suez, du manganèse, du phosphate de chaux, de la soude, des pierres de construction, de l'argile, etc... comme nous l'avons déjà mentionné au chapitre de la situation économique de l'Egypte (71).

Quoique l'Egypte ne soit qu'un pays de petite industrie, cependant la grande industrie commence à faire son apparition. Nous devons souligner ici que actuellement le gouvernement égyptien apporte son aide à l'industrie nationale. Il a créé une cité ouvrière au Caire où les ouvriers trouvent tout le confort moderne. Il a réorganisé le service du commerce et de l'industrie dans l'esprit que ce service doit remplir (72) non seulement une fonc-

(71) Voir supra, p. 111 et suiv.

(72) Nous avons le ferme espoir que ce service ayant à sa tête M. Ald-El-Rahman Fikry Bey, le grand économiste égyptien, contribuerait au relèvement économique du pays.

tion économique mais un rôle d'éducation.

En plus, il a formé une commission ayant pour but de faire un code de Travail. En réalité l'Egypte est presque entièrement dépourvue de législation industrielle. En dehors d'une vingtaine d'articles très insuffisants du code sur le louage d'ouvrages, rien ne règle les relations entre patrons et ouvriers. Le projet élaboré par la commission indiquée reproduit dans une forte mesure la législation industrielle la plus parfaite des pays modernes. Elle règle les relations entre patrons et ouvriers et elle détermine la responsabilité du patron en cas d'accident, etc., etc...

L'industrie égyptienne pourra sans doute alors prendre un grand essor, présenter aux capitaux nationaux et étrangers d'excellents placements, donner à la vie économique du pays des fondations plus stables, offrir à l'agriculture même de nouvelles perspectives, développer les rapports commerciaux d'Egypte avec les autres pays et élever le niveau social et intellectuel des masses ouvrières. Et comme conséquence, le crédit industriel aura, dans un avenir plus ou moins lointain, à s'organiser sur de larges bases.

## 2) *Le Crédit industriel*

Nous venons de dire que l'industrie n'est pas encore parvenue à occuper une place prépondérante en Egypte par comparaison avec l'agriculture. Il ne peut être question en Egypte d'un crédit indus-

triel à proprement parler. Aussi nous ne voyons pas en Egypte une banque créée spécialement pour le développement du crédit industriel.

Les grandes entreprises industrielles existantes dans le pays disposent de fonds de roulement assez considérables et font par conséquent, très peu usage de crédit. Si elles ont besoin d'argent, elles trouvent à emprunter auprès des banques ordinaires.

En l'absence de véritable crédit industriel, on trouve en Egypte quelques banques importantes qui favorisent l'essor industriel du pays et qui créent des entreprises tout en demeurant d'ailleurs des banques surtout commerciales. Les deux principales banques sont la Banque Misr et le Banco Italo Egiziano. La Banque Misr, fondée au Caire en 1920 par un groupe de financiers et des capitalistes égyptiens, est une institution nationale créée avec des capitaux égyptiens et dont les actionnaires sont tous des Egyptiens. Nous avons dit à plusieurs reprises que le principal but de cette banque ne consiste pas seulement à pratiquer toutes les opérations bancaires, mais aussi à développer le commerce et à encourager les industries purement égyptiennes.

Aussi, dès 1922, le gouvernement égyptien a-t-il mis à sa disposition une somme de L.E. 100.000 dont une première tranche de L.E. 50.000 lui a été versée, destinée à aider sous certaines conditions la petite industrie nationale, lui permettant ainsi de se perfectionner et de progresser. Les prêts se font sous la responsabilité de la banque, à qui revient le soin de requérir les sûretés et garanties, sauf à prendre

l'avis purement consultatif du Bureau du Commerce et de l'Industrie.

En exécution de cette convention, la Banque Misr a conclu jusqu'à la fin de 1923, 32 prêts s'élevant à L.E. 18.650. Puis jusqu'à la fin de 1925, le nombre des prêts a atteint 57, correspondant à un montant de L.E. 25.825, soit un excédent de 25 prêts sur l'exercice précédent, d'un montant de L.E. 7.175. Pour l'année 1926, une diminution de ces prêts semble s'être produite. Le rapport de la banque de cette année nous communique que le nombre des prêts a atteint 22, correspondant à un montant de L.E. 4.269.

Le gouvernement égyptien confiait à la Banque Misr, dans le courant de l'année 1927, une nouvelle somme de L.E. 100.000 pour les avances à l'industrie, de sorte que le total de l'argent que le gouvernement a assigné à ce genre d'opérations s'élève au 31 décembre 1927, avec les intérêts, à L.E. 208.783. D'autre part, un accord est intervenu entre le gouvernement et la Banque Misr qui a levé certaines restrictions, lesquelles empêchaient les grandes entreprises industrielles, tant soit peu importantes, de profiter de ces avances. La banque Misr a consenti, dans le courant de 1927, 30 nouvelles avances s'élevant à L.E. 123.041.

Les sommes confiées par le gouvernement à la Banque, dans l'année 1928, pour les avances à l'industrie, ont été de L.E. 25.000. Par conséquent, le total des sommes affectées par le gouvernement



à ces avances a atteint au 31 décembre 1928 L.E. 238.168 y compris les intérêts.

Dans le courant de l'année 1928, la Banque a consenti 25 nouvelles avances à l'industrie d'un montant de L.E. 61.411.

Ainsi l'ensemble des avances au 31 décembre 1928 s'élève à 134 avances pour un montant en principal, de L.E. 214.456. Les annuités, intérêts de retard et de frais sur ces avances se sont élevées, au 31 décembre 1928, à L.E. 48.659 (73).

Dans le courant du dernier exercice 1929, la Banque a consenti 25 nouvelles avances à l'industrie d'un montant total de L.E. 124.178. Ainsi, l'ensemble des avances au 31 décembre dernier s'est élevé à 159 pour un montant en principal de L.E. 328.724.

Les annuités, intérêts de retard et frais sur ces avances se sont élevées, à la fin de l'année 1929, à L.E. 92.317.

Les sommes confiées par le gouvernement, dans l'année 1929, pour les avances à l'industrie ont été de L.E. 265.000. Par conséquent, le total des sommes affectées par le gouvernement à ces avances a atteint, au 31 décembre 1929, L.E. 510.000 y compris les intérêts.

En 1928, le Directeur administrateur délégué, Son Excellence Talaat Harb Bey, qui a conçu cette entreprise grandiose et qui en reste l'animateur,

(73) Rapports de la Banque Misr des années 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929.

visita l'Angleterre, la France, la Belgique et l'Allemagne afin d'étudier les industries que la Banque Misr a l'intention de créer en Egypte. Les résultats principaux de cette visite furent la constitution de la Société Misr pour le tissage et le filage et la Société Misr de pressage. Trente étudiants furent envoyés par la Banque Misr en Belgique, pour faire des études sur le tissage et le filage.

Avant de terminer ce paragraphe consacré à l'étude de la part prise par la Banque Misr pour le développement de l'industrie égyptienne, nous devons signaler que cette Banque avait présenté à Son Excellence le Ministre bien aimé Aly Mahir Pacha, qui avait le portefeuille des Finances de l'Egypte à cette époque (74 bis), le 28 février 1928 un rapport très détaillé dans lequel elle exposait son avis sur les moyens pratiques à adopter pour créer des industries nationales, organiser le crédit industriel et fonder une banque industrielle égyptienne. Dans ce rapport, la banque compte fermement que le gouvernement égyptien réussira à établir une législation pratique permettant la constitution de syndicats, de sociétés industrielles coopératives ou simples, en investissant la banque ou le créancier de droit de privilèges et de gage sur les outils et machines en la possession du débiteur.

En effet, comme nous l'avons relevé dans notre traité de droit commercial (74), l'absence de régle-

(74) Malache, *Traité de droit commercial*, t. II, p. 42.

(74 bis) Il est de mon devoir de lui adresser ici l'expression de ma respectueuse gratitude.

mentation en Egypte, au sujet des fonds de commerce et d'industrie et des opérations qui en font l'objet, marque une sérieuse lacune (75). Nous espérons que cette lacune sera comblée pour que les avances à l'industrie progressent.

Le discours du Trône du 11 janvier 1930 disait clairement que le gouvernement « travaillera à organiser les prêts industriels de façon à atteindre les buts visés ».

La deuxième banque qui s'intéresse également aux industries en Egypte, est le Banco Italo Egiziano constitué en 1922 à Alexandrie, sous le nom de Banco di Roma per l'Egitto e il Levante et qui n'a pris sa dénomination actuelle qu'en 1924. Cette banque faisait continuer les affaires de l'ancienne Banco di Roma et particulièrement au point de vue qui nous intéresse seul ici. La Banco Italo Egiziano continuait à participer dans les deux sociétés suivantes : la société anonyme des entrepôts du commerce et la société des taxis-autos Fiat. En 1923, la banque participait à deux nouvelles entreprises les grands hôtels d'Egypte et la société des huiles d'Egypte Egolin (76). Cette banque s'intéresse également au développement des constructions, notamment des deux grands centres, Alexandrie et le Caire.

Enfin, nous devons signaler que conformément aux termes de l'accord de la National Bank of Egypt avec la Llyods Bank, cette dernière a cédé à la pre-

(75) Emile Totongui, sur une réglementation de la vente et du nantissement du fond de commerce en Egypte. L'Egypte contemporaine, N° 97, janvier 1927.

mière le capital actions de la Commercial Buildings Company qui était propriétaire des deux immeubles ainsi que des usines d'égrenage de Benha et de Wasta. Mais la Banque Nationale avait revendu les usines d'égrenage de Banha et de Wasta au cours de l'année 1927 dans des conditions satisfaisantes (76).

### *Troisième section*

#### **Le Crédit Foncier et Agricole**

Il y a lieu d'ajouter pour compléter notre étude une section où nous étudions le crédit foncier et agricole en Egypte. On entend souvent par crédit foncier une espèce particulière de crédit hypothécaire qui a pour but de procurer des capitaux destinés à la construction d'une maison, à l'achat ou à l'amélioration d'un immeuble urbain ou rural. La forme la plus simple et la plus ancienne du crédit foncier, c'est le prêt sur hypothèque. C'est un genre de crédit qui est souvent encore fourni par les particuliers, à la différence du crédit industriel ou commercial qui est à peu près exclusivement entre les mains des banques.

Le crédit agricole est au contraire destiné à fournir aux habitants des campagnes les fonds qui leur manquent pour se procurer des capitaux d'exploitation (des engrais, des semences, du bétail, des instruments agricoles), ou pour payer leurs fer-

(76) D'après le discours du Gouverneur de la Banque Nationale prononcé à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 1928.

mages ou les salaires de leur personnel domestique. Le crédit agricole diffère du crédit foncier proprement dit par la destination du capital prêté, par la durée du prêt et par la garantie offerte. Le crédit foncier procure des capitaux destinés à l'acquisition d'un immeuble ou à des améliorations foncières permanentes, telles que des travaux de drainage, ou de reboisement ; les capitaux sont prêtés pour un grand nombre d'années et non pour environ douze mois, comme dans le cas du crédit agricole : enfin, les prêts qui relèvent du crédit foncier sont garantis par des hypothèques (77).

La grande richesse de l'Égypte, la seule pourrait-on dire, c'est l'Agriculture. La douceur du climat, la situation géographique du pays, la nature du sol, le Nil enfin, avec ses inondations bienfaisantes, tout contribue à faire de l'Égypte l'une des contrées agricoles les mieux douées et les plus riches du monde. Il n'y a guère que trois quarts de siècle que l'Égypte a su tirer parti de ses richesses exceptionnelles et mettre en valeur l'extraordinaire fertilité de son sol. Comme tous les pays vierges, l'Égypte manquait de capitaux, c'est l'argent de l'étranger presque exclusivement l'argent envoyé par l'Europe, qui a permis de transformer cette contrée, et qui lui a permis de passer de l'état de petite culture, à l'état de pays de culture intensive. Ces capitaux principalement fran-

(77) M. Truchy, *Cours d'économie politique*, t. I, p. 4 et M. Gide, *cours d'économie politique*, t. I, p. 502; M. Reboud, *précis d'économie politique*, t. I, p. 637; M. Perreau, *principes d'économie politique*, t. I, N° 378.



çais et anglais furent utilisés en avances faites aux propriétaires fonciers sous forme de prêts hypothécaires et permirent ainsi de faire subir à la culture les transformations désirables et mettre en valeur des terrains vierges.

L'énorme quantité de capitaux engagés en placements hypothécaires en Egypte, soit par des particuliers, soit par les banques, et la valeur considérable des propriétés foncières, qui en sont la garantie donnent à la question une importance primordiale, c'est pourquoi nous voulons parler de cette question dans une section spéciale où nous nous proposons d'abord de donner une vue d'ensemble sur l'évolution de la dette hypothécaire en Egypte en la faisant suivre de l'examen de son état actuel et des opérations pratiquées par les banques de crédit foncier ; mais nous nous réservons d'étudier plus tard chacune de ces institutions séparément.

Nous passerons ensuite au crédit agricole qui est presque inconnu en Egypte.

#### a) *Aperçu historique du crédit hypothécaire en Egypte*

Dans un pays comme l'Egypte, ouvert nouvellement à la civilisation moderne, où la propriété immobilière est de date récente et où l'enregistrement de l'hypothèque ne date que de l'institution des tribunaux mixtes, c'est-à-dire depuis 1876, le crédit foncier ne peut avoir un passé bien éloigné. Il ne fait son apparition qu'une vingtaine d'années après la création des premières banques de crédit mobilier. C'est en 1880, avec la création du Crédit Foncier

Egyptien que les capitaux en majeure partie étrangers viennent pour la première fois se mettre à la disposition du propriétaire détenteur effectif de la richesse du pays. La Land and Mortgage Company of Egypt a été fondée l'année suivante 1881 par un groupe de capitalistes anglais. Resté longtemps presque stationnaire, le crédit hypothécaire n'est entré dans une période vraiment active en Egypte que depuis une trentaine d'années (78).

En 1894, le conseil législatif égyptien exprima lors de la discussion du budget, la crainte que lui exprimait l'accroissement exagéré de la dette hypothécaire du pays, qui, d'après la commission nommée par ce conseil, aurait passé de 12 millions de livres égyptiennes en 1881 à 20 millions en 1891. Sir E. Palmer, alors conseiller financier, répondit aussitôt par une note dans laquelle il relevait de nombreuses erreurs commises par la Commission et ordonna une enquête à ce sujet dont il publia les résultats un an plus tard. D'après cette enquête la dette se réduisait, en réalité, à L.E. 7.323.300 (190.000.000 de francs). Le nombre des propriétaires était de 661.380, la superficie possédée de 4.721.300 feddans et la superficie hypothécaire, 395.600 feddans.

Les chiffres ci-dessus montrent que la surface hypothécaire représentait 8,39 % de la surface totale possédée. D'autre part, comme la fortune immobilière de l'Egypte avait été estimée à 120 millions de

(78) Le Dr Alfred Eid, la fortune immobilière de l'Egypte, p. 86.

livres égyptiennes (3.110.823.071 de francs), le montant de la dette devait représenter 6.16 % de la valeur globale du sol. Un autre fait intéressant à relever, c'est que 71.46 % de cette dette pesaient sur des propriétaires possédant plus de 50 feddans.

« L'enquête de Sir E. Palmer, dit le Dr. Eid, paraît présenter toutes les garanties d'un travail sérieux... Néanmoins, il serait inexact de limiter à ces 7.500.000 livres égyptiennes (194.426.442 de fr.) les charges qui pesaient sur la population agricole. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque les dettes chirographaires étaient bien plus nombreuses. C'était l'âge d'or pour les usuriers. Or, ceux-ci avaient de nombreux moyens pour enserrer le paysan dans leurs filets et l'inscription hypothécaire était certes le moins commode pour eux... Le fellah croyait candidement que par le fait d'avoir signé un acte devant le greffier mixte, il se trouvait à la merci de son créancier, qui pourrait d'un moment à l'autre lui disputer la possession ou la jouissance de son terrain. Aussi, les usuriers préféraient-ils prêter à court terme, sous caution personnelle, sous garantie de la récolte ou autrement (79).

Le Dr. Eid estime, dans son ouvrage nourri de faits, à onze millions de livres égyptiennes (285.158.781 francs) le montant des charges qui pesaient, au commencement de 1895, sur la population agricole de l'Égypte. De 1881 à 1902, aucun nouvel

(79) Dr Alfred Eid. La fortune immobilière de l'Égypte. Paris, Alcan 1907, p. 118 et suivantes.

établissement de crédit foncier ne fut constitué en Egypte (80). Mais au début du xx<sup>e</sup>, grâce à l'apport de capitaux étrangers encouragés par l'amélioration régulière des finances publiques, l'Egypte se trouva dotée d'une organisation suffisante de crédit immobilier et mobilier.

En ce qui nous concerne le crédit immobilier qui nous intéresse uniquement ici, on constate la création de trois banques à des intervalles assez rapprochés. C'est d'abord l'Agricultural Bank of Egypt, fondée en 1902, puis la Caisse hypothécaire d'Egypte en 1903, enfin la Land Bank of Egypt en 1905.

L'Agricultural Bank of Egypt a été fondée en 1902, sous les auspices du gouvernement, son objet principal consistait à faire des avances aux petits cultivateurs solvables jusqu'à un maximum de L.E. 500, des prêts au taux de 8 % garantis par un cautionnement ou une hypothèque. L'objet de cette banque diffère un peu d'une banque foncière proprement dite. Mais, vu le prêt hypothécaire qui rentre également dans ses attributions, nous sommes obligés de la citer ici, nous réservant d'en donner de nouveaux détails à la section du crédit agricole (81).

Laissons momentanément l'étude de ces banques foncières et cherchons l'état de la dette hypothécaire en Egypte après l'année 1895. Le Dr. Eid, le grand financier, après des recherches personnelles arrive aux résultats mentionnés dans le tableau suivant :

(80) M. Emile Antonini, *op. cit.*, p. 58.

(81) Dr Alfred Eid, p. 128 et 129.

|                                                                                                     | 1901      | 1906       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------|
|                                                                                                     | L. E.     | L. E.      |
| Prêts contractés auprès<br>des banques .....                                                        | 5.485.240 | 20.600.000 |
| Prêts contractés auprès<br>des compagnies d'assu-<br>rances et des capi-<br>talistes d'Europe ..... |           | 2.200.000  |
| Prêts contractés aux par-<br>ticuliers .....                                                        |           | 5.445.000  |
| Sommes dues sur les ven-<br>tes à terme .....                                                       | 1.187.060 | 10.752.720 |
|                                                                                                     | <hr/>     | <hr/>      |
|                                                                                                     | 6.672.300 | 38.997.720 |

Il s'ensuit de ce tableau que la dette hypothécaire a été formidablement augmentée en 5 ans dans la très forte proportion de 400 %. Cet accroissement se justifie par la création des trois nouvelles banques citées ci-dessus, par le grand succès du Crédit Foncier, et enfin par l'élévation du chiffre des prêts (dont la moyenne avait passé de L.E. 2.840 en 1902 à L.E. 3.690 en 1905) due en grande partie à la hausse de la valeur du sol (82).

Nous constatons que le montant de la dette hypothécaire en Egypte continuait à augmenter de 1905 à 1914. Mais en 1907, une crise redoutable se produit

(82) Il n'y en a que trois, toutes anglaises, qui se soient intéressés aux affaires hypothécaires : ce sont la Gersham, la Standard Life et la Union Crown (Le compte Cressaty, l'Egypte d'aujourd'hui, année 1912, p. 185).

(82) M. Emile Antonini, p. 59.



dans le pays où sombre une notable partie des sociétés nouvellement créées d'où l'Egypte sort affaiblie avec un crédit gravement compromis.

Pendant la période qui suit et qui s'étend jusqu'à la guerre, le pays se remet peu à peu de cette rude atteinte. Il y parvient grâce surtout à son crédit hypothécaire qu'alimentent le capital européen et principalement le capital français. Tandis que le capital des banques mobilières reste stationnaire entre L. E. 4.450.000 en 1907 et L. E. 4.583.000 en 1913, le capital actions et obligations des sociétés de crédit hypothécaires qui était de L. E. 39.680.000 en 1907 passe à L.E. 46.367.000 en 1908, à L.E. 49.786.000 en 1910 et à L.E. 55.608.000 en 1913. Ce résultat est obtenu d'abord par des émissions supplémentaires du Crédit Foncier Egyptien et de l'Agricultural Bank of Egypt au mois de mai 1908 et ensuite par la création de nombreuses sociétés nouvelles.

En 1908, se fondaient la Mortgage Company of Egypt et le Crédit hypothécaire agricole et urbain d'Egypte.

En 1910, se constituaient la Banque Hypothécaire Franco-Egyptienne. En 1911, paraît le Crédit Foncier d'Orient, qui en attendant l'organisation du prêt hypothécaire en Syrie, commence ses opérations en Egypte, par l'intermédiaire de la Caisse Hypothécaire d'Egypte. Au cours de la même année, on voit se constituer en Egypte, l'Aegyptische Hypotheken Bank, qui ne se livre à des opérations qu'au début du mois de janvier 1912 (84).

(84) L'Egypte, op. cit., p. 301 et M. Emile Antonini, op. cit., p. 59.

L'Egypte aborde donc la guerre avec un crédit reconstitué, mais au prix d'une lourde charge hypothécaire puisque celle-ci s'élève en 1914 et seulement en ce qui concerne la dette visible auprès des sept établissements principaux à L. E. 45.838.000 contre L.E. 33.704.000 en 1906 d'après l'estimation de M. Miriel, le président du conseil d'administration du Crédit Foncier Egyptien (85).

Peu avant la guerre, le Gouvernement égyptien a promulgué plusieurs lois nouvelles d'une importance économique considérable. L'année 1912 a été une période d'activité législative intense, contrastant singulièrement avec l'époque antérieure. Ces lois intéressent plus spécialement le crédit hypothécaire qui, depuis son fonctionnement régulier en Egypte domine toute l'activité économique du pays. Ces lois sont au nombre de trois, à savoir :

1) La loi instituant l'insaisissabilité de la petite propriété agricole connu vulgairement sous le nom de la loi « des cinq feddans ». Cette loi interdit l'expropriation de tout terrain dont la superficie n'atteint pas cinq feddans (2 hectares, 10 ares), appartenant à tout fellah cultivant lui-même ses terres.

2) La loi modifiant les dispositions du code de procédure civile et commerciale mixte relative à la saisie immobilière (86).

3) La loi modifiant l'article 568/692 du Code

(85) L'Egypte, *op. cit.*, p. 301.

(86) Wathelet et Brunton, Codes Egyptiens, Bruxelles 1920, p. 553.

civil égyptien relatif aux intérêts conservés par l'inscription hypothécaire (87).

Nous ne traiterons pas ici l'étude de ces lois différentes puisque l'étude de ces lois sort du cadre de notre travail limité aux institutions économiques et non aux institutions juridiques (88).

Toutefois, nous croyons que dans le domaine de notre étude doivent entrer quelques explications sur la loi dite « de cinq feddans » car cette loi a une répercussion sur le crédit hypothécaire en Egypte.

L'insaisissabilité du petit domaine qu'édicte le législateur de cette loi est très voisine de l'insaisissabilité que nous présentent les institutions d'autres pays, savoir le homestead américain, l'Anerbengut allemand et le bien de famille français.

Qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre de ces créations de la loi, nous trouvons toujours à leur origine une même idée humanitaire ; ces lois veulent soustraire le petit débiteur à son créancier trop rapace. Le législateur estime qu'il est une limite aux droits du créancier, quelles que soient la régularité de ses titres et la valeur de sa créance, c'est la misère du débiteur lorsque l'exécution de celui-ci le priverait de ses dernières ressources, elle n'est plus permise.

Cette idée que la rigueur du droit doit être tem-

(87) Cf. Choukry Tombay. Examen critique de la loi modifiant l'article 692 du Code Civil Mixte. Revue d'Egypte contemporaine, N° 14 mars 1913.

(88) Rapport du conseiller judiciaire de l'année 1913 concernant l'année 1912.

pérée par la considération de l'état malheureux de l'individu est fort ancienne. C'était elle qui faisait admettre aux canonistes du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle le droit de voler pour la personne, qui, se trouvant dans un absolu dénuement, périrait de faim, sans le morceau de pain qu'elle dérobe. C'est elle qui inspire la loi religieuse musulmane précisément sur la matière qui nous occupe, lorsqu'elle considère la maison du débiteur comme insaisissable (89).

Cette insaisissabilité du petit domaine qu'il s'agit de protéger est opposable aux créanciers hypothécaires ou nantis de gage, ainsi qu'à ceux ayant obtenu un droit d'affectation mais non aux créanciers privilégiés. Le débiteur ne pouvait pas renoncer à cette insaisissabilité, mais devait au contraire l'opposer à peine de déchéance, au plus tard jusqu'au jugement d'expropriation.

On avait adressé beaucoup de critiques à cette loi à propos desquelles nous nous contenterons de renvoyer aux ouvrages juridiques (90).

Le but du législateur égyptien en promulguant cette loi de cinq feddans a été très net : il a voulu simplement prendre une nouvelle mesure contre l'usure qui ronge le petit cultivateur. Il a pensé qu'en soustrayant au créancier le domaine dont la superficie ne dépasse pas cinq feddans (2 hectares 10 ares), il ôterait à l'usurier toute velléité d'avancer

(89) Cf. Blanchard. Le bien de la famille et la loi des cinq feddans. *Revue d'Egypte contemporaine*, N° 15, mai 1913, p. 337.

(90) M. Abd El Fattah el Sayed Bey, des voies d'exécution, Le Caire, 1926.

de l'argent au petit propriétaire et tarirait ainsi la source de ces prêts dont le taux atteint souvent 30 à 40 %, qui conduisent à la ruine le fellah insouciant. C'est en général, par l'emprunt hypothécaire que se ruine le paysan ; il emprunte pour accroître son domaine et pour subvenir à quelque besoin pressant, puis comme il ne paie pas les intérêts, ceux-ci s'accumulent, le créancier après avoir accordé délai après délai, finit par saisir et vendre le bien.

Nous nous demandons quelle fut la répercussion de la loi des cinq feddans sur les opérations des banques hypothécaires dans le pays. Une seule banque hypothécaire fut sensiblement atteinte : l'Agricultural Bank, dont l'objet était précisément d'accorder des prêts à de petits propriétaires ne possédant en général pas plus de 5 feddans (91). A la suite de la loi des 5 feddans, la Banque agricole a par décision des assemblées générales des 16 juin et 12 juillet 1913 et d'accord avec le Gouvernement, apporté des modifications aux statuts concernant les opérations des prêts de la Banque. La plus importante de ces modifications résidait dans la faculté donnée de faire des avances sur signature à des groupes de cultivateurs, syndicats agricoles, etc., et à des cultivateurs pour prêts ne dépassant pas L. E. 1.000 au lieu de 500, et même jusqu'à L. E. 5.000 pour certains groupements. La banque était en outre autorisée à effectuer le surplus de ses **fonds** disponibles en achat de titres, avances sur titres à

(91) M. Emile Antonini, op. cit., p. 60.



des sociétés de crédit hypothécaire et en prêts garantis par première hypothèque (92).

C'est dans ces conditions que l'Agricultural Bank pouvait placer depuis 1913 une partie considérable de ses fonds qui étaient avant cette modification improductifs. Mais ce changement a eu pour effet d'assimiler cette banque à une banque purement hypothécaire bien que cette banque fut originairement créée pour distribuer du crédit agricole aux petits cultivateurs.

L'Égypte aborde la guerre de 1914 avec une lourde charge de dettes hypothécaires que M. Papasian estime approximativement à L. E. 52.675.000 réparties de la manière suivante :

*Banques hypothécaires*

|                                    | 1914              |
|------------------------------------|-------------------|
|                                    | L. E.             |
| Crédit Foncier Egyptien .....      | 29.278.000        |
| Banque Agricole .....              | 6.940.000         |
| Land Bank of Egypt .....           | 4.052.000         |
| Montgage Co. of Egypt .....        | 3.237.000         |
| Caisse Hypothécaire d'Égypte ..... | 1.585.000         |
| Land of Montgage Co of Egypt ..... | 496.000           |
| Deutsche Hypoth. Bank .....        | 250.000           |
| <b>Total</b> .....                 | <b>45.838.000</b> |

(92) L'Égypte économique et financière, Papasian 1923, p. 35.

*Sociétés et Particuliers*

|                                                                            |            |
|----------------------------------------------------------------------------|------------|
| Sociétés foncières .....                                                   | 1.911.000  |
| Sociétés anonymes opérant sur terrains<br>urbains .....                    | 926.000    |
| Particuliers, Sociétés étrangères, Com-<br>pagnies d'assurances, etc. .... | 4.000.000  |
| <hr/>                                                                      |            |
| Total .....                                                                | 52.675.000 |

L'Egypte, bien qu'éloignée du théâtre de la guerre, en a subi au commencement le contre-coup, comme du reste, toutes les autres nations du monde. Un moratorium fut proclamé qui, en immobilisant des dépôts importants et en provoquant un resserrement général du crédit, réduisait sensiblement les recettes des établissements hypothécaires (93) . Le rapport du Crédit Foncier pour l'exercice 1914 dit : « A ces causes d'ordre général, est venue s'ajouter la baisse des prix du coton. Le gouvernement s'est ému de l'avilissement des cours et son intervention s'est manifesté sous la forme d'achats directs aux petits cultivateurs. Il en est résulté un certain raffermissement des prix, mais ces fluctuations et cette incertitude ont eu pour effet de rendre à peu près nuls nos encaissements pendant le dernier trimestre de l'exercice ».

Mais une éclaircie survient bientôt à la faveur de la reprise des cours du coton. Le prix du coton, qui était d'environ 15 talaris le cantar avant la guerre,

(93) M. Emile Antonini, op. cit., p. 61.

était tombé à 10 talaris en 1914. Il s'élève de 38 talaris en 1917 à 200 en 1920. On voit que la situation économique de l'Égypte s'améliorait progressivement grâce à la hausse du prix du coton.

C'est ainsi que grâce aux cours très élevés du coton pendant la guerre 1914-1918 qui lui procurèrent d'énormes bénéfices, l'Égypte put réduire dans une proportion sensible ses dettes hypothécaires. Aussi les banques cherchaient-elles d'autres placements des pays alliés, c'est principalement en bons de la défense nationale et en national war bonds que les banques plaçaient leurs disponibilités (94).

Le coton qui atteignait au mois de février 1920 son prix le plus élevé : 196 talaris par cantar, subissait ensuite une baisse rapide dont le pays souffrait et souffre encore dans ses conséquences. En novembre 1920, était enregistré le cours de 33 talaris. Cette baisse produit une régression des encaissements des établissements de crédit foncier et amène une tendance à l'augmentation des réalisations des prêts.

Ayant tracé l'histoire de la dette hypothécaire de l'Égypte pendant et avant la guerre, nous reproduisons ici le tableau de la dette hypothécaire de l'Égypte en 1922, donné par l'éminent statisticien M. Papasian (95).

#### *Banques hypothécaires*

Crédit Foncier Egyptien ..... L.E. 19.530.000

(94) M. Emile Antoni, op. cit., p. 62.

(95) L'Égypte économique et financière, édition 1925.

|                                                                          |                 |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Banque Agricole .....                                                    | 3.610.000       |
| Land Bank of Egypt .....                                                 | 4.077.000       |
| Mortgage Co of Egypt .....                                               | 3.387.000       |
| Caisse Hypothécaire d'Egypte .....                                       | 655.000         |
| Land & Mortgage Co of Egypt .....                                        | 279.000         |
| Sociétés foncières .....                                                 | 4.230.000       |
| Sociétés anonymes opérant sur terrains<br>urbains .....                  | 488.000         |
| Particuliers, sociétés étrangères, com-<br>gnies d'assurances, etc. .... | 3.000.000       |
| <hr/>                                                                    |                 |
| Total .....                                                              | L.E. 39.256.000 |

Les chiffres ci-dessus établissent que l'Egypte a réduit ses dettes hypothécaires depuis 1914 de L. E. 13.319.000 se décomposant comme ci-après :

|                                          |                 |
|------------------------------------------|-----------------|
| Banque de prêts hypothécaires ..L.E.     | 14.200.000      |
| Sociétés Urbaines .....                  | 438.000         |
| Prêts privés et sociétés étrangères .... | 1.000.000       |
| <hr/>                                    |                 |
| Réduction L. E. ....                     | 15.638.000      |
| Sociétés rurales (augmentation) .....    | 2.319.000       |
| <hr/>                                    |                 |
| Différence conforme .....                | L.E. 13.319.000 |

Dans son ouvrage de 1925, M. Papasion (96) estime le montant des dettes hypothécaires de l'Egypte se décomposant comme suit :

(96) L'Egypte économique et financière, édition 1925.

|                                          |            |
|------------------------------------------|------------|
| Banque de crédit hypothécaire . . . L.E. | 28.335.000 |
| Sociétés foncières rurales . . . . .     | 3.400.000  |
| Sociétés foncières urbaines . . . . .    | 696.000    |
| Hypothèques ou privilèges vendeurs       |            |
| Particuliers, sociétés étrangères, Cies  |            |
| d'assurances, etc. . . . . L.E.          | 2.500.000  |

---

Total . . . . . L.E. 34.931.000  
soit une diminution de charges hypothécaires de  
L. E. 4.300.000 environ depuis janvier 1923.

Depuis l'année 1924, on constate que les prêts hypothécaires marquent une reprise considérable ; c'est une conséquence attendue parce que les cours du coton sont à la baisse.

#### b) *L'organisation pratique du Crédit Foncier en Egypte*

Le régime hypothécaire en Egypte est sensiblement le même que le système français, il est placé sous l'application du Code civil mixte et du code de procédure mixte, qui sont la reproduction presque textuelle des codes français. Il relève de la juridiction des tribunaux mixtes institués en 1875 par les quatorze puissances signataires (97) de la réforme judiciaire (98).

(97) Ces quatorze puissances sont : La France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Norvège, la Suède, le Danemark, la Russie, la Grèce et les Etats-Unis d'Amérique.

(98) Masson : Des rapports entre les opérations de banque et le crédit hypothécaire en Egypte, thèse Paris 1911, p. 75.



Vers 1880 la réorganisation des finances égyptiennes et par conséquent celle du marché égyptien permettait de fournir à l'agriculture le crédit dont il a tant besoin. Les Egyptiens n'étant pas en état de résoudre le problème, les capitaux étrangers s'emparèrent du marché. Ils trouvèrent dans l'institution des tribunaux mixtes et la législation qu'ils avaient introduite en Egypte les garanties qui leur étaient nécessaires (99).

Les banques qui distribuent actuellement le crédit hypothécaire en Egypte sont les suivantes :

1° Crédit Foncier Egyptien fondé en 1880, siège : Le Caire;

2° Land and Mortgage cy of Egypt, fondé en 1881, siège : Londres;

3° Agric. Bank of Egypt, fondée en 1902, siège : Le Caire ;

4° Caisse Hypothécaire d'Egypte, fondée en 1903, siège : Bruxelles;

5° Land Bank of Egypt, fondée en 1905, siège : Alexandrie;

6° Mortgage Cy of Egypt, fondée en 1908, siège : Le Caire;

7° Crédit Foncier d'Orient, fondé en 1910, siège : Paris.

Ces Sociétés dont la prospérité a toujours été en augmentant ont en plusieurs occasions augmenté leur capital, soit le capital actions, soit le capital obli-

(99) D<sup>r</sup> Ahmed Mohamed Ibrahim, l'organisation du crédit foncier en Egypte, Paris 1924, p. 47.

gations, grossi les bénéfices donnés aux actionnaires et ont majoré leurs réserves dans une forte proportion.

Les trois autres banques que nous avons rencontrées au cours de notre étude historique ont disparu : Le crédit hypothécaire agricole et urbain d'Egypte a liquidé en 1921 ses opérations en Egypte et a pris la dénomination de Crédit Immobilier pour la Belgique et l'étranger. La Banque hypothécaire franco-égyptienne a été liquidée. Quant à l'Aegyptische Hypotheken Bank, elle a naturellement dû subir une liquidation forcée au commencement de la guerre mondiale de 1914, et le Crédit Foncier en a acquis les créances, qui furent mises aux enchères par les autorités militaires en Egypte, au prix de L.E. 210.000 (100).

A l'exception de l'Agricultural Bank, toutes les banques hypothécaires en Egypte pratiquent à peu près le même genre d'opérations que nous étudierons rapidement.

D'une manière générale, on peut dire que les banques de crédit foncier d'Egypte ont pour objet :

1° De prêter sur hypothèque aux propriétaires d'immeubles en Egypte, des sommes remboursables à long terme par annuités.

Le montant du prêt ne peut, en général, dépasser 50 à 60 % de la valeur de l'immeuble. C'est ainsi, que le crédit foncier égyptien estime les immeubles de 50 % au-dessus de leur valeur, et n'avance sur

cette évaluation que 50 % au maximum sur un immeuble de 200.000 francs, il avance donc au plus 60.000.

Le système de remboursement par annuités, qui est le système le plus employé, est le plus commode pour la libération des emprunteurs : chaque année, l'emprunteur paie une somme fixée à l'avance dans son contrat ; celle-ci comprend outre l'intérêt dû à la banque ; une fraction du capital à titre de remboursement. L'intérêt cesse de courir pour toute la portion du capital remboursée ou amortie ; la somme payée, à titre de capital grossit sans cesse sans que l'annuité change ; elle grossit à chaque versement si bien que, au bout de trente, quarante ou cinquante ans, selon la convention, le prêt se trouve entièrement remboursé sans que l'emprunteur ait eu à faire un effort considérable à aucun moment : en effet, dans aucun cas, l'annuité au service de laquelle l'emprunteur s'engage, ne peut être supérieure au revenu net de la propriété (101).

2° De prêter sur hypothèque aux propriétaires d'immeubles des sommes remboursables à court terme, avec ou sans amortissement.

Ce sont des prêts consentis pour des délais au-dessous de 10 ans. Ce genre d'opérations se prête mal aux besoins de la pratique. C'est une grosse somme que l'emprunteur doit rembourser pour se libérer dans un délai de temps relativement court ; cela n'est pas toujours à sa portée, particulièrement quand il

(101) Art. 45, statuts du Crédit foncier égyptien.

s'agit d'un crédit immobilisé soit dans l'acquisition de terrains, soit dans des améliorations agricoles. Aussi ce système n'est-il pas très suivi en Egypte, pays essentiellement agricole (102).

3° D'ouvrir des comptes courants garantis par hypothèque.

Le montant de l'avance consentie par les banques, au lieu d'être touché immédiatement par l'emprunteur, est mis à sa disposition en compte courant; celui-ci peut alors prélever, au fur et à mesure de ses besoins les sommes qui lui sont nécessaires, jusqu'à concurrence du crédit consenti; ces sommes sont, bien entendu, portées au débit dudit compte, et leur total fixé à l'avance, représente le montant pour lequel la banque a pris inscription.

Ce genre d'opérations est extrêmement pratique pour l'emprunteur, car il lui permet de ne recouvrir à l'emprunt qu'au fur et à mesure de ses besoins, selon les circonstances. Il lui permet en outre, de rembourser la banque lorsque ses rentrées le lui permettent, même par anticipation. Les versements sont naturellement portés au crédit de son compte, dont le solde, seul peut faire l'objet d'une action de la part de la banque.

4° *De faire également l'acquisition des créances hypothécaires.* — Les Banques hypothécaires d'Egypte font aussi l'acquisition de créances hypothécaires, soit à de simples particuliers, soit à des sociétés. L'exemple le plus intéressant de ce genre

(102) Masson, op. cit., p. 146.

d'opérations est l'acquisition des créances de la Daïra Sanieh par le Crédit Foncier égyptien en 1905-1906. Etant donné l'importance de cette opération, il paraît intéressant de l'examiner avec quelques détails.

La Société de la Daïra Sanieh avait été constituée en 1898 pour acheter au gouvernement égyptien le domaine de la Daïra Sanieh dans le but de le revendre par lots; une clause du contrat interdisait à la société de réaliser plus de 300.000 livres sterlings de domaine par an.

Grâce à la prospérité agricole de l'Egypte, les lots se vendirent rapidement et avec un bénéfice considérable sur le prix d'acquisition. Pour tourner la clause du contrat avec le gouvernement égyptien, la société vendait les terrains à terme, le prix de vente devant être payé par les acquéreurs au moyen d'annuités. En 1902, presque tout le domaine de la Daïra Sanieh était ainsi vendu à terme; mais aussi longtemps que la dernière annuité n'était pas touchée, la société ne pouvait entrer en liquidation et répartir son bénéfice entre les participants. C'est en vue de monnayer ce bénéfice que la presque totalité des créances fut cédée au Crédit Foncier Egyptien. Cet établissement fut, par suite, entièrement subrogé à la société égyptienne de la Daïra Sanieh comme créancier de toutes sommes qui restaient dues par les acquéreurs, qui devenaient par conséquent débiteurs directs du Crédit Foncier Egyptien. D'après l'article 3 de la Convention qui fut passée entre la Daïra Sanieh et le Crédit Foncier, ladite cession fut faite sans garantie par la société égyptienne de la solvabi-



lité des acquéreurs; en conséquence, aucun recours ne pouvait être exercé par le Crédit foncier contre la Daïra Sanieh, du chef du non paiement ou du retard de paiement par les acquéreurs, la société égyptienne garantissant toutefois la réalité et la régularité des créances cédées, et la constitution ainsi que la conservation des garanties.

5° Les banques hypothécaires font aussi des avances garanties par nantissement; certaines d'entre elles font également des avances aux cultivateurs, propriétaires ruraux, sans affectation hypothécaire, pour les besoins de leurs cultures annuelles, et dans les limites des revenus de leurs terres; d'autres escomptant les billets à ordre de ces cultivateurs; toutes enfin reçoivent en dépôts des capitaux avec ou sans intérêt. D'après l'article 2 des statuts du Crédit Foncier Egyptien, le montant des capitaux reçus à titre de dépôts ne pourra toutefois dépasser le quart de son capital nominal (103).

De même que le Crédit Foncier de France, la plupart des grandes banques hypothécaires d'Egypte ne prêtent que sur première hypothèque. Il y a lieu de distinguer parmi les opérations effectuées par les banques, celles qui ont pour gage des biens ruraux, et celles qui ont pour gage des biens urbains. Les opérations sur biens ruraux sont de beaucoup les plus fréquentes en Egypte. Ceci s'explique facilement dans un pays exclusivement agricole où l'agriculture joue un rôle considérable dans l'activité éco-

(103) Masson, *op. cit.*, p. 148 et suiv.

nomique de l'Égypte. A la suite de la crise de 1907 où la spéculation sur les propriétés urbaines fut particulièrement jeffrénée, les banques ne consentent qu'avec la plus extrême prudence des prêts sur immeubles urbains (104). C'est tout à fait à l'inverse du Crédit Foncier de France, dont les prêts sont pour la plupart urbains.

Nous terminerons notre étude sur le Crédit foncier en Égypte en donnant un tableau qui montre le montant des prêts hypothécaires consentis par les différentes banques de crédit foncier en Égypte depuis leur fondation jusqu'à l'année 1925-1926.

#### CAISSE HYPOTHÉCAIRE D'ÉGYPTÉ

##### *Prêts Hypothécaires*

(En Francs)

| Années    | Montant    | Années   | Montant    |
|-----------|------------|----------|------------|
| 1904..... | 7.651.385  | 1920.... | 11.599.865 |
| 1907..... | 26.045.512 | 1921.... | 14.360.672 |
| 1911..... | 37.282.917 | 1922.... | 22.148.620 |
| 1914-1915 | 26.283.496 | 1923.... | 28.439.033 |
| 1919..... | 15.712.600 | 1924.... | 38.423.995 |
|           |            | 1925.... | 34.578.602 |

#### CRÉDIT FONCIER D'ORIENT

##### *Prêts Hypothécaires*

(En Francs)

| Années    | Montant    | Années    | Montant    |
|-----------|------------|-----------|------------|
| 1910-1911 | 9.772.093  | 1920-1921 | 25.307.893 |
| 1913-1914 | 31.891.126 | 1921-1922 | 23.386.552 |
| 1914-1915 | 31.203.968 | 1922-1923 | 21.889.734 |
| 1918-1919 | 20.041.802 | 1923-1924 | 23.911.215 |
| 1919-1920 | 13.131.757 | 1924-1925 | 28.461.824 |

(104) Cf. A. Masson, op. cit., p. 155 et suiv.

CRÉDIT FONCIER EGYPTIEN

*Prêts Hypothécaires*

(En Livres Egyptiennes)

| Années    | Montant    | Années    | Montant    |
|-----------|------------|-----------|------------|
| 1882-1883 | 1.471.876  | 1918-1919 | 18.659.855 |
| 1891-1892 | 2.617.978  | 1919-1920 | 18.226.521 |
| 1896-1897 | 4.033.982  | 1920-1921 | 17.988.807 |
| 1901-1902 | 5.798.505  | 1921-1922 | 18.091.285 |
| 1906-1907 | 23.671.012 | 1922-1923 | 17.898.554 |
| 1909-1911 | 26.327.948 | 1923-1924 | 17.453.954 |
| 1913-1914 | 27.277.211 | 1924-1925 | 16.855.369 |
| 1914-1915 | 25.934.187 |           |            |

LAND ET MORTGAGE COMPANY OF EGYPT

*Prêts Hypothécaires*

(En Livres Sterling)

| Années    | Montant | Années    | Montant |
|-----------|---------|-----------|---------|
| 1883-1884 | 454.884 | 1919-1920 | 334.753 |
| 1892-1893 | 366.262 | 1920-1921 | 311.950 |
| 1897-1898 | 472.330 | 1921-1922 | 286.196 |
| 1902-1903 | 554.780 | 1922-1923 | 219.471 |
| 1907-1908 | 606.745 | 1923-1924 | 149.862 |
| 1911-1912 | 508.097 | 1924-1925 | 98.611  |
| 1914-1915 | 492.719 | 1925-1926 | 37.406  |
| 1915-1916 | 479.893 |           |         |

THE LAND BANK OF EGYPT

*Prêts Hypothécaires*

(En Livres Egyptiennes)

| Années    | Montant   | Années    | Montant   |
|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1905-1906 | 2.036.777 | 1919-1920 | 4.099.198 |
| 1907-1908 | 2.822.259 | 1920-1921 | 4.164.750 |
| 1911-1912 | 3.974.540 | 1921-1922 | 4.170.420 |
| 1913-1914 | 4.108.875 | 1922-1923 | 4.179.721 |

|           |           |           |           |
|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1914-1915 | 4.223.765 | 1923-1924 | 4.184.058 |
| 1918-1919 | 3.853.755 | 1924-1925 | 4.140.325 |

# THE MORTGAGE COMPANY OF EGYPT

## *Prêts Hypothécaires*

(En Livres Sterling)

| Années    | Montant   | Années    | Montant       |
|-----------|-----------|-----------|---------------|
| 1911-1912 | 2.597.473 | 1921-1922 | 3.122.024     |
| 1914-1915 | 3.481.545 | 1922-1923 | 3.001.441     |
| 1915-1916 | 3.370.366 | 1923-1924 | 2.946.365     |
| 1919-1920 | 2.589.083 | 1924-1925 | 2.807.456     |
| 1920-1921 | 2.877.848 | 1925-1926 | 2.636.018 (1) |

(1) D'après la statistique des sociétés anonymes par actions travaillant principalement en Egypte et publié par le Ministère des Finances de l'Egypte, année 1928.

## c) *Le Crédit Agricole*

Nous avons expliqué que le crédit agricole est destiné à fournir aux petits cultivateurs les fonds qui leur manquent pour se procurer des capitaux d'exploitation ou pour payer leurs fermages ou les salaires de leurs agriculteurs. Le crédit agricole est particulièrement nécessaire en Egypte, car toute la fortune du pays repose sur l'agriculture. Quoique le fellah égyptien soit du témoignage de tout le monde, réputé par sa vigueur, son activité, son endurance, sa sobriété et son intelligence alerte et vive, et il est toutefois d'une imprévoyance et d'une insouciance plus grandes qu'en aucun autre pays (105). Cette imprévoyance se nuance chez lui de fatalisme. Ha-

(105) Arminjon, p. 152.

bitué longtemps à n'avoir de recours qu'en Dieu, à ne pas trop compter même sur le fruit de son travail, il dépense en un jour le fruit de plusieurs années de labeur et s'en console en pensant que, s'il plaît à Dieu, il ne mourra pas de misère. Il s'endette très facilement et malheureusement pas toujours pour des buts raisonnables et productifs.

Il dépense tout son avoir dans les fêtes comme celles des mariages; il se trouve ensuite dans l'obligation de vendre rapidement et dans de mauvaises conditions sa récolte. « D'autre part, ajoute M. Blanchard, la culture exige dans la vallée du Nil des avances plus considérables qu'ailleurs. Par suite des irrigations, de l'achat d'outils agricoles, de semences et d'engrais, de la main-d'œuvre, qui, si elle n'est pas chère, est considérable pour la cueillette du coton et de la canne, le propriétaire, avant de récolter est obligé de dépenser une somme fort ronde, qu'on évalue à 5 ou même 10 L.E. en moyenne par feddan, suivant les estimations. Au total, c'est au minimum 12 millions de livres égyptiennes que doivent avoir les fellahs comme fonds de roulement et *une forte partie de cette somme leur est fournie par le crédit.* » (106).

En deuxième lieu, on peut dire que l'amour de la terre amène le fellah à avoir recours au crédit pour acheter beaucoup de terrains sans jamais savoir comment il paiera ses achats ou remboursera ses emprunts (107).

(106) G. Blanchard, Le bien de famille et la loi égyptienne sur l'insaisissabilité des 5 feddans. Revue d'Égypte contemporaine, N° 15 mai 1913, p. 348.

(107) Legrand, op. cit., p. 56.



Si l'on étudie le tableau de la distribution des terres publié dans l'annuaire statistique de l'Égypte, on constate que le nombre des propriétaires a augmenté de plus du double en vingt-huit ans. On en comptait 767.260 en 1896 et 1.972.365 en 1923. Nous reproduisons ici le résumé de cette statistique pour les années 1896, 1909, 1916 et 1923.

Nombre des propriétaires classés suivant l'étendue de leurs propriétés

| ETENDUE<br>DE LA<br>PROPRIÉTÉ | 1896                 |                 |                         | 1909            |                 |                         |
|-------------------------------|----------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|-----------------|-------------------------|
|                               | Egyptiens            | Etrangers       | Pro-<br>prie-<br>taires | Egyptiens       | Etrangers       | Pro-<br>prie-<br>taires |
|                               | Super-<br>ficie      | Super-<br>ficie | feddans                 | Super-<br>ficie | Super-<br>ficie | feddans                 |
| Au-dessous de 5 feddans       | 998,843              | 611,074         | 5,039                   | 1,358,125       | 1,207,425       | 5,312                   |
| De 5 à 10                     | 559,881              | 80,024          | 5,929                   | 528,230         | 75,697          | 5,727                   |
| De 10 à 20                    | 563,201              | 40,548          | 9,883                   | 497,184         | 36,037          | 8,668                   |
| De 20 à 30                    | 307,959              | 12,550          | 9,382                   | 267,811         | 10,976          | 7,330                   |
| De 30 à 50                    | 340,890              | 8,847           | 17,408                  | 311,277         | 8,061           | 12,548                  |
| 50 feddans et au-dessus       | 1,666,447            | 10,389          | 525,178                 | 1,801,923       | 10,902          | 1,600                   |
| <b>Totaux</b>                 | <b>4,427,182</b>     | <b>760,731</b>  | <b>573,819</b>          |                 |                 |                         |
| <b>Total général :</b>        | <b>propriétaires</b> | <b>767,260</b>  |                         |                 |                 |                         |
| »                             | »                    | 5,001,001       |                         |                 |                 |                         |
| »                             | »                    | 5,447,056       |                         |                 |                 |                         |

# DISTRIBUTION DES TERRES

Nombre des propriétaires classés suivant l'étendue de leurs propriétés

| ETENDUE DE LA PROPRIÉTÉ       | 1916               |               |                    | 1923               |               |                    |
|-------------------------------|--------------------|---------------|--------------------|--------------------|---------------|--------------------|
|                               | Egyptiens          |               | Etrangers          | Egyptiens          |               | Etrangers          |
|                               | Superficie feddans | Propriétaires | Superficie feddans | Superficie feddans | Propriétaires | Superficie feddans |
| Au-dessus de 5 fed. ....      | 1.443.025          | 1.476.058     | 7.435              | 1.611.235          | 11.367        | 5.634              |
| De 5 à 10 .....               | 521.854            | 75.737        | 6.706              | 552.386            | 80.986        | 4.246              |
| De 10 à 20 .....              | 498.731            | 32.203        | 11.260             | 522.613            | 38.733        | 8.192              |
| De 20 à 30 .....              | 262.798            | 10.812        | 9.466              | 282.500            | 11.804        | 7.211              |
| De 30 à 50 .....              | 316.517            | 8.194         | 18.221             | 348.086            | 9.034         | 14.678             |
| Plus de 50 feddans .....      | 1.700 708          | 10.670        | 655.745            | 1.717.350          | 11.367        | 523.785            |
| Totaux.....                   | 4.743.633          | 1.617.674     | 708.833            | 5.034.170          | 1.065.412     | 563.746            |
| Total général : propriétaires |                    |               |                    |                    |               |                    |
|                               |                    |               | 1.626.326          |                    |               |                    |
|                               |                    |               | superficie ..      |                    |               |                    |
|                               |                    |               | 5.452.466          |                    |               |                    |

Ne sont pas comprises dans ce tableau les terres domaniales, celles des Wakfs et des terres exemptes d'impôts

On remarque, d'après ces tableaux, que le nombre des propriétaires augmente et cette augmentation est due uniquement au nombre toujours croissant des propriétaires égyptiens, celui des étrangers va toujours en diminuant. Nous assistons alors à un grand morcellement de la terre en Egypte, causé par les achats des fellahs qui tous tiennent à en posséder au moins une petite parcelle. Il est à noter que les terres, formant la propriété des étrangers, appartiennent principalement à des sociétés dont l'objet est de les lotir et de les revendre à des Egyptiens. La terre d'Egypte tend ainsi à devenir la propriété exclusive du fellah.

Revenons à l'étude des causes d'endettement du fellah, l'une d'entre elles provient du caractère hospitalier de celui-ci.

L'hospitalité du paysan égyptien est bien connue. Elle l'amène naturellement aux dépenses inutiles.

Quoique le pays fasse un grand effort pour combattre l'ignorance et donner au fellah une instruction qui lui permette au moins de savoir lire et écrire (dans ce but notre gouvernement, donnant suite au vœu du Parlement égyptien a rendu obligatoire l'enseignement primaire) nous constatons que dans l'état actuel des choses, le fellah est absolument ignorant. Des commerçants et des courtiers peu scrupuleux exploitent en ce sens le fellah. Ils achètent ses produits à un prix très inférieur au cours du marché. De ce fait, le fellah est rendu misérable de sorte que cette misère le pousse à s'endetter toujours davantage.

Il est vrai que le gouvernement cherche des moyens pour mettre fin à cet état de choses; dans ce but, il avait créé en 1912, des « halaquas » ou marchés de coton, qui permettent le contrôle des poids et la publication des prix chaque jour. Mais ces « halakas » ne sont pas encore généralisés dans le pays : il n'existe encore que quarante-sept « halakas ». Les paysans ne sont pas toujours à proximité de ces marchés, ils préfèrent attendre, dans leurs villages, le commerçant qui viendra lui-même prendre livraison de la récolte.

La liste serait trop longue des causes qui poussent le fellah à s'endetter très facilement. Contentons-nous d'indiquer les moyens d'emprunt auxquels le fellah égyptien peut avoir recours. Il en est plusieurs à savoir :

1° En premier lieu, nous citons le crédit hypothécaire utilisé par le paysan égyptien quand il veut acquérir de nouveaux terrains. Le crédit hypothécaire permet en outre un contrat qui est très fréquent en Egypte, par lequel le petit cultivateur voulant louer des terres à un grand propriétaire ou à une grande administration foncière, lui donne sur son bien une hypothèque comme garantie du paiement du prix de location.

Mais le crédit hypothécaire est loin de remplir les fonctions du crédit agricole. Le crédit agricole diffère du Crédit foncier proprement dit par la destination du capital prêté, par la durée du prêt et par la garantie offerte. D'autre part, la loi de 5 feddans venant frapper d'insaisissabilité les terrains des pe-



tits propriétaires, était de nature à mettre un terme à l'endettement hypothécaire du petit paysan ne possédant que 5 feddans au plus. D'après ce que nous avons reproduit dans les tableaux ci-dessus, il résulte qu'en 1923, sur un total de 1.972.365 propriétaires possédant 5.597.916 feddans, 1.299.215 d'entre eux n'avaient qu'un domaine inférieur ou égal à 1 feddan, et 518.082 possédaient de 1 à 5 feddans. C'est donc à 1.817.297 propriétaires possédant en tout fed. 1.616.869 que la loi de 1913 sur l'insaisissabilité de la petite propriété coupe tout crédit, du moins légal et ne tombant pas sous le coup de la loi.

2° Les banques commerciales prêtent également l'argent aux paysans gênés et ces banques prennent en gage leurs récoltes mises généralement aux « chonahs » des banques intéressées. Mais cette opération n'est pas un crédit agricole proprement dit car elle ne fait que différer la vente, en attendant que le prix des denrées ou du coton s'améliore, tout en se procurant quelque argent liquide; mais cette manière d'emprunt est nuisible au paysan car elle le met à la merci de la banque qui par la force des circonstances oblige le malheureux paysan à vendre sa récolte pour rembourser sa dette.

A cause de l'inattendue baisse des prix du coton, l'an 1926, le gouvernement égyptien avait décidé d'effectuer des avances sur le coton aux cultivateurs par l'entremise des banques. D'après le rapport du con-

(108) Blanchard. Le bien de famille et la loi égyptienne sur l'insaisissabilité des 5 feddans, op. cit., p. 348.

seil d'administration de la Banque Misr sur l'exercice 1926, une somme de L.E. 737.608 avait été ainsi utilisée au 15 février, date de clôture des prêts, par les banques ayant pris part aux opérations. La banque Misr qui est la seule banque en Egypte à laquelle importe le bonheur du pays a consenti sur le total de la somme indiquée, des avances s'élevant à L. E. 375.398. Ces avances étaient garanties par les récoltes des paysans.

Cette tentative prise par le gouvernement avait pour but de retenir dans le pays une partie de la récolte et de l'éloigner ainsi provisoirement d'un marché défavorable. Il vaut mieux que le gouvernement stimule la création des caisses rurales destinées à avancer aux fellahs le crédit dont ils ont besoin.

3° Constatons en dernier lieu, que ce qui constitue la source principale qui fait le plus de ravage dans le pays, c'est l'usure. Nous avons donné précédemment quelques explications sur l'usure à travers les étapes historiques de l'Egypte (109). Depuis le temps le plus reculé jusqu'à nos jours l'usure se pratiquait très largement sur une vaste échelle en Egypte. Le paysan égyptien est toujours à court d'argent; il est par suite obligé d'emprunter à des taux usuraires.

Sans remonter très loin dans l'histoire, nous pouvons dire que pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, le fellah

(109) P. supra et nous renvoyons le lecteur à l'article intéressant de notre regretté collègue Kamel Greiss publié dans l'Egypte contemporaine, N° 56, février 1921 et intitulé : « De l'usure en Egypte, répression pénale et mesures économiques ».

a été victime de ses prêteurs qui lui avançaient de l'argent à des taux atteignant fréquemment 40 et 50 %. A vrai dire, l'Égypte fut au cours de ce siècle à la merci de prêteurs peu scrupuleux qui parvinrent trop souvent à s'approprier les terres de leurs infortunés débiteurs.

De nos jours, les usuriers se sont répandus encore dans le pays, on les trouve dans chaque village d'Égypte. Ils sont en général des Israélites, des Arméniens, des Grecs. La plupart d'eux sont justiciables devant les tribunaux mixtes. Et il est à regretter que le code mixte, contrairement au code indigène (art. 294 *bis*) ne réprime pas l'usure. Le résultat de cette situation privilégiée a été un très grand développement de l'usure dans le pays (110).

**Tempéraments.** — 1° Le gouvernement égyptien chercha les moyens de soustraire les cultivateurs au despotisme des usuriers.

En 1896, il employa une certaine somme à des prêts directs aux fellahs, puis lorsque fut fondée la banque Nationale, cette même opération fut inscrite au nombre de ses attributions; enfin un décret du 17 mai 1902 institua une société anonyme, l'Agricultural Bank of Egypt qui a exclusivement pour objet de faire des avances aux petits cultivateurs. Cette banque sera l'objet d'une étude détaillée plus loin.

2° Citons la loi de 5 feddans promulguée le 4 décembre 1912 que nous avons déjà mentionnée.

(110) M. Emile Antonini, *op. cit.*, p. 70.

Le but du législateur égyptien en promulguant cette loi a été très net : il a voulu simplement prendre une nouvelle mesure contre l'usure qui ronge le petit cultivateur. Il a pensé qu'en soustrayant au créancier le domaine, dont la superficie ne dépasse pas cinq feddans, il ôterait à l'usurier toute velléité d'avancer de l'argent au petit propriétaire et tarirait ainsi la source de ces prêts dont le taux atteint souvent 30 et 40 %, ce qui conduirait à la ruine le fellah insouciant.

Cette loi des cinq feddans enlevait malheureusement au fellah tout crédit. Cette mesure radicale ne laissait aux petits cultivateurs, qui sont nombreux dans le pays, comme on l'a vu dans la statistique indiquée plus haut, et qui n'ont pas d'avances, que deux alternatives : ou vendre de lui-même sa terre qu'il ne peut plus cultiver faute de capitaux ou passer par les fourches caudines des usuriers qui élèvent d'autant plus le taux de leurs prêts qu'ils ne peuvent compter, pour être remboursés, que sur la solvabilité générale de l'emprunteur.

Jusqu'à la promulgation de cette loi les petits cultivateurs étaient les clients de l'Agricultural Bank qui leur prêtait à un taux raisonnable, 8 % en principal, soit 8,15 % avec tous les frais — la moitié des clients de cette banque sont des propriétaires de 5 feddans et au-dessous. Mais la nouvelle loi venant frapper d'insaisissabilité les terrains de petits propriétaires, était de nature à exercer une influence fâcheuse sur la marche des opérations de l'Agricultural Bank puisqu'elle tarissait la source principale

de ses opérations, la banque se trouvant désormais dans un état qui ne lui permettait pas d'exercer la fonction pour laquelle elle avait été constituée. Une modification de ses statuts s'imposait dont nous parlerons plus tard (111).

La « loi du 5 feddans » qui a l'apparence de protéger les petits cultivateurs, est pour eux, dans presque tous les cas, une entrave ou un obstacle qui leur enlève tout crédit et laisse le chemin accessible aux usuriers pour exproprier forcément sa propriété quelle que soit son étendue, en suivant la procédure de la vente à réméré (112).

#### **Les remèdes apportés et la réforme à réaliser.**

En décrivant, ainsi que nous venons de le faire, comment le fellah tombe toujours sous le joug des usuriers, il est donc temps d'agir et de créer pour le fellah le crédit nécessaire à l'agriculture, tout en protégeant sa propriété contre les actes qui auraient pour conséquence d'en diminuer la superficie ou l'utilité.

En résumé, le pays souffre d'un manque d'organisation du crédit agricole. Ce sont, à notre avis, les syndicats et les sociétés coopératives qui peuvent mener le crédit agricole à une bonne fin en mettant le fellah à l'abri de plusieurs gênes. Essayons maintenant, à la lumière de la science, de trancher cette

(111) Blanchard, op. cit., p. 347, D' Ahmed Ibrahim, op. cit., p. 52.

(112) Sur la vente à réméré, voir Colin et Capitant, t. II, p. 495 à 513.



question aussi vitale pour l'agriculture égyptienne que pour le bonheur de quatorze millions de personnes descendant de la plus ancienne civilisation du monde entier.

Le mouvement en faveur des sociétés coopératives ou syndicats agricoles, tels qu'on les nomme couramment en Egypte, commença vers l'année 1909 : il avait pour défenseurs acharnés le très regretté sultan Hussein Kamel, alors prince et le regretté Omar Loutfi Bey, ancien bâtonnier du barreau indigène. Nous devons signaler également la société royale d'agriculture, fondée le 22 avril 1898, par le Sultan Hussein. Elle est placée actuellement sous le haut patronage de S. M. le Roi Fouad I<sup>er</sup>. Cette société avait pour objet de doter l'agriculture égyptienne d'un puissant instrument de progrès. Elle propage les connaissances agricoles, en même temps que, par d'heureuses initiatives, elle s'efforce d'aider matériellement le fellah en mettant à sa disposition semences sélectionnées et engrais. Elle prêche aussi la solidarité ; et c'est à la société royale d'agriculture qu'est due l'initiative des syndicats agricoles. C'est donc sur la proposition du regretté Sultan Hussein que la société royale d'agriculture a nommé une commission spéciale chargée d'étudier la question en général et de rechercher parmi les nombreuses variétés d'associations mutuelles et coopératives existant à l'étranger, celles qui auraient le plus de chances de réussir en Egypte (113).

(113) Baghos Pacha Nubar, les syndicats agricoles en Egypte, l'Egypte contemporaine, p. 197, année 1910.

Tandis que la société royale d'agriculture nommait une commission chargée d'étudier cette question, Omar Loutfi Bey passant immédiatement à l'action, s'efforçait d'implanter dans le pays quelques-unes de ces sociétés (114). Dans son article publié dans *l'Egypte contemporaine* en 1910, Omar Bey donnait un compte rendu des difficultés surgies au moment de la création de la première société coopérative de crédit qu'il avait fondée au mois de janvier de la même année (115) avec un capital initial de L.E. 3.412.

La société avait pour objet le crédit urbain. Mais l'obstacle qu'il fallait surmonter pour arriver à une bonne fin c'était la législation qui ne se concilie pas avec les principes de la coopération. Cette législation ne prévoyait pas le capital variable. Nous citons comme exemple les articles du code commun qui ont été de véritables obstacles devant l'activité coopératrice en Egypte, ce qui nécessite une nouvelle législation avec une tendance vers le coopératisme. Contentons-nous ici de mentionner seulement les numéros de ces articles. Ce sont les art. 422/514, 445/542, 446/543 du code civil égyptien et l'art. 43/49 du code de commerce égyptien. Cependant, grâce aux efforts du contentieux de l'Etat, et à la bonne volonté du gouvernement, ces difficultés furent, dans la limite du possible, aplanies. Les

(114) M. Emile Antonini, op. cit., p. 75.

(115) Cf. *l'Egypte Contemporaine*, N° 3, mai 1910. Note sur la première coopérative de crédit, par Omar Loutfi Bey.

statuts permettent la variabilité du capital et son augmentation d'une façon illimitée. Malheureusement les actions étaient à 4 livres ce qui est trop élevé pour une société coopérative (116).

Quoiqu'il en soit, le premier syndicat coopératif agricole fut fondé le 21 janvier 1910 avec 97 membres et un capital de L.E. 337, en 1912 déjà, le capital social a passé de L.E. 337 à L.E. 527 et les membres étaient au 31 décembre de cette année 241. Le capital de ce syndicat est constitué par des parts d'une valeur de 200 millièmes chacune.

Pour faire face à ses opérations le syndicat a dû recourir à des emprunts. La première année, il s'était adressé à la Banque nationale et à la société coopérative commerciale de Crédit de la Gourieh (également une création du regretté Omar Bey Loutfi). Dans les années suivantes, il ne s'est adressé qu'à la Banque Nationale. Il emprunte L.E. 1.000 tous les ans qu'il rembourse après la récolte ; jamais un solde de cet emprunt n'est reporté d'une année à l'autre. La banque lui accorde un taux de 6 %. A côté d'opérations commerciales, telles que les achats de graines de coton, etc., sont venus s'ajouter encore les prêts en numéraire pour un montant total de L.E. 1.714 pour l'année 1912. Le taux était de 7 %. Il est à remarquer que les recouvrements ont été effectués à l'échéance. Beaucoup de membres ont

(116) Voir nos critiques sur la valeur des actions en droit Egyptien dans notre thèse juridique, p. 231, et dans notre traité de dr. commercial, t. I.

même payé avant terme. Les bénéfices nets ont été de L.E. 111 et L.E. 133 pour 1912. Sauf quelques petits prélèvements, ces bénéfices sont partagés en trois parties égales : la première va à la réserve ; la seconde est distribuée comme « boni » aux acheteurs, au prorata de leurs achats ; la troisième est servie comme dividende aux membres du syndicat au prorata des parts souscrites par eux. En dehors de cette répartition, le syndicat fait un léger prélèvement en faveur de deux caisses qui montrent qu'il a conscience de sa mission : « la caisse de secours aux pauvres » qui a été dotée de L.E. 18.700 millièmes et la « Caisse de Propagande coopérative et d'Enseignement agricole » dotée également de L.E. 18.700 millièmes.

D'autres syndicats ont pris naissance en 1910 et dans les années suivantes : mentionnons le Syndicat de Nahiah qui a été fondé en juin 1910 avec 57 membres et un capital de L.E. 500. Au 31 décembre 1912 le nombre des membres se trouvait être de 307 ; le capital s'élevait à L.E. 784 (composé de parts valant 200 millièmes chacune). Pour faire face à ses opérations le syndicat a trouvé auprès de la National Bank un crédit de L.E. 2.000 au taux de 6 %. Les prêts en numéraire ont été faits à 9 % (117).

(117) Cf. Bernard Michel. Note sur les Syndicats coopératives agricoles fonctionnant en Egypte. L'Egypte contemporaine, N° 15, mai 1913, p. 378.

En 1913, il existait en Egypte quinze syndicats-coopératives agricoles. Ce qui frappe au premier abord lorsqu'on étudie le degré d'activité de ces syndicats c'est la forte proportion des réserves en y ajoutant la modicité des frais généraux, qui impliquaient une gestion habile et un véritable sens du commerce. La plupart de ces syndicats ont emprunté des sommes très fortes si on les compare avec leur capital, et leurs emprunts sont remboursés avec exactitude. Remarquons en passant que la presque totalité de ces emprunts a été faite auprès de la National Bank of Egypt dont la direction se plaît à reconnaître la ponctualité de ses nouveaux clients. Dans tous les rapports nous retrouvons la même phrase : « Toutes les avances faites, soit en numéraire, soit en marchandises ont été remboursées à l'échéance et plusieurs membres ont même payé avant terme ». Voilà de quoi étonner ceux qui connaissent l'inexactitude proverbiale du fellah. « Cette innovation, innovation d'apparence si étonnante, dit M. Bernard Michel, s'explique avant tout par ce fait, que les prêts du syndicat sont des prêts productifs dont l'emploi est contrôlé ; le syndicat a aidé le paysan à augmenter ses ressources et celui-ci se trouve en mesure de rembourser sans s'imposer des sacrifices » (118).

Revenons à l'examen du travail entrepris par la commission instituée en 1909, au sein de la société d'agriculture avec la mission d'étudier les voies et

(118) Michel, p. 382, op. cit.



moyens propres à favoriser l'acclimation de la coopération en Egypte. Cette commission montrait la nécessité de la promulgation d'une loi spéciale qui répondrait aux nécessités et règles de la coopération. Cette commission élaborait un projet de loi que l'on mettait en discussion, la société d'agriculture faisant encore un nouveau pas. Par la voix de son président, elle fit des démarches auprès du gouvernement français qui s'empressa de déléguer en Egypte un spécialiste, M. Joseph Ribet, Inspecteur Général du Crédit Mutuel et de la Coopération agricole au Ministère de l'Agriculture de France. Il étudia les conditions particulières du pays et consulta également le projet de loi élaboré par la commission de 1909. Il en dégagés les principes sur lesquels il serait possible de créer un édifice solide, adapté aux besoins du pays.

Le gouvernement de son côté voulant combler la lacune, présentait à l'assemblée législative un projet de loi favorisant la création et le progrès des syndicats. Les résultats des études et observations de M. Ribet, résumés en un rapport à la date du 15 mars 1912, furent d'intéresser les pouvoirs publics aux délibérations de l'assemblée législative à propos du projet de loi élaboré par le Gouvernement. Les séances du 14, 15 et 16 juin 1914 de l'Assemblée législative étaient consacrées à l'examen de la loi de coopération. Après quelques modifications, l'Assemblée en a arrêté les termes définitifs. Mais, par suite des événements survenus la même année 1914,

aucune application n'en a été faite jusqu'en 1923 (119).

Le gouvernement a promulgué en 1923 une loi réglementant les coopératives agricoles. Cette loi de 1923 a été faite en toute hâte pour donner satisfaction aux réclamations et aux protestations d'une partie de la population qui demandait l'intervention de l'Etat en faveur du mouvement coopératif. Cela rendait cette loi défectueuse (120). Quoi qu'il en soit, depuis ce temps, le mouvement syndical a continué à se développer. De nombreuses conférences de propagande, des brochures, des articles de journaux et des essais pratiques ont familiarisé avec cette forme moderne du crédit non seulement l'élite mais encore la masse paysanne. Le gouvernement a pris des arrangements avec une des principales banques du pays, la Banque Misr, pour aider financièrement les syndicats.

Nous avons dit que l'élaboration de la loi de 1923 a été hâtive ; par conséquent, elle n'encourage pas comme il faut le mouvement coopératif dans le pays. A cause de cela, le gouvernement résolu de faire une nouvelle loi qui répondît aux besoins du pays. Vers le milieu de l'année 1927, le 22 juillet, a été promulguée la nouvelle loi N° 23 sur les coopératives égyptiennes. La loi n° 27 de 1923 portant le règle-

(119) M. Sadek Henin Pacha. La coopération agricole Le Caire 1917, p. 241 et M. Ahmed Midhat, la Coopération agricole en Egypte, Thèse Dijon, 1926, p. 47 et 48.

(120) Cf. L'Egypte contemporaine, N° 83, janv. 1925. Introduction à l'article de M. Strickland. Agricultural Coopération in Egypt.

ment des sociétés coopératives agricoles égyptiennes est abrogée.

D'après l'article premier de cette nouvelle loi, sont considérées comme sociétés coopératives Égyptiennes, les sociétés constituées en conformité des dispositions de ladite loi et ayant pour objet d'améliorer la situation matérielle de ses associés en matière de production, d'achat, de vente, de crédit, d'assurance, d'exploitation des terres, de travaux d'irrigation et de drainage, de construction d'habitations à bon marché ou en matières similaires, par l'association de leurs efforts et en s'inspirant des principes de la coopération.

Le gouvernement égyptien, au cours de l'année 1927, a confié à la Banque Misr la somme de L.E. 50.000 dans le but de faire avancer aux sociétés coopératives agricoles. Mais la banque tenait cette somme en suspens jusqu'à ce que fussent fixées les modalités de leur emploi. Au 31 décembre 1928, les sommes confiées par le gouvernement à la Banque Misr pour les avances aux sociétés coopératives agricoles s'élevaient à L.E. 100.000 livres.

Au 31 décembre 1929, ce chiffre avait atteint L.E. 165.000, abstraction faite des intérêts, qui s'élèvent à L.E. 4.443.

Dans le courant de l'année 1929, la Banque Misr a ouvert à 111 sociétés coopératives, contre 17 l'année précédente, des crédits d'un montant total de L.E. 131.132, y compris les intérêts, contre L.E. 28.917 l'année précédente.

Voici maintenant les dernières statistiques des sociétés coopératives dans le pays, de leurs membres et de leurs capitaux, enregistrés d'après la loi de 1927. Nous devons les renseignements suivants à l'obligeance de M. Ahmed Fouad, Inspecteur au bureau central de la coopération au ministère de l'Agriculture :

Au 31 décembre 1928 : nombre des sociétés 162, membres 14.000, capital souscrit L.E. 65.368, capital versé L.E. 56.067 ;

Au 31 décembre 1929 : nombre des sociétés 217, membres 16.000, capital souscrit L.E. 73.000, capital versé L.E. 63.000.

Nous espérons que les sociétés coopératives deviendront de plus en plus fortes. Nous faisons appel à la bonne volonté de tous pour participer à cette œuvre féconde et émancipatrice.

De ce qui précède, on peut comprendre que le crédit agricole n'a pu encore être bien organisé. Mais nous nous félicitons aujourd'hui de la déclaration du gouvernement parlementaire actuel faite dans le discours du trône à l'ouverture du Parlement égyptien au mois de janvier 1930 après le bouleversement de la dictature égyptienne. Dans ce discours, le gouvernement égyptien promet de faire créer une banque de crédit agricole dans laquelle le gouvernement participerait. Cette banque aurait pour but de développer les crédits agricoles en avançant aux sociétés coopératives les sommes nécessaires pour relever les fellahs et mettre en valeur les terrains.

Après avoir compris que le crédit agricole est une des bases principales de l'émancipation économique de l'Egypte, le gouvernement paraît cette fois vouloir agir efficacement. On ne peut que l'en féliciter et attendre avec sérénité les résultats de son action.



## CHAPITRE II

### DE L'ÉPARGNE EN EGYPTE

Qu'est-ce que l'épargne ? Une abstention. L'homme qui ne dépense pas l'intégralité de son revenu, épargne, il transforme en capital la portion de son revenu non dépensée. C'est le plus souvent en monnaie que se fait l'épargne puisque nos revenus et nos dépenses s'expriment par des mouvements de monnaie, Mais il y a d'autres formes d'épargnes ; dans l'économie en nature, l'épargne se fait en biens de consommation ; au lieu de vendre son blé et de mettre de côté le prix, le paysan met ce blé en réserve, ces formes d'épargne sont celles des sociétés primitives, et elles reparaissent parfois dans les nôtres (1).

La formation de l'épargne dépend, plus que du taux de l'intérêt, de la mentalité et du mode de vie. Chaque peuple, à cet égard, a sa physionomie propre, et chaque classe sociale aussi.

Il est regrettable de dire que l'épargne n'est pas aussi développée en Egypte qu'à l'étranger, particu-

(1) M. Truchy, t. II, p. 179.

lièrement en France. Les Egyptiens manquent de prévoyance et ils spéculent très largement. De plus, les Egyptiens et même les étrangers qui demeurent en Egypte sont aussi extravagants et ils tiennent toujours à paraître plus qu'ils ne sont réellement

Le manque de désir d'épargne et de prévoyance est une des causes principales de la dépendance de l'Egypte vis-à-vis de l'étranger qui lui offre les capitaux nécessaires pour mettre en œuvre les projets nationaux dont le pays sent le besoin.

Il existe, dans tous les pays civilisés, des institutions variées et ingénieuses destinées à faciliter l'épargne. Parmi ces institutions nous pouvons citer : les caisses d'épargne, les sociétés mutuelles de prévoyance, les banques populaires ou sociétés mutuelles de crédit, les sociétés coopératives de consommation et d'assurance (2).

En Egypte, il n'y a que deux établissements qui reçoivent l'épargne. Ce sont les caisses d'épargne postales et les banques. Il n'y a pas d'institutions spéciales de caisse d'épargne.

Cependant une compagnie privée, « la Société égyptienne d'épargne et de crédit » fut autorisée dans ce but par décret du 9 avril 1889. Elle avait le droit de recevoir des dépôts des particuliers en leur délivrant des livrets de caisse d'épargne. Elle pouvait recueillir des dépôts de 5 à 20.000 piastres. Pour faire ses retraits, le déposant devait prévenir 3 ou 4 jours à l'avance, suivant l'importance du

(2) M. Gide, *précis d'économie politique*, p. 675.

dépôt. D'autre part, la société jouissait d'une grande liberté dans l'emploi des sommes qu'elle avait reçues ; au lieu d'être obligée, comme les caisses françaises, de les investir en fonds d'Etat, il lui était permis de s'en servir pour toute opération de banque, à l'exception des placements aléatoires ou de spéculations. La garantie des déposants venait de ce que la société était obligée de se constituer un important fonds de réserve destiné en premier lieu à payer les créanciers de la caisse d'épargne. Mais cette société n'a jamais fonctionné (3).

Lorsqu'en 1900 le gouvernement égyptien songe à créer une caisse d'épargne postale, il demande au grand réformateur Mohamed Abdou, alors Moufti d'Egypte, une fetwa ou consultation canonique, pour démontrer que ces dépôts étaient licites. Celui-ci fidèle à sa méthode qui consistait à concilier les exigences de la vie moderne avec les prescriptions de l'Islam, se déclara favorable en faisant une distinction subtile entre la participation aux bénéfices et l'intérêt usuraire, et en rangeant les intérêts servis par les caisses d'épargne et en général par les banques dans la première de ces catégories (4).

Cette consultation canonique a été prise pour faciliter aux musulmans du pays, auxquels le Coran défend le prêt à intérêt, la pratique de la caisse d'épargne :

Le 1<sup>er</sup> mars 1901, le service de la caisse d'épar-

(3) Blanchard, *op. cit.*, p. 822.

(4) *Messages d'Orient*, juillet 1926, p. 76.

gne postale fut inauguré. Il commença à fonctionner dans vingt-huit bureaux, situés dans les Gouvernorats et chefs-lieux de Provinces, et dans quelques autres localités importantes.

Il a été ensuite graduellement augmenté et aujourd'hui, tous les bureaux de poste admis au service des mandats, font le service de la Caisse d'Epargne, sans compter les 1.775 sarrafias (5) desservant 3.412 villages et 91 halakas de coton et faisant fonction d'agents intermédiaires entre la population rurale et la Caisse d'Epargne, comme nous le dirons plus loin.

Le bénéfice de la Caisse d'Epargne ne s'était pas étendu d'une manière appréciable aux fellahs, il a été décidé de mettre cette classe en relation avec cette dernière par l'intermédiaire des sarrafs (percepteurs des contributions). Ceux-ci remplissent la fonction d'agents de la Caisse d'Epargne postale ; ils reçoivent et remboursent des sommes dans la circonscription de leurs sarrafias en suivant les mêmes dispositions légales et réglementaires que pour les dépôts et retraits effectués aux bureaux de poste. Ce service, inauguré à titre d'essai dans les Provinces de Gharbieh et de Charkieh, le 1<sup>er</sup> avril 1912, a été ensuite étendu à toute l'Egypte.

Le décret de février 1905 frappe d'insaisissabilité les sommes déposées à la Caisse d'Epargne. Le taux d'intérêts et le dividende, d'abord fixés à 2 1/2

(5) Bureau des contributions de chaque circonscription fiscale.

pour cent et à  $1/40$ , ont été élevés, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1912, à 3 pour cent. L'état garantit l'intégralité du remboursement du capital et de l'intérêt des sommes versées à la caisse. Aucun versement, ni aucun remboursement ne doit être inférieur à 50 millièmes, ni comprendre des fractions de 10 millièmes. Le montant des versements ne peut être supérieur à 50 L.E. par an ou à 200 L.E. au total. Il est interdit à une personne d'être titulaire de plus d'un livret. Les sommes déposées pourront être retirées à tout moment, en partie ou en totalité, par les intéressés ; c'est une supériorité du système égyptien sur le système suivi en Europe d'après lequel il existe la clause de sauvegarde qui ne se trouve pas dans les textes législatifs égyptiens. Tous les fonds disponibles de la Caisse d'épargne doivent être employés en achat de titres de la dette égyptienne (6). Cependant l'administration des postes est autorisée à recevoir des sommes déposées dans des conditions spéciales (7). En ce cas, le déposant autorise par écrit le directeur des postes à faire de son argent tous les emplois admis, par le droit musulman, en dehors de toute espèce d'usure, et à confondre les fonds qu'il verse avec ceux qui ont été remis par les autres déposants.

Dans le but d'encourager l'habitude de l'épargne parmi les enfants en leur facilitant de conserver leurs petites économies, l'administration a constitué,

(6) Art. 12 du décret du 29 nov. 1900.

(7) Art. 1<sup>er</sup> de la loi N° 2 de 1904.



en 1905 un service spécial permettant de faire des dépôts à la Caisse d'épargne postale, au moyen de versements minimes de 5 millièmes, représentés par des timbres-poste. Ces timbres sont collés sur un bulletin *ad hoc*, et lorsque leur contre-valeur atteint 50 millièmes, minimum fixé par les règlements, le montant est passé au crédit de l'enfant sur un livret de dépôts émis en sa faveur.

Cette facilité, d'abord limitée aux enfants (écoliers ou autres), a été ensuite généralisée pour que les adultes des classes les moins fortunées puissent en bénéficier également.

Grâce à ces efforts entrepris par le gouvernement, l'épargne égyptienne se développa de plus en plus et particulièrement dès la fin des hostilités en 1919.

C'est ce qui résulte du tableau suivant :

*Caisse d'épargne postale : Nombre de Déposants  
et sommes à leur crédit à chaque fin d'année (1)*

| Nombre des<br>déposants |         |         |         |        |         |         |         |         |         |  |  |
|-------------------------|---------|---------|---------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|--|--|
| 1905                    | 1913    | 1917    | 1919    | 1921   | 1923    | 1924    | 1925    | 1926    | 1927    |  |  |
| 43.424                  | 282.401 | 203.260 | 224.760 | 93.360 | 114.803 | 113.192 | 144.012 | 155.963 | 165.343 |  |  |

| Solde au Crédit<br>des déposants |         |         |           |           |           |           |           |           |           |  |  |
|----------------------------------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--|--|
| 240.905                          | 642.678 | 686.350 | 1.016.400 | 1.268.130 | 1.594.844 | 1.750.667 | 1.809.889 | 1.867.815 | 2.038.836 |  |  |

(1) D'après les annuaires statistiques de l'Egypte.

Parallèlement aux caisses d'épargne postales, il y a certaines banques qui ont également des caisses d'épargne. Ces banques sont les suivantes : La Banque d'Athènes, la Cassa di Sconto e di Risparmio, la Banque d'Orient, et le Banco Italo Egiziano qui acceptent des versements minima de P.T. 20 et la Banque Impériale Ottomane dont le versement minima est P.T. 200. Le maximum des dépôts est de P.T. 20.000 pour les deux premières et P.T. 25.000, 40.000 et 50.000 pour les trois autres respectivement (8).

**L'épargne et le rôle de la Banque Misr. —**  
— Mentionnons avant de terminer, tout particulièrement le rôle pris par la Banque Misr pour encourager les Egyptiens à l'épargne et les habituer à économiser sur leurs revenus de petites sommes qui, sans affecter leur train de vie, deviennent en s'accumulant de fortes sommes. Cette banque a pu réaliser une partie de son programme économique au cours de l'année 1928, en créant à de bonnes conditions, des caisses d'épargne, dans le but de stimuler l'esprit d'épargne.

D'après le rapport du conseil d'administration de cette banque vraiment nationale pour l'exercice 1928, le total des sommes déposées dans le courant de cette année s'est élevé à L.E. 201.933, dont

(8) Citons également que Barclays' Bank vient de créer des caisses d'épargne dans ses succursales en Egypte et des dépôts à partir de P. T. 50 y sont acceptés.

L.E. 61.907 ont été retirées, soit au 31 décembre 1928, un solde de L.E. 140.026.

Le nombre des déposants a été, à la fin de décembre 1928 de 3.825; la moyenne de l'épargne par personne a donc été de L.E. 36.

Le total des sommes déposées dans le courant de l'année 1929 s'est élevé à L. E. 236.498, dont L.E. 149.239 ont été retirées. Le solde au 31 décembre 1929 a été donc de L.E. 227.285 soit en augmentation de L.E. 87.259 sur l'année précédente.

La Banque Misr se félicite de ce bon résultat qui indique le succès continu de ce moyen d'épargne.

Cet essai de la part de la banque produit des résultats qui nous donnent la confiance que le nombre des épargnants augmentera. Il y a trente ans on ne pouvait parler de l'épargne égyptienne; il y avait bien des égyptiens qui thésaurisaient, mais ils gardaient cet argent improductif enfoui dans quelques cachettes de leur demeure, Aujourd'hui nous sommes heureux de dire que le nombre des épargnants égyptiens s'accroît grâce à la création des caisses d'épargne qui a effectivement contribué à l'esprit d'économie. Les fonds d'épargne serviront pour développer les forces productives du pays.

Le tableau suivant va nous indiquer le mouvement des caisses d'épargne des Banques à l'exception de la Banque Misr, sur laquelle nous avons déjà donné des renseignements suffisants.

*Mouvement des Caisses d'épargne des Banques (9)  
à la fin de chaque année*

| Année | Nombre des comptes | Solde L.E. |
|-------|--------------------|------------|
| 1917  | 7.184              | 466.946    |
| 1919  | 11.515             | 970.889    |
| 1921  | 11.802             | 900.371    |
| 1923  | 13.296             | 1.022.014  |
| 1924  | 13.506             | 1.097.467  |
| 1925  | 14.433             | 1.087.971  |
| 1926  | 14.607             | 1.085.966  |

(9) D'après les annuaires statistiques de l'Egypte.



Voici maintenant le mouvement total des caisses d'épargne et des banques.

*Mouvement total des Caisses d'épargne postale  
et des banques (10)*

Nombre des  
comptes à la fin  
de chaque année

| 1900   | 1913    | 1917    | 1919    | 1921    | 1923    | 1924    | 1925    | 1926    | 1927    |
|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| —      | —       | —       | —       | —       | —       | —       | —       | —       | —       |
| 47.869 | 291.640 | 210.444 | 236.275 | 105.162 | 128.099 | 146.698 | 158.446 | 170.570 | 180.740 |

Solde au Crédit des  
déposants à la fin  
de chaque année

|         |           |           |           |           |           |           |           |           |           |
|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 440.090 | 1.172.981 | 1.169.433 | 2.037.901 | 2.228.098 | 2.616.868 | 2.848.134 | 2.897.860 | 2.952.981 | 3.187.885 |
|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|

(10) D'après les annuaires statistiques de l'Egypte.



## CHAPITRE III

### DES DIVERSES BANQUES

#### FONCTIONNANT PRINCIPALEMENT EN EGYPTÉ

L'étude des banques travaillant principalement en Egypte formera la matière de ce chapitre. Pour être aussi clair que possible, on procédera à cette étude dans l'ordre suivant :

Première section : Répartition des banques par nationalités.

Deuxième section : Indications particulières sur chaque banque.

#### *Première Section*

##### Répartition des banques par nationalités

Nous avons dit, à maintes reprises, que l'institution des tribunaux mixtes et le redressement financier tenté au début du règne de Tewfic Pacha créèrent en Egypte une atmosphère favorable à la recherche par les capitaux étrangers de placements en Egypte. Sous le nouveau régime de l'administration anglo-égyptienne, de partout, d'Angleterre, de France, de

Belgique, d'Italie, de Grèce, d'Allemagne, les capitaux affluent et constituent des fonds de roulement pour les banques du Caire et d'Alexandrie. Les banques se disaient égyptiennes, mais elles n'avaient d'égyptien que le statut juridique. Leurs capitaux et les administrateurs étaient exclusivement étrangers, M. Emile Antonini explique en termes frappants ce fait en disant que l'Égypte est une véritable « tour de Babel » bancaire.

Grâce à l'affluence des capitaux de tous les coins de l'Europe, l'Égypte a pu réorganiser son commerce et reconstituer son agriculture. Il fallut plusieurs années avant que l'élément égyptien se familiarisât avec le système bancaire. C'est seulement en 1920 que les Égyptiens forment la première banque nationale, la Banque Misr dont nous parlerons plus tard.

Il existe, en effet, en Égypte, des banques anglaises, françaises, allemandes, belges, grecques, turques, japonaises, suisses et enfin une seule banque purement égyptienne.

Avant d'étudier ces différentes banques réparties par nationalités, nous croyons utile de donner quelques idées générales sur les positions respectives des différents pays importateurs et exportateurs dans le commerce extérieur de l'Égypte pour les années 1885 et 1925.

*Valeur des marchandises importées et exportées  
par pays de provenance ou de destination  
(en milliers de livres égyptiennes) (1)*

| PAYS                 | IMPORTATIONS |        |
|----------------------|--------------|--------|
|                      | 1885         | 1925   |
| Angleterre . . . . . | 3.400        | 14.700 |
| Italie . . . . .     | 328          | 6.100  |
| France . . . . .     | 1.000        | 5.400  |
| Allemagne . . . . .  | 48           | 3.300  |
| Australie . . . . .  | »            | 2.440  |
| Belgique . . . . .   | 70           | 2.100  |
| Etats-Unis . . . . . | 100          | 2.100  |
| Chili . . . . .      | »            | 1.800  |
| Tchéco-Slovaquie . . | »            | 1.224  |
| Autriche . . . . .   | 1.100        | 700    |
| Hongrie . . . . .    |              | 27     |
| Roumanie . . . . .   |              | 1.300  |
| Japon . . . . .      |              | 1.100  |
| Turquie . . . . .    | 1.900        | 1.100  |
| Syrie . . . . .      |              | 1.000  |
| Palestine . . . . .  |              | 800    |
| Grèce . . . . .      | 67           | 900    |
| Russie . . . . .     | 400          | 800    |

| PAYS                 | EXPORTATIONS |        |
|----------------------|--------------|--------|
|                      | 1885         | 1925   |
| Angleterre . . . . . | 6.900        | 26.200 |
| Etats-Unis . . . . . | 20           | 8.400  |
| France . . . . .     | 900          | 7.400  |
| Italie . . . . .     | 900          | 3.600  |
| Allemagne . . . . .  | »            | 3.500  |
| Japon . . . . .      | »            | 2.200  |
| Espagne . . . . .    | 200          | 1.200  |
| Tchéco-Slovaquie . . | 700          | 1.000  |
| Autriche . . . . .   |              | 200    |
| Palestine . . . . .  |              | 400    |
| Syrie . . . . .      |              | 300    |
| Turquie . . . . .    | 400          | 100    |
| Grèce . . . . .      | 47           | 300    |
| Belgique . . . . .   | »            | 200    |
| Russie . . . . .     | 1.300        | 200    |

(1) D'après l'Egypte, op. cit., page 277.



Il ressort de ce tableau que l'Angleterre occupe le premier rang dans le commerce extérieur de l'Egypte, bien qu'elle ne détienne plus aujourd'hui la suprématie qui lui conférait autrefois une part de plus d'un tiers dans les importations et de deux tiers dans les exportations de ce pays. Par le jeu d'une concurrence de plus en plus acharnée, elle a vu sa situation s'amoindrir au profit d'autres états, notamment de l'Italie, de l'Allemagne et des Etats-Unis. L'Italie en particulier qui, en 1885, occupait dans le commerce d'importation de l'Egypte la cinquième place après l'Angleterre, la Turquie, l'Autriche et la France, s'avance aujourd'hui au deuxième rang, celui qu'occupait autrefois la Turquie dont la contribution de nos jours est insignifiante. Le progrès de l'Allemagne est encore plus remarquable que celui de l'Italie dont la situation reste cependant supérieure. Quant à la France, si elle a vu ses exportations en Egypte diminuer, elle a par contre notablement augmenté ses importations de produits égyptiens. Les Etats-Unis qui n'absorbaient en 1885 que 3 % de nos exportations, sont aujourd'hui notre meilleur client après l'Angleterre. Dans les importations leurs progrès, bien que très remarquables (120 % en 1885 contre 360 % en 1925) ne sont pas aussi grands que ceux de l'Australie.

Depuis quatre ans, à peine, on parle de la création d'une banque américaine à cause de l'augmentation ascendante de nos relations avec les Etats-Unis, mais ce projet n'est pas encore réalisé (2).

(2) Le journal quotidien d'Al-Ahram du Caire.

Parmi les pays issus de la guerre, la Tchéco-Slovaquie, la Syrie, la Palestine semblent particulièrement appelés à développer leurs relations avec l'Egypte (3).

Toutefois, quelques Américains s'associaient à la Banque Belge et Internationale dont nous parlerons plus tard.

Parmi les pays issus de la guerre, la Tchéco-Slovaquie, la Syrie, la Palestine semblent particulièrement appelées à développer leurs relations commerciales avec l'Egypte.

Ces détails nous aident à mieux comprendre la question de la nationalité des banques en Egypte.

Il y a lieu, pour l'intelligence de ce qui va suivre, de faire une sous-distinction dans chaque catégorie de banques étrangères que nous étudierons entre les banques commerciales et les banques de crédit foncier.

#### 1) LES BANQUES ANGLAISES

L'Angleterre ne connaît pas le bas de laine plein d'argent qui dort, elle n'aime pas le placement sûr parfois, toujours peu rémunérateur en rentes ou titres garantis par les Etats ; il lui faut des entreprises où les risques soient balancés par la chance d'un profit considérable. Pareilles entreprises se trouvaient dans l'Egypte nouvelle. Des banques anglaises ont été fondées pour placer en Egypte une partie des immenses capitaux britanniques toujours en quête de placement.

(3) L'Egypte, op. cit., p. 278.

Sous le nouveau régime de l'administration anglo-égyptienne, il est naturel que l'Angleterre devienne le meilleur client de l'Égypte. C'est en Angleterre et dans les possessions britanniques que l'Égypte envoie la plus grande quantité de ses produits. En ce qui concerne les importations, c'est-à-dire les marchandises vendues à l'Égypte par l'étranger, c'est toujours l'Angleterre et ses possessions qui tiennent la tête. L'accord franco-anglais de 1904 qui a eu pour résultat de régler les points litigieux entre la France et l'Angleterre, a eu une importance capitale pour l'Angleterre, en ce sens que cette puissance voit ainsi disparaître la seule opposition européenne gênant son action dans la vallée du Nil. Dorénavant, elle a la liberté d'organiser le commerce, l'agriculture et le crédit comme bon lui semble.

En 1882, date de l'occupation britannique, la colonie anglaise représentait moins de 7 % de la population étrangère domiciliée dans l'Égypte; mais depuis l'année 1882 les Anglais ont fourni la plus forte part de l'immigration égyptienne : de 6.118 en 1882, elle passa de 19.562 en 1897 à 20.653 en 1907, et à 24.354 en 1917 (4). Il est même probable que depuis cette dernière date, leur nombre n'a pas cessé d'augmenter.

Quoique la colonie anglaise n'occupe que le quatrième rang parmi les colonies étrangères au point de vue du nombre, elle est cependant la colonie la

(4) Il est à regretter que nous ne pouvons pas donner ici des renseignements concernant le cens entrepris l'année 1927 car ce travail n'est pas encore achevé.

plus importante dans le pays. Elle participa au développement prodigieux des affaires commerciales, industrielles et financières, économiques survenu en Egypte depuis la reprise du Soudan.

a) *Les banques commerciales anglaises*

**1° Bank of Egypt.** — Nous avons déjà dit qu'en 1856, un Arménien avait créé la **Bank of Egypt** et que le capital de cet établissement avait été fourni par l'Angleterre. Mais cette banque n'existe plus dans le pays, car elle fut liquidée en 1911.

**2° The Anglo-Egyptian Bank.** — Mentionnons que l'Anglo-Egyptian Bank a été constituée en 1864 sous la raison sociale de « Anglo-Egyptian Banking Co. » et en 1887 elle se transformait en « Anglo-Egyptian Bank ». Cette banque, constituée sous la forme anglaise n'était pas purement anglaise dans les premières années de sa création. Une bonne partie de son capital, presque la moitié, avait été fournie par l'épargne française. Mais plus tard, les Français se désintéressaient presque entièrement de cette banque et par suite l'élément britannique domina seul dans cet établissement. En 1925 cette banque fut absorbée par la Barclay's Bank. Même avant cette absorption, la Barclay's Bank avait dans son portefeuille la plus grande partie des actions de l'Anglo-Egyptian Bank. En 1925, à la suite de la fusion de la Colonial Bank, de la National Bank of South Africa Limited, de l'Anglo-Egyptian Bank Limited et de la Barclay's Bank, toutes ces banques fusionnées formaient une unité nouvelle qui porte le nom de Barclay's Bank (Dominion, Colonial and Overseas). Ce

nouvel établissement bancaire a été réincorporé par l'Act of Parliament de 1925. Le capital autorisé de cette banque est de L. 10.000.000 et le capital souscrit est de L. 6.975.500 tandis que le capital versé est de L. 4.975.500. La réserve de cette banque est bien forte car elle s'élève à L. 1.550.000. Nous fournissons ces détails d'après le rapport soumis à l'assemblée générale des actionnaires tenue le 21 janvier 1930 à Londres. Le siège social de cette banque se trouve à Lombard Street (Londres). Elle a des succursales dans plusieurs pays, à savoir : à Jamaïca, à Gibraltar, à Malte, en Palestine, au Soudan, dans l'Afrique occidentale, dans l'Afrique du Sud, etc... En Egypte, cette banque possède des succursales et des agences. Les succursales qui se trouvent en Egypte sont au nombre de douze. Elles sont à Alexandrie, à Assiut, à Beni-Souef, au Caire (2 succursales), à Mansourah, à Minieh, à Port-Saïd, à Sohag, à Suez, à Tantah et à Zagazig. Les agences sont au nombre de neuf. Les villes égyptiennes où se trouvent ces agences sont les suivantes : Abutig, Alexandrie, Le Caire, Fayoum, Girga, Manfalut et Tahta. Cette banque a en outre des succursales au Soudan Anglo-Egyptien et en Palestine.

L'Anglo-Egyptian Bank était une des banques importantes de l'Egypte. Au commencement de son installation dans le pays, elle a eu quelques difficultés à cause des crises financières qui se succédaient dans le pays entre 1864 et 1882, puis elle a progressé et dès 1904, ses affaires avaient pris un grand essor. Le capital de cette banque s'élevait au commencement



à L. 1.600.000, il fut réduit en 1887 à L. 800.000, puis ultérieurement à L. 400.000 versées. En 1905, la banque faisait une nouvelle émission de 20.000 actions de L. 15 chacune, libérées de L. 5, ce qui porta le capital versé à L. 500.000. En 1919, la banque faisait encore une nouvelle émission de 20.000 actions de L. 15 chacune libérées de L. 5, ce qui porta le capital nominal à L. 1.800.000 et le capital versé à L. 600.000. Les réserves atteignaient en 1923 L. 720.000.

Il est à noter que cette banque avait son siège social à Londres et que ses succursales et ses agences étaient nombreuses en Egypte. Il faut ajouter que cette banque était établie encore au Soudan, en Palestine, à Malte et à Gibraltar, où elle recevait en dépôts des sommes considérables, provenant particulièrement de l'armée anglaise, avec laquelle la banque avait des rapports étroits. Incontestablement, comme conséquence de la fusion déjà citée, l'importance et les modes d'action de l'Anglo-Egyptian-Bank ne pourront que suivre une ligne ascendante (5).

L'activité de la Barclay's Bank ne demande pas à être commentée.

**3° The National Bank of Egypt.** — La National Bank of Egypt a été fondée en 1899 par un groupe de capitalistes anglais et égyptiens. L'élément britannique domine dans la gestion de cette banque. M. Emile Antonini fait une remarque bien fondée à l'égard de cette banque : il dit que cette institution,

(5) Antonini, op. cit., p. 86.

soi-disant banque d'Etat, paraît être beaucoup plus une banque coloniale anglaise qu'une véritable banque nationale égyptienne. Elle est le plus important des établissements de crédit égyptiens et possède le privilège de l'émission des billets de banque : à ce double titre, elle mérite une étude spéciale que nous donnerons plus loin.

**4° Lloyd's Bank.** — Citons également la Lloyd's Bank établie dans le pays en 1903 pour continuer les opérations des succursales de la Cox Bank, qui est venue fonctionner en Egypte au cours de la guerre mondiale de 1914.

Un accord a été conclu entre la National Bank of Egypt et la Lloyd's Bank d'après lequel, la National Bank s'est rendue acquéreur, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1926, des succursales et agences de la Lloyd's Bank Ltd en Egypte.

**5° La Ionan Bank.** — Cette banque a été constitué en 1839 en Angleterre. Son capital autorisé aujourd'hui est d'un million de livres égyptiennes, mais le capital versé s'élève à L. 600.000 et elle n'a comme réserve que la somme de L. 200.000. Son siège social se trouve à Londres. L'objet pour lequel cette banque a été principalement constituée était d'émettre des banknotes dans les îles Ioniennes.

La Grèce, à l'annexion des îles Ioniennes, en mars 1879, reconnut les droits octroyés à la Banque et prorogea jusqu'en 1900, la durée de la société. Le gouvernement hellénique, aux fins de la concentration exclusive et privilégiée d'admission de billets de

banque à la Banque Nationale de Grèce, passait en février 1903 un traité avec la Ionian Bank Ltd en vertu duquel le droit d'émission fut fixé à 7.000.000 de drachmes avec prorogation du privilège jusqu'en 1920.

Mais en 1920, on lui enlevait le monopole pour être investi à la Banque Nationale de Grèce. La Ionian Bank a une succursale à Alexandrie. Elle a en outre des agences dans les villes égyptiennes de : Abu Tig, Beni-Sueif, Fayoum, Guirga, Kafr-el-Zayet, Mansourah, Mehella Kébir, Minieh, et Tantah. Cette banque procède au progrès du commerce et de l'industrie en Egypte. Elle joue un rôle assez marqué en Egypte dans les opérations d'avances sur la récolte cotonnière (6).

#### **6° La Commercial Bank of the Near East Ltd.**

Cette banque a été incorporée d'après la législation anglaise en 1922. Son capital autorisé s'élève à L. 200.000 qui est aujourd'hui entièrement versé. Le siège social de cet établissement de crédit est à Londres. Elle a des succursales à Constantinople et à Alexandrie. Cette banque est associée à la Commercial Bank of Greece qui a été fondée en 1907. Le correspondant de cette banque en Egypte est son associé la Commercial Bank of The Near East. Les titres de la Commercial Bank of Greece ne furent introduits à la bourse égyptienne qu'en 1928.

#### *b) les banques anglaises de crédit foncier*

Il est à noter que tous les établissements de crédit

(6) Papasian, op. cit., p. 320.

foncier en Egypte sont étrangers. Le capital français domine dans cette branche d'activité économique. Le capital anglais vient après le capital français. Les banques de crédit foncier qui représentent le capital anglais en Egypte sont au nombre de quatre. Il y en a deux qui sont constituées d'après la législation anglaise : elles sont The Mortgage company of Egypt et The Land and Mortgage Company of Egypt. La dernière est entrée en liquidation volontaire le 29 octobre 1926 et sa liquidation continue encore. Les deux autres sont l'Agricultural Bank of Egypt et la Land Bank of Egypt. Ces deux dernières sont constituées d'après la législation égyptienne, nous en parlerons plus loin.

## 2) LES BANQUES FRANÇAISES

### a) *Les banques commerciales françaises*

L'Egypte a de tout temps présenté pour la France un intérêt économique de premier ordre. Mohamed Aly, le fondateur de la dynastie royale actuelle, a été l'admirateur de la France et l'allié de Louis-Philippe. Sous sa domination, les Français ont commencé à s'établir dans l'Egypte et à transformer le pays. Son troisième successeur Saïd a employé un grand nombre de Français, il a donné à Ferdinand de Lesseps l'autorisation de commencer les travaux du canal de Suez. Cet acte a par ses conséquences directes et indirectes, si puissamment contribué à attirer les capitaux français en Egypte, qu'on doit y voir le point de départ, le principe de leur immigration dans le

pays. Le 1<sup>er</sup> novembre 1858 fut ouvert à Paris, en Egypte et chez les correspondants de la Compagnie universelle du canal de Suez à l'étranger, la première souscription pour la constitution du capital social de la compagnie du canal fixé à 200 millions et divisé en 400.000 actions de 500 francs (6 bis). Bornons-nous à constater que sur les 314.000 actions souscrites, la France en avait pris à elle seule 207.000.

Les prodigalités du khédivé Ismaël amenèrent celui-ci à avoir recours aux emprunts étrangers. Les Français étaient avec les Anglais les principaux créanciers du khédivé. Ces emprunts se réalisaient par la voie des intermédiaires. Ces intermédiaires étaient d'abord la Banque Oppenheim et Neveu, qui opéra à Londres et à Paris, la Banque Ottomane, l'Anglo-Egyptian Bank, établissement alors beaucoup plus français qu'anglais. Bientôt la fréquente répétition des emprunts provoqua la création d'organismes spéciaux, à caractère plus ou moins français : la Banque franco-égyptienne, la Société Générale égyptienne. La finance dépêche au Caire des négociateurs qui s'appellent J. Pastré, Cernuschi, Lachevardière. C'est seulement en 1873 que le khédivé Ismaël entre en relations avec le crédit foncier de France par l'intermédiaire de l'Anglo-Egyptian Bank.

Nous avons donné dans l'introduction générale de cet ouvrage une esquisse sur les difficultés financières qui aboutissaient à la déconfiture d'Ismaël et

(6 bis) Le 10 juillet 1930, l'action de cette Compagnie se négociait à la Bourse de Paris à Fr. 17875 à terme et 17850 au comptant.



qui avaient donné naissance à la création de la Caisse de la dette. Nous n'y reviendrons plus. Au surplus nous ne pouvons pas donner ici une description détaillée de toutes les entreprises constituées en Egypte avec des capitaux français depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui. Signalons que les maisons françaises de crédit en Egypte sont pour la plupart des succursales et des agences des établissements de leur mère-patrie. Toutefois, il y a des banques soutenues par des capitaux français et travaillant principalement en Egypte. Suivant toujours le même ordre, ces banques françaises en Egypte sont d'une part des banques commerciales et d'autre part des banques de Crédit Foncier.

a) *Les banques commerciales françaises*

**1° Le Crédit Franco-Egyptien.** — En 1905, était fondé le Crédit Franco-Egyptien, qui, reconstitué trois ans après au capital de 12 millions et demi, représente bien 10 millions et demi d'argent français (7).

**2° La Banque française d'Egypte.** — Malgré la violence de la crise de 1907, qui fut extrême au début, elle n'arrêta cependant pas l'afflux en Egypte des capitaux français. Ainsi, on voit, pendant cette crise, la banque française d'Egypte se constituer au capital de fr. 2 millions qui fut bientôt porté à quatre millions et s'élève en 1927 à fr. 20.000.000 (8).

(7) Cf. Ch. Roux, le Capital français en Egypte, L'Egypte contemporaine, année 1911, p. 495.

(8) Antonini, op. cit., p. 88.

**3° La Banque française, commerciale et agricole d'Egypte.** — Cette banque fut fondée en 1910 au capital de 5 millions de francs ; mais elle ne vécut que trois ans car elle dut se dissoudre en 1913..

**4° La Commercial Bank of Egypt.** — Cette banque, quoique portant un nom anglais est une société soutenue en grande partie par des capitaux français. Elle a été fondée en 1910 d'après la législation égyptienne. Elle continuait les affaires du Crédit franco-égyptien liquidé. Des Egyptiens, des Français et des Anglais sont les propriétaires de ses actions. Cette banque travaille principalement avec la France. Son siège social se trouve à Alexandrie. Son capital social s'élevait au 31 décembre 1924 à la somme de L.E. 150.000 en 37.500 actions de L.E.4.

*b) Les succursales en Egypte des établissements  
de crédit français*

Les établissements de crédit français, ayant l'ambition de rendre à leur clientèle des services plus complets que les banques locales et particulières travaillant dans le pays étranger, comprirent vite la nécessité d'organiser un service étranger et de s'assurer des relations dans le monde entier, en allant eux-mêmes ouvrir des agences hors de France. Comme les agences de France, les agences étrangères des sociétés de crédit sont « de véritables maisons de banque, complètes dans leurs attributions et dans leur organisation ; traitant toutes les natures d'affaires, prêtes à rendre au public tous les

services » (9). Elles sont donc à la disposition de leurs clients pour effectuer toutes les opérations de banque ou de bourse et les opérations sur titres qui pourraient leur être confiées. Les banques commerciales françaises qui ont des succursales en Egypte sont les suivantes : 1) Le Crédit Lyonnais ; 2) le Comptoir d'Escompte.

**1° Les succursales de Crédit Lyonnais en Egypte.** — Le Crédit Lyonnais fut continué à Lyon le 6 juillet 1863. Son capital fut fixé au chiffre maximum autorisé par la loi du 23 mai 1863, sous le régime de laquelle il était fondé, c'est-à-dire à 20 millions de francs ; il était divisé en 40.000 actions de 500 fr. libérées au début de 200 francs. En 1872, le Crédit Lyonnais se transforma en société anonyme et porta son capital à 50 millions de francs dont 25 millions versés. Son capital a été augmenté successivement et il s'élève aujourd'hui à fr. 255.000.000 qui est entièrement versé. La direction du siège social de cet établissement de crédit se trouve à Lyon mais son siège central est à Paris. Le siège le plus important aujourd'hui par l'étendue de sa clientèle, est le siège central de Paris.

En 1874, le Crédit Lyonnais ouvre son agence à Alexandrie ; en 1875, il s'installe au Caire et en 1876 à Port-Saïd. Son action se manifeste dès l'abord par un large concours de sa trésorerie aux besoins du commerce et de l'agriculture, à l'époque des récoltes.

(9) Rapport à l'Assemblée générale du Crédit Lyonnais, 1888.

Il intervient aussi dans les mouvements de fonds nécessaires au service des dettes égyptiennes et, dès la création de la caisse de la Dette Publique, cette administration devient un de ses principaux clients.

Le Crédit Lyonnais, bien qu'il ne serve aucun intérêt pour les dépôts, a une importante clientèle de déposants riches qui lui est restée du temps où la sécurité ne régnait pas dans la vallée du Nil et où les particuliers étaient trop heureux de se décharger sur cet établissement étranger du soin de conserver leurs économies (10). Nous croyons que depuis la création de la banque Misr, les chiffres de dépôts au Crédit Lyonnais ont considérablement diminué. En 1880, le Crédit Lyonnais participait à la création du Crédit Foncier Egyptien.

Le rapport du conseil d'administration pour l'exercice 1928 résumait ainsi la situation des succursales du Crédit Lyonnais en Egypte : « En Egypte, où la récolte cotonnière a été satisfaisante au point de vue de la quantité et des prix, vos agences conservent, *malgré la très vive concurrence*, le rang important qu'elles ont su acquérir ».

**2° Les succursales du Comptoir National d'Escompte de Paris en Egypte.** — L'ancêtre des établissements français de crédit est le Comptoir d'Escompte de Paris. Cet établissement de crédit fut constitué en 1849 en France. Son capital s'élève aujourd'hui à la somme de 400 millions de francs entièrement versés. En 1902, le Comptoir National

(10) Blanchard, op. cit., t. II, p. 850.

d'Escompte de Paris" installe une agence à Alexandrie ; quatre ans après, il en ouvrait une autre au Caire et, en 1910 enfin, il s'établissait à Port-Saïd. Ces agences se livrent en Égypte aux opérations suivantes : acceptation de dépôts de fonds, recouvrement d'effets de commerce, ouvertures de comptes courants, émission de lettres de crédit, achat et vente de change étranger, garde de titres, exécution des ordres de bourse sur toutes les places, paiement de coupons et avances sur marchandises particulièrement sur le coton, etc...

Voici en effet ce que dit le rapport du Comptoir National d'Escompte pour 1928 concernant ses agences en Égypte : « En Égypte, la situation se présente sous un jour favorable, bien que les affaires d'importation n'aient pas encore marqué la reprise attendue. La récolte de coton a été bonne et s'est écoulée à des prix laissant une marge bénéficiaire, ce qui a eu pour effet d'amener une abondance de fonds disponibles. Les travaux prévus pour compléter l'outillage du Royaume paraissent être en voie de réalisation. Leur exécution ne manquera pas d'entraîner un accroissement de prospérité dont nos sièges ne pourront que tirer parti ».

**3° La Société anonyme des Monts de Piété Égyptiens.** — Cette société financière n'est qu'une banque de prêts sur nantissements. Elle a été constituée à Paris le 30 avril 1860 d'après la législation française. Son siège social et administratif est à Paris, mais ses sièges d'exploitation sont au Caire et à Alexandrie. Son capital social s'élève à la somme de



fr. 4.000.000 en 8.000 actions de fr. 500 entièrement libérées.

Il est à noter que les affaires de la société se développent régulièrement, ce qui a engagé le conseil d'administration à augmenter au cours de l'exercice 1928 le capital de 1 million, en le portant de 4 à 5 millions et de prévoir l'émission de l'emprunt obligatoire de 8 millions de francs.

Cette maison de crédit ne possède que trois établissements dans les villes du Caire, d'Alexandrie et de Tantah, recrutant ainsi sa clientèle principalement parmi la population urbaine.

Quoique au point de vue social, le développement de l'activité d'un Mont-de-Piété ne soit pas un indice réjouissant, il faut toutefois relever qu'il présente un avantage pour le pays où il préserve de la griffe des usuriers un nombre appréciable de pauvres gens que les circonstances mettent dans l'obligation de recourir à son aide (11).

Comme on le voit, la liste des banques commerciales françaises en Egypte n'est pas longue. Il y a à vrai dire des succursales des établissements de crédit français en Egypte, mais il n'y a pas en Egypte de grande banque commerciale française comparable à celles qu'y ont établies certains autres pays comme l'Italie et l'Allemagne dans le but de fortifier et développer les relations commerciales de leurs pays respectifs avec l'Egypte.

(11) Revue de l'Egypte économique n° 121, 2 fév. 1930, p. 10.

C) *Banques Françaises de crédit foncier*

Au point de vue du crédit hypothécaire, plus encore qu'en ce qui concerne le crédit mobilier, le capital français domine en Egypte. Citons, en première ligne, le Crédit foncier égyptien qui est le plus important des établissements de crédit immobilier en Egypte.

Cette banque fut constituée au Caire en 1880, dont le capital actions et obligations a été presque totalement souscrit et placé en France. Elle totalisa en effet les deux tiers environ de l'ensemble des prêts effectués en Egypte par les établissements de ce genre (12). Nous reviendrons sur cet établissement.

Après le Crédit Foncier Egyptien, viennent ensuite la Caisse hypothécaire fondée en 1903, The Land Bank of Egypt fondée en 1905 et le Crédit Foncier d'Orient fondé en 1910 à la formation desquelles le capital français a largement contribué.

3) LES BANQUES ITALIENNES

D'après ce que nous avons précédemment démontré, l'Italie qui, en 1885, occupait dans le commerce d'importation de l'Egypte la cinquième place, après l'Angleterre, la Turquie, l'Autriche et la France, s'avance aujourd'hui au deuxième rang. L'Italie développe ses relations commerciales avec l'Egypte depuis la guerre. Et dès 1920, des entreprises italo-égyptiennes ont été fondées. La colonie italienne en Egypte devient de plus en plus nom-

(12) M. Antonini, op. cit. p. 97.

breuse : en 1882, le nombre des Italiens en Egypte était de 34.926, puis il passa en 1907 à 35.000 et en 1917 à 40.000 (13).

A) *Les Banques commerciales Italiennes*

**1° Les succursales de Banco di Roma en Egypt.** — En 1880, le Banco di Roma fondait des succursales en Egypte

**2° La Cassa di Sconto E di Risparmio.** — Cette banque a été constituée par un décret kédivial le 25 juin 1887 et nous l'étudierons complètement plus loin.

On remarque que dès la fin de la dernière guerre mondiale, l'Italie s'intéresse davantage dans les affaires du proche Orient et particulièrement de l'Egypte.

**3° Banco Italo-Egiziano.** — D'après les dires de M. Emile Antonini, la politique du Banco di Roma semble avoir été en Egypte, comme dans la péninsule, quelque peu imprudente. Les succursales de cet établissement en Egypte sont recueillies par une nouvelle société anonyme égyptienne constituée d'après la loi égyptienne à cet effet : le Banco di Roma per Egitto e il Levante, qui est plus tard devenue la Banco Italo-Egiziano (14).

(13) Une forte majorité de la colonie italienne est définitivement établie dans le pays et y fait souche. Ce qu'il y a de remarquable chez ces Italiens demeurant en Egypte, c'est qu'ils sont intégralement représentatifs de toutes les classes sociales de leur mère patrie.

(14) M. Emile Antonini, op. cit., p. 90.

#### **4° La Banca Commerciale Italiana per l'Egitto.**

— Cet établissement bancaire a été fondé en Egypte en 1924 au capital d'un million de livres égyptiennes.

En ce qui concerne le crédit hypothécaire, il n'y a pas en Egypte une entreprise bancaire italienne à cet effet.

#### **4) LES BANQUES ALLEMANDES**

Avant la guerre de 1914, les Allemands qui demeuraient en Egypte étaient pour la plupart des représentants et d'employés de commerce qui travaillèrent à l'écoulement des produits germaniques (15). L'Allemagne achetait à l'Egypte L.E. 1.737.000 de marchandises et lui en vendait L.E. 949.000 en 1905; en 1913, elle achetait à l'Egypte pour 4.066.000 et lui vendait pour L.E. 1.609.000.

Pendant la guerre, l'Egypte à cause de sa situation particulière a rompu toutes relations avec les pays germaniques. Mais, dès l'armistice, les Allemands, surtout les commerçants allemands retournèrent en Egypte et ils y font un grand effort pour rétablir dans le commerce extérieur le même rang que l'Allemagne occupait avant la guerre. Nous pouvons affirmer avec toute assurance que le progrès du commerce allemand dans le pays est remarquable. En 1928, le commerce de l'Allemagne avec l'Egypte avait dépassé les chiffres d'avant la guerre.

(15) Albert Métin, op. cit., p. 98.

Dans le mouvement général du commerce extérieur de l'Egypte (importations, exportations), l'Allemagne occupe, pendant les cinq dernières années le cinquième rang après la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis et l'Italie (15 bis).

Personne n'ignore que les banques de l'empire allemand prenaient part dans les emprunts de l'Etat Egyptien. Ces banques s'intéressèrent, d'après ce que dit M. Emile Antonini, d'une façon passagère à la Société Générale d'Egypte et au Crédit foncier Egyptien (15 ter).

Ce n'est qu'en 1904, que la National Bank für Deutschland en collaboration avec la Banque Nationale de Grèce ont constitué la Banque d'Orient. Cette nouvelle banque ayant son siège social à Athènes, avait pour objet toutes les opérations de banque. Elle commença en 1905 en Grèce. Peu après, elle ouvrit plusieurs succursales, dont une à Alexandrie. Citons à cet égard les propres idées de M. Diouritch (16). « Mais il fut bientôt impossible à la Banque d'Orient de concilier l'influence de la Banque hellénique et celle de la banque allemande. Ceci se manifesta surtout dans les relations de la Banque d'Orient à l'étranger. Chacune des deux banques cherchant à faire prédominer son point de vue national ». Par suite, on avait cru qu'il serait plus raisonnable de laisser la Banque d'Orient travailler

(15 bis) La revue d'Egypte N° 10, année 1929, p. 3.

(15 ter) M. Emile Antonini, op. cit., p. 90.

(16) Cf. Diouritch. L'expansion des banques allemandes à l'étranger. Paris, Berlin, 1909, p. 707 et suivantes.



exclusivement dans les affaires de la Grèce, l'Allemagne devait constituer une banque purement allemande pour l'Orient.

**Les succursales de la Deutsche Orient bank. —**

— A cet effet, la Deutsche Orient Bank fut créée avec le concours de plusieurs banques allemandes. Le nouvel établissement de crédit avait son siège social à Berlin. Son capital était fixé à 16 millions, dont 25 % versés ; mais plus tard, on faisait appel aux actionnaires pour rembourser des sommes de façon à porter le montant du capital versé à 10 millions de marks. Cette banque avait pour objet principal de s'intéresser et de développer les relations commerciales de l'Allemagne avec l'Orient. Les succursales de ce nouvel établissement à Alexandrie et au Caire étaient installées successivement en mai et juin 1906. A cette époque, l'Egypte était en pleine prospérité. Ces succursales fonctionnaient avec succès ; elles développaient les relations commerciales de l'Allemagne avec l'Egypte et intervenaient dans le financement des entreprises de coton. En 1907, la crise éclata et sévit sur le pays. Quoique cet établissement de crédit allemand ait été influencé par cette crise, nous pouvons dire qu'il faisait face à cette crise avec beaucoup de courage. Il continuait à développer et à fortifier les relations allemandes avec l'Egypte, à multiplier ses succursales dans le pays, parmi lesquelles celles de Minieh, Tantah, Beni-Souef, etc. (17).

(17) M. Emile Antonini, *op. cit.*, 91.

La guerre de 1914 interrompit les relations commerciales existant entre l'Allemagne et l'Egypte. Les succursales de la Deutsche Orient Bank furent mises sous séquestre et puis liquidées. M. Emile Antonini dit : « Comme par hasard, peu de temps avant la déclaration de guerre, de fortes sommes avaient été expédiées en Allemagne (on a parlé de L.E. 800.000) mais il resta toutefois juste de quoi rembourser les déposants (les quelques créanciers restant furent couverts en terrains), afin de laisser une bonne impression dans le pays ».

Depuis la fin de la guerre, les Allemands ont repris leurs placements à l'étranger dans une mesure qui, si elle est encore bien loin d'atteindre les niveaux d'avant-guerre, commence cependant à assigner à l'Allemagne une place sur le marché international. De même qu'avant la guerre, l'Allemagne économique a les yeux tournés vers l'Est et les pays où elle a investi le plus de capitaux sont, par ordre d'importance, les Etats héritiers de l'Autriche-Hongrie, les Etats Balkaniques et les Etats du Proche-Orient.

Dans cet ordre d'idées, la plupart des grandes banques allemandes ont rétabli des succursales dans les principales villes de l'Autriche, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie (18).

La Deutsche Orient Bank a créé des succursales dans les grandes villes ; elle a ouvert une filiale à Constantinople. C'est seulement en 1926 que la Deutsche Orient Bank rouvrit ses succur-

(18) Revue d'Egypte, première année, N° 17, p. 4.

sales au Caire et à Alexandrie en reprenant une banque privée, la banque Hassan Saïd Pacha. Hassan Saïd Pacha a été nommé en qualité d'administrateur délégué en Egypte avec l'espoir que cet administrateur égyptien ramènerait la clientèle égyptienne que la banque avait dans le pays avant la guerre. Mais les lourdes pertes que le pays avait subies par suite de la dépréciation des marks ont laissé une mauvaise impression chez les Egyptiens. Aussi les succursales de la Deutsche Bank n'ont-elles pas encore atteint le niveau qu'elles avaient avant la guerre ; il leur faut un grand effort pour reconquérir le terrain perdu. Toutefois, la Deutsche Orient Bank semble avoir eu une grande activité durant l'année 1928, par suite des achats de coton effectués par la Textil-Import de Moscou. Pareillement aux deux puissantes banques italiennes, cette institution allemande a un comité mixte local. Il y a au sein de ce comité quelques financiers égyptiens notamment le célèbre économiste en Egypte Son Excellence Ismaël Sidky Pacha et Hassan Saïd Pacha qui assument la charge d'administrateurs délégués pour l'Egypte.

Le rapport du Deutsche Orientbank pour l'exercice de 1928 dit que les affaires de ses succursales en Egypte se sont beaucoup développée et que l'Allemagne vient au quatrième rang parmi les fournisseurs de l'Egypte. Reproduisons ce que dit le rapport à cet égard.

« In Egypten Dehnten sich unsere Geschäfte aus entsprechend der Bewegung des deutschen

Handels, der in der Einfuhr nach Egypten an die vierte Stelle gerückt ist ».

B) *Les Banques allemandes de crédit foncier*

**1° L'Aegyptische Hypothekenbank.** — Avant la guerre, la Deutsche Orient Bank avait constitué en 1911 l'Aegyptische Hypothekenbank qui fonctionna jusqu'à la déclaration de la guerre. Comme conséquence des événements de la guerre, cette banque a dû liquider. La Deutsche Orient Bank nouvellement installée dans le pays paraît ne pas permettre encore à ses succursales de s'intéresser dans ce domaine d'affaires.

5) LES BANQUES BELGES

La Belgique, quoique sa colonie en Egypte soit peu nombreuse, a cependant des intérêts primordiaux en Egypte. C'est sur l'initiative du Baron Empain, qui vient de mourir il y a quelques mois, que la jolie cité d'Héliopolis, au nord-est du Caire s'est fondée. Ce sont des Belges qui exploitent les lignes de tramways du Caire et d'Alexandrie. La liste serait longue de toutes les entreprises où l'intérêt belge domine en Egypte. Contentons-nous de dire que la colonie participe au développement économique de l'Egypte. L'Egypte achetait à la Belgique des marchandises qui s'élevaient à la somme de L.E. 2.100.000 en 1925 alors qu'elle n'était que de L.E. 70.000 en 1885. Par contre, l'Egypte n'exportait

en Belgique des marchandises que pour la somme de L.E. 200.000 en 1925 et pour la somme de L.E. 47.000 en 1885. Une bonne partie des capitaux belges est placée sous toutes les formes en Egypte dans les établissements de crédit.

#### A) *Les sociétés financières belges*

**1° La société générale Egyptienne pour l'Agriculture et le Commerce.** — Cette société a été constituée à Anvers le 31 mai 1905 pour une durée de trente années. Son siège social et administratif se trouve à Anvers. Cette société financière a été constituée avec un capital nominal de 12.500.000 francs. En 1907, le capital initial autorisé qui s'élevait à 10.000.000 de francs, a été porté à 25.000.000 de francs par la création de 40.000 actions nouvelles de 250 francs. L'Assemblée générale extraordinaire du 28 juin 1907 a autorisé le Conseil à augmenter encore le capital de 10.000.000 de francs et de le porter ainsi en une ou plusieurs fois à 35.000.000 mais le Conseil ne s'est pas prévalu de cette autorisation. Par contre, en 1910, l'Assemblée générale extraordinaire a décidé la réduction du capital de 10.000.000 de francs par le rachat de 40.000 actions. Le bénéfice provenant du rachat, au-dessous du pair, desdites actions, a été utilisé en amortissement du solde en déficit du compte profits et pertes qui s'élevait, au 31 décembre 1909, à 3 millions 68.496 francs. Les assemblées générales extraordinaires du 14 juin 1912 et du 3 novembre 1913 ont décidé de réduire encore le capital social de 5 mil-



lions de francs (2.500.000 francs en 1912 et 2.500.000 francs en 1913) et de le porter à 1.000.000 de francs. Cette nouvelle réduction qui a été effectuée avantageusement pour la société, a permis d'amortir le solde en déficit de l'exercice 1911 ainsi que toutes les créances douteuses.

## **2° Banque Belge et internationale en Egypte.**

— En 1902, la Banque Sino-Belge fut fondée, comme son nom l'indiquait, son but était surtout de faciliter les affaires belges en Chine.

Bientôt ce champ d'action, pour si prospère qu'il fut, ne lui suffit pas. C'est ainsi qu'en 1909 elle créa une succursale à Londres et en 1911 elle s'établit en Egypte. En 1913, elle changea sa raison sociale en « Banque Belge pour l'étranger » qui répondait mieux à son activité. La même année elle s'affilia à la Société Générale de Belgique qui doubla son capital et elle racheta l'Anglo-Foreign Banking Corporation qui travaillait spécialement en Grèce et en Bulgarie.

Depuis lors elle est restée affiliée à la Société Générale qui est le plus important établissement bancaire en Belgique, fondé depuis plus d'un siècle et dont les bilans accusent, comme réserves apparentes, plus de 1 1/2 milliard de francs contre un capital de 400 millions.

Pendant la guerre sa principale activité se concentra dans les succursales de Chine et d'Egypte. La succursale de Londres joua, de son côté, un rôle important en centralisant les affaires de la Banque à l'étranger. C'est grâce à elle que de nombreuses mai-

sons belges purent régler, au mieux de leurs intérêts, leurs affaires à l'étranger.

Après la guerre, la Banque Belge pour l'Etranger prit une part active à la reconstitution économique de la Belgique et participa aux opérations de Trésorerie du Gouvernement. Cependant ses principaux efforts portèrent sur l'extension de ses relations à l'étranger et notamment à la réorganisation, la transformation, la création de plusieurs établissements financiers en Europe. Enfin, la prépondérance financière ayant passé à l'Amérique une succursale fut fondée à New-York (19).

En Egypte, cette banque est solidement établie et contribue largement au financement tant des importations que des exportations grâce au réseau développé de ses succursales au Caire et à Alexandrie.

En 1929, les succursales de la Banque Belge pour l'étranger passèrent à la Banque Belge et Internationale en Egypte (20) sur laquelle voici quelques détails.

La Banque Commerciale de Bâle (Suisse), le Général Baron Edouard Empain de Bruxelles, la Banque Industrielle Belge, la Mutuelle Solvay de Bruxelles, la Compagnie Financière et Industrielle de Belgique, la Société Générale de chemins de fer économiques en Belgique, la Compagnie Belge de chemins de fer et d'entreprises et la Banque Belge pour l'étranger ont fondé au mois de janvier 1929

(19) La Revue d'Egypte, 2<sup>e</sup> année, N° 66, p. 9.

(20) M. Emile Antonini, p. 92.

une société anonyme égyptienne sous la dénomination de « Banque Belge et internationale en Egypte », ayant pour objet de faire toutes opérations de banque. Cette banque a son siège et son domicile légal au Caire. Le capital social de cet établissement est fixé à L. E. 1.000.000 représenté par 250.000 actions de L.E. 4 chacune. Le capital versé s'élève à L.E. 500.000. Cet établissement de crédit compte parmi les plus importantes banques commerciales étrangères se trouvant en Egypte.

#### B) *Les Banques belges de crédit foncier*

On trouve en Egypte des établissements de crédit foncier où les capitaux belges dominent. Citons la Caisse Hypothécaire d'Egypte et le Crédit hypothécaire agricole et urbain d'Egypte. La première banque sera l'objet d'une étude spéciale ultérieurement. En ce qui concerne la deuxième, elle travailla en Egypte un certain nombre d'années, mais elle a dû liquider à partir de l'année 1929, et transformer sa dénomination (22).

#### 6) LES BANQUES GRECQUES

Les Grecs habitaient l'Egypte depuis les temps les plus reculés. Les Pharaons étaient très généreux

(21) Job. Le crédit en Egypte, l'Egypte contemporaine, 1930, p. 63.

(22) M. Emile Antonini, op. cit., p. 97.

envers ces nouveaux arrivés. Ils avaient l'habitude de conférer à ces étrangers des terrains. L'antiquité vit prospérer les colonies phéniciennes de Memphis et les colonies grecques de Naucratis et d'Alexandrie. La situation favorable de la colonie grecque se perpétuait en Egypte au cours de toutes les époques historiques de l'Egypte. La colonie grecque est actuellement la plus nombreuse de toutes les colonies étrangères en Egypte. Ce qui est remarquable chez les Grecs, c'est qu'ils sont intégralement représentatifs de toutes les classes sociales de leur patrie et que, de ce fait, ils sont en rapport direct avec toutes les couches de la population égyptienne.

Quoique les relations commerciales d'aujourd'hui entre l'Egypte et la Grèce ne soient pas trop avancées, toutefois, les intérêts grecs en Egypte sont d'une certaine importance. Il est à regretter que quelques Grecs en Egypte, particulièrement les épiciers qui se trouvent dans les villages pratiquent l'usure. Les villages égyptiens sont, dans une certaine mesure, à la merci de ces prêteurs grecs peu scrupuleux qui parvinrent trop souvent à s'approprier les terres de leurs infortunés débiteurs.

#### A) *Les banques commerciales grecques.*

Il n'y a pas en Egypte de banques essentiellement grecques dont le siège social soit en Egypte; mais il y a des succursales d'établissements de crédit grecs et en première ligne les succursales de la banque d'Orient et de la banque d'Athènes.

**1° La banque d'Orient.** — Constituée en 1904 (23) sous la législation hellène, la Banque d'Orient a son siège social à Athènes mais possède des succursales à Alexandrie et au Caire. Elle a en outre une agence à Zagazig et des bureaux de coton à Minet el Gamb, Mit-Ghamr, Zifta, Minieh, Fayoum et Béni-Souef.

Cette banque a été constituée au capital de dix millions de francs, qui fut augmenté par la suite et qui a atteint en 1925, 35.000.000 de francs.

Le capital actuel est réparti en 280.000 actions de 1.925 francs qui sont cotées à Athènes, à Paris et en Egypte.

Grâce au concours financier de la Banque Nationale de Grèce et du Comptoir National d'Escompte de Paris, la Banque d'Orient a rapidement joué un rôle important dans la vie économique du Proche-Orient. Pendant la guerre, elle fut obligée de suspendre la distribution des bénéfices. Elle les affecta à la constitution de réserves et à l'épuration de comptes douteux. Dès 1927, le développement de la banque d'Orient redevint normal (24).

**2° La banque d'Athènes.** — Cette banque a son siège social à Athènes. L'installation en Egypte de ses agences remonte à l'année 1893. Elle a aujourd'hui en Egypte trois agences à Alexandrie, au Caire et à Port-Saïd. Cette banque absorbait, en 1909, la

(23) Par le décret royal grec daté le 7 décembre 1904.

(24) L'Egypte économique, 3<sup>e</sup> année, N° 82, p. 5.



Banque d'Escompte d'Egypte. Elle traite en Egypte d'importantes affaires. Son capital de Drs 10.000.000 au commencement, fut porté à Drs 70.000.000 en 1911. Mais, par suite des pertes subies en Egypte, cette banque a dû réduire son capital d'un quart en 1912. Elle fut aux prises avec de nombreuses difficultés jusqu'au début de l'année 1919. De 1912 à 1918, la Banque d'Athènes n'a pas distribué de dividendes (25). A partir de 1919, l'activité des affaires permit à la banque d'Athènes de profiter largement de la situation et Drs 4.200.000 sont répartis aux actionnaires. En 1920, l'exercice a marqué pour la banque une nouvelle ère de progrès et de développement.

En 1924, son capital fut porté à Drs 72.000.000 jusqu'au 31 décembre 1928, le capital et les réserves de cette banque s'élevaient à Drs 164.200.000. Il paraît aujourd'hui que cette banque travaille en Egypte d'une manière satisfaisante.

« En Egypte, dit le rapport de la Banque d'Athènes pour l'exercice 1928, la position de notre banque s'est encore affirmée grâce à la haute autorité de notre collègue, M. Lascaris dont l'action judiciaire s'est, comme toujours, si utilement exercée en faveur des intérêts sociaux... »

Il n'y a pas en Egypte d'établissements de crédit foncier grec à mentionner ici. Mais il y a des sociétés soutenues par quelques capitaux grecs qui ont pour but d'acheter de vastes superficies de terrains urbains

(25) Papasian, op. cit., 1926, p. 144.

et ruraux qu'elles morcellent et qu'elles vendent aux habitants de l'Egypte au comptant ou à terme.

## 7) LES BANQUES TURQUES

L'Egypte, formant autrefois une province de l'empire ottoman avait d'importantes relations d'affaires avec la Turquie. L'Egypte, jusqu'à la guerre de 1914 devait à la Turquie un certain tribut. La guerre éclate en août 1914 : la Grande-Bretagne met fin à la souveraineté de la Turquie sur l'Egypte.

Avant la guerre, la Turquie avait un seul établissement de crédit en Egypte. C'était la Banque ottomane.

**La banque Ottomane.** — En 1863, la Banque Ottomane se constituait d'après la législation ottomane. Elle a des sièges à Constantinople, à Londres et à Paris. Elle est soutenue dans une forte proportion par des capitaux anglais. En 1867, la Banque Ottomane s'établissait en Egypte. Elle a une succursale au Caire et une sous-agence à Ismailia (Canal de Suez). Son capital s'élève à L. st. 10.000.000 représenté par 500.000 actions de L. st. 10, libérées de L. st. 5, soit L. st. 5.000.000. Ses réserves étaient au 31 décembre 1924 : L. st. 1.250.000 (26).

D'après le tableau du commerce extérieur de l'Egypte donné auparavant, nous constatons que les relations commerciales entre l'Egypte et la Turquie

(26) Papasian, op. cit., p. 147.

se sont beaucoup amoindries. Par conséquent, les affaires de la Banque Ottomane en Egypte sont moins développées aujourd'hui qu'autrefois.

#### 8) LES BANQUES JAPONAISES

Le Japon entretient aujourd'hui d'importantes relations commerciales toujours croissantes avec l'Egypte. Il n'y a pas en Egypte de banques japonaises ayant leur siège social en Egypte. Mais il y a quelque temps que The Yokohama Specie Bank Ltd ouvrit des bureaux en Egypte.

**The Yokohama Specie Bank Ltd.** — Cette banque a été fondée en 1880. Son capital social est entièrement versé; il s'élève à yen 100.000.000 et ses fonds de réserve dépassaient son capital, ils s'élèvent aujourd'hui à yen 105.000.000. Cette banque a son siège social à Yokohama. Il y a quelque temps que cette banque ouvrit des bureaux à Alexandrie dans le but de développer les relations Egypto-Japonaises et de mettre le Japon en relations bancaires directes avec l'Egypte.

#### 9) LES BANQUES EGYPTIENNES

**La banque Misr.** — Il faut attendre jusqu'en 1920 pour voir se constituer la Banque Misr. Cette banque est soumise à une direction égyptienne et, d'après les statuts, les actionnaires doivent être de

nationalité égyptienne. Cette banque fera plus tard l'objet d'une étude spéciale.

★★

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sans faire une allusion d'abord à deux établissements de crédit constitués en Egypte mais qui n'y travaillent pas principalement et ces deux établissements sont la Banque d'Abyssinie et la Banque du Hedjaz et en suite nous étudierons les entreprises de commission qui se livrent en même temps aux opérations de banque.

**1° Bank of Abyssinia.** — Cette banque a été constituée en Egypte en 1905 (27) pour une durée de cinquante années. Elle a son siège social et administratif au Caire, mais son siège d'exploitation se trouve à Adis Abeba. Le capital de la société, fixé à L. st. 500.000 et représenté par 100.000 actions de L. st. 5, fut entièrement souscrit par un groupe financier et le quart dudit capital versé à la National Bank of Egypt.

L'émission publique fut ensuite réalisée sur la base de L. st. 7 l'action et la prime ainsi établie, soit au total L. st. 200.000, servit à rémunérer les fondateurs et à acquitter les droits et autres frais exposés pour l'obtention de la concession demandée au gouvernement éthiopien.

Les actions mises en souscription publique en Egypte, à Adis Abeba, à New-York et dans les princi-

(27) Par un décret royal daté le 30 mai 1905.

pales capitales d'Europe furent entièrement couvertes et la répartition ne dépassa pas 5 % des demandes, les petites souscriptions ayant par ailleurs été écartées.

Depuis 1915, la banque a été amenée à procéder à l'émission de billets de banque dont le montant en circulation s'élevait au 31 décembre 1925 à thalers 300.000, couverts par une encaisse métallique correspondante de thalers Marie-Thérèse. L'émission de banknotes continue à progresser d'une façon suivie.

A la fin de 1926, le montant des billets en circulation s'élevait à thalers 500.000. Le capital social de cette banque n'a subi aucun changement. Au début cette banque traversait des périodes difficiles. Ce n'est qu'en 1918 qu'elle pouvait pour la première fois répartir des bénéfices aux actionnaires. S. A. Tefere Makonnen, Régent de l'Empire et héritier du trône d'Abyssinie, figure parmi les membres du Conseil d'administration de cette banque. On y compte des personnalités égyptiennes connues comme M. Hornsby, M. Miriel, M. Naus Bey et M. Suarès.

## **2° L'Arabian National Bank of Hedjaz. —**

Cette banque a été constituée au Caire en 1925 (1343 de l'Hégire) avec un capital de L.E. 200.000. Le siège d'exploitation de cette banque se trouve à Djedda (port du Hedjaz). L'étude de cette banque ne nous intéresse pas puisque le champ de son activité est en dehors du pays.

(28) Rapport du conseil d'administration de la Bank of Abyssinia présenté à l'Assemblée générale des actionnaires du 20 mai 1927.



Il y a lieu de dire pour compléter notre étude, quelques mots sur des entreprises de commission qui se livrent en même temps aux opérations de banque. Elles sont plusieurs en Egypte. Nous ne citons ici que les plus importantes, à savoir :

*Thos Cook & Son Ltd et The American Express.* — Ces deux établissements dont le premier est anglais et le deuxième est américain n'ont en Egypte que des agences. Ils en ont d'ailleurs dans tous les coins du monde. Ils ont pour objet de s'occuper de tout ce qui est relatif aux voyages et servent d'intermédiaires entre les compagnies de navigation maritime et les compagnies de chemin de fer d'une part et les voyageurs d'autre part.

Ils se livrent en outre aux opérations bancaires en ce sens qu'ils font le change local et le change tiré. Ils délivrent aux voyageurs, comme nous l'avons déjà expliqué, des lettres de Crédit et des chèques (Travellers'chèques).

\*  
\* \*

De tout ce qui précède, nous pouvons constater que toutes les banques qui fonctionnent en Egypte, à l'exception d'une seule, sont des établissements de crédit étrangers, soit exclusivement en ce sens que leur siège principal se trouve en dehors de l'Egypte, soit que leurs capitaux sont pour une forte proportion d'une origine étrangère.

Cet état de choses rend l'Egypte sur une grande échelle dépendante de l'étranger pour ses finances.

Les Egyptiens restaient à l'écart de toutes les

entreprises bancaires qui se constituaient dans leur pays, estimant que la participation dans des affaires pareilles est contraire à leur religion qui défend de toucher des intérêts. Nous avons déjà mentionné auparavant que quelques juriconsultes musulmans affirment que le Coran n'avait prohibé que le prêt à taux usuraire et ils se déclarent favorables aux intérêts servis par les banques et par toutes les autres entreprises aux prêts de production. Quoique le nombre des conservateurs attachés en Egypte aux vieilles idées qui répugnent à la participation dans les entreprises bancaires, soit encore assez considérable, cependant la Banque Misr, institution purement égyptienne pouvait se constituer et elle occupe aujourd'hui une place éminente parmi les grands établissements financiers du pays. Nous avons le grand espoir que ces vieilles idées disparaîtront et que les Egyptiens s'avanceront dans cette voie pour réaliser leur indépendance économique. Nous devons souligner ici que ces banques étrangères ne se soucient que de leurs propres intérêts sans penser à l'intérêt du pays où elles réalisent leurs profits. D'ailleurs les profits réalisés par ces établissements en Egypte s'en vont à l'étranger. Le départ de ces sommes énormes tous les ans est une des causes principales de la crise chronique qui sévit sur le pays. Et si l'on ajoute à ces sommes les bénéfices des exportateurs, qui sont presque entièrement étrangers, et les autres bénéfices des sociétés étrangères, travaillant dans le pays avec des capitaux étrangers, on peut se rendre compte de l'abondance des capi-

taux qui sortent tous les ans du pays pour prendre le chemin de l'Europe.

Les lois étrangères défendent l'exportation des capitaux nationaux à moins qu'on ne donne une raison justifiée. Citons, comme exemple, la loi italienne qui fixe le maximum de la somme à envoyer à l'étranger à 100.000 liras italiennes, c'est-à-dire mille livres égyptiennes.

Cela aggrave la situation de l'Egypte et laisse perpétuer les crises dont le pays souffre depuis quelques années. Notre voix sera-t-elle écoutée et verrons-nous un jour nos concitoyens et nos riches compatriotes victimes d'idées surannées et fausses diriger leur activité vers la réalisation de l'indépendance financière de leur pays ? Souhaitons-le.

## *Deuxième Section*

### Généralités

#### Classification et indications individuelles sur chaque banque

Suivant toujours la même méthode, nous nous proposons de parler ici d'abord des banques commerciales en faisant suivre cette étude de celle des banques hypothécaires en Egypte.

#### 1) BANQUES COMMERCIALES

Nous avons vu dans la section précédente que les banques travaillant en Egypte, à l'exception d'un

seul établissement, sont de nationalités étrangères différentes. Ces banques ne se soucient pas des intérêts du pays où elles fonctionnent mais elles servent les intérêts de leurs actionnaires. Il s'ensuit qu'il ne se trouve pas en Egypte, vu le défaut d'une banque centrale de réescompte, de système bancaire proprement dit, au sens économique du mot. Les banques ne s'entraident pas, elles sont au contraire des concurrentes. Cet état de choses a pour conséquence naturelle l'oubli de la part des banques de leur devoir vis-à-vis de l'Egypte. Les banques ne se trouvent en Egypte que dans les deux grandes villes du Caire et d'Alexandrie. Dans la province, elles ne possèdent que des agences ou des « chounaks ». Disons encore qu'elles ne se spécialisent pas dans une branche d'activité comme en Europe et en Amérique ; elles sont généralement des banques « à tout faire » en ce sens qu'elles participent aux entreprises commerciales et industrielles et dans une certaine mesure elles prennent part au crédit hypothécaire. En outre, elles avancent et escomptent, font toutes les opérations de banques (29).

Les banques travaillant en Egypte peuvent se diviser, au point de vue de leur siège social et le centre principal de leurs affaires, en deux catégories. La première catégorie embrasse toutes les banques constituées principalement pour travailler en Egypte et la deuxième catégorie renferme les établissements de crédit qui ont leur principal intérêt en dehors de

(29) M. Emile Antonini, *op. cit.*, p. 99.

l'Egypte et ne regardent le marché égyptien que comme secondaire (30).

**1° La catégorie des banques constituées pour travailler principalement en Egypte.** — Dans cette catégorie, on fait la distinction entre les banques qui possèdent leur siège social en Egypte, et les banques dont le siège social est à l'étranger.

*A) Banques ayant leur siège social en Egypte*

Ces banques, constituées d'après la loi égyptienne sous la forme de sociétés anonymes, sont au nombre de sept. Trois d'entre elles ont leur siège social au Caire. Elles sont les suivantes :

- 1° National Bank of Egypt ;
- 2° Banque Misr ;
- 3° Banque Belge et internationale.

Les autres banques ont leur siège social à Alexandrie car elles s'occupent dans une large mesure du commerce égyptien d'exportation. Elles sont les suivantes :

- 1° Banco Italo-Egiziano ;
- 2° Banco Commerciale Italiana per l'Egitto ;
- 3° Cassa di sconto e di Risparmio ;
- 4° Commercial Bank of Egypt.

(30) Nous empruntons cette classification à M. Emile Antonini qui, à son tour, l'empruntait à M. Léon Pollier, *Die Volkswirtschaft Aegyptens in Weltwirtschaftlicher Beleuchtung* Weltwirtschaftliches Archiv., oct. 1913, p. 353 et suiv.



B) *Les banques n'ayant pas leur siège social en Egypte*

Les banques de cet ordre sont au nombre de deux : l'une est la Société Générale égyptienne pour l'agriculture et le commerce dont le siège social se trouve à Anvers et l'autre est la Banque française d'Egypte ayant son siège social à Paris.

**2° La deuxième catégorie renferme les établissements de crédit qui ont leur principal intérêt en dehors de l'Egypte et ne regardent le marché égyptien que comme secondaire.** Un grand nombre d'établissements de crédit étrangers ont des succursales en Egypte qui y traitent d'importantes affaires. Les plus importants de ces établissements sont les suivants :

|                                                          | Siège          |
|----------------------------------------------------------|----------------|
| 1° Barclay's Bank (Dominion, Colonial et Overseas) ..... | Londres.       |
| 2° Commercial Bank of the Near East .....                | Londres.       |
| 3° Ionian Bank .....                                     | Londres.       |
| 4° Crédit Lyonnais .....                                 | Lyon-Paris.    |
| 5° Comptoir National d'Escompte de Paris .....           | Paris.         |
| 6° Deutsche Orient Bank .....                            | Berlin.        |
| 7° Banque d'Orient .....                                 | Athènes.       |
| 8° Banque d'Athènes .....                                | Athènes.       |
| 9° Banque Ottomane .....                                 | Constantinople |
| 10° The Yokohama Specie Bank Ltd                         | Yokohama.      |

**3° Banques privées.** — On entend par banques privées certaines banques de caractère local et qui conviennent « aux affaires modestes, aux affaires fermées, aux affaires intimes ». Ces banques privées sont généralement créées par des étrangers d'origine grecque ou syrienne ou même par des Egyptiens, Israélites le plus souvent. Il semble que ces banques privées soient en voie de diminution à cause de l'apparition et du développement des grandes banques. Il est absolument impossible de donner ici une liste de ces établissements. Toutefois, citons les plus importantes :

1) *Banque de Commerce.*— N. Tepeghiosi & Co. Cette banque prenait la forme de la Société en commandite par actions qui a pour objet les affaires de banque et de commerce en général. Cette société a été constituée le 2 janvier 1920 pour la durée de vingt ans. Elle a son siège au Caire. Sa raison sociale est : Banque de Commerce, N. Tepeghiosi & Co. Son capital était fixé au début à L. E. 40.000 divisé en quatre cents actions nominatives de L. E. 100 chacune. Par suite, ce capital ne cessait d'augmenter. En 1928 son capital autorisé était L. E. 200.000 et son capital versé s'élevait à L. E. 140.000. Il ressort de l'étude des bilans de cette banque que ses affaires marchent d'une manière satisfaisante.

2° Banque Addas (Jacques & Co), au Caire.

3° Banque Adjouri, au Caire.

4° Banque Louis Besaoui et Cie, au Caire.

5° Banque Isaac H. Jabès, au Caire.

- 6° Banque Mosseri (Israélite), au Caire.
- 7° Banque Suarès, au Caire.
- 8° Banque Cattaoui (Israélite), au Caire.
- 9° Banque M. Jean Eid, au Caire.
- 10° Banque Zohra (Syrienne), Alexandrie.
- 11° Société d'Avances Commerciales.
- 12° Alexandria Général Financial agency.
- 13° Auxiliaire commerciale industrielle.
- 14° Comptoir international d'avances commerciales.

15° Banque Zerduvachi (grecque), qui faisait faillite en 1911 à la suite de spéculations dans l'achat et la vente de terrains.

Nous aurions voulu donner quelques renseignements sur ces banques privées, mais nous avons le regret de dire qu'aucune d'elles n'a voulu nous fournir les documents nécessaires, faute de quoi, nous sommes dans l'impossibilité de les étudier ici. Contentons-nous de dire que parmi ces banques privées il y en a quelques-uns qui ont pris une assez large part dans la constitution de grandes banques fondées en Egypte et aussi dans la création de sociétés de tous genres comme nous le verrons plus tard.

Nous allons, dans les paragraphes suivants, étudier en détail les plus importantes banques travaillant en Egypte pour avoir une idée précise du degré d'activité de chacune d'elles dans le pays.

#### 1) National Bank of Egypt

La Banque Nationale d'Egypte est le plus im-

portant des établissements de crédit égyptiens. Elle possède le privilège de l'émission des billets de banque. En effet, jusqu'en 1898, date de sa constitution, la monnaie métallique était le seul instrument de paiement utilisé en Egypte. Ce n'est qu'à cette époque que l'activité économique sans cesse croissante a fait ressortir de plus en plus les inconvénients de l'absence de toute circulation fiduciaire. Le gouvernement égyptien favorisa alors la création par des financiers locaux, en collaboration avec un groupe anglais présidé par Sir Ernest Cassel, de la Banque Nationale d'Egypte, qui reçut le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur, privilège qui devait donner à cette banque une place prépondérante dans l'organisation du crédit en Egypte.

Etablie par décret royal du 25 juin 1898, la Banque Nationale d'Egypte commença ses opérations quelques mois plus tard. Son capital fixé primitivement à 1 million de livres sterling, fut porté successivement à 1.500.000 L. st. et en 1899, à 2 millions de livres en 1903, à 2.500.000 L. st. en 1904 et à 3 millions en 1905 ; il est divisé en actions de 10 L. st. entièrement libérées.

Les cent mille actions de L. st. 10 qui formaient le capital social primitif étaient souscrites par :

M. E. Cassel, cinquante mille actions de L. st. 10 ;

MM. C. M. Salvago et Cie, vingt-cinq mille actions de L. st. 10 ;

MM. Suarès frères et Cie, vingt-cinq mille actions de L. st. 10.

Le premier conseil d'administration était constitué, d'accord avec le Gouvernement Egyptien, ainsi que le premier comité de Londres. Le Conseil d'administration sous réserve de la ratification du Gouvernement, nommait le gouverneur et les deux sous-gouverneurs de la Banque. La durée de la Société est fixée à 50 années, à compter du jour de la signature du décret définitif. Le siège social est au Caire, et l'unique succursale à Alexandrie ; la Banque a de plus créé, dans toute l'Egypte, des agences qui sont actuellement au nombre de 28 ; elle a également une agence à Londres. Elle possède, en outre, des agences au Soudan anglo-egyptien. L'organisation de la National Bank ressemble à celle de la Banque d'Angleterre. Il y a deux départements absolument distincts : celui de l'émission des billets et celui des opérations de banque ; ils ont une comptabilité séparée et il existe une caisse spéciale pour les opérations d'émission et de retrait des billets.

**1° Département des opérations de banque. —**

— Aux termes de l'article 4 des statuts de la National Bank of Egypt, les opérations de celles-ci consistent à faire des avances au gouvernement égyptien et au gouvernement du Soudan, aux municipalités et aux établissements publics en Egypte et au Soudan ; à escompter des effets de commerce sur l'Egypte à un an d'échéance au plus ; à consentir des avances sur titres, sur marchandises et sur métaux précieux ; à ouvrir aux personnes établies en Egypte ou au Soudan notoirement solvables des



comptes courants à intérêts ; à recevoir les dépôts de fonds qui lui sont confiés et à ouvrir des comptes de chèques, à émettre et à acheter des traites ou mandats sur l'Egypte ou l'étranger, à faire le commerce des métaux précieux, à se charger des émissions, des actions ou des titres de crédit d'institutions égyptiennes ou du Soudan et des sociétés égyptiennes, et à participer à toutes opérations commerciales ou financières et industrielles en Egypte, à l'exception d'opérations foncières ou immobilières, ou ayant trait à des entreprises étrangères.

La Banque Nationale est également autorisée, par ses statuts, à faire des avances aux cultivateurs pour les frais de semences et de culture nécessaires aux récoltes de l'année, avec ou sans gage ; mais, dès 1902, elle jugea que ce genre d'opérations prenait dans ses bilans une place trop considérable ; elle préféra provoquer la création de la Banque agricole d'Egypte, en participant pour une forte part à la formation de son capital, et elle transmit à ce nouvel établissement toutes les avances en cours qu'elle avait consenties aux paysans comme nous le verrons plus tard.

Sauf le cas prévu des comptes-courants ouverts aux personnes d'un crédit notoire, la Banque ne reçoit à l'escompte que les billets à ordre, traites, documents ou effets revêtus de deux signatures de personnes établies en Egypte, acceptées par le Conseil d'administration.

L'une des signatures peut être remplacée par un nantissement. La Banque peut négocier ou

escompter les traites et mandats tirés d'une place sur l'autre avec la seule signature du tireur. La Banque ne négocie ni n'escompte des traites ou mandats sur l'étranger, à plus de quatre mois de vue ou de six mois de date (31).

**Service de l'Emission.** - Au point de vue de l'émission des billets, la Banque Nationale d'Egypte a été organisée sur le modèle de la Banque d'Angleterre, c'est-à-dire que le service de l'émission constitue un département absolument distinct de celui des opérations de banque ; les deux départements sont entièrement séparés dans les bilans. Il est tenu une comptabilité distincte et une caisse spéciale pour toutes les opérations d'émission ou de retrait des billets de banque.

Le montant des billets en circulation au porteur et à vue devra toujours être représenté :

- 1) Pour la moitié, au moins, en or ;
- 2) Pour l'autre moitié, par des titres calculés à un taux ne dépassant pas le cours du jour, et au maximum au pair, appartenant en propre à la Banque, et dont le choix et la désignation sont réservés au Gouvernement seul, sans que l'exercice de ce droit puisse, en aucun cas et à aucun moment, faire encourir à ce dernier une responsabilité quelconque.

A défaut de tout ou partie de tels titres, l'encaisse en or de la caisse spéciale du service d'émis-

(31) Art. 6 des statuts de la banque.

sion des billets de banque devra être élevée proportionnellement, de telle façon que le montant des billets en circulation soit toujours représenté intégralement.

L'encaisse exigée, tant en or qu'en titres, constitue le gage spécial des porteurs de billets de banque, et en cas de liquidation de la Banque, ladite encaisse doit servir exclusivement à assurer le retrait des billets.

La dite encaisse, tant en or qu'en titres, est déposée au siège de la Banque dans une caisse spéciale, à deux clefs dissemblables, dont l'une demeure entre les mains de la Banque et l'autre entre les mains des Commissaires du Gouvernement.

Les titres peuvent également, en partie ou en totalité, être déposés, avec l'autorisation du Ministre des Finances, auprès de la Banque d'Angleterre ou d'une banque à Londres dont le nom sera agréé par le Ministre, dans une caisse spéciale et à deux clefs dissemblables, dont l'une se trouve entre les mains de la National Bank of Egypt et l'autre entre les mains de la Banque dépositaire agissant aux lieux et place des Commissaires du Gouvernement.

Etant considéré comme étant dans la caisse spéciale au Caire, il est adressé avec l'autorisation spéciale du Ministre des Finances aux Commissaires du Gouvernement et dûment assuré en leur nom, l'or en transit à destination d'Egypte est expédié par ou pour le compte de la Banque (32).

(32) Art. 5 des statuts.

Ces règles étaient exactement appliquées jusqu'à la déclaration de la grande guerre en 1914. En ce qui concerne ce qui a lieu en Egypte à propos de sa monnaie fiduciaire après cette guerre, nous n'avons qu'à renvoyer le lecteur à la 3<sup>e</sup> section de la première partie de cet ouvrage.

**Les moyens du contrôle gouvernemental. —**

En échange du privilège de l'émission investie à la banque, le gouvernement égyptien exerce un certain contrôle sur les opérations et la direction de la Banque.

D'après l'art. 32 des statuts de la Banque, la nomination du gouverneur et des deux sous-gouverneurs doit être ratifiée par le Gouvernement avant qu'ils entrent en fonctions. Le Ministre des Finances nomme par arrêté deux commissaires du Gouvernement près de la Banque. La Banque paye au Ministère des Finances, pour le service du commissariat, une somme annuelle de Lst. 1.000 (33).

Les Commissaires du Gouvernement ont pour mission la stricte observation des décrets, des actes constitutifs de la Banque et de ses statuts, en ce qui concerne les intérêts du Gouvernement et de la sécurité publique. Ils veillent spécialement à l'exact accomplissement des prescriptions qui concernent l'émission des billets au porteur et à vue. Ils peuvent en tout temps examiner l'état des caisses du portefeuille ; mais ils sont tenus, en ce qui concerne

(33) Art. 23 des statuts de la banque.

les opérations de la Banque, au secret professionnel.

Ils peuvent assister aux séances du Conseil d'administration avec voix consultative.

En cas d'infraction aux décrets, aux actes constitutifs ou aux statuts de la Banque, ils présentent leurs observations écrites au Conseil, et, si elles ne sont pas prises en considération, ils font immédiatement leur rapport au Ministre des Finances (34).

Enfin, toute modification ou addition aux statuts doit être soumise à la sanction du Gouvernement (35).

Ajoutons que d'après l'art. 8 des statuts la Banque doit publier tous les mois sa situation dans le *Journal Officiel*. Cette publication se divise en deux parties. La première comprend le capital social et les montants du fonds de réserve, du fonds de prévoyance, des dépôts, de l'encaisse, etc., tandis que la deuxième partie indique le montant des billets de banque en circulation ainsi que le montant de l'or et des titres en garantie de ces billets.

**Administration de la Banque.** — L'Administration de la Banque est, comme pour toute autre société anonyme, réparti entre trois organes :

- 1° Le Conseil d'administration ;
- 2° Les assemblées générales ;
- 3° Les censeurs.

(34) Art. 34 des statuts de la société.

(35) Art. 53 des statuts de la société.



**Conseil d'administration.** (*Comité de Londres*).

— La Banque est administrée par un Conseil d'administration composé de vingt-deux membres au plus et de douze membres au moins, y compris le gouverneur. Quatre de ces membres constituent un Comité spécial siégeant à Londres, où ils doivent avoir leur résidence. Ce Comité doit être constitué pour l'acceptation des affaires d'une importance supérieure à 100.000 livres sterling, pour l'approbation du bilan annuel, pour les propositions d'augmentation de capital, la liquidation et la dissolution de la société, et, en général, toutes les fois que son intervention sera réclamée par le gouverneur de la Banque (36).

Le gouverneur et les deux sous-gouverneurs, qui font partie du Conseil d'administration, et sont nommés par lui, sont chargés de l'exécution de ses délibérations et de la direction des affaires de la Banque. Leur nomination doit être ratifiée par le Gouvernement.

**Les Censeurs. L'Assemblée Générale.** — L'Assemblée générale ordinaire annuelle, composée des actionnaires possédant au moins vingt actions, approuve les comptes qui lui sont présentés, fixe le dividende, élit les membres du Conseil d'administration, renouvelable tous les ans par cinquième, et deux censeurs chargés d'examiner les comptes et de présenter un rapport à l'Assemblée générale sui-

(36) Art. 20 et 32 bis des statuts.

vante. L'Assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts, sur la proposition du Conseil d'administration et sous réserve de la sanction du Gouvernement, notamment elle peut décider :

a) L'augmentation ou la réduction du capital social ;

b) Son amortissement total ou partiel avec les bénéfices par voie du sort ou autrement ;

c) La prolongation ou la restriction de la durée de la société ;

d) La dissolution anticipée, même en dehors du cas prévu de perte de moitié du capital social.

**Réserves. Répartition des bénéfices.** — La Banque a un fonds de réserve statutaire et un fonds de réserve de prévoyance : les sommes appartenant à ce dernier fonds sont spécialement destinées à combler la dépréciation que pourrait subir, à la suite de circonstances anormales, les titres servant de garantie aux billets de banque (37).

D'après l'art. 49 des statuts, la répartition des bénéfices nets, toutes charges déduites, s'effectue de la manière suivante : un intérêt de 4 % est d'abord attribué aux actions ; 10 % des bénéfices sont ensuite portés à la réserve jusqu'à ce qu'elle atteigne le quart du capital versé ; le surplus est ainsi réparti : 10 % au Conseil d'administration et 90 % aux actionnaires à titre de dividende. Le dividende total payé aux actions de 10 liv. st. a été de 14 sh. pour le

(37) Art. 49 des statuts de la Banque.

premier exercice, comprenant les années 1899 et 1900, et pour les années suivantes de 11, 12, 12, 14 et 16 sh. jusqu'en 1906. Le dividende, de L. st. 0.16.0 en 1906, était parvenu à L. st. 0.18.0 de 1907 à 1910 ; il diminua ensuite, et n'atteignit que L. st. 0.8.0 en 1914 et 1915. L'année suivante, il était remonté à 0.12.0, en 1917 à 0.16.0, en 1918 à 0.20, en 1919 à L. st. 1.8.0 et de 1920 à 1924 il demeura à L. st. 1.10.0, pour terminer en 1928 et 1929 à L. st. 1.16.0, soit du 18 %. Cela indique que les affaires de cette banque marchent d'une manière tout à fait satisfaisante ; ajoutons que les actions de 10 L. st. de la Banque Nationale, qui valaient à peine 11 3/8 L. st. à la fin de 1901, ont été cotées à Alexandrie au-dessus de 36 9/16 L. st. à la fin de 1928. Disons de plus que le total de la réserve statutaire et le fonds de prévoyance de cette banque s'élève au 31 décembre 1928 à L. st. 2.875.000, et au 31 décembre 1929 à L. st. 2.876.750.

**L'activité de cette banque.** (remarques, critique, conclusion). — Il suffit de jeter un coup d'œil sur les bilans annuels de la National Bank of Egypt depuis sa création jusqu'à aujourd'hui pour constater que cette importante institution de crédit est en progression constante.

Entre 1901 et 1905, le bilan annuel de la Banque pour le département des opérations de banque est passé de 3.639.000 L. st. (91 millions de francs) à 13.085.000 L. st. (327 millions de francs), soit une augmentation de 236 millions de francs ou

360 %. Les opérations d'escompte et d'avancement ont progressé dans leur ensemble de 3.079.000 L. st. et les dépôts des particuliers, du Trésor et des administrations publiques s'élevaient, à la fin de 1905, au chiffre considérable de 8.179.000 L. st. contre seulement 1.759.000 L. st. à la fin de 1901.

Durant la crise de 1907-1909, cette banque tenait tête à l'orage. On lui a reproché de n'avoir pas su empêcher la crise, d'avoir favorisé les excès de crédit, en restreignant, dans les moments difficiles, ces mêmes crédits trop largement accordés dans les périodes de prospérité. Mais, à notre avis, cette banque ne mérite aucun reproche, car dans les conditions actuelles cet établissement ne peut jouer le rôle de régulateur du crédit. Il faudrait d'abord pour cela que cet établissement jouât le rôle de « banque des banques », à l'exemple des grands établissements de France et d'Angleterre qui, en élevant le taux de l'escompte, forcent les autres banques à restreindre leurs engagements. Bien que la Banque Nationale d'Égypte remplisse deux des missions principales d'une banque centrale, elle n'est pas en mesure cependant de contrôler l'expansion ou la contraction du crédit dans le pays. Cela provient du fait que de nombreuses banques, étant des succursales de banques étrangères, peuvent librement transférer leurs fonds en Europe ou inversement et ne dépendent par conséquent aucunement du contrôle local en matière de crédit. Mais le seul reproche que nous puissions adresser à cette banque, c'est de soustraire à l'Égypte, pour les utiliser

à Londres, une forte part de ses disponibilités. Quoique la Banque s'en défende en affirmant que son agence de Londres n'emploie que des fonds qui sont provisoirement inutilisables en Egypte, par exemple les dépôts à vue, toutefois nous avons vu précédemment que toutes les banques de l'Egypte suivent le même exemple.

Pendant la période qui suit et qui s'étend jusqu'à la guerre, les bilans annuels de cette banque n'annoncent que de meilleurs résultats.

La National Bank of Egypt, grâce à sa solide armature, fait, à la suite de la déclaration de la grande guerre mondiale de 1914, face à tous ses engagements sans se prévaloir du moratorium ; elle intervient utilement lors du rush sur les banques avant que le cours forcé ne soit décrété et finance la récolte du coton de 1914 à un moment particulièrement critique.

Le capital de la National Bank of Egypt a été porté à L. st. 3 millions, à partir de 1905, et pour se rendre compte du développement pris par l'ensemble de ses opérations, il est intéressant de donner le total du bilan depuis l'exercice 1906.

*Grand total du bilan*

|                 |       |            |
|-----------------|-------|------------|
| 1906 .....      | L. E. | 9.964.000  |
| 1907 (38) ..... |       | 10.779.000 |

(38) Par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 8 mai 1907, le conseil d'administration a été autorisé à émettre 50.000 actions nouvelles de L. 10, à un taux et à une date à fixer. Cette émission n'a pas été faite, les administrateurs n'ayant pas cru devoir faire usage de cette faculté.



|            |            |
|------------|------------|
| 1908 ..... | 11.992.000 |
| 1909 ..... | 11.306.000 |
| 1910 ..... | 11.128.000 |
| 1911 ..... | 12.444.000 |
| 1912 ..... | 13.145.000 |
| 1913 ..... | 11.849.000 |
| 1914 ..... | 11.552.000 |
| 1915 ..... | 15.337.000 |
| 1916 ..... | 21.086.000 |
| 1917 ..... | 27.324.000 |
| 1918 ..... | 33.994.000 |
| 1919 ..... | 41.896.000 |
| 1920 ..... | 27.699.000 |
| 1921 ..... | 19.913.000 |
| 1922 ..... | 26.836.000 |
| 1923 ..... | 32.194.000 |
| 1924 ..... | 41.685.000 |
| 1926 ..... | 43.394.000 |
| 1927 ..... | 41.249.000 |
| 1928 ..... | 43.903.000 |
| 1929 ..... | 42.591.142 |

Le grand total du bilan marque son apogée fin 1928. La progression est constante depuis 1906, sauf un ralentissement des affaires en 1913-1914. La diminution de 1920 provient en grande partie des retraits de fonds du Gouvernement égyptien et d'une diminution de 1 1/2 million des dépôts du public. A la National Bank sont confiés les fonds du Ministère des Finances, du Gouvernement soudanais et des tribunaux mixtes. Elle reçoit aussi l'argent déposé à

la Caisse d'épargne postale et lui verse pour ces sommes 3 % alors que celle-ci sert 2 1/2 à ses propres déposants.

De l'analyse des chiffres des bilans et des indications fournies, il est facile de se rendre compte de la situation prospère et solide de la National Bank of Egypt. Dirigée aujourd'hui par les financiers les plus compétents du pays, il est indiscutable que la National Bank of Egypt ne peut qu'étendre ses opérations et jouer un rôle encore de plus en plus marqué pour l'avenir du pays.

En ce qui concerne le département de l'émission, il n'y a rien à ajouter à ce qui a été dit à ce sujet précédemment dans la première partie de cet ouvrage.

**Clearing-houses.** (chambres de compensation).

— Grâce aux efforts de la Banque Nationale d'Égypte, des Clearing-houses bancaires ont été constitués au Caire en novembre 1928 et à Alexandrie en mai 1929, ce qui a permis, dans une large mesure, d'établir des relations plus étroites entre les banques. Ces Clearing-houses sont établis dans les locaux de la Banque Nationale d'Égypte; ils comptent 12 membres au Caire et 17 à Alexandrie.

Les chiffres trimestriels se rapportant aux Clearing-houses depuis leur constitution sont les suivants :

|                                             | Articles | L.E.       |
|---------------------------------------------|----------|------------|
| Le Caire                                    | —        | —          |
| 19 novembre au 31 déc. 1928                 | 40.120   | 8.665.252  |
| 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars 1929     | 86.924   | 18.329.229 |
| 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin 1929 ..    | 88.112   | 19.560.013 |
| 1 <sup>er</sup> juillet au 30 sept. 1929 .. | 75.766   | 18.824.882 |
| Alexandrie                                  |          |            |
| 23 mai au 30 juin 1929 ..                   | 18.461   | 4.641.830  |
| 1 <sup>er</sup> juillet au 30 sept. 1929 .. | 40.780   | 10.406.900 |

Voici la liste des Clearing Banks :

Banque d'Athènes, Caire et Alexandrie.

Banque Belge Internationale, Caire et Alexandrie.

Banco Commerciale Italiana per l'Egitto, Caire et Alexandrie.

Banco Italo Egiziano, Caire et Alexandrie.

Banque Misr, Caire et Alexandrie.

Banque d'Orient, Caire et Alexandrie.

Banque Ottomane, Caire et Alexandrie.

Barclays Bank (D. C. and O.), Caire et Alexandrie.

Comptoir National d'Escompte de Paris, Caire et Alexandrie.

Crédit Lyonnais, Caire et Alexandrie.

Deutsche Orient Bank, Caire et Alexandrie.

National Bank of Egypt, Caire et Alexandrie.

Cassa di Sconto e di Risparmio, Alexandrie.

Commercial Bank of Egypt, Alexandrie.

Commercial Bank of Near East, Alexandrie.

Ionian Bank, Alexandrie.

Yokohama specie Bank, Alexandrie.

On peut se rendre compte, par la longueur de cette liste, que les besoins bancaires de l'Egypte sont largement satisfaits et qu'en dehors des banques de nationalité égyptienne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Belgique, la Grèce, la Turquie, l'Allemagne et le Japon sont en relations bancaires directes avec l'Egypte (39).

## 2) BANQUE MISR

La notion de la création d'une banque purement égyptienne se présentait pour la première fois sous le règne d'Ismaël. Dès lors, cette idée ne cessait d'apparaître à chaque instant favorable. Mais c'est seulement en 1920 que la première banque égyptienne s'est fondée. C'est la Banque Misr qui mérite la mention spéciale, car, dans l'esprit de ses fondateurs, et en premier lieu de Talaat Harb Bey qui a conçu cette entreprise grandiose et qui en reste l'animateur, la Banque Misr doit remplir non seulement une fonction économique, mais un rôle d'éducation. En d'autres termes, le principal objet de cette banque locale ne consiste pas seulement à faire des opérations bancaires, mais aussi à faire l'éducation de nos compatriotes dans le domaine financier et commercial et à encourager les industries purement égyptiennes.

(39) M. H. S. Job, *le Crédit en Egypte*, *Revue de l'Egypte contemporaine* N° 118, janvier 1930, p. 64.

**Capital social; actions, actionnaires, obligations.** — La Banque Misr a été constituée au capital de livres égyptiennes quatre-vingt mille (80.000), représenté par vingt mille (20.000) actions de quatre livres égyptiennes chacune. Dans la suite ce capital a été augmenté à maintes reprises par décision de l'Assemblée générale extraordinaire.

Par décision de l'Assemblée générale extraordinaire réunie le 7 mai 1920, le Conseil d'administration a été autorisé à porter le capital à L. E. 1.000.000 en une ou plusieurs tranches, à sa convenance.

Le Conseil d'administration a décidé, dans ses séances des 15 mai et 26 juin 1920, d'émettre par souscription publique 105.000 actions d'une valeur nominale de L. E. 420.000, afin de porter le capital versé à L. E. 500.000.

Le Conseil décida ensuite, dans ses séances des 15 septembre, 18 octobre et 19 décembre 1925, d'émettre par souscription publique et au prix de P. T. 550 par action 55.000 actions d'une valeur nominale de L. E. 220.000, afin de porter le capital versé à L. E. 720.000.

Le Conseil décida enfin, dans sa séance du 8 juin 1927, d'émettre par souscription publique au prix de L. E. 6 par action, 70.000 actions d'une valeur nominale de L. E. 280.000, pour que le capital versé atteigne L. E. 1.000.000.

Cette souscription a été couverte et clôturée le 26 décembre 1927, date à partir de laquelle le capital de la Banque est élevé à L. E. 1.000.000 entièrement versé.



Les primes sur les deux dernières émissions d'actions, d'un montant total de L. E. 222.500, ont été portées à la réserve conformément à l'art. 5 des statuts.

La Banque Misr est une institution nationale créée avec des capitaux égyptiens et dont les actionnaires sont tous égyptiens, car l'art. 7 des statuts dispose que les actionnaires devront être de nationalité égyptienne. A cet effet, l'art. 6 des statuts exige que toutes les actions devront être nominatives. Les fondateurs ont voulu que la Banque restât purement égyptienne à l'écart de toute intervention étrangère. Quoiqu'une telle restriction fasse obstacle à son développement rapide, cependant le progrès réalisé jusqu'à ce jour témoigne que cette exigence n'a pas d'effets préjudiciables sur la marche des affaires de la Banque. De plus, le réveil du sentiment national, dans le but de réaliser l'indépendance financière du pays, excuse cette restriction patriotique.

Disons enfin que d'après l'art. 13 des statuts, l'Assemblée générale extraordinaire peut créer des obligations de toute nature et aux conditions qu'elle jugera convenables. Le montant de ces obligations ne pourra excéder le capital versé et existant d'après le dernier bilan approuvé.

**Objet de la Banque.** — Cette banque a été constituée à l'effet de faire toutes les opérations de banque : telles que : escompte, avances sur marchandises, titres ou valeurs, change, commission, acceptation de dépôts de numéraire ou de valeurs, ouver-

ture de crédits simples ou en compte courant, achat et vente de tous titres et valeurs, participations dans toutes émissions de titres et valeurs ; en un mot toutes les opérations bancaires de quelque nature qu'elles soient sans limitation ni restriction.

**Siège social, agence, succursales.** — La durée de la société est fixée à 50 ans à dater du 30 avril 1920 et le siège social de la Banque est au Caire. En 1920, l'année de la fondation de cet établissement, la Banque ouvrit une agence à Alexandrie qui est transformée l'année suivante en succursale. La Banque Misr a acquis en 1920 un chounah pour les affaires de coton à Minet El Bassel. Au cours de l'année 1922, elle ouvrit une agence à Mousky (Le Caire) et deux branches commerciales pour les affaires en céréales dont l'une est à Rod el Farrage (au Caire) et l'autre à Athar el Naby (ou vieux Caire). En outre, elle ouvrit pendant la saison cotonnière de l'année 1922 une agence à Mansourah. La Banque Misr a acquis, en 1922, le terrain ex-salonica, rue Emad-el-Dine, au Caire, aux fins d'élever un immeuble pour servir de local au siège de la Banque. Il était naturel, étant donné le développement des affaires de la Banque, que le Conseil d'administration songeât à construire un immeuble pour le siège social. Le nouvel immeuble que la Banque occupe depuis 1927 se classe parmi les plus beaux non seulement au Caire, mais de toute l'Egypte. Dès 1923, et pour répondre au désir de sa clientèle, la Banque Misr procédait à l'ouverture de nouvelles agences aux chefs-lieux de cen-

tres commerciaux et agricoles importants de la province. Elle possède aujourd'hui, outre son siège au Caire et sa succursale à Alexandrie, quatorze agences en Egypte dans les villes suivantes : Mansourah, Tantah Benha, Mehella-Kébir, Zagazig, Mit-Gamr, Chibin-el-Kom, Beni-Souef, Fayoum, Minieh, Magaga, Beni-Mazar, Mallawi et Deirout. Suivant son programme, cette banque continue à s'étendre graduellement, au fur et à mesure des besoins de sa clientèle et des possibilités d'installations utiles.

**Banque Misr (France).** — L'augmentation des affaires de la Banque Misr à l'étranger et le désir de faciliter à ses clients leurs transactions en Europe, amenaient la Banque à fonder en France une société anonyme française, pour une durée de 60 ans dénommée « Banque Misr (France) », dont les bureaux sont installés au centre même de Paris, 24, place Vendôme et, 101-103, rue des Petits-Champs. Le capital de la nouvelle banque a été fixé à 5.000.000 de francs, sur lesquels la Banque Misr a souscrit Frs 3.500.000. Sur le restant de 1 million 500.000 francs, 1.400.000 ont été souscrits par des égyptiens et le solde de 100.000 francs a été réservé à M. P.-C. Jannet, ancien administrateur du Crédit Foncier Egyptien. L'ouverture des bureaux eut lieu dans le courant de l'été 1927.

Par ce premier pas d'expansion hors d'Egypte, la Banque Misr voulait créer pour ses clients un centre où ils puissent centraliser leurs affaires et aussi une école pour la jeunesse égyptienne. Aux bureaux de la « Banque Misr (France) » est jointe une agence

de voyages ou les Egyptiens trouvent toutes facilités pour leur séjour, déplacements, achats, en un mot pour tout ce dont ils pourraient avoir besoin pendant leur séjour en France. Reproduisons ici ce que dit à cet égard le rapport du Conseil d'administration présenté à l'Assemblée générale ordinaire du 20 mars 1926 : « Nous sommes sûrs que cet établissement nous rendra de grands services ainsi qu'à nos clients dont les affaires seront grandement facilitées, et qu'il contribuera d'autre part à resserrer nos déjà cordiales relations avec les grandes Banques françaises que nous sommes heureux de compter parmi nos amis ».

En effet, la Banque Misr (France) rend aux Egyptiens les plus grands services ; tous ceux qui passent par Paris s'en rendent compte et lui confient leurs affaires. Le gouvernement égyptien charge la Banque Misr (France) de tous les paiements à faire à la Légation et aux Consulats ainsi qu'aux missions scolaires en France. Il lui a en outre accordé la faculté de délivrer des lettres de garantie aux soumissionnaires désirant prendre part aux adjudications pour travaux ou fournitures à l'Etat (40).

Ajoutons pour terminer ce que dit le Conseil d'administration de la Banque Misr pour l'exercice 1927 à propos de la création d'une filiale en Angleterre : « Il est naturel que la création d'une filiale en France soit suivie de celle d'une filiale en Angleterre. Nous sentons que le jour où il nous sera pos-

(40) D'après le rapport du Conseil d'Adminis. pour l'exercice 1927.

sible de créer à Liverpool une branche appuyée par une agence à Londres, nous aurons réalisé un grand pas, car il sera alors facile à la Banque Misr, établissement purement égyptien, de s'employer comme le meilleur intermédiaire entre le producteur et le consommateur de coton, dans l'intérêt de l'une et de l'autre. »

**Administration de la Banque Misr.** — La Banque Misr est soumise à une direction purement égyptienne. Ses administrateurs ainsi que ses actionnaires doivent être Egyptiens sans distinction de religion; le personnel, à quelques techniciens près, l'est également.

Elle est administrée par un Conseil composé de neuf membres au moins et de quinze membres au plus, nommés par l'Assemblée générale. Chaque administrateur doit être propriétaire de deux cent cinquante actions au moins. Ces actions sont affectées à la garantie de sa gestion et sont inaliénables pendant la durée et jusqu'à décharge de ses fonctions. Le Conseil d'administration nomme chaque année, parmi ses membres, un président et un vice-président. Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires de la société.

L'Assemblée générale nomme, chaque année, un ou plusieurs censeurs actionnaires ou non. Le censeur est chargé de faire un rapport à l'Assemblée générale sur la situation de la société, sur le



bilan et sur les comptes présentés par le Conseil d'administration.

L'Assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Pour prendre part à l'Assemblée générale, il faut être propriétaire de cinq actions au moins. Tout actionnaire qui se trouve dans les conditions voulues pour être admis à l'Assemblée générale peut s'y faire représenter par un autre actionnaire membre lui-même de l'Assemblée. Chaque membre de l'Assemblée a droit pour lui-même et chacun de ses mandants à une voix pour chaque cinq actions respectivement possédées au-dessous de cent, à une voix par vingt actions au-dessus de cent et au-dessous de mille, une voix par cent actions au-dessus de mille.

**Réserve. Répartition des bénéfices.** — D'après l'art. 35 des statuts, les recettes sociales servent d'abord à acquitter les dépenses de la société, les frais d'administration, le service des emprunts ou obligations, frais d'amortissement et tous autres frais et charges. Le surplus constitue les bénéfices nets. Sur les bénéfices, il est tout d'abord prélevé le dix pour cent pour constituer un fonds de réserve. Ensuite, il est prélevé une somme suffisante pour payer un intérêt de cinq pour cent aux actionnaires. Sur le solde, il est prélevé dix pour cent pour le Conseil d'administration. Et le surplus est réparti entre les actionnaires, à moins que l'Assemblée générale n'en décide l'affectation totale ou partielle à la constitution de réserves extraordinaires. Si les bénéfices nets

d'une année ne permettent pas le paiement aux actionnaires d'un intérêt de 5 %, il sera prélevé une somme suffisante pour parfaire ce premier dividende d'abord sur les réserves extraordinaires et ensuite sur le fonds de réserve statutaire. Tout dividende qui n'est pas réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit au profit de la société.

Les bénéfices nets de la Banque se présentent de la manière suivante :

|                     |       |         |
|---------------------|-------|---------|
| Exercice 1920 ..... | L. E. | 3.249   |
| » 1921 .....        |       | 16.981  |
| » 1922 .....        |       | 38.323  |
| » 1923 .....        |       | 68.521  |
| » 1924 .....        |       | 92.298  |
| » 1925 .....        |       | 116.375 |
| » 1926 .....        |       | 125.592 |
| » 1927 .....        |       | 153.499 |
| » 1928 .....        |       | 163.866 |

Après les amortissements effectués et la constitution de la réserve statutaire à concurrence de L. E. 293.101 et une réserve extraordinaire de L. E. 80.000 pour l'année 1928, la Banque Misr a payé :

En 1922 : P. T. 20, 5 % par action sur le capital de L. E. 175.108 ;

En 1923 : P. T. 25, 6 1/4 % par action sur le capital de L. E. 200.528 ;

En 1924 : P. T. 30, 7 1/2 % par action sur le capital de L. E. 269.184 ;

En 1925 : P. T. 32, 8 % par action sur le capital de L. E. 313.228 ;

En 1926 : P. T. 33, 8 1/4 % par action sur le capital de L. E. 474.924 ;

En 1927 : P. T. 34, 8 1/2 % par action sur le capital de L. E. 720.000 ;

En 1928 : P. T. 35, 8 3/4 % par action sur le capital de L. E. 720.000 ;

En 1929 : P. T. 36, 9 % par action sur le capital de L. E. 1.000.000 ;

En 1930 : P. T. 36, 9 % par action sur le capital de L. E. 1.000.000.

### PROGRESSION DES RÉSERVES

#### *Réserve Statutaire*

|                |      |         |
|----------------|------|---------|
| 1921 . . . . . | L.E. | 1.622   |
| 1922 . . . . . |      | 4.660   |
| 1923 . . . . . |      | 10.912  |
| 1924 . . . . . |      | 19.541  |
| 1925 . . . . . |      | 112.879 |
| 1926 . . . . . |      | 124.634 |
| 1927 . . . . . |      | 278.201 |
| 1928 . . . . . |      | 293.101 |
| 1929 . . . . . |      | 308.050 |

#### *Réserve Extraordinaire*

|                |      |        |
|----------------|------|--------|
| 1922 . . . . . | L.E. | 10.000 |
| 1923 . . . . . |      | 20.000 |
| 1924 . . . . . |      | 35.000 |
| 1925 . . . . . |      | 50.000 |
| 1926 . . . . . |      | 60.000 |
| 1927 . . . . . |      | 70.000 |
| 1928 . . . . . |      | 80.000 |
| 1929 . . . . . |      | 90.000 |

*Fonds spécial pour les industries nationales*  
(Prélevé sur les bénéfices nets)

|                |      |         |
|----------------|------|---------|
| 1923 . . . . . | L.E. | 20.000  |
| 1924 . . . . . |      | 50.000  |
| 1925 . . . . . |      | 80.000  |
| 1926 . . . . . |      | 105.000 |
| 1927 . . . . . |      | 140.000 |
| 1928 . . . . . |      | 160.000 |
| 1929 . . . . . |      | 180.000 |

D'après les chiffres ci-dessus, il se dégage une situation financière des plus solides.

**Les relations étroites entre le gouvernement égyptien et la Banque Misr.** — La Banque Misr a reçu depuis sa création une grande aide du Gouvernement égyptien, comme par exemple le transfert dans ses caisses des comptes des Municipalités, des Commissions locales, etc... C'est elle qui est chargée des avances sur coton destinées aux cultivateurs et des avances à faire aux syndicats agricoles. Elle a obtenu l'exemption des droits de douane sur l'importation du matériel nécessaire à ses sociétés filiales et une préférence dans les adjudications gouvernementales pour différents matériaux qu'elle s'est offert de fournir. Il est hors de doute que le Gouvernement aura à s'adresser aux offices de la Banque en maintes occasions et contribuera ainsi au développement de ses affaires dans l'intérêt général du pays.

Un certain courant d'opinion s'est formé en faveur de la transformation de la Banque Misr en banque nationale ou banque centrale d'escompte. Mais nous voyons que les conditions nécessaires à

la prise en considération de ce projet n'apparaissent que dans une perspective lointaine.

**Etude des bilans.** — Pour nous permettre de dégager la situation saine et foncièrement bonne de la Banque Misr, il est nécessaire de parcourir les bilans de cette institution depuis sa fondation. D'après les relèvements de ces bilans, nous pouvons constater que les affaires de cette Banque continuent à progresser. Cette progression s'est élevée, fin décembre 1928, au grand total du bilan suivant : L. E. 9.680.132, au 31 décembre 1929, le grand total du bilan s'élevait à L. E. 10.573.472. Il est à remarquer que le grand total du bilan pour l'exercice 1922 est de 1.340.630, lequel est double de celui de 1921 et triple de celui de 1920. Ce qui montre le développement progressif de la Banque.

**Effets escomptés.** — Il est à signaler avec satisfaction que le chiffre appréciable atteint fin décembre 1928, dans l'escompte d'effets est L. E. 963.794. Le développement des opérations d'escompte si utile pour le commerce local est également pour la Banque un placement réalisable à court terme ou réescomptable.

**Avances sur garanties.** — Sous cette rubrique se totalisent les avances sur titres, effets, marchandises, etc. En voici le détail pour les exercices de 1921 à 1929 :



### Comptes-courants débiteurs

| Années | Prêts sur<br>titres L.E. | Prêts sur<br>cotons<br>et marchan-<br>disés L.E. | Avances<br>sur effets<br>en nantisse-<br>ments L.E. | Avances<br>contre<br>garanties<br>et divers L.E. | Total<br>L.E. |
|--------|--------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------|---------------|
| 1920.. | 30.147                   | 32.211                                           | 6.094                                               | 17.198                                           | 85.650        |
| 1921.. | 66.891                   | 130.049                                          | 16.349                                              | 40.280                                           | 253.369       |
| 1922.. | 76.362                   | 426.197                                          | 12.496                                              | 138.135                                          | 653.190       |
| 1923.. | 80.937                   | 484.613                                          | 46.215                                              | 249.452                                          | 861.217       |
| 1924.. | 106.221                  | 986.249                                          | 44.303                                              | 486.056                                          | 1.622.824     |
| 1925.. | 159.960                  | 1.269.702                                        | 53.520                                              | 938.112                                          | 2.421.304     |
| 1926.. | 236.001                  | 1.034.887                                        | 43.641                                              | 1.471.889                                        | 2.786.418     |
| 1927.. | 302.727                  | 1.723.986                                        | 61.967                                              | 1.662.982                                        | 3.751.662     |
| 1928.. | 379.454                  | 1.886.961                                        | 25.102                                              | 2.246.686                                        | 4.538.203     |
| 1929.. | 488.855                  | 2.017.608                                        | 28.491                                              | 2.522.436                                        | 5.057.380     |

L'extension rapide des affaires de la Banque tant au Caire et à Alexandrie que dans les provinces se dégage nettement des chiffres comparatifs ci-dessus.

**Compte des dépôts.** — Le compte des dépôts est celui qui fournit l'élément le plus tangible de la situation des affaires et la preuve la plus évidente de la confiance dont jouit la Banque auprès de la population égyptienne.

Les susdits comptes de dépôts passent, en 1922, de L. E. 405.405 à L.E. 6.732.558 en 1928. Nous donnons le tableau suivant pour montrer la marche ascendante des dépôts.

### Comptes-courants débiteurs

| Années    | Dépôts<br>à vue L.E. | Dépôts à<br>échéance fixe L.E. | Total L.E. |
|-----------|----------------------|--------------------------------|------------|
| 1929..... | 4.383.701            | 2.876.166                      | 7.259.867  |
| 1920..... | 200.960              | —                              | 200.960    |
| 1921..... | 398.349              | 7.056                          | 405.405    |
| 1922..... | 840.228              | 140.989                        | 981.217    |
| 1923..... | 1.543.766            | 225.589                        | 1.769.355  |
| 1924..... | 2.315.554            | 308.399                        | 2.623.953  |
| 1925..... | 2.820.914            | 369.005                        | 3.189.919  |
| 1926..... | 2.991.684            | 1.433.023                      | 4.424.707  |
| 1927..... | 3.683.541            | 1.834.274                      | 5.517.815  |
| 1928..... | 4.415.104            | 2.317.454                      | 6.732.558  |
| 1929..... | 4.383.701            | 2.876.166                      | 7.259.867  |

**Comptes courants.** — Les comptes courants étaient au nombre de 492 en 1920, de 34.218 en 1928, ils sont de 39.694 en 1929. Ils sont eux aussi par leur progression une nouvelle preuve de la confiance que la population égyptienne accorde à la Banque. Il est aisé d'en juger par le tableau suivant :

### Progression du nombre des comptes courants

|            |        |
|------------|--------|
| 1920 ..... | 492    |
| 1921 ..... | 1.717  |
| 1922 ..... | 5.114  |
| 1923 ..... | 8.705  |
| 1924 ..... | 12.795 |
| 1925 ..... | 17.710 |
| 1926 ..... | 23.680 |
| 1927 ..... | 29.335 |
| 1928 ..... | 34.218 |
| 1929 ..... | 39.694 |

**Le mouvement du coton.** — La Banque Misr atteint aujourd'hui sur le marché cotonnier d'Alexandrie une situation de tout premier ordre. En effet, occupant en 1924 le septième rang parmi les banques recevant du coton à Minet El Bassal, la Banque Misr est passé au troisième rang en 1925 et occupe le premier rang à partir de l'année 1926. Les avances sur coton, comme il est naturel, sont une des principales activités de la Banque Misr. Rappelons que cette Banque n'achète ni vend, soit à terme, soit en disponible, le coton ou n'importe quel autre produit agricole pour son propre compte. Ses opérations sont toujours faites pour le compte de ses clients.

**Participation de la Banque.** — Nous avons déjà signalé que la Banque Misr, à côté de son activité propre, a élaboré tout un plan de relèvement industriel qu'elle est en train de réaliser par ses sociétés filiales. Contentons-nous de mentionner ici que ces sociétés ne font que progresser.

**Conclusion.** — La Banque Misr n'est pas comme tous les autres établissements ; c'est la première banque qui a été créée par le peuple égyptien. Par la nature des circonstances dans lesquelles elle est née, par son développement, par la confiance dont elle jouit, elle ne pouvait pas ne pas ressentir les besoins économiques du pays, ne pas les analyser scientifiquement, et pratiquement ne pas collaborer dans la mesure de ses moyens aux œuvres qui sont indis-

pensables pour jeter les bases de l'indépendance économique du pays.

Le développement de cette Banque depuis sa création en 1920 a été remarquable, si l'on considère que son capital, qui était de L. E. 80.000 à sa constitution, atteint aujourd'hui L. E. 1.000.000 entièrement versés, et que ses dépôts se montent à L. E. 6 millions 732.558 en 1928 et à L. E. 7.259.867 en 1929.

Des indications fournies dans notre étude, il ressort que la Banque Misr occupe aujourd'hui une place importante dans le rouage économique et financier de l'Egypte. Aussi peut-on dire avec raison que la création de la Banque Misr marque un tournant dans l'histoire économique de l'Egypte ; elle forme le premier essai d'une organisation réfléchie et méthodique dans l'économie nationale, et les résultats déjà obtenus malgré la concurrence des banques étrangères permettent de fonder de grands espoirs quant à son avenir.

**Banque Misr-Syrie-Liban.** — La Banque Misr-Syrie-Liban a été fondée en 1929 par la Banque Misr en collaboration avec un groupe de financiers syriens et libanais.

Cette Banque est une société anonyme autorisée par décret du Gouvernement libanais en date du 4 juin 1929. Un décret du Gouvernement de Syrie est venu, en outre, approuver la fondation d'une succursale à Damas. La durée de la société est fixée à cinquante années. Son siège social est à Beyrouth.

Elle possède une succursale à Damas. Son but est de faire pour elle-même ou pour le compte de tiers, au Liban, en Syrie, ou à l'étranger, toutes opérations de banque, d'escompte, d'avance, de crédit ou de commission, et, généralement, toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, maritimes, mobilières et immobilières qui peuvent en être les conséquences.

Son capital social est de livres Libans-Syriennes 1.000.000 (L. E. 160.000) dont la moitié a été seulement versée. Ce capital est représenté par 20.000 actions de livres Libans-Syriennes 50 chacune. Il est créé 1.000 parts de fondateur qui sont attribuées aux premiers souscripteurs proportionnellement à l'importance de leur souscription. Les parts de fondateurs ne confèrent aucun droit de propriété sur l'actif social, mais seulement un droit de créance sur les bénéfices.

La Banque Misr et quelques Egyptiens possèdent presque la moitié des actions de cet établissement bancaire. L'autre moitié est entre les mains de Syriens et de Libanais. L'élément égyptien domine dans l'administration de cette banque.

Le Conseil d'administration de cette institution de crédit se réunissait pour la première fois au Caire à la fin du mois de janvier 1930. L'ouverture du siège social à Beyrouth a eu lieu le 27 mars 1930.

Cette Banque est encore dans son premier exercice. Nous sommes convaincus que la création de cette Banque augmentera les relations commerciales



et économiques entre l'Egypte d'une part et la Syrie et le Liban d'autre part, et aidera les populations de ces pays voisins et amis à mieux se connaître et s'aimer.

L'inauguration de la Banque Misr-Syrie-Liban ne fait que donner la preuve du rôle que joue la Banque Misr dans le Proche Orient. Ajoutons que l'on est en train de travailler actuellement à l'élaboration définitive des statuts de la Banque Misr-Palestine. De pareils projets ne font que fortifier les relations économiques et cordiales entre l'Egypte et ses voisins.

Nous terminons en disant que cette institution, aux destinées de laquelle préside une personnalité aussi marquante que Talaat Bey Harb, assisté de collaborateurs égyptiens dont les compétences financières ont été une véritable révélation pour la plupart des étrangers qui ont vu, avec quel scepticisme, naître la Banque Misr, aura à jouer un rôle vital au point de vue de l'indépendance économique et financière du pays.

### 3) BANCO ITALO EGIZIANO : (anciennement Banco di Roma per l'Egitto e il Levante)

Le Banco di Roma possédait depuis longtemps des succursales en Egypte. En 1920, elle décide de créer en Egypte une société filiale, dénommée Banco di Roma per l'Egitto et il Levante, qui assumait la suite des affaires des succursales et agences du Banco di Roma en Egypte, en Syrie et en Palestine.

Constituée par décret royal du 25 avril 1922, le capital de cette nouvelle institution de crédit fixé à L. st. 1.000.000 représenté par 100.000 actions de L. st. 10 fut souscrit en majeure partie par le Banco di Roma lui-même.

En 1924, le Banco di Roma per l'Egitto e il Levante devint la Banco Italo Egiziano.

La modification du nom de la Banque a été définitivement adoptée à la suite d'accords intervenus entre le Banco di Roma, le Credito Italiano et la Banca Nazionale di Credito, et en vertu desquels ces deux établissements ont assumé une large participation dans le capital de la société égyptienne, participation qu'on nous dit ne pas être inférieure à 70 %.

C'est sous cette dénomination que le Banco di Roma per l'Egitto e il Levante, par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 30 avril 1924 et par décret royal du 19 juin 1924, a été autorisé à continuer ses opérations en Egypte.

Le capital versé de cette Banque s'élève à L. E. 500.000. D'après l'art. 5 des statuts, le capital social ne peut être augmenté qu'après entière libération des 100.000 actions actuellement souscrites. Depuis la fondation de la Banque, le capital n'a subi aucun changement. Le montant versé s'est maintenu à 500.000. Pour nous permettre de dégager le développement du Banco Italo Egiziano depuis sa fondation, il est utile de posséder quelques notions sommaires sur la marche de ses affaires.

D'après le bilan arrêté au 31 décembre 1923, la société possédait des participations dans les affaires

de diverses sociétés industrielles pour un montant de L. E. 281.058 et une participation dans les affaires de la Cassa di Sconto di Risparmio s'élevant à L. E. 237.784. Au 31 décembre 1925, les participations industrielles avaient été réduites à L. E. 38.301 ; la participation dans les affaires de la Cassa s'élevait à L. E. 240.876. Par le fait que le Banco Italo Egiziano possède un intérêt prépondérant dans la Cassa di Sconto e di Risparmio, celle-ci peut être considérée comme une filiale dudit établissement ; aussi est-il intéressant de noter que ce groupement bancaire possède le réseau des succursales le plus étendu de tous les autres établissements de crédit opérant en Egypte. Et c'est justement grâce à leur organisation à l'intérieur que ces deux banques marchent ensemble au premier rang, pour les opérations afférentes au financement de la campagne cotonnière.

Le Banco Italo Egiziano possède, parmi les affaires industrielles, une participation d'intérêts dans les sociétés des Grands Hôtels d'Egypte et The Egyptian Hotels Limited. Les résultats acquis par ces deux sociétés permettent de prévoir des bénéfices encore plus appréciables pour les exercices futurs.

Elle conserve également sa participation dans l'Egyptian Bonded Warehouses dont la situation florissante et la puissante organisation sont connues de tous.

Par suite des indications fournies par le Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale du 17 avril 1929 et celles résultant du bilan au 31 dé-

cembre 1928, nous sommes en mesure de dire que les affaires de cette banque continuent à progresser normalement. Cet établissement dont la situation se consolide toujours davantage, a distribué à ses actionnaires un dividende de 9 % pour l'exercice 1928.

Nous pouvons enregistrer une augmentation assez importante de dépôts fiduciaires, lesquels passent de : L. E. 1.739.567 au 31 décembre 1927 à L. E. 1.853.400 à la clôture de l'exercice 1928.

En ce qui concerne la réserve, elle se monte à L. E. 40.000 pour l'exercice 1928.

Le portefeuille effets sur l'Egypte se composait de 1.536 effets pour un montant de L. E. 293.518.682. Les effets escomptés en 1928 sont au nombre de 7.097 pour L. E. 1.392.243.033 contre 6.607 pour L. E. 1.117.142.868 en 1927.

Cette banque dispose actuellement de succursales à Banha, Béni-Suef, Fayoum, Mansourah, Tantah, Beni-Mazar, Minieh et Mit Ghamr et des bureaux à Maghagha et Attar El Nebi. Son siège est à Alexandrie avec agence principale au Caire. La succursale du Mousky fut fermée comme celle de Port-Saïd en 1925. Elle a des bureaux à Minit El Bassal et Rod El Farag.

La collaboration assurée à cette banque par les trois grandes banques italiennes, le Banco di Roma, le Credito Italiano et la Banca Nazionale di Credito, contribuera certainement d'une part à développer les affaires de la nouvelle banque égyptienne et d'autre part à resserrer toujours davantage les relations d'or-

dre économique et financier actuellement existantes entre l'Italie et l'Egypte.

#### 4) CASSA DI SCONTO E DI RISPARMIO

Cette banque est une société anonyme constituée d'après la législation égyptienne le 25 janvier 1887 pour une durée de cinquante années. Elle a pour objet toutes les opérations bancaires, notamment l'escompte d'effets sur l'Egypte et sur l'Etranger, les avances sur titres ou sur marchandises, le recouvrement, les émissions de lettres de crédit, traites et paiements télégraphiques sur les principales villes d'Egypte et de l'Etranger, garde de titres, ordres de bourse, dépôts en compte courant à échéance fixe, service de caisse d'épargne, etc., etc.

A la fondation, le capital était de Fr. 200.000, porté en 1902, à Fr. 400.000, et en 1903 à Fr. 1 million représentés par 10.000 actions de Fr. 100. Au cours de l'année 1903, il fut procédé au rachat des parts de fondateurs moyennant un débours de L. E. 3.084 à amortir sur les bénéfices, graduellement.

En 1904, 15.000 actions nouvelles furent émises, dont 5.000 actions réservées à la souscription publique au prix de Fr. 150. La prime acquise permit d'amortir le prix de rachat des parts, soit 3.084 L. E. laissant un solde inscrit en compte réserves de L. E. 9.554 au total, fin décembre 1904.

En 1905, 25.000 actions, attribuées aux por-



teurs des actions anciennes, porta le capital de la banque à Fr. 5.000.000.

En 1906, ce capital fut doublé par l'attribution de 20.000 actions aux actionnaires au prix de 120 fr. et 30.000 actions cédées à l'Union Bank de Vienne au prix de 130 francs. Cette opération permit à la Banque de doter la réserve de Fr. 6.789.203.

En janvier 1907, enfin, 50.000 actions furent offertes aux 100.000 actionnaires au prix de 150 frs, ce qui porta le capital émis à Fr. 15.000.000, soit 150.000 actions de 100 francs.

Mais avant que le produit de la dernière émission ne fût rentré, la crise financière pressentie dès mars 1907, mit la Cassa di Sconto dans une situation difficile vers la fin de mai 1907. La banque fut l'objet d'un run et le retrait précipité des dépôts amena, le 21 juin, une suspension momentanée des paiements. L'Assemblée Générale extraordinaire tenue le 2 juillet 1907, a pris connaissance de la situation, et la Cassa di Sconto, quoique assurée d'une aide financière de Liv. st. 300.000 par un syndicat représenté par la National Bank of Egypt, entra en liquidation volontaire le 5 juillet 1907.

Les opérations de liquidation établirent, dès fin 1907, la situation foncièrement bonne des activités sous réalisation. L'avance de L. E. 300.000 était remboursée avant la clôture du bilan au 31 décembre 1908. Le comité de liquidation constatait que les sommes recouvrées depuis juin 1907, se totalisaient par L. E. 1.304.000 et que le passif se trouvait réduit de L. E. 1.208.000 à L. E. 164.395 au 31 décembre 1908.

La reprise des affaires, d'ailleurs envisagée dès février 1908, fut réalisée en juin 1909, avec le concours de la National Bank of Egypt et sur la base de la reconstitution du capital, de la manière suivante :

|                                                                                                                                                                               |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| 50,000 actions privilégiées prises<br>fermes par la National Bank à 100 fr.<br>à intérêts cumulatifs 6 %.....                                                                 | 5.000.000      |
| 93.750 actions ordinaires de 100<br>francs, en représentation de l'ancien<br>capital de Fr. 15.000.000, dont 11 mil-<br>lions 353.950 étaient versés à fin juin<br>1907 ..... | 9.375.000      |
| <hr/>                                                                                                                                                                         |                |
| Ensemble.....                                                                                                                                                                 | Fr. 14.375.000 |

En janvier 1912, la réduction du capital actions ordinaires fut décidée et les 93.750 actions échangées contre 70.311 actions nouvelles. Cette réduction fut imputée sur les pertes éventuelles pouvant résulter de la liquidation des activités de l'ancienne gestion. A cette même occasion, le rachat au pair des actions privilégiées fut adopté, et du fait de ces rachats en 1912, 1913 et 1914, le capital de la Cassa di Sconto se trouva ramené, au 31 décembre 1914, à :

|                                 |               |
|---------------------------------|---------------|
| 20.000 actions privilégiées.... | Fr. 2.000.000 |
| 70.311 actions ordinaires.....  | 7.031.100     |
| <hr/>                           |               |
| Total.....                      | Fr. 9.031.100 |

A cette date, l'ancien actif restant à réaliser, se trouvait réduit à L. E. 61.550 et ne présentait plus

que pour L. E. 35.502 fin décembre 1916 et L. E. 26.641 fin 1917.

Par décision des Assemblées générales extraordinaires des 16 février et 9 mars 1922, le rachat ou la conversion des actions privilégiées en actions ordinaires fut enfin réalisé. Une somme de Fr. 500.000 a été affectée à cette opération par prélèvement sur les bénéfices de l'exercice 1921.

En dernière analyse, et au bilan du 31 décembre 1928, le capital de la Cassa di Sconto, se trouvait ainsi représenté par 90.000 actions ordinaires, soit 9.000.000 ou L. E. 347.175 et avec les réserves diverses ainsi constituées à cette date :

|                                  |       |         |
|----------------------------------|-------|---------|
| Fonds de réserve statutaire..... | L. E. | 112.005 |
| Fonds de prévoyance.....         |       | 55.000  |
|                                  |       | <hr/>   |
| Total.....                       | L. E. | 167.005 |

D'autre part, le concours financier de la National Bank of Egypt n'a pas manqué de se manifester efficacement avant comme après le rachat des actions privilégiées, ce qui est d'ailleurs relevé dans les rapports annuels présentés par les administrateurs aux assemblées générales des actionnaires (41).

La Cassa di Sconto, dont le siège social se trouve à Alexandrie, possède des agences à Damanhour,

(41) Papasian, Etude Financière 1922-1923, p. 58 et suiv.

Mehella Kébir et Zagazig. La succursale du Caire fut fermée après le krash de 1907 (42).

Pour nous permettre de dégager le développement pris dans les affaires de la Cassa di Sconto, nous donnons ci-après une analyse des comptes principaux de cette institution de crédit depuis 1909 jusqu'à aujourd'hui.

**Effets escomptés et avances sur titres :** La partie affectée aux avances sur effets n'est que de L. E. 18.395 au 31 décembre 1928 (contre L.E. 16.084 au 31 décembre 1927 et elle était de L. E. 9.634 au 31 décembre 1922.

Depuis 1909, on remarque que la Cassa di Sconta n'a pas donné à cette catégorie d'avances un grand intérêt. Il a été nettement constaté en Egypte, aussi bien avant 1909 qu'après 1914, que l'ouverture de comptes nantis par des effets en garantie, ne constituait pas pour les banques des opérations très sûres. En effet, l'introduction des dossiers de traites de complaisance pour former la marge des comptes, est devenue, en Egypte, d'usage courant ; et les sociétés de crédit préfèrent, avec juste raison, opérer par escomptes plutôt que par remises d'effets en garantie d'avances. Les faillites et dépôts de bilans, depuis 1918, ont nettement établi les abus commis dans les opérations d'avances sur effets.

**Avances sur marchandises :** On constate, en parcourant les bilans depuis 1909, que la Cassa di Sconto

(42) M. Emile Antonini op. cit., p. 118.

a apporté dans les placements de cette nature la plus grande attention. Au 31 décembre 1928, les avances sur marchandises se présentent par L. E. 782.941 contre L. E. 702.803 au 31 décembre 1927.

Au 31 décembre 1922, les avances sur marchandises étaient représentées par L. E. 440.104; c'est à partir de 1912, avec L. E. 28.717 que la Cassa débute au 31 décembre. En 1914, ces avances atteignent L. E. 92.683 pour passer, dès 1915, à L. E. 259.132. Au 31 décembre 1918, on atteint L. E. 501.452, en 1919, L. E. 1.079.586. Depuis, la stagnation dans les affaires en général et la baisse des prix du coton, ont graduellement réduit ces avances aux limites correspondantes, soit L. E. 360.207 fin décembre 1920; L. E. 573.968 fin 1921.

*Comptes courants couverts par différentes garanties :* Les avances sur diverses garanties et sur hypothèques au 31 décembre 1928 se totalisent par L. E. 267.970 contre L. E. 268.910 au 31 décembre 1927. Ces avances étaient L. E. 205.096 au 31 décembre 1922. Il s'agit de crédits en compte courant, garantis par hypothèques sur immeubles et terrains de culture, consentis à l'occasion de la campagne cotonnière et stipulés remboursables annuellement. Il y a également des crédits garantis par des signatures de premier ordre et cessions diverses, etc... Dans ce total, il est utile de remarquer que les comptes garantis par hypothèques provenant de l'ancienne gestion et remboursables par annuités, ne se présentent plus que par L. E. 7.872. La réduction cons-



tante depuis 1910 est à signaler à cette occasion. De L. E. 145.289 en 1910, nous les retrouvons à L. E. 59.789 en 1914; L. E. 38.641 en 1918; L. E. 12.105 en 1920; L. E. 10.526 en 1921 (43).

**Dépôts divers.** — Les dépôts divers comprennent, au 31 décembre 1928 :

|       |         |              |
|-------|---------|--------------|
| L. E. | 253.296 |              |
| »     | 48.262  |              |
| »     | 94.284  |              |
| <hr/> |         |              |
| L. E. | 395.842 | contre       |
| L. E. | 45.317  | en 1909      |
| <hr/> |         |              |
| L. E. | 350.525 | augmentation |

La progression des dépôts, auprès de la Cassa di Sconto, s'est nettement manifestée à partir de janvier 1915, ils atteignaient L. E. 116.963 fin décembre, L. E. 156.575 en 1916, L. E. 295.283 en 1917, L. E. 501.551 en 1918, et L. E. 877.618 en 1919. A la suite de la crise économique, à partir de 1920, des retraits ont été effectués, comme cela s'est produit auprès de tous les établissements de crédit. Au 31 décembre 1920, ils se trouvaient ramenés à L. E. 383.539, et à L. E. 322.796 en 1921, pour reprendre, en 1922, par une augmentation de L. E. 25.331.

**Bénéfices annuels et dividendes répartis.** — Voici le détail des bénéfices nets réalisés par la Ban-

(43) Papasian, Etude Financière p. 63.

que depuis 1909 et les dividendes répartis aux actionnaires :

|           | L. E.  | Francs      |
|-----------|--------|-------------|
| 1909..... | 13.496 | 1 75        |
| 1910..... | 27.066 | » »         |
| 1911..... | 19.261 | » »         |
| 1912..... | 19.128 | » »         |
| 1913..... | 18.614 | 3 50        |
| 1914..... | 17.751 | » »         |
| 1915..... | 17.432 | P. T. 115 » |
| 1916..... | 20.593 | frs 5 »     |
| 1917..... | 27.220 | 5 »         |
| 1918..... | 35.064 | 6 »         |
| 1919..... | 34.179 | 6 »         |
| 1920..... | 23.820 | 6 »         |
| 1921..... | 46.176 | 6 »         |
| 1922..... | 47.022 | 8 »         |
| 1923..... | 43.534 | 8 »         |
| 1924..... | 43.237 | 8 »         |
| 1925..... | » »    | 9 »         |
| 1928..... | 37.625 | 9 »         |

**Les réserves.** — Les réserves de la Cassa di Sconto ont été de L. E. 78.742 en 1922, elles passèrent à L. E. 123.777 en 1923, à L. E. 134.749 en 1924, à L. E. 151.159 en 1925 et elles descendirent à L. E. 142.521 en 1926. Enfin elles sont représentées pour le dernier exercice 1928 par L. E. 167.005.

De ce qui précède, il ressort assez clairement que cette institution de crédit est assise aujourd'hui sur

dés bases solides. Quoique cette banque ait été obligée de suspendre ses paiements et de déposer son bilan pendant la crise de 1907, cependant cet événement n'est plus aujourd'hui que du domaine de l'histoire et on peut envisager avec confiance l'avenir de cette banque.

#### 5) BANCA COMERCIALE ITALIANA PER L'EGITTO

Le 1<sup>er</sup> mai 1924, cette banque fut constituée d'après la législation égyptienne pour une durée de 50 années, ayant pour objet de faire, tant en Egypte qu'à l'étranger, toutes les opérations de crédit. Son siège social et administratif se trouve à Alexandrie. Son capital autorisé s'élève à L. E. 1.000.000 représenté par 100.000 actions de L. E. 10 qui sont entièrement souscrites. Ces actions n'étaient libérées à la fondation que du quart. Mais au 31 décembre 1925, la moitié était versée sur les 100.000 actions, le 90 % a été souscrit par la puissante société de crédit « Banca Commerciale Italiana » de Milan au capital de livres 700 millions.

Cet établissement financier possède un siège au Caire, deux succursales à Mansourah et Damanhour. Cette banque a encore des agences dans les villes de Beni-Mazar, Beni-Souef, Mehella-Kébir, Minieh et Zagazig. En outre, elle a environ neuf bureaux cotonniers dans les villes suivantes : Abou Kerkas, Bibeh, Bouch, Diéroul, Dessouk, Fachn, Mellaoui, Minet-el Camh et Wasta.

*Bénéfices et réserves.* — La répartition des bénéfices nets prévoit : 5 % au minimum à la réserve ; 5 % du capital versé aux actionnaires ; sur le solde : 10 % au Conseil et 90 % dont la destination restait à décider par l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration.

Le premier exercice s'est clôturé avec un bénéfice de L. E. 1.456, porté à la réserve ordinaire, tandis que le deuxième exercice s'est arrêté le 31 décembre 1926 avec un bénéfice de L. E. 3.172, porté également à la réserve ordinaire, ce qui a porté les réserves à L. E. 4.628. Le bilan de cette banque se clôturait au 31 décembre 1929 avec un bénéfice net de L. E. 39.591 et la réserve ordinaire à L. E. 17.000 à la même date.

Quoique cette banque ait été créée très récemment, on peut juger, cependant d'après les résultats satisfaisants des derniers exercices, qu'elle semble avoir un avenir intéressant.

Remarquons que cette banque a été constituée après la mise en vigueur de la nouvelle législation des Sociétés anonymes fondées en Egypte. En conséquence, son Conseil d'administration doit compter un administrateur égyptien.

#### 6) COMMERCIAL BANK OF EGYPT

Cette Société de crédit, ayant son siège social à Alexandrie avec succursale à Paris et au Caire et une sous-agence à Tantah, fut constituée, d'après la législation égyptienne, le 10 novembre 1920, pour une

durée de quatre-vingt-dix-neuf années. Cette Société a pris la clientèle du Crédit Franco-Egyptien, conjointement avec la banque de la Méditerranée, dès sa fondation et à la suite de la liquidation du Crédit Franco-Egyptien, qui a eu lieu en décembre 1920.

Le capital de la Commercial Bank of Egypt fixé à la fondation à L. st. 300.000 représenté par 75.000 actions de L. st. 4 a été souscrit et versé à la constitution.

Suivant délibération de l'Assemblée générale extraordinaire du 7 mars 1923, le capital susdit de L. st. 300.000 fut réduit à L. st. 150.000 et ce par le rachat de 37.500 actions et leur annulation. Cette opération a été réalisée par l'acquisition au prix de L. st. 3 l'action de 37.500 titres, que pour des raisons de convenance personnelle, un groupe d'actionnaires résidant à l'étranger, céda à la Société.

La différence, soit L. st. 37.500, fut portée à la réserve, de sorte que, ajoutée aux réserves déjà constituées en 1921 et 1922, elle porta à L. st. 75.000 au 31 décembre 1923, la totalité des affectations en réserve ordinaire et extraordinaire.

Le capital social de la Banque est donc de L. st. 150.000 représenté par 37.500 actions de L. st. 4.

Voici la répartition prévue des bénéfices nets suivant l'article 22 des statuts :

10 % à la réserve ordinaire à concurrence du quart du capital. Sur le solde :

5 % d'intérêts aux actionnaires comme premier dividende et le reliquat à concurrence de 10 % au Conseil d'administration et 90 % aux actionnaires à



répartir en totalité ou à réserver s'il y a lieu, sur proposition du Conseil, pour la constitution d'une réserve supplémentaire au fonds de prévoyance partiellement.

Les bénéfices des exercices 1921 et 1922 ont été en totalité affectés à la constitution de la réserve ordinaire et extraordinaire. Quant à ceux de 1923, ils ont servi à payer 6 1/4 % aux actionnaires sur le capital réduit par le rachat des 37.500 titres à L. st. 150.000 et de prélever encore en addition des réserves acquises à fin décembre 1923, soit..... L. st. 75.000

|                                    |       |
|------------------------------------|-------|
| 10 % sur L. st. 18.148, profits de | ,     |
| l'exercice .....                   | 1.815 |
| Report à nouveau.....              | 3.524 |

---

Total des réserves..... L. st. 86.444

En 1924 et en 1925, les dividendes distribués étaient de cinq shillings par action.

Il résulte des comptes de l'exercice 1926 que les bénéfices nets de cet exercice ont été de L. st. 11.165 contre, en 1925 L. st. 16.782 après prélèvement de 10 % à la réserve et du tantième des administrateurs, il a été proposé un dividende total de 6 1/4 %, soit L. st. 0,50 comptant pour les 37.500 actions de L. st. 4 formant le capital social, un débours de L. st. 9.375.

L'activité essentielle de la banque est demeurée la même que celle du Crédit Franco-Egyptien : les avances sur coton et graines de coton, dont le montant est porté au bilan de 1926 pour la somme de L. E. 245.578 (44).

(44) Antonini, op. cit. p. 119.

Le rapport du Conseil d'administration présenté à l'Assemblée générale tenue à Alexandrie le 31 mars 1929 observe que la campagne cotonnière sérieusement affectée par la baisse des prix a eu sa répercussion sur les affaires commerciales en général.

De l'analyse des bilans de cet établissement financier, il résulte aisément que la situation de la Banque est normale et que le Conseil d'administration s'est tenu à une grande prudence dans ses affaires en réduisant ses risques au minimum.

#### 7) SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EGYPTIENNE POUR L'AGRICULTURE ET LE COMMERCE

Cette Société a été créée en 1905 d'après la législation belge avec siège social à Anvers. Elle a pour objet les opérations de banque.

Son capital fixé à la fondation à Fr. 12.500.000 fut porté dès le 30 juin 1906 à Fr. 15.000.000, soit en tout 60.000 actions de Fr. 250 chacune. Par décision prise en avril 1907, le susdit capital fut augmenté de 10 millions de francs, soit 40.000 actions nouvelles, dont 10.000 entièrement libérées attribuées à la Société en commandite par actions Rom Vanderlindem et Co en règlement de son apport de 30.000 actions émises à 265 francs, soit une prime d'ensemble de Fr. 450.000 portée à la réserve extraordinaire.

La Société avait créé à la fondation 5.000 parts de fondateurs sans dénomination de valeur.

A la suite des augmentations successives du capital, le nombre des parts fut élevé à 7.500.

Sur les 100.000 actions de 250 francs, soit 25.000.000 de francs, 59.586 actions libérées seulement de 50 % étaient nominatives et figuraient avec le nom des souscripteurs jusqu'en 1908. Elles furent graduellement libérées. Par diverses réductions, opérées en 1910, 1912 et 1913, ce capital social fut ramené à un moment à Fr. 10.000.000, représenté par 40.000 actions de Fr. 250.

La répartition des bénéfices, en conformité de l'article 38 des statuts, doit être effectuée comme suit : 5 % à la réserve à concurrence de 10 % du capital ; sur le reliquat, 5 % d'intérêt comme premier dividende aux actions sur le montant libéré des actions, 1 1/2 % à chaque administrateur et 1 1/2 % à chaque commissaire, sur l'excédent 30 % aux parts et 70 % aux actionnaires sans préjudice de la mise à la réserve extraordinaire de toute somme proposée par le Conseil sur ledit exercice.

Cette Société a eu à faire face depuis 1907 aux chutes successives des prix de son portefeuille titres, aux pertes subies à la liquidation des comptes courants nantis, et ce jusqu'au début de la guerre. Elle a pu amortir ces pertes par leurs amortissements successifs ainsi que du fait du rachat au-dessous du pair de ses actions de capital. Durant les années de la guerre, la banque ne s'est occupée, en fait, que de la gestion de son portefeuille-titres et elle a pu ensuite réaliser partie de son portefeuille à des conditions, rendues plus intéressantes, du fait de la dépré-

ciation continue des francs belges, permettant des transferts de fonds en Belgique et des placements à bons rendements. Depuis 1919, la situation de la Société est satisfaisante, et les dividendes sont distribués régulièrement.

#### 8) BANQUE BELGE ET INTERNATIONALE

La Banque Belge et Internationale en Egypte, Société anonyme égyptienne, au capital souscrit de L. E. 1.000.000 sur lesquelles L. E. 500.000 ont été versées, fut constituée en vertu d'un décret royal en date du 30 janvier 1929.

Cette date, relativement récente, pourrait faire supposer que la Banque Belge et Internationale en Egypte est une des plus jeunes institutions du marché financier égyptien. Tel n'est cependant pas le cas en fait : la Banque Belge et Internationale en Egypte a, en effet, pris la suite des affaires des succursales égyptiennes de la Banque Belge pour l'Etranger qui a joué sur le marché financier égyptien, depuis l'année 1912, un rôle d'autant plus marqué que les intérêts belges y sont relativement importants.

La Banque Belge et Internationale en Egypte s'est proposée non seulement de développer les affaires que pratiquait précédemment la Banque Belge pour l'Etranger, mais encore de participer activement au développement économique et industriel de

l'Egypte (45). Remarquons que quelques financiers américains prenaient part dans la constitution de cette Banque Belge et Internationale.

Nous avons précédemment donné quelques détails sur cet établissement financier et nous ne pouvons maintenant que renvoyer le lecteur aux développements déjà donnés.

## 2) *Banques de Crédit Foncier*

Dans notre étude précédente sur le Crédit foncier en Egypte, nous avons relevé que l'énorme quantité de capitaux engagés en placements hypothécaires en Egypte, soit par des particuliers, soit par des banques, et la valeur considérable des propriétés foncières, qui en sont la garantie, donnent à cette question une importance de premier plan. Aussi voudrions-nous étudier ici avec quelques détails les institutions de crédit foncier travaillant en Egypte.

Ces institutions sont au nombre de huit. Parmi elles il y en a quatre qui sont des sociétés anonymes égyptiennes, à savoir :

- 1° Crédit foncier égyptien, siège Le Caire ;
- 2° Agricultural Bank of Egypt, siège Le Caire ;
- 3° Land Bank of Egypt, siège Alexandrie ;
- 4° Mortgage Company of Egypt, siège Le Caire.

(45) La Bourse Egyptienne, supplément consacré à la Belgique et aux Belges d'Egypte, distribué à l'occasion de la visite royale des Souverains Belges pour l'Egypte, avec le N° du lundi 10 mars 1930.



Les quatre autres, à l'exception du Crédit Foncier d'Orient sont des Sociétés anonymes étrangères qui ont pour objet d'effectuer notamment en Egypte des prêts hypothécaires. Lesdites Sociétés sont les suivantes :

1° Land et Mortgage Company of Egypt, siège Londres ;

2° Caisse hypothécaire d'Egypte, siège Bruxelles ;

3° Crédit Foncier d'Orient, siège Paris ;

4° Crédit immobilier Suisse-Egyptien, siège Genève.

Voici quelques renseignements sur chacune de ces institutions égyptiennes et étrangères de crédit.

#### 1) CRÉDIT FONCIER EGYPTIEN

Le Crédit Foncier Egyptien est la plus importante des Sociétés de crédit hypothécaire établies en Egypte, et sa situation est d'autant plus intéressante à examiner que la majeure partie de ses titres actions et obligations se trouve dans les portefeuilles des capitalistes français.

Au commencement de 1880, il n'existait pas encore en Egypte d'établissement de Crédit Foncier. Quelques capitalistes, sous le patronage d'un groupe financier comprenant le Crédit Lyonnais, la Société Générale et la Banque d'Escompte de Paris, estimant que l'institution des tribunaux mixtes et la législation qu'ils avaient introduite en Egypte permettaient de constituer sur les biens immeubles des hypothè-

ques offrant toute sécurité aux prêteurs, et que, d'autre part, la réorganisation des finances égyptiennes avait rétabli le crédit de l'Etat, et comme conséquence celui du marché égyptien, fondèrent le Crédit Foncier Egyptien (46).

La gloire de la création du Crédit foncier égyptien appartient à un financier local, M. Raphaël Suarès, et un homme d'affaires allemand, M. Beyerlé, qui groupèrent autour d'eux quelques banquiers du Caire et d'Alexandrie, Français comme M. Aïdé, Grecs comme MM. Sinadino et Salvago, israélites égyptiens comme M. Cattaoui. Peut-être ces financiers n'auraient-ils pas pu réaliser aussi complètement leur conception s'ils n'avaient obtenu un très large concours de la part du Baron de Soubeyran, que sa situation au Crédit Foncier de France désignait spécialement pour s'intéresser à leur entreprise. M. de Soubeyran mit à leur disposition sa Banque d'escompte. La Société Générale et le Crédit Lyonnais, qui eurent tout de suite foi dans l'avenir de l'affaire, acceptèrent aussi d'y participer comme nous l'avons déjà signalé (47).

Par le firman khédivial du 15 février 1880, le Crédit Foncier Egyptien fut fondé. La durée de cet établissement bancaire est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1880. Son siège social et son domicile sont établis au Caire. Cette ban-

(46) Masson, *op. cit.* p. 126.

(47) Charles Roux, *L'Égypte contemporaine* année 1911, p. 485.

que devait travailler d'après un système mixte (c'est-à-dire prendre part en dehors des prêts hypothécaires qui sont les opérations propres d'une Société de Crédit foncier aux affaires financières à titre accessoire) (48).

**Capital actions et obligations.** — Son capital s'élevait à la fondation à Fr. 40.000.000 divisé en 80.000 actions de 500 francs libérées chacune de 125 francs. A sa fondation, le capital versé était ainsi de 10 millions.

En l'an 1881, le Conseil d'administration a décidé de doubler le capital social ; 80.000 nouvelles actions furent créées qui, avec les 80.000 déjà existantes, formèrent un total de 160.000 actions, soit un capital de 80 millions de francs. Ces actions nouvelles comme les anciennes ont été libérées seulement de 125 francs (49).

En 1904, le capital social fut porté à 100 millions, puis à 200 millions en 1905 sur lesquels la moitié seule est versée.

Cette augmentation du capital souscrit ou appelé a été nécessitée par l'acquisition des Créances de la Daira Sanieh, en conformité de la convention passée et approuvée à l'Assemblée générale extraordinaire du 8 juillet 1905, suivant laquelle 200.000 actions de 500 francs furent créées libérées de 125 fr.

En 1906, le Crédit Foncier procédait à l'appel du

(48) Notre cher Collègue, Dr Ahmed Ibrahim, l'organisation du Crédit Foncier en Egypte, p. 71, Paris 1924.

(49) Dr Ahmed M. Ibrahim, op. cit. p. 72.

second quart sur les 400.000 actions formant le capital, soit L. E. 1.928.750.

En condensant les indications ci-dessus, il s'établit que le capital du Crédit Foncier est aujourd'hui de 200 millions de francs dont la moitié est versée, représentant un capital de L. E. 3.837.500 en 400.000 actions de 500 francs, libérées de 250 francs.

Les statuts du Crédit Foncier Egyptien permettent à la Société de créer et de négocier des obligations foncières remboursables au pair ou avec primes, avec ou sans lots et pour un montant ne pouvant dépasser le montant des engagements des emprunteurs.

Le capital obligations de cette Société se chiffre, au cours de l'année 1924-1925 par :

|                                    |                |
|------------------------------------|----------------|
| Obligations 3 % à lots, émission   |                |
| 1886 .....                         | Fr. 45.462.500 |
| Obligations 3 % à lots, émission   |                |
| 1903 .....                         | 81.568.250     |
| Obligations 3 % à lots, émission   |                |
| 1911 .....                         | 46.380.250     |
| Obligations sans lots.....         | 179.103.500    |
| Obligations 3 1/2 % sans lots (50) | 205.600.500    |
| Obligations 4 % sans lots.....     | 141.245.000    |

Notons qu'il existe également 2.000 parts de fondateurs, ayant droit à 15 % des bénéfices, après paiement de 6 % au capital actions versé.

(50) Remboursables à fr. 515 et calculées suivant leur valeur nominale de fr. 500.

(51) Fractionnées en dixièmes en 1904.

**Développement de la Société.** — Pendant les premières années de son existence, le Crédit Foncier Egyptien eut à se débattre au milieu de difficultés de toutes sortes inhérentes au fonctionnement de toute institution nouvelle et surtout contre les attaques de certains intéressés qui l'ont présenté aux yeux du public comme ayant en vue l'expropriation des propriétaires et l'accaparement de leurs terres. Aussi les résultats de ses premiers exercices furent-ils très irréguliers. Cependant dès sa création, la perspective de son développement apparaissait nettement. Par sa situation, elle était appelée à jouer un rôle important dans la vente des biens de l'Etat égyptien. En effet, celui-ci était propriétaire de plus d'un million de feddans qu'il cherchait à vendre pour rembourser les dettes dont cette propriété était la garantie (52).

L'occupation militaire du pays par les troupes anglaises en 1883 et les troubles qui l'ont précédée ont eu de mauvais effets sur les opérations de cette banque. De plus, le choléra qui sévissait au cours de l'année 1883 empêcha un grand nombre d'emprunteurs d'écouler leurs produits. Toutes ces difficultés et la crise financière qui éclata en 1883-1884 mettaient les emprunteurs dans la difficulté de payer leurs dettes vis-à-vis du Crédit Foncier Egyptien.

Par conséquent, cette Société n'avait pas échappé au grand danger qui menace tous les crédits fonciers, celui d'acquérir un domaine important, par suite

(52) D<sup>r</sup> Ahmed M. Ibrahim, *op. cit.* p. 72, D<sup>r</sup> Masson, *le Crédit hypothécaire en Egypte*, p. 127, Paris 1911.



d'expropriation de débiteurs hypothécaires défail-  
lants; l'accroissement de ce domaine donnait lieu à  
des difficultés d'exploitation, et la réalisation pouvait  
entraîner des pertes considérables. Ce domaine attei-  
gnit un moment une quinzaine de millions. Ces dé-  
boires entraînèrent une réduction importante du  
dividende qui, de 10 frs 60 par action en 1881, fut  
abaissé l'année suivante à 9 francs, puis à 7 fr. 50 en  
1884, et à 5 francs en 1889. Ce n'est qu'en 1895 que  
les répartitions aux actionnaires purent être amélio-  
rées de nouveau et s'élevèrent jusqu'à Fr. 26 de 1910  
à 1913 (53).

Nous avons déjà signalé que le développement  
économique de l'Egypte avait suivi sans interruption  
une marche ascendante entre 1895 et 1907. Cette  
prospérité générale aida à l'énorme développement  
des opérations du Crédit Foncier. Il a su se déchar-  
ger de son domaine à des conditions favorables. Entre  
1900 et 1908, les bilans du Crédit Foncier Egyptien  
ne portent plus trace de domaines.

Les opérations de prêts hypothécaires de cet éta-  
blissement se sont développées avec une rapidité re-  
marquable; en consultant les différents rapports  
soumis aux actionnaires depuis l'origine jusqu'à la  
grande guerre, on trouve que le montant total des  
prêts se présente par périodes triennales de la manière  
suivante :

(53) Papasian, *L'Egypte économique et financière*, p. 236,  
Le Caire 1926.

Nous avons déjà montré dans le chapitre concernant le Crédit hypothécaire en Egypte comment pendant la grande guerre, une bonne partie de la dette hypothécaire égyptienne a été acquittée. Les chiffres ci-dessous, concernant les prêts du Crédit Foncier durant la période s'étendant de 1914 à 1929, en témoigneront :

| 31 Octobre       | Prêts hypothécaires |
|------------------|---------------------|
| 1915 ..... L. E. | 26.000.000          |
| 1917 ..... L. E. | 23.116.000          |
| 1919 ..... L. E. | 18.660.000          |
| 1921 ..... L. E. | 17.990.000          |
| 1922 ..... L. E. | 18.091.000          |
| 1924 ..... L. E. | 17.454.000          |
| 1925 ..... L. E. | 16.855.000          |
| 1926 ..... L. E. | 16.860.000          |
| 1927 ..... L. E. | 17.090.000          |
| 1928 ..... L. E. | 17.293.000          |
| 1929 ..... L. E. | 17.661.000          |

Il se dégage du rapport du Conseil d'administration pour l'exercice 1929 que la marche des affaires hypothécaires s'est poursuivie normalement au cours de cet exercice.

Les expropriations, qui avaient repris à partir de 1909, sont devenues particulièrement importantes au cours des trois premières années de guerre, atteignant en 1914 L. E. 625.000, en 1915 L. E. 1.063.000 et en 1916 L. E. 1.340.000. Mais grâce aux provisions faites au compte amortissement du

31 Octobre      Prêts hypothécaires

|            |       |            |
|------------|-------|------------|
| 1881 ..... | L. E. | 1.149.093  |
| 1884 ..... |       | 2.208.883  |
| 1887 ..... |       | 2.166.864  |
| 1890 ..... |       | 2.375.157  |
| 1893 ..... |       | 2.654.148  |
| 1896 ..... |       | 3.538.858  |
| 1899 ..... |       | 4.885.123  |
| 1902 ..... |       | 6.798.505  |
| 1905 ..... |       | 19.744.905 |
| 1908 ..... |       | 25.228.967 |
| 1911 ..... |       | 28.451.691 |
| 1914 ..... |       | 29.857.428 |

En 1905-1906 ce montant s'est brusquement accru par suite d'une opération considérable, l'acquisition des créances hypothécaires de la Daira Sanieh, que nous avons précédemment signalée.

La crise qui éclata en 1907 et qui eut les conséquences les plus fâcheuses sur le développement économique du pays pour plusieurs années n'a affecté la prospérité du Crédit Foncier égyptien que dans une faible mesure. Cela tient à ce que la propriété rurale, principal objet des opérations de Crédit Foncier Egyptien n'était pas le théâtre principal des ravages de la crise. Celle-ci atteignit surtout la propriété urbaine (54).

(54) Legrand, Les fluctuations des prix en Egypte, Thèse Nancy 1909. Dr Ahmed M. Ibrahim, op. cit., p. 71.

domaine, le Crédit Foncier a pu traverser aisément cette période de crise (55).

En 1917, les bénéfices importants réalisés par l'agriculture égyptienne et par le commerce local ont provoqué non seulement des règlements d'arriérés, mais de plus, de tous côtés un afflux d'argent dans les caisses de la Société : remboursements des prêts par anticipation, versements en espèces, de tiers adjudicataires, ventes d'obligations à lots, revenus des titres et des fonds en banque, de telle sorte que durant cet exercice le total des encaissements s'élevait à 5.360.074 livres égyptiennes. Par contre, les prêts hypothécaires étaient dérisoires. On ne trouve qu'une seule opération de certaine importance : l'acquisition des créances de l'OEgyptisch Hypothechen Bank, en liquidation, mises aux enchères par les autorités égyptiennes (le prix d'acquisition de ces créances fut de 210.000 livres égyptiennes (55).

De 1917 à 1919, profitant des prix favorables, le Crédit Foncier a pu réduire considérablement le domaine « immeubles acquis par expropriation » qui n'avait plus en 1920 qu'une valeur de L. E. 27.869. Le compte « immeubles acquis par expropriation » a disparu du bilan à partir de l'année 1926.

Le portefeuille titres par contre fut considérablement augmenté, surtout à partir de 1917-1918, à

(55) M. Emile Antonini, *op. cit.*, p. 124.

(56) Dr Ahmed M. Ibrahim, *op. cit.*, p. 80.

la suite de la diminution des prêts hypothécaires, c'est ainsi que les Bons du Gouvernement Britannique et des Bons de la Défense Nationale français ont été souscrits en grande quantité par le Crédit Foncier qui, dans un seul exercice, a vu passer son portefeuille de 598.848 livres égyptiennes à 1 million 831.200 livres égyptiennes (de 1915 à 1916). Il passait à L. E. 4.417.000 en 1917, à L. E. 14.000.000 en 1920, à L. E. 15.384 en 1926 et enfin, il descend à 8.580.158 en 1929.

Les dividendes payés aux actionnaires tombèrent de 26 francs à 15 francs entre 1913 et 1914, correspondant à une importante diminution des bénéfices (L. E. 220.000 contre L. E. 541.000) mais ils remontèrent bientôt et ils n'ont pas cessé d'augmenter depuis 1915. A partir de 1916, les bénéfices sont exprimés en piastres, ainsi qu'il résulte des chiffres ci-dessous :

| Exercices       | Dividendes |
|-----------------|------------|
| —               | —          |
| 1916..... P. T. | 92         |
| 1917 .....      | 120        |
| 1918 .....      | 120        |
| 1919 .....      | 130        |
| 1920 .....      | 130        |
| 1921 .....      | 136        |
| 1922 .....      | 136        |
| 1923 .....      | 140        |
| 1924 .....      | 140        |
| 1925 .....      | 140        |



|            |     |
|------------|-----|
| 1926 ..... | 140 |
| 1927 ..... | 145 |
| 1928 ..... | 150 |
| 1929 ..... | 155 |

Les réserves du Crédit Foncier Egyptien s'élevaient d'après le rapport du Conseil d'administration présenté à l'Assemblée générale ordinaire du 15 janvier 1930 à :

|                                          |       |           |
|------------------------------------------|-------|-----------|
| Réserve statutaire .....                 | L. E. | 1.222.091 |
| Réserve extraordinaire .....             |       | 970.773   |
| Provision et réserve pour risques divers |       | 1.465.000 |
| Provision pour le dividende des actions  |       | 286.501   |

Ces réserves employées d'après le rapport précité, soit en titre de War Loan, soit en titre de la dette privilégiée et de la dette unifiée d'Egypte, soit en titre du Tribut d'Egypte, soit en obligations de la Compagnie Universelle du Canal de Suez, soit en obligations de la Land Bank of Egypt, qui augmentent ainsi les moyens d'action de cet établissement. Il s'ensuit que cet établissement de crédit foncier l'emporte à l'heure actuelle en puissance sur tous les autres établissements de crédit foncier en Egypte. Il est l'établissement le plus florissant. Mais, il est à noter, que cet établissement ne prête qu'aux riches. Ses prêts sont consentis à long terme (10 à 50 ans au maximum avec remboursement par amortissement) ou à court terme avec ou sans amortissement.

Terminons en disant que l'Etat contrôle les opérations de la société en déléguant auprès d'elle un commissaire générale et deux censeur, dont les fonc-

tions sont gratuites et qui sont nommés par décret. Ceux-ci présentent leurs observations à l'assemblée générale et font un rapport annuel au gouvernement. Le commissaire général a le droit d'assister aux réunions du Conseil d'administration et à l'Assemblée générale, avec voix consultative.

2) THE LAND & MORTGAGE COMPANY OF EGYPT, LIMITED

Le Crédit Foncier Egyptien n'a pas de monopole. Il y a d'autres établissements bancaires en Egypte qui font le commerce des prêts hypothécaires. Citons parmi eux, The Land & Mortgage Company of Egypt. Cette société anonyme anglaise est presque aussi ancienne que le Crédit Foncier Egyptien. Elle a été fondée à Londres en 1881, pour une durée illimitée par un groupe de capitalistes anglais, au capital de 1.000.000 de livres sterling divisé en 50.000 actions de 20 livres chacune (57) dont L. st. 5 versées.

Son siège social est à Londres mais son siège administratif se trouve à Alexandrie.

Par décision de l'Assemblée générale du 24 juin 1886 la Société, en vue d'amortir les diverses dépréciations de son actif, a réduit le montant versé de L. st. 2 sur les 45.380 actions en circulation, ramenant ainsi à L. st. 18 la valeur nominale de chaque action émise ou à émettre et à L. st. 3 le montant versé. Le montant réalisé par cette opération, soit L. st. 90.760, ainsi que L. st. 8.000 de la réserve et

(57) Art. 5 du memorandum of Association de la Société.

L. st. 12.460 représentant les bénéfices de l'exercice 1885-1886, a servi à la création d'un fonds de L. st. 111.120 pour risques éventuels sur les prêts hypothécaires. Ledit fonds à la suite des diverses dépréciations annuelles, s'est trouvé réduit en 1889 à L. st. 25.180.

Le montant des obligations en circulation de cette Société s'élevait en 1914-1915 à 475.000 livres sterling. Ce sont des obligations de 5 o/o, 4,5 o/o et 4 o/o. Ce montant d'obligations est tombé en 1925-1926 à L. st. 6.900. Le montant des prêts hypothécaires a atteint son maximum (L. st. 606.745) pendant l'année 1907-1908. En 1925-1926, il ne s'élevait qu'à L. st. 37.406 (58).

La Land and Mortgage Company a pour objet essentiel, d'après les statuts, de faire des avances sur la propriété cultivée, avances qui ne sont consenties que jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur des terres hypothéquées. En fait, la Compagnie a limité son champ d'action aux terres de la Basse-Egypte, dont la valeur est plus stable et plus facile à estimer, car ce sont les meilleures terres pour la culture du coton.

La part prise par cette Société dans le développement du crédit hypothécaire en Egypte a toujours été médiocre. Par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 19 juin 1922, sanctionnée par les cours britanniques le 27 mars 1923 la valeur nomi-

(58) D'après la statistique publiée par le Ministère des Finances d'Egypte, 1928.

nale des 50.000 actions ordinaires en circulation a été portée à L. st. 3.

Suivant délibération de l'Assemblée générale du mois d'octobre 1924, sanctionnée par les Cours britanniques le 13 mars 1925, le capital social fut réduit à L. st. 50.000 par remboursement de L. st. 2 à chaque action sur les L. st. 3 qui étaient versées.

Par décision de l'Assemblée générale extraordinaire tenue à Londres le 29 octobre 1926, la Société est entrée en liquidation volontaire.

D'après le rapport de la liquidation au 31 octobre de l'année 1929 (la troisième année de la liquidation) il n'existe qu'une seule affaire à terminer et le liquidateur prévoit que la liquidation de cette Société bancaire prendrait fin au cours de l'année 1930.

### 3) THE AGRICULTURAL BANK OF EGYPT

Nous avons déjà signalé que le groupement égyptien décida en 1896 d'avancer par petites sommes 10.000 livres égyptiennes aux cultivateurs. Cette première expérience contre l'usure qui fait tant de ravages dans le pays donna des résultats suffisants pour en poursuivre l'application avec la Banque Nationale d'Egypte, créée en 1898. Cet établissement prêta, en 1899, 27.000 livres égyptiennes à 870 cultivateurs et le nombre des prêts ainsi que le montant de ces avances spéciales s'élevèrent à 9.500 prêts et 138.000 livres égyptiennes, à la fin de 1900 et à 15.000 prêts et 402.000 livres égyptiennes à la fin de 1901.

C'était un excellent moyen d'arracher les malheureux fellahs à l'usure qui arrêtaient en eux toute

tentative d'amélioration de leur condition sociale.

Il existait bien, depuis 1880, le Crédit Foncier Egyptien, mais les opérations de cet établissement étaient purement hypothécaires et ne pouvaient, par conséquent, atteindre le but poursuivi.

C'est ce qui conduisit la Banque Nationale à fonder, en 1902, The Agricultural Bank of Egypt, à laquelle la Banque Nationale passa le service des petits prêts aux agriculteurs.

Cette banque a été fondée sous forme de société anonyme égyptienne, pour une durée de 50 années, à compter du 1<sup>er</sup> juin 1902. Son siège social est au Caire. C'est une institution quasi-officielle car elle a des attaches étroites avec l'Etat. Il faut l'autorisation de celui-ci pour toute augmentation de son capital social ; son conseil d'administration est présidé par le gouverneur de la National Bank, dont la nomination est ratifiée par le Gouvernement. Elle est contrôlée par les commissaires du Gouvernement auprès de la National Bank, qui prennent connaissance de ses comptes, peuvent assister avec voix consultative aux Conseils d'administration et s'assurent de la stricte observation des statuts. Si ceux-ci viennent à être transgressés, les commissaires présentent au Conseil des observations écrites, puis, si celles-ci ne sont pas prises en considération, ils font leur rapport au Ministre des Finances. Les assemblées générales d'actionnaires sont, comme le Conseil d'administration, présidées par le gouverneur et, à son défaut, par le sous-gouverneur de la National Bank.

Les titres composant le fonds de réserve de la



Société doivent être choisis avec l'approbation du Gouvernement.

D'autre part, le recouvrement des prêts, en principal et accessoires, est fait par l'intermédiaire des percepteurs de l'Etat, les sarafs, auxquels est attribué pour ce service une commission de 1/2 o/o sur toute somme encaissée. Le Gouvernement a même pris des obligations pécuniaires envers l'Agricultural Bank : au cas où les revenus d'un exercice ne suffiraient pas à couvrir les dépenses de cet exercice et à laisser un bénéfice net représentant 3 o/o du capital prêté aux fellahs, il s'est engagé à verser, à titre de subvention, les sommes nécessaires pour y arriver. Il sera remboursé des avances ainsi faites, d'abord sur les prêts et termes échus et non recouvrés dans l'exercice, qui seront encaissés pendant les exercices suivants, puis sur le fonds de réserve au jour de la liquidation de la Société, car toutes les sommes prêtées par le Gouvernement de ce chef et qui ne lui auraient pas été restituées à ce moment seront, avant toutes autres, prélevées sur ce fonds de réserve.

L'Etat n'a donc pas hésité à assurer son concours à cette institution destinée à combattre efficacement l'usure en Egypte (59).

Son capital social qui était à l'origine de 2 millions 1/2 de livres sterling a été souscrit par un groupe de banquiers (Sir Ernest Cassal, de Londres,

(59) M. Blanchard, Cours d'Economie politique, t. II, p. 364.

Aghion et Figlio d'Alexandrie, Cattauï du Caire, Figlio & Co d'Alexandrie et Zervudachi et fils) pour 168.000 actions de 5 livres sterling, et pour 80.000 actions par la National Bank of Egypt. Ce capital se monte aujourd'hui à L. st. 3.740.000, se décomposant ainsi :

496.000 actions ordinaires de L. st. 5 chacune.

125.000 actions privilégiées 4 o/o l'an cumulatif de L. st. 10 chacune.

2.000 parts de fondateur (Deferred Shares) de L. st. 5 chacune.

L'Agricultural Bank a émis en même temps des obligations 3 1/2 o/o dont le montant en circulation s'élevait à L. st. 2.750.000 au 31 janvier 1929. Ce capital-obligations est composé de la façon suivante :

L. st. 1.495.000 obligations 3 1/2 o/o première série.

L. st. 2.680.000 obligations avec la garantie directe du gouvernement égyptien.

---

L. st. 4.175.000 Total.

Le fonds de réserve de cet établissement de crédit s'élevait au 31 janvier 1929 à L. st. 1.375.125.

*Objet de l'Agricultural Bank. La loi de 5 feddans.* — A son origine, l'Agricultural Bank avait pour objet de faire des avances aux petits cultivateurs dans les conditions suivantes :

1° Des avances ne dépassant pas chacune la somme de 500 livres égyptiennes et recouvrables en

vingt années et demie au plus tard ; ces avances sont garanties par première hypothèque sur des terres d'une valeur au moins double du montant de l'avance ;

2° Des avances ne dépassant pas chacune 20 livres sterling et recouvrables en quinze mois au plus ; ces opérations reposent donc uniquement sur le crédit moral de l'emprunteur.

Le taux de l'intérêt ne doit pas dépasser 9 o/o par an. Enfin, d'après les statuts, si à la fin d'un exercice quelconque, les avances en cours, faites aux paysans atteignent un capital de 7.000.000 de livres sterling, le taux maximum de l'intérêt doit être réduit à 8 o/o, tant pour les nouvelles avances que pour les avances en cours.

L'Agricultural Bank a rendu de grands services ; l'institution de cet établissement, qui a organisé la classe des petits emprunteurs, a eu pour premier effet de transformer sous forme hypothécaire, un nombre de créances chirographaires appartenant à des usuriers.

La loi de 5 feddans en venant frapper d'insaisissabilité les terrains des petits propriétaires, était de nature à exercer une influence fâcheuse sur la marche des opérations de la Société puisqu'elle tarissait la source principale de ses opérations. La Banque se trouvait depuis ce moment dans un état qui ne lui permettait pas d'exercer la fonction pour laquelle elle avait été créée. Une modification de ses statuts s'imposait. C'est alors qu'en 1913 on décida d'y apporter les modifications nécessaires. C'est par déci-

sion des Assemblées générales des 16 juin et 2 juillet 1913 et d'accord avec le gouvernement, que ces modifications aux statuts concernant les opérations de prêts de la Banque furent faites.

La plus importante résidait dans la faculté, à la condition d'obtenir préalablement l'autorisation du Gouvernement à cet effet, de faire des avances, avec ou sans hypothèque, à des groupes de cultivateurs, à des syndicats agricoles ou à des sociétés coopératives de crédit agricole, ne dépassant pas chacune la somme de 5.000 livres égyptiennes et remboursables en un an au plus, et à des cultivateurs pour prêts ne dépassant pas L. E. 200.

La Banque est autorisée, si les avances spécifiées ci-dessus n'absorbent pas tous ses fonds disponibles, à employer, en dehors des conditions et limites indiquées, le surplus de ses fonds :

a) En titres ou valeurs, ou en avances sur titres, ou valeurs, approuvés par le Gouvernement, ainsi qu'en prêts ou avances, sur créances garanties par première hypothèque sur des biens immeubles sis en Egypte, à des sociétés de crédit hypothécaire désignées d'accord avec le Gouvernement ;

b) En prêts dans les limites toutefois qui seront indiquées ci-après à toutes personnes ou sociétés à long ou à court terme, garantis par première hypothèque, ou par des créances avec première hypothèque sur des biens immeubles sis en Egypte, ou en acquisitions de créances également assurées par première hypothèque. Ces opérations peuvent être faites soit directement par la Banque, soit par l'entre-

mise de Sociétés de crédit hypothécaire ou en participation avec elles.

En 1913, dans le but d'avoir un nouveau débouché pour ses disponibilités, la Société décida d'acquérir une forte participation dans les affaires de la Mortgage Company of Egypt et à cet effet, elle offrit aux actionnaires de cette dernière d'acheter leurs actions à un prix déterminé. Au 31 janvier 1926, la Société était détentrice de presque la totalité des actions ordinaires (197.915 sur 200.000) émises par la Mortgage Company of Egypt.

D'après ce qui précède, ces nouvelles modifications permettent à l'Agricultural Bank d'élargir le champ de son activité dans le domaine du crédit agricole, le caractère de cet établissement en tant que société de crédit foncier s'affirme de plus en plus.

Pour nous permettre de saisir l'influence exercée par la loi des 5 feddans sur le montant des prêts hypothécaires de l'Agricultural Bank of Egypt, nous donnons les chiffres suivants qui montreront l'évolution des prêts :

Prêts hypothécaires

| Années          | Montant   |
|-----------------|-----------|
| 1904 .....      | 3.787.209 |
| 1907 .....      | 7.921.635 |
| 1911-1912 ..... | 6.970.296 |
| 1914-1915 ..... | 5.533.355 |



|                 |           |
|-----------------|-----------|
| 1915-1916 ..... | 4.994.861 |
| 1919-1920 ..... | 3.614.957 |
| 1920-1921 ..... | 3.366.600 |
| 1921-1922 ..... | 3.424.033 |
| 1922-1923 ..... | 3.159.306 |
| 1923-1924 ..... | 2.896.108 |
| 1924-1925 ..... | 2.553.048 |
| 1925-1926 ..... | 2.184.575 |
| 1926-1927 ..... | 1.901.687 |
| 1927-1928 ..... | 1.595.425 |
| 1928-1929 ..... | 1.281.223 |
| 1929-1930 ..... | 981.000   |

Il s'ensuit que la Société diminue progressivement son activité hypothécaire et continue sa transformation en société gérante d'un portefeuille de titres. Si les remboursements se maintiennent à cette allure, ce poste disparaîtra complètement en quelque quatre ou cinq années.

Voici pour terminer, le chiffre des dividendes répartis depuis 1913 :

|                | Actions      Deferred    |          |
|----------------|--------------------------|----------|
|                | —                      — |          |
|                | L. st.                   | L. st.   |
|                | —                      — |          |
| 1912-1913..... | 0. 5.6.                  | 2.10.0.  |
| 1913-1914..... | 0. 6.0.                  | 2. 0.0.  |
| 1914-1915..... | 0. 2.0.                  | 2.10.0.  |
| 1915-1916..... | 0. 6.0.                  | 15. 0.0. |
| 1916-1917..... | 0. 7.0.                  | 40. 0.0. |

|                |   |         |          |
|----------------|---|---------|----------|
| 1917-1918..... | } | o. 8.0. | 40. 0.0. |
| 1918-1919..... |   |         |          |
| 1919-1920..... |   |         |          |
| 1920-1921..... |   |         |          |
| 1921-1922..... | } | o. 8.6. | 45. 0.0. |
| 1922-1923..... |   |         |          |
| 1923-1924..... |   |         |          |
| 1924-1925..... |   |         |          |
| 1925-1926..... | } | o. 9.3. | 52.10.0. |
| 1926-1927..... |   |         |          |
| 1927-1928..... |   |         |          |
| 1928-1929..... |   |         |          |
| 1929-1930..... | } | o.10.0. | 55. 0.0. |
|                |   |         |          |
|                |   |         |          |
|                |   |         |          |

De tous ces éléments, précis et concordants, il ressort de toute évidence que l'Agricultural Bank se présente, en fait de réserves diverses, dans une situation tellement forte que la comparaison n'est pas possible avec celle des autres sociétés hypothécaires opérant en Egypte, le Crédit Foncier Egyptien, la Land Bank of Egypt, lesquels ont cependant un risque de prêts en cours plus considérable, vu le chiffre des prêts hypothécaires atteint actuellement.

L'Agricultural Bank of Egypt, rien que par la progression mathématique de ses réserves générales est en mesure, aujourd'hui, de parer à tout risque.

#### 4) LA CAISSE HYPOTHÉCAIRE D'EGYPTE

Cette Société de crédit a été constituée le 30 avril

1903, par un groupe composé de capitaliste belges, égyptiens et français pour une durée de trente-six années. Son siège social est à Bruxelles, tandis que son siège administratif est au Caire. La fondation de cet établissement a marqué l'arrivée en Egypte des premiers capitaux belges destinés à des opérations de crédit hypothécaire. Le capital social fixé primitivement à 5.000.000 de francs, a été porté, par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 27 décembre 1905 à 10.000.000 de francs ; les actions étant libérées de 25 o/o, le capital en circulation n'est donc que de 2.500.000 francs. Il existe également 1.500 parts de fondateur, mais celles-ci ne font pas partie du capital de la Société.

En 1910, ces parts ont été partiellement divisées en dixièmes. Le montant des obligations en circulation au 31 décembre 1909 s'élevait à 48.000.000 de francs environ, et il tomba à 33.000.000 de francs environ en 1924. A la date de la clôture de bilan au 31 décembre 1927, le montant des obligations en circulation s'élevait à 32.941.373 francs.

Il est à remarquer que cet établissement est le seul en Egypte, qui se charge de faire, en même temps que des opérations pour son compte, des placements hypothécaires pour compte de tiers ; ce genre d'opérations permet aux capitalistes de profiter à la fois du taux relativement élevé de l'intérêt en Egypte, et d'une organisation qui contrôle leurs gages et gère leurs créances ; pour l'établissement qui agit comme intermédiaire, ce genre d'opérations lui

procure des commissions, sans entraîner pour lui de risques sérieux<sup>(60)</sup>.

Dès son début, cette Société se trouvant à la tête d'un grand domaine acquis par expropriation, le compte « tiers adjudicataires d'immeubles » était relativement important.

Depuis la fondation de la Société jusqu'au 31 décembre 1918, la Caisse hypothécaire d'Egypte a consenti pour environ 80.000.000 de francs de prêts hypothécaires, dont il a été défalqué, chaque année, les amortissements compris dans les annuités échues et les remboursements effectués, laissant à cette date, comme montant net, 26.141.000 francs, sur lesquels 140.600 francs pour compte de tiers. Les bilans de 1915-1916 et 1917-1918 ont été établis par périodes des deux années (61).

Les disponibilités de la Société ont été considérablement accrues par suite de la vente des immeubles acquis par expropriation, dont la valeur s'élevait au 31 décembre 1916 à 8.083.634 francs, ainsi que par les rentrées des annuités, les remboursements anticipés, etc. Afin de se créer de nouveaux débouchés pour ses disponibilités, la Société a conclu un accord avec le Crédit Foncier de Syrie, à la fondation duquel elle a contribué avec le Crédit Foncier d'Orient, en 1919, et le Crédit Foncier d'Algérie et

(60) Quelques banques, aujourd'hui disparues, pratiquaient aussi avant la guerre ce genre d'opérations, entre autres le Crédit hypothécaire agricole et urbain d'Egypte (M. E. Antonini *op. cit.*, p. 127).

(61) Papasian, *op. cit.*, p. 204.

de Tunisie, accord qui fut approuvé par l'Assemblée générale du 19 avril 1921. Aux termes dudit accord la Société a mis à la disposition du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie une grande partie de ses disponibilités, dont le placement s'effectue sous la responsabilité du Crédit Foncier de Syrie, soit en Syrie ou dans l'Empire Ottoman, soit en Algérie, en Tunisie ou au Maroc. En outre, la Société a conclu en 1923, en participation avec le Crédit Foncier d'Orient, une opération hypothécaire gagée sur un bloc d'immeubles situés à Paris et des immeubles en Egypte et en Indo-Chine française. C'est ce qui explique l'augmentation que l'on constate depuis 1921 sur le montant des prêts hypothécaires.

D'après le rapport du Conseil d'administration présenté à l'Assemblée générale ordinaire du 17 avril 1928, les prêts hypothécaires pour propre compte sont portés pour ..... Fr. 34.452.732  
dont, pour l'Egypte ..... 4.592.382  
et le solde, soit ..... 29.860.355  
pour placements effectués dans d'autres pays.

Cela confirme ce que nous avons déjà mentionné que cette Société de crédit continue depuis plusieurs années d'étendre notablement ses opérations dans d'autre pays, en dehors de l'Egypte.

Les placements importants qu'elle a faits en France, en Algérie, en Tunisie, au Maroc et en Syrie paraissent donner pleine satisfaction.



**L'affaire des porteurs des obligations devant les Tribunaux Mixtes en Egypte.** — De nombreux

procès (étapes de la lutte du franc-or contre le franc-papier) étaient plaidés devant les tribunaux mixtes en Egypte. Parmi ces procès, on compte les instances Wagons-Lits, Land Bank of Egypt, Gaz Lebon, le Crédit Foncier d'Orient, la Compagnie des Messageries Maritimes, la Société des Sucreries et Raffineries d'Egypte, la Compagnie du Canal de Suez, The Cairo Electric Railways and Heliopolis Oases Co, et La Caisse Hypothécaire d'Egypte.

Le procès intenté à la Caisse Hypothécaire d'Egypte par un groupe d'obligataires demandant le paiement des coupons d'intérêts, et le remboursement du principal tant des obligations de la première série que des obligations de la seconde série devant s'effectuer en francs au cours du P. T. 3,8575 le franc.

Le Tribunal du Caire avait rendu une décision entièrement favorable à la Société : il se déclarait incompétent pour connaître de l'action intentée par les porteurs d'obligations de la première série et déclarait non fondée celle intentée par les porteurs d'obligations de la seconde série. Appel fut relevé de cette décision par les obligataires et l'affaire fut portée devant la Cour d'appel mixte d'Alexandrie. Celle-ci, statuant toutes chambres réunies sur la question de compétence, reforma le jugement et prononça la compétence des tribunaux mixtes pour connaître de toutes les actions. L'arrêt vidant le fond du débat a été rendu le 12 avril et a statué en faveur

des obligataires demandeurs tant en ce qui concerne la première que la seconde série.

Le 28 décembre 1928 s'est réunie à Bruxelles une Assemblée générale extraordinaire de la Caisse Hypothécaire d'Egypte pour statuer sur l'arrangement proposé aux obligataires.

Commentant le jugement en question, le président, M. Frédéric Jacobs s'expliquait dans les termes suivants :

« Cette décision, définitive en Egypte, était pratiquement inexécutable, le remboursement en or de vos obligations mettant à la charge de la Société une dette qui dépassait considérablement son avoir.

Aussi notre Société étant forcée de s'incliner en Egypte devant la décision rendue, ceux d'entre les membres du Conseil qui habitaient ce pays furent contraints, pour se conformer à la loi égyptienne, de déclarer au greffe du tribunal mixte du Caire qu'elle ne pourrait payer tous les obligataires sur les bases ordonnées par l'arrêt et un jugement fut rendu par ce tribunal mettant notre Société en Egypte sous le régime de la faillite.

D'autre part, conformément à la délibération prise lors de votre dernière Assemblée, la Société était résolue à ne faire aucun paiement volontaire aux obligataires réclamant le paiement en francs au cours de P. T. 3,8575 et les mesures adéquates furent prises par votre Conseil pour porter le différend devant les tribunaux belges. En même temps, les comités de défense des obligataires obtenaient en France l'autorisation de pratiquer diverses saisies-

arrêts qui paralysaient l'activité de notre Société dans ce pays.

Des procédures diverses s'instituaient donc, posant des problèmes complexes et qui, si elles avaient dû se poursuivre, auraient pris de longs délais ; il n'est pas excessif de penser que dans six ans nous n'aurions pas encore de décision définitive sur la question de savoir si, en France et en Belgique la Société doit être tenue à payer à ses obligataires des francs-or. L'hypothèse de décisions contradictoires dans ces deux pays n'était point exclue.

C'est dans ces conditions que s'est établi le contact entre votre Conseil et les Comités de défense des obligataires.

A la suite de longues négociations, nous avons été amenés à conclure avec ceux-ci un arrangement qui comporte dans ses grandes lignes les clauses suivantes :

a) Echange des deux séries d'obligations existantes contre des titres nouveaux remboursables le 15 juin 1954.

b) Doublement de la valeur nominale des titres nouveaux, pour les porter à mille francs belges.

c) Attribution d'une prime de 400 francs belges lors du remboursement.

d) Maintien du taux d'intérêt à 4 o/o, mais allocation d'un dividende complémentaire variable, calculé d'après les bénéfices réalisés par la Société, d'une manière telle que ceux-ci seront partagés par moitié entre les actionnaires et les obligataires.

Diverses modalités précisent, tant dans l'intérêt

des obligataires que dans celui de la Société les conditions d'exécution des dispositions qui précèdent. »

#### 5) THE LAND BANK OF EGYPT

Société de Crédit hypothécaire fondée au Caire le 10 janvier 1905 pour une durée de 99 années, la Land Bank of Egypt (Banque Foncière d'Egypte) a été constituée au capital de L. st. 500.000 entièrement souscrit dans l'acte préliminaire d'association par un groupe de financiers français, belges et égyptiens. Son siège social et administratif est à Alexandrie. Conjointement aux opérations de crédit foncier qui font son objet principal, la Société pratique le crédit agricole en faisant des avances aux cultivateurs sans affectation hypothécaire pour les besoins de leurs cultures annuelles. Elle fait également des opérations d'ordre secondaire telles que l'acceptation des fonds en dépôt, l'ouverture de compte-courant avec garantie hypothécaire, etc. (62).

A l'origine, le capital social était de 500.000 livres sterling (95.000 actions de 5 liv. st., 5.000 parts de fondateur de 5 liv. st.) ; il a été porté, à la suite de l'Assemblée du 4 novembre 1905, à 1 million de livres sterling.

D'après les statuts de la Land Bank of Egypt, cette Société est autorisée à émettre des obligations

(62) Dr Ahmed M. Ibrahim, op. cit., p. 54.

au porteur pour un montant égal à 5 fois le capital versé soit par 1 million de livres sterling.

Cette prérogative n'a été toutefois accordée à la Land Bank of Egypt, par le Gouvernement, qu'à la condition que le montant des obligations émises ne pourra en aucun cas excéder le montant des engagements des emprunteurs hypothécaires (63).

Le Conseil d'administration de la Land Bank of Egypt a émis en juin 1895, par l'intermédiaire de la Société Marseillaise, l'une des maisons fondatrices de la Société, 50.000 obligations 3 1/2 o/o à 470 francs remboursables à 505 francs en 75 ans. Une nouvelle émission de 90.000 obligations 4 o/o, amortissables en 75 ans à 500 francs a eu lieu le 8 octobre 1906.

La dette obligataire de la Land Bank of Egypt s'élevait au 30 septembre 1928 à L. E. 3.383.631 contre L. E. 2.994.189 au 13 septembre 1927 soit une augmentation de L. E. 439.442, à la suite de l'émission d'une nouvelle tranche d'obligations 5 o/o de L. E. 500.000.

La Land Bank of Egypt, par les principes suivis depuis sa fondation de ne consentir des prêts que sur des domaines ruraux en pleine exploitation ou sur des immeubles de rapport des villes du Caire et d'Alexandrie, et de ne jamais dépasser le 60 o/o au maximum de la valeur des biens affectés à la garantie de ses prêts, se trouve aujourd'hui dans une situation d'affaires à l'abri de tout aléa.

(63) Papasian, op. cit., vol. I<sup>er</sup>, p. 108.



Les prêts hypothécaires, qui s'élevaient en 1923-1924 à L. E. 3.563.900, ont passé d'une année à l'autre de 4.204.600 à 4.451.300 traduisant ainsi l'augmentation régulière et constante de l'activité de la banque. Ce fait est d'autant plus significatif, que l'on constate par exemple que les placements hypothécaires du Crédit Foncier Egyptien ont plutôt baissé de 1923 à 1927, soit de L. E. 17.454.000 à L. E. 17.090.000 (64).

Le tableau suivant indique la source des capitaux utilisés par la banque pour ses prêts hypothécaires :

|              | 1913            | 1927            | 1928            |
|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Obligations  | 3.028 ou 72 0/0 | 2.850 ou 54 0/0 | 2.944 ou 53 0/0 |
| Capital . .  | 975 » 23 0/0    | 975 » 19 0/0    | 975 » 18 0/0    |
| Réserves ... | 186 » 5 0/0     | 1.401 » 27 0/0  | 1.523 » 28 0/0  |
| Divers.....  |                 |                 | 78 » 1 0/0      |

Total des  
prêts hypo-  
thécaires .. 4.189 » 100 0/0 5.226 » 100 0/0 5.520 » 100 0/0

Les dividendes de L. st. 0.7.0. pour l'exercice 1905-1906, se sont montés, pour les cinq exercices suivants, à L. st. 0.9.0. pour redescendre ensuite jusqu'à L. st. 0.6.6. en 1915-1916. En 1918-1919, ils se chiffraient de nouveau par L. st. 0.9.0 et ils se sont élevés en 1926 à L. st. 0.14.0 En 1927 et en 1928, les dividendes distribués étaient de 14.6 plus un boni de 4/6 d. par action.

Au bilan arrêté le 30 septembre 1928, les réserves et provisions s'élevaient à L. E. 1.523.300, y com-

(64) La Revue d'Egypte Economique et financière, 11<sup>e</sup> année, N<sup>o</sup> 70, p. 9.

pris les « bénéfices reportés sur rachat d'obligations » de L. E. 827.800, soit pour les réserves seules L. E. 695.500 en regard d'un capital de L. E. 975.000 ou les 72 o/o du capital.

#### 6) THE MORTGAGE COMPANY OF EGYPT LIMITED

Cette Société de crédit hypothécaire est constituée le 5 octobre 1908 pour une durée illimitée, à Londres sous le régime de la loi anglaise par un groupe financier anglais au capital de 1 million de livres sterling divisé en 200.000 actions de 5 livres sterling chacune. Ce capital a été porté à 2.000.000 de livres égyptennes en 1909 par la création de 100.000 actions privilégiées 5 o/o de 10 livres chacune.

Sur les 200.000 actions ordinaires, il n'a été appelé que L. st. 1.500.000, soit au total L. st. 250.000.

Le capital productif se trouve ainsi de L. st. 1.250.000. Dès 1910, la Mortgage Company of Egypt procédait à l'émission d'obligations hypothécaires 4 1/2 o/o, types L. st. 20 et L. st. 100, pour un montant global de L. st. 1.000.000 offertes au prix de L. st. 97 1/2.

En 1912, on émettait encore pour L. st. 750.000. La totalité des obligations que la Société était autorisée à émettre se trouvant arrêté à L. st. 3.250.000 il fut créé ainsi L. st. 1.750.000 sur lesquelles du fait des rachats effectués, il reste en circulation au 31 mars 1929 pour L. st. 824.000.

En novembre 1913, l'Agricultural Bank of Egypt, par suite d'une offre faite aux détenteurs des

actions ordinaires, s'est rendue acquéreur de presque la totalité des actions ordinaires, au prix de L. st. 2. 15 s. 2 d. (194.721 sur 200.000) et prenait ainsi une part prépondérante dans les affaires de la société.

L'Agricultural Bank of Egypt consentait en même temps à faire des avances temporaires à la Mortgage Company, garanties par une tranche de L. st. 1.500.000 d'obligations non productives d'intérêts, ne percevant des intérêts que sur le montant de ses avances qui atteignirent leur maximum le 31 mars 1916 avec L. st. 1.080.000, leur minimum le 31 mars 1919 avec L. st. 20.000 et L. st. 348.464 le 31 mars 1926 (65).

Ainsi assurée de l'aide financière de l'Agricultural Bank, la Mortgage Company a poursuivi son développement.

Les prêts hypothécaires effectués par la Mortgage Company ont évolué de la façon suivante :

|                 |        |           |   |
|-----------------|--------|-----------|---|
| 1911-1912 ..... | L. st. | 2.597.473 |   |
| 1915-1916 ..... |        | 3.370.366 |   |
| 1921 .....      |        | 2.877.848 |   |
| 1923 .....      |        | 3.001.441 |   |
| 1925 .....      |        | 2.807.456 |   |
| 1926 .....      |        | 2.636.018 |   |
| 1927 .....      |        | 2.658.831 | — |
| 1928 .....      |        | 2.660.262 |   |

De 1926 à 1928, les prêts ne se sont accrus que

(65) Papasian. L'egypte économique, Le Caire 1926, p. 355.

d'une petite somme. Au reste, cette stagnation des affaires hypothécaires a affecté plus ou moins tous les établissements fonciers, qui travaillent sur le marché égyptien, et traduit un des aspects de la vie économique au ralenti du pays.

Il est à signaler que les dividendes distribués à partir de l'année 1920 jusqu'en 1928 oscillent entre 12 % et 15 % pour les actions ordinaires. Cette société a pu se constituer de fortes réserves qui s'élevaient au 31 mars 1929 à L. 524.550 pour un capital actions de L. st. 1.250.000 et pour des engagements divers de L. st. 1.400.000 environ, ce qui permet à bon droit aux directeurs de la Banque de dire qu'elles sont amplement suffisantes pour couvrir tous risques éventuels (66).

La situation de la Mortgage Company se présente donc dans des conditions exceptionnellement prospères.

#### 7) LE CRÉDIT FONCIER D'ORIENT

Société anonyme française fondée à Paris, en juin 1919, pour une durée de 75 années, par la Société Centrale des Banques de province, par M. Louis de la Rosière, directeur de la Banque privée de Lyon, et par le regretté D<sup>r</sup> Alfred Eid, directeur de la Caisse Hypothécaire d'Egypte. Le Crédit Foncier d'Orient a pour objet principal de faire pour son compte ou pour le compte de tiers, soit directement, soit en participation, des prêts, avances de fonds ou ouver-

(66) L'Egypte économique et financière, III<sup>e</sup> année, N<sup>o</sup> 105, p. 8.

tures de crédit contre garantie hypothécaire. Le champ d'activité de cette société ne se limite pas à l'Egypte, mais il s'étend à la Syrie, à la Palestine, et d'une manière générale à tous pays d'Asie et d'Afrique.

Le siège social et administratif de la société est à Paris.

Le capital de la société est de Frs 10.000.000 représenté par 30.000 actions de Frs 500, sur lesquelles le quart seulement a été appelé à ce jour. Ce capital, en conformité avec l'article 8 des statuts, peut être porté à 20.000.000 de francs en une ou plusieurs fois.

Il fut créé à la constitution 20.000 parts bénéficiaires lesquelles, attribuées aux fondateurs en rémunération de leurs apports, comprennent : le bénéfice de toute convention passée avec la Caisse Hypothécaire d'Egypte, en vue d'assurer à la présente société les avantages résultant de l'organisation et des relations de la Caisse Hypothécaire et la faculté de faire des prêts par son entremise ou en participation, les études, travaux, démarches, ainsi que les concours techniques et financiers groupés tant en France qu'en Belgique et dans l'Empire Ottoman.

Le Crédit Foncier d'Orient, suivant les termes de l'art. 20 des statuts, peut émettre des obligations hypothécaires ou autres, ou des bons à long ou court terme remboursables par tirages avec ou sans prime pour un total ne pouvant excéder 5 fois le capital nominal, soit Frs 50.000.000. Les obligations en



circulation en 1924-1925 se montaient à Frs 23 millions 746.750.

Parmi les opérations principales de la société, il y a lieu de signaler notamment : des prêts consentis aux propriétaires d'immeubles sur hypothèque à longue échéance ou de courte durée remboursables par annuités ; l'acquisition par voie de subrogation ou de transport de créances hypothécaires sur immeubles, ouverture de crédit en compte courant sur hypothèque ou nantissement des prêts même sans hypothèque aux gouvernements, provinces, municipalités, établissements publics, associations syndicales ou à toutes autres personnes morales, à condition que ces prêts soient garantis par des ressources suffisantes spécialement affectées au service de l'emprunt ; enfin « la société peut s'intéresser par voie d'apport, participation, prêts et toute autre opération prévue par les statuts de la société, dans toute société créée ou à créer ayant un objet similaire au sien, et constituer de telles sociétés et passer tous contrats avec de pareilles sociétés. » (69.)

C'est par application de cette dernière clause que la société a passé en 1910 avec la Caisse Hypothécaire d'Egypte une convention d'après laquelle celle-ci s'était engagée à assurer au Crédit Foncier d'Orient les bénéfices de son organisation et de ses relations en Egypte ainsi que de la gestion de ses opérations (70).

(69) Art. 3 des statuts.

(70) Dr Ahmed M. Ibrahim, *op. cit.*, p. 55.

Voici le mode de partage des bénéfices de la société. Après amortissements à fixer à la réserve légale à déterminer, 6 % aux actionnaires sur le capital versé à titre de premier dividende, sur le surplus 15 % aux administrateurs, et le solde, après fixation, le cas échéant, d'une réserve d'amortissement ou de prévoyance, 60 % aux actions, 40 % aux parts bénéficiaires qui sont au nombre de 20.000.

**Modes d'activité de la Société.** — Le premier exercice du Crédit Foncier d'Orient fut arrêté le 31 août 1911. Dès la constitution définitive, la société se faisait subroger pour une somme de Frs 1 million 738.568 dans les prêts hypothécaires conclus avec la garantie de bonne fin de la Caisse Hypothécaire d'Egypte. En attendant l'organisation du prêt hypothécaire en Syrie, la société commençait ses opérations en Egypte, suivant convention assumant, moyennant une commission forfaitaire, la gérance de ses affaires en Egypte.

En 1920-1921, à la suite d'un accord avec le Crédit Foncier de Syrie et le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, la société donnait à ce dernier établissement le mandat de placer les disponibilités en Syrie avec le concours du Crédit Foncier de Syrie.

En 1922, la société a absorbé la « Caisse Auxiliaire Foncière », société française fondée sous ses auspices en 1911 au capital de deux millions de francs. La société a assumé elle-même la gestion de toutes les affaires existantes, étant propriétaire de la grande majorité de l'actif et détentrice de plus

des deux tiers des actions de la susdite société et son plus fort créancier, en raison des fonds qu'elle avait mis à sa disposition s'élevant au 31 août 1921 à Frs 7.627.853.

En 1922, les difficultés d'ordre politique, économique et législatif, relativement aux opérations hypothécaires en Syrie, ont dû retarder l'application des accords pris l'année 1921 à ce sujet. Il a été dès lors convenu qu'en attendant, le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie effectuerait, à titre temporaire, en Algérie, en Tunisie et au Maroc, les opérations envisagées seulement pour la Syrie et l'Empire Ottoman.

Les prêts hypothécaires se chiffraient en 1925 par Frs 28.462.000, dont Frs 7.198.000 en Egypte, et au 31 août 1927 par L. E. 204.880 en Egypte. Les bénéfices étaient à la même date de Frs 3 millions 565.233. Le rapport du Conseil d'administration fait remarquer que l'augmentation des bénéfices par rapport à l'exercice précédent est due en grande partie aux différences de change sur les transferts en France des fonds provenant des placements sociaux en Egypte.

Les réserves au 31 août 1925 se totalisent par Frs 1.989.950, et au 31 août 1927 le capital social et les réserves s'élevaient à L. E. 1.543.029.

L'assemblée du 21 décembre 1929 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1929. Les dividendes prévus de 70 fr. 50, 78 fr. brut par action et de 42 fr. ; 47 fr. par part ont été votés.

Le rapport confirme que le Conseil a décidé,

en principe, une augmentation de capital de 10 à 20 millions pour permettre à la société de poursuivre ses opérations en France et en Egypte. Elle se fera par l'émission de 20.000 actions nouvelles de 500 francs, dont 5.000 actions réservées aux porteurs de parts (1 action nouvelle pour 4 parts) et 15.000 aux anciens actionnaires (3 nouvelles pour 4 anciennes) (71).

### 3) LE CRÉDIT IMMOBILIER SUISSE-EGYPTIEN

Cette société a été créée en 1928, avec siège social à Genève, au capital de Frs 1.250.000, divisé en 2.500 actions, au nominal de francs suisses 500 chacune.

D'après les statuts adoptés par l'assemblée générale constitutive du 25 octobre 1928, cette société a pour objet de faire à l'étranger et notamment en Egypte, directement ou en participation, des prêts, avances de fonds, ouvertures de crédit contre toutes garanties immobilières, constitution d'hypothèques, cession de revenus, d'usufruits de toute nature et de loyers, ainsi que toutes opérations de financement desdits prêts ou qui seraient en rapport avec ces derniers.

D'après notre enquête, nous sommes renseignés que cette société fait principalement des prêts garantis par les droits dont les usufruitiers jouissent dans les biens constitués en « Wakf » ou « Habous ».

(71) Revue d'Egypte, 4<sup>e</sup> année, N° 117, p. 11.

A l'heure où nous écrivons, cette société est encore dans son premier exercice et par conséquent nous ne pouvons donner davantage de détails sur elle.

Terminons par dire que la Suisse demeure pour l'Egypte un des principaux clients. Elle occupe actuellement le septième rang parmi les pays acheteurs, ne venant qu'après six grandes nations : Royaume-Uni, Etats-Unis, France, Italie, Allemagne et Russie. Ces puissances ont maintenu leur rang respectif, sauf les Etats-Unis qui ont pris le pas sur la France. Parmi les pays fournisseurs, la Suisse a passé du 23<sup>e</sup> rang qu'elle tenait en 1927 au 20<sup>e</sup> en 1929 (72).

(72) *Revue d'Egypte*, 4<sup>e</sup> année, N<sup>o</sup> 125, p. 4.



## CONCLUSION .

Nous avons maintenant envisagé sur toutes leurs formes les institutions de crédit en Egypte.

Quoique la base de notre travail ait été l'étude de ces institutions, il nous a semblé utile de donner quelques détails sur les instruments de circulation auxquels se rattache la distribution du crédit dans le pays. Il ne s'agit ici ni de résumer ces détails ni d'étudier les remèdes à apporter au régime monétaire égyptien : les chapitres précédents ont énuméré suffisamment les réformes proposées. Contentons-nous de répéter ici que le défaut principal du système monétaire égyptien est de mettre l'Egypte, en ce qui concerne la monnaie d'or, qui est le principal moyen de circulation dans le pays, sous la dépendance de l'Angleterre. Malheur à l'Egypte si une crise monétaire éclate en Angleterre.

De même, la situation monétaire de l'Egypte serait bien critique si l'Angleterre avait besoin de tout son or par suite de son engagement dans une grande guerre (1) comme celle de 1914. La monnaie nationale d'un pays est une des caractéristiques de la souveraineté de l'Etat, que tous les pays civi-

(1) D<sup>r</sup> Fouad Sultan, *op. cit.*, p. 135.

lisés sont jaloux d'établir. Il faut combler cette lacune en Egypte par la frappe d'une monnaie nationale. Le régime monétaire actuel de l'Egypte a également pour résultat de faire dépendre le cours de la monnaie égyptienne de la livre sterling plutôt que de l'étalon or. Ceci fut inquiétant lorsque la valeur de la livre sterling se déprécia en 1919. Aussi serait-il souhaitable de faire frapper une monnaie nationale reposant sur des bases saines et répondant parfaitement aux besoins particuliers du pays.

L'Egypte, dotée il y a un demi-siècle, d'une législation d'origine française, doit prendre part au mouvement mondial ayant pour objet l'unification du droit du change qui est la base des instruments fiduciaires circulant dans le pays. M. Albert Chéron, professeur à l'Université égyptienne et à l'Université de Strasbourg, pense avec raison que l'Egypte pourrait jouer à la Conférence de Genève, qui aura lieu prochainement, un rôle utile, en suggérant l'introduction dans le droit continental des effets de commerce, de certaines dispositions facilement admissibles du droit britannique, premier et timide essai de rapprochement, qui ouvrirait la voie à des rapprochements ultérieurs entre les législations continentales et les législations anglo-américaines (2).

En ce qui concerne le crédit, nous avons vu

(2) Voir l'article si nourri de faits de M. le savant professeur Chéron, dans l'Egypte contemporaine, t. XXI, p. 270, intitulé « L'unification internationale du droit du change ».

qu'il n'existe pas en Egypte d'organisation bancaire au sens économique du mot. Les institutions de crédit travaillant dans le pays sont, à l'exception d'une seule, soit des succursales des banques étrangères, soit des établissements bancaires soutenus par des capitaux étrangers, et qui ne se soucient que des intérêts de leurs actionnaires. Ce n'est que très récemment, comme nous l'avons montré, que le capital national s'est constitué pour participer aux entreprises financières et cela à cause des idées surannées des Egyptiens et leur manque d'éducation économique.

Par l'étude de l'organisation bancaire d'une nation on pénètre intimement la psychologie de cette nation, et d'une manière bien plus précise et plus scientifique que si l'on s'arrête à des indices extérieurs prêtant souvent à des interprétations différentes. Prenons la France comme exemple. Il est indiscutable qu'un ouvrage financier, comme celui de M. Germain Martin sur les Problèmes du Crédit, par exemple, nous offre un tableau infiniment plus précis et plus vivant de la mentalité de la nation française que plusieurs ouvrages littéraires qui étudieraient la psychologie de ce pays. C'est ce que nous avons essayé de faire dans nos développements précédents pour pénétrer intimement la psychologie de la nation égyptienne. Nous avons vu que l'usure est la plaie de l'Egypte. Les prêts consentis par les usuriers allant sans cesse en s'accroissant, finalement le fellah est exproprié; de petit propriétaire

qu'il est, il tombe dans la classe des ouvriers, ce qui est déjà un grand mal (3).

Par suite de nombreuses particularités d'ordre moral et économique l'Egypte ne possédait pas de banques locales, dans le vrai sens du mot, au moment où le capital étranger s'était décidé à y fonder des agences de grandes maisons européennes. Ce fait explique l'absence d'un système organique du crédit en Egypte et il faut reconnaître que jusqu'à aujourd'hui il reste une lacune que ni le capital étranger artificiellement transplanté en Egypte, ni le capital national, qui commence à peine à s'organiser, ne sont parvenus à combler. C'est l'absence du petit crédit populaire.

Nous devons, en conséquence, favoriser le développements des syndicats agricoles, qui commencent à peine à s'organiser, destinés à améliorer le sort moral et matériel du fellah (4).

Le fellah est imprévoyant pour faire un bon emploi des capitaux qui lui sont avancés ; en plus, il n'a aucun sens de l'exactitude et par suite ne remplit pas ses engagements en temps utile.

Nous sommes persuadés que l'Egypte sera bientôt dotée d'une organisation qui encouragera le mouvement coopératif et contribuera à son développement.

(3) Dr Abd El Salam Zouhny Bey, son ouvrage remarquable, *Le coton égyptien*, p. 138, Villefranche 1921.

(4) Dr Abd El Salam Zohni Bey, *op. cit.*, p. 155.

Nous sommes heureux de reproduire ici la partie du discours du trône prononcé à la cérémonie de l'ouverture du Parlement le samedi 11 janvier 1930 et qui est relative au relèvement du fellah et à la création d'une banque agricole. En voici la teneur : « Soucieux de l'intérêt du fellah et désireux de soulager sa gêne en temps opportun, Notre Gouvernement ne manquera pas d'organiser les prêts agricoles sous toutes leurs formes. Il soumettra au Parlement le projet de création d'une banque agricole, à la laquelle l'Etat s'associera, et dont le principal objet sera d'accorder des avances aux cultivateurs, de fournir les fonds nécessaires à l'amélioration des terres, de venir financièrement en aide aux sociétés coopératives, d'entreprendre toutes autres opérations économiques susceptibles de contribuer au relèvement des conditions du fellah et au développement de sa fortune. »

En vue de la création de la banque agricole mentionnée dans ce passage du discours du Trône, une Commission de financiers égyptiens s'est constituée dans le but d'étudier cette question. Au moment où nous écrivons ces lignes, le projet de la création de la banque agricole est encore sur le tapis de la discussion.

Les futurs statuts de cette institution ne sont pas encore connus, mais il est à supposer que cette nouvelle banque nationale aura les trois buts principaux suivants :

1° Elle financera les travaux d'amendement des terres nouvellement irriguées. On sait que les éta-



blissements hypothécaires ne sont pas en mesure d'accorder des crédits à long terme sur des terrains non encore en valeur car leurs statuts restreignent leur champ d'action aux terres déjà cultivées et améliorées. Il est nécessaire d'y suppléer en vue de permettre la mise en culture, dans le plus court délai possible, des régions que les grands travaux d'irrigation et de drainage vont permettre d'exploiter ;

2° La banque agricole effectuera les prêts sur le coton, actuellement accordés aux producteurs par le Gouvernement. Elle accordera aussi les autres prêts agricoles sur le riz et d'autres produits, à des conditions très modérées ; le but est d'empêcher la mise en vente précipitée des divers produits au moment où leur arrivée en masse sur les marchés est de nature à avilir les cours.

Cette activité améliorera le sort du fellah et permettra un financement plus rationnel des récoltes égyptiennes. La Banque pourra certainement remplir cette fonction beaucoup mieux que le Gouvernement lui-même, qui n'est pas outillé pour ce genre d'activité ;

3° La Banque financera les sociétés coopératives.

D'après notre enquête, nous sommes renseignés que le capital de cette banque sera L. E. 4 millions, dont L. E. 3.000.000 seront avancées par le Gouvernement à la Banque et l'autre partie du capital sera couverte par la souscription publique. Qu'il nous soit permis, pour l'instant, de dire que la fixation du capital de cette banque agricole à quatre

millions de livres égyptiennes ne nous paraît pas suffisante pour un pays essentiellement agricole. Le capital de cette banque nouvelle agricole doit être plus élevé et il faut en plus que toutes les banques travaillant en Egypte et exploitant les dépôts des Egyptiens souscrivent dans son capital.

La deuxième chose à laquelle on doit penser, c'est la création d'un réseau d'institutions de crédit, à l'exemple du Schulze-Delitzsch allemand, susceptibles de venir en aide au petit industriel et au petit commerçant, car l'Egypte devra se soucier de l'avenir de ses industries locales et de son commerce.

Le crédit fonctionne actuellement assez mal en Egypte. Les banques ne traitent en général qu'avec les grandes maisons commerciales et industrielles, dont la solvabilité est notoire. Il s'ensuit que les petits commerçants et les petits industriels sont négligés. Disons qu'une banque de crédit industriel est actuellement en formation sous l'égide de la Banque Misr.

Nous avons vu comment l'Egypte a dû faire appel au crédit de l'étranger pour développer ses propres ressources ; elle a eu tort de ne pas s'apercevoir que les capitaux sur lesquels elle comptait pouvaient lui faire défaut un jour comme cela se produisit au moment de la crise de 1907-1908.

Les banques, en Egypte, s'acquittent très im-

(5) M. Bourkser, *Le Crédit municipal en Egypte, L'Egypte contemporaine*, 1927, p. 168.

parfaitement de leur mission. La plupart, spécialement les plus importantes, se livrent aux opérations de change et aux avances sur titres ou sur marchandises.

Le Gouvernement égyptien peut, par des moyens fiscaux et législatifs dont il peut abondamment puiser des exemples dans les législations étrangères, nationaliser les banques travaillant en Egypte, c'est-à-dire les amener à conformer leur conduite aux intérêts nationaux, limiter l'émigration des capitaux et, par son influence morale, provoquer la solidarité des banques (6). Parmi les législations soumettant les banques étrangères à une autorisation ou à certaines conditions de fonctionnement, nous pouvons citer celles de l'Italie, des Etats-Unis d'Amérique, d'Angleterre et d'Espagne. Le Gouvernement égyptien peut les utiliser très facilement (7) et, à cet égard, il doit créer une administration spéciale au ministère des Finances pour surveiller raisonnablement les banques fonctionnant dans le pays.

Si nous considérons le régime hypothécaire égyptien, nous constatons que les capitaux employés dans les prêts hypothécaires jouissent d'une grande sécurité, ce qui, ajouté au taux élevé des prêts, constitue le meilleur placement pour les capitalistes.

(6) M. Lévi, membre de l'Institut Egyptien, *La Distribution du Crédit en Egypte, L'Egypte contemporaine*, p. 130, année 1918.

(7) Barazzetti, *Le régime des banques étrangères*, Paris 1923.

Par contre, le propriétaire, et en particulier celui qui ne possède qu'une petite propriété, se trouve dans une situation moins privilégiée. On reproche aux établissements de crédit foncier de ne pas fournir toute l'aide qui serait nécessaire pour permettre d'améliorer la situation du petit propriétaire et du plus pauvre fellah. Il y a là un problème d'une importance capitale et qui nécessite actuellement en Egypte une prompte solution. Le Gouvernement égyptien s'en rend parfaitement compte et le passage du discours du Trône que nous venons de citer nous laisse croire que le Gouvernement égyptien travaille actuellement et avec beaucoup de zèle au bonheur du fellah.

Nous n'avons vu que les défauts du système de crédit en Egypte. Ce système a fait beaucoup cependant pour le bien-être de l'Egypte. Parmi les avantages que l'Egypte a retirés de son système de crédit, il faut reconnaître que celui par exemple de la multiplicité des institutions de crédit en Egypte permet d'établir une concurrence qui améliore les conditions offertes par elles. Ces institutions ont permis un notable abaissement du taux de l'intérêt sur les prêts et avances. Elles ont rendu possible le large développement des terrains consacrés à l'agriculture, le lotissement en petites parcelles des terres appartenant à l'Etat et l'amélioration générale de la propriété urbaine (8).

(8) M. Job. Le Crédit en Egypte, l'Egypte contemporaine, N° 118, janvier 1930.

Rien ne fera mieux disparaître les défauts du système actuel de crédit en Egypte que le réveil des Egyptiens. Si nous voulons continuer d'exister et ne pas nous laisser refouler, nous devons constituer des sociétés par actions pour mettre en œuvre les projets nationaux dont notre chère patrie sent le besoin. Le savant professeur D<sup>r</sup> Abd El Salam Zohny Bey, l'inlassable architecte du progrès juridique en Egypte, nous dit en termes frappants : « Ni l'argent, ni les ouvriers, ni les intelligences ne nous manquent. Les matériaux sont à pied-d'œuvre. Il ne s'agit plus que d'édifier » (9). Ajoutons qu'il nous faut nécessairement créer particulièrement d'autres établissements du modèle de la Banque Misr qui applique son patient effort dans le sens de l'éducation financière du commerce. C'est le but vers lequel doivent converger tous nos efforts. C'est le but également auquel tend cet ouvrage.

Dans un avenir assez rapproché, nous devons penser à l'institution d'une banque centrale d'es-compte dont l'utilité a déjà été signalée dans nos développements antérieurs.

Disons seulement que la future banque centrale devrait avoir un double but premièrement la centralisation des réserves actuellement réparties dans les diverses banques, et deuxièmement la créa-

(9) D<sup>r</sup> Abd El Salam Zohny Bey, op. cit., p. 156. Cidavant professeur de droit civil et de droit commercial à la Faculté de droit de l'Université égyptienne et actuellement président du tribunal de première instance du Caire.



tion d'un centre d'escompte afin que le pays puisse avoir une politique financière déterminée.

Jusqu'à aujourd'hui, l'Egypte traversa des crises intermittentes. Le coton, le principal produit du pays, est en baisse continue. Il est de pratique courante pour le Gouvernement égyptien de modérer le mouvement de baisse par des achats du stock. Ces spéculations ont été quelquefois heureuses. Encore faut-il qu'aux périodes de baisse succèdent des hausses. Mais ce n'est pas toujours le cas.

Les interventions sur le marché aboutissent finalement à la création de stocks qu'il est impossible par la suite de remettre dans la circulation sans léser des intérêts considérables. Le Gouvernement égyptien possède à l'heure actuelle de grandes quantités de coton. Vendre ces stocks de coton, ce serait précipiter l'effondrement. En Amérique, où la plupart de ces tentatives ont déjà été faites infructueusement, on s'était trouvé logiquement conduit à brûler une certaine proportion de la marchandise dont on ne savait comment se défaire. Les moyens du Gouvernement égyptien ne lui permettent pas de faire la même chose qu'en Amérique. Il nous semble donc que tant que le coton n'est pas utilisé en Egypte, la crise durera. Il nous faut nécessairement des usines pour la fabrication du coton. En conséquence, la situation économique du pays s'améliorerait car l'Egypte serait le fournisseur des textiles cotonnières dans le Proche-Orient.

Disons enfin que la baisse actuelle du coton a entraîné parallèlement en Egypte la baisse des valeurs. Mais nous croyons que la baisse actuelle dans les titres égyptiens est due principalement au manquement de fonds à mettre à la disposition des acheteurs parce que les banques en Egypte, soutenues par des capitaux étrangers, ne se soucient que des intérêts de leurs actionnaires. Elles favorisent l'achat des titres de leurs pays que les titres de l'Egypte.

Restons persuadés que nos compatriotes, en collaboration étroite avec notre Gouvernement, écouteront favorablement nos propositions.



En terminant, nous voulons exprimer notre respectueuse gratitude aux savants professeurs que nous avons eu le grand honneur de consulter au cours de nos études et particulièrement M. le Doyen Albert Wahl, qui présida à nos travaux avec sa coutumière et paternelle bonté et qui encourage toujours nos efforts avec une bienveillance particulière : à M. le Professeur Germain Martin, que nous avons suivi dans ses idées fertiles et à qui nous devons beaucoup ; à M. le Professeur Marc Desserteaux, de la Faculté de Droit de Dijon, qui a bien voulu s'inspirer de nos préférences pour nous donner de pré-

cieux renseignements (10) ; à M. le Professeur Dumaïn, du Lycée Henri IV, à Paris, dont j'ai été l'élève et auquel j'ai toujours conservé ma respectueuse gratitude.

Nous ne saurions manquer aussi d'exprimer notre reconnaissance à tous nos professeurs français qui ont facilité nos recherches par leurs ouvrages et par leurs cours que nous avons suivis lors de notre séjour d'études en France.

Vu : *Le Doyen,*  
H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président,*  
ALBERT WAHL.

Vu et permis d'imprimer :  
*Le Recteur de l'Académie de Paris,*  
S. CHARLÉTY.

(10) A cette occasion, il est de mon devoir de signaler la supériorité de l'ouvrage de l'éminent Professeur Marc Desserteaux, fait avec la collaboration de mon ancien professeur M. le Docteur Abd El Fattah El Sayed Bey sur les effets de commerce en droit égyptien, auquel je me suis, à maintes reprises, référé pour les questions relatives aux instruments de circulation et leur réglementation en Egypte qu'y ont été judicieusement étudiées.



## ANNEXES

### DISPOSITIONS EGYPTIENNES RELATIVES AUX EFFETS DE COMMERCE (1)

#### Section V du Chapitre II du Code de Commerce mixte.

110. — *La lettre de change est tirée d'un lieu sur un autre;*

*Elle est datée;*

*Elle énonce la somme à payer, le nom de celui qui doit payer, et l'époque et le lieu où le paiement doit s'effectuer;*

*Elle porte que la valeur a été reçue;*

*Elle est porteur ou à l'ordre d'un tiers, ou à l'ordre du tireur lui-même.*

*Si elle est par première, deuxième, troisième, quatrième, etc..., elle l'énonce sur chacune d'elles; en ce cas, une vaut pour toutes, et toutes valent pour une.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 229, 240, 358, 359, 391, 392, 393. — Pén. 295-3°.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 105. — La lettre de change est tirée d'un lieu sur un autre ou sur la même place;*

*Elle énonce les jours, mois et an auxquels elle est tirée, la somme à payer, le nom de celui qui doit payer, l'époque et le lieu où le paiement doit s'effectuer;*

*Elle porte que la valeur a été reçue :*

*Elle est porteur, ou à l'ordre d'un tiers, ou à l'ordre du tireur lui-même;*

*Elle est signée ou cachetée par le tireur;*

(1) Par comparaison avec la loi française.



Si elle est par première, deuxième, troisième, etc., elle l'énonce sur chacune d'elles; en ce cas une vaut pour toutes, et toutes valent pour une.

*C. Com. Fr. Art. 110 (L. 7 juin 1894).* — La lettre de change est tirée soit d'un lieu sur un autre, soit d'un lieu sur le même lieu.

Elle est datée.

Elle énonce :

La somme à payer,

Le nom de celui qui doit payer,

L'époque et le lieu où le paiement doit s'effectuer,

La valeur fournie en espèces, en marchandises, en compte, ou de toute autre manière.

Elle est à l'ordre d'un tiers, ou à l'ordre du tireur lui-même.

Si elle est première, deuxième, troisième, etc., elle l'exprime.

*(L'ancien texte portait, au premier alinéa : La lettre de change est tirée d'un lieu sur un autre.)*

111. — *La lettre de change qui est à l'ordre du tireur n'indique que la valeur a été fournie que dans le premier endossement. Dans ce cas, le lieu où est souscrit le premier endossement doit être autre que celui sur lequel la lettre de change est tirée.*

#### CONCORDANCE.

*C. Com. Ind. Art. 106.* — La lettre de change qui est à l'ordre du tireur n'indique que la valeur a été reçue que dans le premier endossement.

112. . . *Une lettre de change peut être tirée sur un individu, et payable au domicile d'un tiers; elle peut être tirée par ordre et pour le compte d'un tiers.*

113. — *Sont réputés simples promesses, quand ils remplissent au surplus les conditions requises, les effets qualifiés lettres de change qui ne remplissent pas les formalités ci-dessus prescrites, et toutes lettres de change contenant supposition soit de nom, soit de qualité, soit de domicile, soit des lieux d'où elles sont tirées ou dans lesquels elles sont payables. Elles ne cessent pas toutefois d'être transmissibles par voie d'endossement et d'être considérées comme effets de commerce,*

*si elles ont été créées entre commerçants ou pour acte de commerce.*

*Ceux qui connaissent la supposition ne pourront l'opposer aux tiers qui n'en étaient pas avertis.*

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 108. — Texte conforme, moins les mots : soit de domicile, soit des lieux d'où elles sont tirées ou dans lesquels elles sont payables.*

*C. Com. Fr. Art. 112 (L. 7 juin 1894). — Sont réputées simples promesses toutes lettres de change contenant supposition soit de nom, soit de qualité.*

*(L'ancien texte contenait en outre les mots : soit de domicile, soit des lieux d'où elles sont tirées ou dans lesquels elles sont payables.)*

*C. Com. Fr. Art. 636. — Lorsque les lettres de change ne seront réputées que simples promesses, aux termes de l'article 112, ou lorsque les billets à ordre ne porteront que des signatures d'individus non négociants, et n'aurant pas pour occasion des opérations de commerce, trafic, change, banque ou courtage, le tribunal de commerce sera tenu de renvoyer au tribunal civil, s'il en est requis par le défendeur.*

*C. Com. Fr. Art. 637. — Lorsque ces lettres de change et ces billets à ordre porteront en même temps des signatures d'individus non négociants, le tribunal de commerce en connaîtra; mais il ne pourra prononcer la contrainte par corps contre les individus non négociants, à moins qu'ils ne soient engagés à l'occasion d'opérations de trafic, change, banque ou courtage.*

*114. (D. 5 décembre 1886). — Les lettres de change souscrites, les endossements et les acceptations signés par des femmes et des filles ou de simples cultivateurs indigènes, non commerçants en leur propre nom, ne sont pas réputés actes de commerce, en ce qui les concerne.*

#### ANCIEN TEXTE

*L'ancien art. 114 ne contenait pas les mots : ou de simples cultivateurs indigènes (1).*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 109. — Texte conforme, à l'ancien Art. 114 mixte.*

*C. Com. Fr. Art. 113. — La signature des femmes et des filles non négociantes ou marchandes publiques sur lettres de change ne vaut, à leur égard, que comme simple promesse.*

*C. Com. Fr. Art. 636 et 637 (V. ci-dessus sub. Art. 113.)*

*115. — Celles qui sont souscrites par des mineurs non commerçants ou des incapables, et les endossements et acceptations signés par eux sont nuls à leur égard seulement.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 110. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 114. — Les lettres de change souscrites par des mineurs non négociants sont nulles à leur égard, sauf les droits respectifs des parties, conformément à l'art. 1312 du Code Civil.*

*116. — La provision doit être faite par le tireur ou par celui pour le compte de qui la lettre de change est tirée sans que le tireur pour compte d'autrui cesse d'être personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur seulement.*

CONCORDANCES.

*C. C. Ind. Art. 114. — Soit qu'elle ait été déjà effectuée au moment de l'émission ou de la transmission de la lettre de change, soit qu'elle ne l'ait été que depuis, la provision existante entre les mains du tiré appartient au porteur, alors même qu'elle n'aurait pas été affectée spécialement au paiement de la lettre, ou qu'il n'y aurait pas eu acceptation de la part du tiré.*

*C. Com. Fr. Art. 115 (L. 19 mars 1817). — Texte conforme, sauf l'emploi des mots : sera, au lieu du mot : est.*

*117. — La provision est censée faite chez celui sur qui la lettre est tirée si, à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle est fournie est redevable au tireur ou*

à celui pour le compte de qui elle est tirée,, d'une somme exigible au moins égale au montant de la lettre de change.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 111.* — Il y a provision si, à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle est tirée est redevable au tireur, ou à celui pour compte de qui elle est tirée, d'une somme exigible au moins égale au montant de la lettre de change.

*C. Com. Fr. Art. 116.* — *Texte conforme à l'Art. 111 C. Com. Ind.*

118. — *L'acceptation suppose la provision. Elle en établit la preuve à l'égard des endosseurs. Soit qu'il y ait ou non acceptation, le tireur seul est tenu de prouver, en cas de dénégation, que ceux sur qui la lettre était tirée avaient provision à l'échéance : sinon il est tenu de la garantir, quoique le protêt ait été fait après les délais fixés, mais si, dans ce dernier cas, il prouve qu'il y avait provision à l'échéance jusqu'au moment où le protêt devait être fait, il sera libéré jusqu'à concurrence du montant de la provision à moins qu'elle n'ait été employée à son profit.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 112.* . . *Texte conforme, moins les mots :* Elle en établit la preuve à l'égard des endosseurs.

*C. Com. Fr. Art. 117.* — *Texte conforme, jusqu'aux mots :* délais fixés.

*C. Com. Fr. Art. 170.* — La même déchéance a lieu contre les porteurs et les endosseurs, à l'égard du tireur lui-même, si ce dernier justifie qu'il y avait provision à l'échéance de la lettre de change.

Le proteur, en ce cas, ne conserve d'action que contre celui sur qui la traite était tirée.

119. — *Le tireur doit, même quand le protêt a été fait tardivement, fournir au porteur, aux frais de ce dernier, les titres nécessaires pour retirer la provision. Les syndics du tireur ont la même obligation, à moins qu'il ne préfère relever le proteur de la déchéance et l'admet-*

tre au marc le franc pour le montant de la lettre de change.

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 296 et suiv.

CONCORDANCE.

*C. Com. Ind. Art. 113. — Texte conforme jusqu'à : provision; et ensuite : En cas de faillite du tireur, les syndics de la faillite ont la même obligation.*

120. — *Toutefois, la provision est acquise au porteur au jour de l'échéance, s'il y a eu affectation spéciale de cette provision au paiement de la lettre de change, et si le tiré a accepté en connaissance de l'affectation ou en a été averti avant la faillite du tireur, soit par un avis de ce dernier, soit par un protêt faute d'acceptation ou de paiement même tardif. Hors ce cas d'affectation spéciale, la provision rentre dans la masse du tireur, quand il n'y a pas d'acceptation avant que la faillite soit connue de l'acceptant.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 296 et suiv.

CONCORDANCES.

*C. Com. Fr. Art. 115 § 1<sup>er</sup>. — En cas de faillite du tireur survenue même avant l'échéance de la lettre de change, le proteur exerce son droit sur la provision valablement faite entre les mains du tiré, à l'exclusion des autres créanciers du tireur.*

121. — *S'il y a acceptation, le tiré conserve la provision, sauf à satisfaire à cette acceptation vis-à-vis du porteur.*

122. — *Si le tiré tombe en faillite, la provision qui consiste dans une créance sur lui tombe dans la masse de sa faillite; la provision qui consiste dans un corps certain ou une somme déposée est remise à qui de droit suivant les règles ci-dessus.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 296 et suiv.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 115 § 2. — En cas de faillite du tiré, la provision qui consiste dans une créance sur lui tombe dans la masse de la faillite; la provision qui con-*



siste en marchandises, effets, valeurs ou sommes revendicables aux termes des articles 376 et suivants, peut être revendiquée par le proteur de la lettre de change.

123. — *Le tireur et les endosseurs d'une lettre de change sont garants solidaires de l'acceptation et du paiement à l'échéance.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 162 et 172. — Com. Art. 144, 146, 174, 175, 229, 358 et 359.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 117. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 118. — Texte conforme.*

124. — *Le refus d'acceptation est constaté par un acte que l'on nomme protêt faute d'acceptation.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 118, 129, 131, 169, 170, 172, 176, 179 à 184.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 118. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 119. — Texte conforme.*

125. — *Sur la notification du protêt faute d'acceptation, les endosseurs et le tireur sont respectivement tenus de donner caution pour assurer le paiement de la lettre de change à son échéance, ou d'en effectuer le remboursement avec les frais de protêt et de rechange. La caution, soit du tireur, soit de l'endosseur, n'est solidaire qu'avec celui qu'elle a cautionné.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 604 et suiv. — Com. Article 229.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 119. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 120. — Texte conforme.*

126. — *Celui qui accepte une lettre de change contracte l'obligation d'en payer le montant. L'accepteur n'est pas restituable contre son acceptation, quand même le tireur aurait failli à son insu avant qu'il eût accepté.*

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 120. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 121. — Texte conforme.*

127. — *L'acceptation d'une lettre de change doit être signée. L'acceptation est exprimée par le mot « accepté ». Elle est datée, si la lettre est à un ou plusieurs jours, ou mois de vue; et, dans ce dernier cas, le défaut de date de l'acceptation rend la lettre exigible aux termes y exprimés, à compter de sa date.*

RÉFÉRENCES. — *Com. Art. 118 et 133.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 121. — Texte conforme, avec adjonction des mots : ou cachetée, après le mot : signée.*

*C. Com. Fr. Art. 122. — Texte conforme, sauf le singulier : au terme y exprimé, au lieu du pluriel : aux termes y exprimés.*

128. — *L'acceptation d'une lettre de change payable dans un autre lieu que celui de la résidence de l'accepteur, indique le domicile où le paiement doit être effectué ou les diligences faites.*

RÉFÉRENCES. — *Com. Art. 181.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 122. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 123. — Texte conforme.*

129. — *L'acceptation en peut être conditionnelle, mais elle peut être restreinte quant à la somme acceptée. Dans ce cas le proteur est tenu de faire protester la lettre de change pour le surplus.*

RÉFÉRENCES. — *Com. Art. 124 et 162.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 123. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 124. — Texte conforme.*

130. — *Une lettre de change doit être acceptée à sa présentation, ou au plus tard dans les 24 heures de sa présentation. Après les 24 heures, si elle n'est pas rendue, acceptée ou non acceptée, celui qui l'a retenue est passible de dommages-intérêts envers le proteur.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 124. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 125. — Texte conforme, sauf les mots : de la présentation, au lieu des mots : de sa présentation.*

131. — *Lors du protêt faute d'acceptation, la lettre de change peut être acceptée par un tiers intervenant pour le tireur ou pour l'un des endosseurs. L'intervention est mise sur la lettre de change et mentionnée dans l'acte du protêt; elle est signée par l'intervenant.*

*L'intervenant est tenu de notifier sans délai son intervention à celui pour qui il est intervenu, sous peine de frais et dommages-intérêts, s'il y a lieu.*

RÉFÉRENCES. — *Civ. Art. 223. — Com. Art. 124, 132, 164 à 166.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 125. — Texte conforme, outre les mots : et cachetée, après le mot : signée.*

*C. Com. Fr. Art. 126. — Texte conforme au § 1<sup>er</sup>.*

*C. Com. Fr. Art. 127. — Texte conforme au § 2, jusqu'au mot : intervenu.*

132. — *Le proteur de la lettre de change conserve tous ses droits contre le tireur et les endosseurs, à raison du défaut d'acceptation par celui sur qui la lettre était tirée, nonobstant toutes acceptations par intervention. L'intervenant n'est tenu de payer à l'échéance qu'après le protêt faute de paiement dans le délai fixé.*

*S'il paye avant le protêt, il perd ses droits contre ceux qui avaient intérêt à ce que la lettre de change fût protestée contre la personne sur qui elle était tirée primitivement.*

RÉFÉRENCES. — *Com. Art. 123 et 169.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 126. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 128. — Texte conforme, jusqu'au mot : intervention.*

133. — *Une lettre de change peut être tirée :*

*A vue;*

*A un ou plusieurs jours ou mois de vue;*  
*A un ou plusieurs jours ou mois de date;*  
*A jour fixe ou à jour déterminé, tel qu'une fête, une foire.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 110, 127, 134 à 138, 152, 168.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 127. — Texte conforme.*  
*C. Com. Fr. Art. 129. — Une lettre de change peut être tirée à vue,*  
*à un ou plusieurs jours*  
*à un ou plusieurs mois*  
*à une ou plusieurs usances*  
*de vue*  
*à un ou plusieurs jours*  
*à un ou plusieurs mois*  
*à une ou plusieurs usances*  
*de date*  
*à jour fixe ou à jour déterminé, en foire*  
134. — *La lettre de change à vue est payable à présentation.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 167.  
*C. Com. Ind. Art. 128. — Texte conforme.*  
*C. Com. Fr. Art. 130. — Texte conforme.*  
135. — *L'échéance d'une lettre de change à un ou plusieurs jours ou mois de vue est fixée par la date de l'acceptation ou par celle du protêt faute d'acceptation.*  
RÉFÉRENCES. — Com. Art. 127, 181 à 184.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 129. — Texte conforme.*  
*C. Com. Fr. Art. 131. — Texte conforme, sauf la variante :*  
*à un ou plusieurs jours*  
*à un ou plusieurs mois*  
*à une ou plusieurs usances*  
136. — *Le mois se compte d'après le calendrier qui correspond à la date déterminée dans la lettre de change.*  
*S'il s'agit d'une lettre de change payable à un ou plusieurs mois de vue et que l'acceptation soit datée,*

*le mois sera calculé d'après le calendrier auquel correspond la date déterminée dans l'acceptation.*

RÉFÉRENCE. — Com. Art. 133.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 130. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 132 § 2. — Les mois sont tels qu'ils sont fixés par le calendrier grégorien.*

137. — *Une lettre de change payable en foire est échue la veille du jour fixé pour la clôture de la foire, ou le jour de la foire, si elle ne dure qu'un jour.*

RÉFÉRENCE. — Com. Art. 133.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 131. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 133. — Texte conforme.*

138. — *Si l'échéance d'une lettre de change est un jour férié légal, elle est payable la veille.*

RÉFÉRENCE. — Com. Art. 169.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 132. — Texte conforme.*

*C. Com. Ind. Art. 134 (L. 28 mars 1904). — Si l'échéance d'une lettre de change est à un jour férié légal, elle est payable le premier jour ouvrable qui suit.*

Il en est de même des billets à ordre et de tous autres effets de commerce. (*L'ancien art. 134 Fr. était conforme à l'art. 138 mixte.*)

*V. ég. L. Fr. 23 décembre 1904, 13 juillet 1905, 20 décembre 1906, 29 octobre 1909, 27 janvier 1910.*

139. — *Tous délais de grâce, de faveur, d'usage ou d'habitude locale pour le paiement d'une lettre de change sont abrogés.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 231 et 414. — Com. Art. 163 et 168.

CONCORDANCE.

*C. Com. Fr. 135. — Tous les délais et ensuite texte conforme.*



140. — *La propriété d'une lettre de change au porteur se transmet par simple remise du titre; la propriété d'une lettre de change payable à ordre se transmet, tant qu'elle n'est pas échue, par voie d'endossement.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 435 à 437. — Com. Art. 110, 141, 144, 160, 171, 196 et 358. Mar. Art. 154.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 133. — Texte conforme, moins les mots : tant qu'elle n'est pas échue.*

*C. Fr. Art. 136. — La propriété d'une lettre de change se transmet par la voie d'endossement.*

141. — *L'endossement est daté. Il exprime que la valeur a été fournie. Il énonce le nom de celui à l'ordre de qui il est passé.*

RÉFÉRENCE. — Com. Art. 142.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 134. — L'endossement est daté. Il exprime que la valeur a été reçue. Il énonce le nom de celui à l'ordre de qui il est passé. Il est signé ou cacheté par l'endosseur.*

*C. Com. Fr. Art. 137. — L'endossement est daté.*

*Il exprime la valeur fournie.*

*Il énonce le nom de celui à l'ordre de qui il est passé.*

142. — *Si l'endossement n'est pas conforme aux dispositions de l'article précédent, il n'opère pas le transport; il n'est qu'une procuration pour le recouvrement et pour la transmission, sauf à rendre compte du mandant, et sans que celui qui a opéré la transmission en ce cas cesse d'être personnellement obligé comme endosseur.*

*L'endossement en blanc peut être rempli après coup, pourvu qu'il corresponde à une opération réellement faite à la date protégée à l'endossement.*

RÉFÉRENCE. — Civ. Art. 625 et suiv.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 135. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 138. — Texte conforme jusqu'au mot : procuration.*

143. — *Il est défendu d'antidater les ordres, à peine de faux.*

RÉFÉRENCES. — Pén. Art. 179 et suiv.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 136. — Texte conforme.*

*C. Com. Ind. Art. 139. — Texte conforme.*

144. — *Tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé une lettre de change sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 162 à 171, 374 et suiv. — Com. Art. 110, 126, 140, 167 et suiv. 196, 358 et 359.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 137. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 140. — Texte conforme.*

145. — *Le paiement d'une lettre de change, indépendamment de l'acceptation et de l'endossement, peut être garanti par un aval. Cette garantie est fournie par un tiers sur la lettre même ou par acte séparé et même par lettre missive.*

RÉFÉRENCES. — C. Com. Art. 110 et 196.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 138. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 141. — Texte conforme jusqu'au mot : aval.*

*C. Com. Fr. Art. 142 § 1<sup>er</sup>. — Texte conforme à partir des mots : cette garantie, jusqu'au mot : séparé.*

146. — *Le donneur de l'aval est tenu solidairement et par les mêmes voies que celui pour lequel il l'a donné, sauf les conventions différentes des parties. L'aval est donné pour le tireur ou pour les endosseurs.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 162 à 171, 604 et suiv. — Com. Art. 144.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 139. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 142 § 2.* — Le donneur d'aval est tenu solidairement et par les mêmes voies que les tireurs et endosseurs, sauf les conventions différentes des parties.

147. — *Celui qui a donné un aval pour le tireur ne peut se prévaloir du défaut du protêt, si ce n'est dans le cas où le tireur peut en exciper.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 159 et 171 et suiv.

CONCORDANCE.

*C. Com. Ind. Art. 140.* — *Texte conforme.*

148. — *Le protêt doit être dénoncé au donneur d'aval pour un endosseur comme à cet endosseur lui-même, à peine de déchéance.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 15 et 171 et suiv.

CONCORDANCE.

*C. Com. Ind. Art. 141.* — *Texte conforme.*

149. — *Une lettre de change doit être payée dans la monnaie qu'elle indique.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 231. — Com. Art. 196.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 142.* — *Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 143.* — *Texte conforme.*

150. — *Celui qui paye une lettre de change avant son échéance est responsable de la validité du paiement.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 155. — Com. Art. 152 et 168.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 143.* — *Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 144.* — *Texte conforme.*

151. — *Celui qui paye une lettre de change à son échéance et sans opposition, est présumé valablement libéré.*

RÉFÉRENCES. — C. Com. Art. 155 et 168.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 144.* — *Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 145. — Texte conforme.*

152. — *Le proteur d'une lettre de change ne peut être contraint d'en recevoir le paiement avant l'échéance.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 155. — Com. Art. 150.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 145. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 146. — Texte conforme.*

153. — *Le paiement d'une lettre de change fait sur une seconde, troisième, quatrième, etc., est valable, lorsque la seconde, troisième, quatrième, etc., porte que ce paiement annule l'effet des autres.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 110, 156 et suiv.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 146. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 147. — Texte conforme.*

154. — *Celui qui paye une lettre de change sur une seconde, troisième, quatrième, etc., sans retirer celle sur laquelle se trouve son acceptation, n'est pas véritablement libéré à l'égard du tiers porteur de son acceptation.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 110, 156 et suiv.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 147. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 148. — Texte conforme, sauf l'emploi des mots : n'opère point sa libération, au lieu des mots : n'est pas valablement libéré.*

155. — *Il n'est admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la lettre de change ou de faillite du porteur.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 151, 202 et suiv.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 148. — Texte conforme.*

*C. Com. Ind. Art. 148. — Texte conforme.*

156. — *En cas de perte d'une lettre de change non acceptée, celui à qui elle appartient peut en poursuivre le paiement sur une seconde, troisième, quatrième, etc.*

RÉFÉRENCE. — Com. Art. 183.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 149. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 150. — Texte conforme.*

157. — *Si la lettre de change perdue est revêtue de l'acceptation, le paiement ne peut être exigé sur une seconde, troisième, quatrième, etc., que par ordonnance du juge de service, et en donnant caution.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 609 et 610. — Pr. Art. 130 et suiv., 458 et suiv. — Com. Art. 125 et 161.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 150. — Texte conforme.*

*C. Fr. Art. 151. — Texte conforme, moins les mots : de service.*

158. — *Si celui qui a perdu la lettre de change, qu'elle soit acceptée ou non, ne peut présenter la seconde, troisième, quatrième, etc., il peut demander le paiement de la lettre de change perdue et l'obtenir par l'ordonnance en justifiant de sa propriété par ses livres et en donnant caution.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 609 et 610. — Pr. Art. 130 et suiv. — Com. Art. 125 et 621.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 151. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 152. — Texte conforme, avec adjonction des mots : du juge, après les mots : l'ordonnance.*

159. .. *En cas de refus de paiement, sur la demande formée en vertu des deux articles précédents, le propriétaire de la lettre de change perdue conserve tous ses droits par un acte de protestation. Cet acte doit être fait le lendemain de l'échéance de la lettre de change perdue. Il doit être notifié aux tireurs et endosseurs, dans les formes et délais prescrits ci-après pour la notification du protêt. La protestation doit être faite dans le délai ci-dessus, même si l'ordonnance du juge n'a pu être demandée faute de temps suffisant écoulé depuis la perte de la lettre de change.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 169, 171 et suiv. et 182.



CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 152. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 153. — Texte conforme jusqu'au mot : protêt.*

160. — *Le propriétaire de la lettre de change égarée doit, pour s'en procurer la seconde, s'adresser à son endosseur immédiat qui est tenu de lui prêter son nom et ses soins pour agir envers son propre endosseur; et ainsi en remontant d'endosseur en endosseur jusqu'au tireur de la lettre. Le propriétaire de la lettre de change égarée supportera les frais.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 153. — Texte conforme.*

*C. Com. Ind. Art. 154. — Texte conforme.*

161. — *L'engagement de la caution mentionnée dans les articles 157 et 158 est éteint, après trois ans, si pendant ce temps il n'y a eu ni demandes, ni poursuites judiciaires.*

RÉFÉRENCES. — *Civ. Art. 268 et suiv. — Com. Art. 157, 158, 196 et 201.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 154. — Texte conforme, sauf référence aux art. 150 et 151.*

*C. Com. Fr. Art. 155. — Texte conforme, sauf référence aux art. 151 et 152.*

162. — *Les paiements faits à compte sur le montant d'une lettre de change sont à la décharge des tireurs et endosseurs. Le porteur est tenu de faire protester la lettre de change pour le surplus.*

RÉFÉRENCES. — *Civ. Art. 231. — Com. Art. 129, 144, 169 et 182.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 156. — Le paiement partiel d'une lettre de change, offert à l'échéance, ne peut être refusé par le porteur, alors même qu'il y a eu acceptation pour le montant total.*

*Ensuite texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 155. — Texte conforme.*

163. — *Les juges ne peuvent accorder aucun délai pour le paiement d'une lettre de change.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 231 et 414. — Com. Art. 139, 168 et 225.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 156. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 157. — Texte conforme.*

164. — *Une lettre de change protestée peut être payée par tout intervenant pour le tireur ou pour l'un des endosseurs. L'intervention et le paiement seront constatés dans l'acte de protêt ou à la suite de l'acte.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 223 et suiv. — Com. Art. 131 et 132.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 157. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 158. — Texte conforme, sauf la variante : des endosseurs, au lieu de : de ses endosseurs.*

165. — *Celui qui paye une lettre de change par intervention est subrogé aux droits du porteur et tenu des mêmes devoirs pour les formalités à remplir.*

*Si le paiement par intervention est fait pour le compte du tireur, tous les endosseurs sont libérés; s'il est fait pour un endosseur, les endosseurs subséquents sont libérés.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 224 et 225. — Com. Art. 144 et 164.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 158. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 159, § 1<sup>er</sup>, 2 et 3. — Texte conforme.*

166. — *S'il y a concurrence pour le paiement d'une lettre de change par intervention, celui qui opère le plus de libérations est préféré. Si celui sur qui la lettre était originairement tirée, et sur qui a été fait le protêt faite d'acceptation se présente pour la payer, il sera préféré à tous les autres.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 144 et 164.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 159. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 159, § 4 et 5. — Texte conforme.*

167. — *Le porteur d'une lettre de change tirée du continent et des Etats riverains de la Méditerranée ou de la Turquie et payable en Egypte, soit à vue, soit à un ou plusieurs jours ou mois de vue, doit en exiger le paiement ou l'acceptation dans les six mois de sa date sous peine de perdre son recours contre les endosseurs et même contre le tireur, si celui-ci a fait provision. Le délai est de huit mois pour les autres pays d'Europe, il est d'un an pour les lettres de change tirées de tout autre pays lointain. La même déchéance aura lieu contre le porteur d'une lettre de change à vue, tirée des Etats et places de commerce de l'Egypte et payable dans les pays étrangers, si ce porteur n'en exige pas le paiement ou l'acceptation dans les délais ci-dessus prescrits pour chacune des distances respectives. Les délais ci-dessus sont doublés en cas de guerre maritime. Toutefois, les délais qui précèdent ne préjudicieront pas aux stipulations contraaires qui pourraient intervenir entre le preneur, le tireur et même les endosseurs.*

RÉFÉRENCES. — *Com. Art. 133 et 144. — Pr. Art. 21.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 160. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. 160 (L. 3 mai 1862). — Texte analogue, sauf les délais de distance, qui diffèrent.*

168. — *Le porteur d'une lettre de change doit en exiger le paiement le jour de son échéance.*

RÉFÉRENCES. — *Civ. Art. 231 et 214. — Com. Art. 133, 138, 139 et 225.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 161. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 161. — Texte conforme.*

169. — *Le refus de paiement doit être constaté par un protêt faute de paiement le lendemain de l'échéance, outre le délai de distance entre le lieu où le protêt doit être fait et le siège du tribunal. Si le lendemain de*

*L'échéance est un jour férié légal, le protêt est fait le jour suivant.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 134, 138, 182, 194 et 195.  
— Pr. Art. 19 à 21.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 162. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 162. — Le refus de paiement doit être constaté, le lendemain du jour de l'échéance, par un acte que l'on nomme protêt faute de paiement.*

*Si ce jour est un jour férié légal, le protêt est fait le jour suivant.*

*170. — Le proteur n'est dispensé du protêt faute de paiement, ni par le protêt faute d'acceptation, ni par la mort ou faillite de celui sur qui la lettre de change est tirée; dans le cas de faillite de l'accepteur avant l'échéance, le proteur peut immédiatement faire protester et exercer son recours.*

*La mention de « retour sans frais » apposée par le tireur sur une lettre de change, dispense du protêt et de l'observation des délais pour les poursuites. Si la clause « sans frais » a été apposée par un endosseur, le tireur n'est pas dispensé du protêt, ni des formalités pour conserver son recours contre les endosseurs antérieurs.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 124 et 229.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 163. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 163. — Texte conforme, jusqu'au mot : recours.*

*171. — Le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut exercer son action en garantie, ou individuellement contre le tireur et chacun des endosseurs, ou collectivement contre les endosseurs et le tireur. La même faculté existe pour chacun des endosseurs, à l'égard du tireur et des endosseurs qui le précèdent. La poursuite contre le tireur seul libère les endosseurs. La poursuite contre un endosseur libère les endosseurs subséquents non poursuivis.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 165 et suiv. — Com. Article 144.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 164. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 164. — Texte conforme, jusqu'au mot : précédent.*

172. — *Si le porteur exerce le recours individuellement contre son cédant, il doit lui faire notifier le protêt, et, à défaut de remboursement, le faire citer en jugement dans les quinze jours qui suivent la date du protêt, outre le délai de distance entre le domicile du tiré et celui du cédant.*

RÉFÉRENCES. — *Com. Art. 173, 179 et 184. — Pr. Art. 19.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 165. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 165. — Texte conforme jusqu'aux mots : la date du protêt, et ensuite : si celui-ci réside dans la distance de cinq myriamètres.*

Ce délai à l'égard du cédant domicilié à plus de cinq myriamètres de l'endroit où la lettre de change était payable, sera augmenté d'un jour par deux myriamètres et demi excédant les cinq myriamètres.

(L'Art. 165 *C. Com. Fr.* est modifié par l'Art. 1033 *nouv. C. Proc. Civ.* — L. 3 mai 1862 — qui porte le délai de distance à un jour par cinq myriamètres.)

173. — *Après le protêt des lettres de change tirées de l'Egypte et payables hors du territoire de l'Egypte, les tireurs et endosseurs résidant en Egypte seront poursuivis dans les délais ci-après : de trois mois pour la Turquie d'Europe continentale, la France, l'Italie et l'Autriche ; de quatre mois pour les autres contrées riveraines de la Méditerranée et l'Europe, et d'un an pour tous les autres pays. Les délais ci-dessus seront doublés en cas de guerre maritime.*

RÉFÉRENCES. — *Com. Art. 159, 167 et 170. — Pr. Art. 21.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 166. — Texte conforme, sauf les mots : les autres Pays d'Europe, au lieu de : l'Europe.*



*C. Com. Fr. Art. 166 (L. 3 mai 1862). — Texte analogue, sauf les délais de distance, qui diffèrent.*

174. — *Si le porteur exerce son recours collectivement contre les endosseurs et le tireur, il jouit à l'égard de chacun d'eux du délai déterminé par les articles précédents.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 171 à 173, et 201.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 167. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 167, § 1<sup>er</sup>. — Texte conforme.*

175. — *Chacun des endosseurs a le droit d'exercer le même recours ou individuellement ou collectivement dans le même délai. A leur égard, le délai court du lendemain de la date de citation en justice.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 171 à 173, et 201.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 168. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 167, § 2 et 33. — Texte conforme.*

176. — *Après l'expiration des délais ci-dessus pour la représentation de la lettre de change à vue, ou à un ou plusieurs jours ou mois de vue, pour le protêt faute de paiement, pour l'exercice de l'action ou garantie, le proteur de la lettre de change est déchu de tous droits contre les endosseurs.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 133, 144, 167 à 175, et 201.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 169. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 168. — Texte conforme, outre les mots : ou usances, après le mot : mois.*

177. — *Les endosseurs sont également déchus de toute action en garantie contre leurs cédants, après les délais ci-dessus prescrits, chacun en ce qui les concerne.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 167, 171 et 173.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 170. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 169. — Texte conforme.*

178. — *La même déchéance a lieu contre le porteur et les endosseurs, à l'égard du tireur lui-même, si ce dernier justifie qu'il y avait provision à l'échéance de la lettre de change. Le porteur, en ce cas, ne conserve d'action que contre celui sur qui la lettre était tirée.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 116 et suiv. et 201.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 171. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 170. — Texte conforme.*

179. — *Les effets de la déchéance prononcée par les trois articles précédents cessent en faveur du porteur contre le tireur ou contre celui des endosseurs qui, après l'expiration des délais fixés pour le protêt, la notification du protêt ou la citation en jugement, a reçu, par compte, compensation ou autrement, les fonds destinés au paiement de la lettre de change.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 222 et suiv. — Com. Art. 169 et 172.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 172. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 171. — Texte conforme.*

180. — *Indépendamment de l'action en garantie, le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut, en observant les formalités indiquées au Code de procédure, saisir conservatoirement les effets mobiliers des tireurs, accepteurs ou endosseurs.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 171. — Pén. Art. 764 et suivant.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 173. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 172. — Indépendamment des formalités prescrites pour l'exercice de l'action en garantie, le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut, en obtenant la permission du juge, saisir conservatoirement les effets mobiliers des tireurs, accepteurs et endosseurs.*

181. — *Les protêts faute d'acceptation ou de paiement sont faits dans les formes prescrites pour tout acte d'huissier. Le protêt ne sera fait que par suite du refus d'acceptation ou de paiement qui sera constaté au domicile de celui sur qui la lettre de change était payable, de celui qui s'était chargé de la payer au besoin et de celui qui a accepté par intervention, ce qui pourra être fait par un seul et même acte.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 110, 112, 124, 131, 145, 159, 169, 183, 196 et 201.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 174. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 173. — Les protêts faute d'acceptation ou de paiement sont faits par deux notaires ou par un notaire et deux témoins, ou par un huissier et deux témoins.*

*Le protêt doit être fait :*

*Au domicile de celui sur qui la lettre était payable ou à son dernier domicile connu.*

*Au domicile des personnes indiquées par la lettre de change pour la payer au besoin.*

*Au domicile du tiers qui a accepté par intervention.*

*Le tout par un seul et même acte.*

*En cas de fausse indication de domicile, le protêt est précédé d'un acte de perquisition.*

182. — *L'acte de protêt contient la transcription littérale de la lettre de change, de l'acceptation, des endossements et des recommandations qui y seront indiqués et la sommation de payer le montant de la lettre de change. Il énonce la présence ou l'absence de celui qui doit payer, les motifs de refus de payer, et l'impuissance ou le refus de signer, et la protestation de l'huissier. La mention de la reconnaissance de la dette ne fait preuve que si elle est signée ou cachetée par la partie.*

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 175. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 174. — Texte conforme, jusqu'au*

mot : signer et moins le mot : et, avant les mots : la sommation.

183. — *Aucun acte en forme de certificat fait par des commerçants ou d'autres individus ne peut suppléer à l'acte de protêt fait dans les formalités prescrites, sauf le cas prévu ci-dessus quand la lettre a été égarée.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 156 à 160 et 182.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 176. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 175. — Nul acte, de la part du porteur de la lettre de change, ne peut suppléer l'acte de protêt, hors le cas prévu par les articles 150 et suivants, touchant la perte de la lettre de change.*

184. — *Les huissiers ou personnes commises pour faire les protêts sont tenus, à peine de destitution, dépens et dommages-intérêts envers les parties, de laisser copie exacte des protêts, et de les inscrire en entier jour par jour, et par ordre de dates, dans un registre particulier, coté, paraphé, et tenu dans les formes prescrites pour les répertoires.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 212 C. Civ.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 177. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 176. — Texte conforme, avec ce début : Les notaires et huissiers sont tenus, etc...*

185. — *La rechange s'effectue par une retraite.*

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 178. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 177. — Texte conforme.*

186. — *La retraite ne dispense pas des formalités de protêt et de poursuite.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 170 et suiv.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 179. — Texte conforme.*

187. — *La retraite est une nouvelle lettre de change*

au moyen de laquelle le porteur se rembourse sur le tireur, ou sur l'un des endosseurs, du principal de la lettre protestée, de ses frais, et du nouveau change qu'il paye.

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 110, 144, 185 et 188.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 180. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 178. — Texte conforme.*

188. — *Le rechange se règle, à l'égard du tireur, par le cours du change du lieu où la lettre de change était payable sur le lieu d'où elle a été tirée. En aucun cas le tireur ne peut supporter un cours plus élevé. Il se règle à l'égard des endosseurs par le cours du change du lieu où la lettre de change a été remise ou négociée par eux, sur le lieu où le remboursement s'effectue.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 110.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 181. — Si la lettre de change était tirée d'un lieu sur un autre, ce rechange se règle, à l'égard du tireur, par le cours du change du lieu où la lettre de change était payable sur le lieu d'où elle a été tirée. Il se règle, à l'égard de l'endosseur sur lequel le porteur fait retraite, par le cours du change du lieu où la lettre de change était payable, sur le lieu où elle a été endossée.*

*C. Com. Ind. Art. 184. — (V. ci-après sub. Art. 192).*

*C. Com. Ind. Art. 185 § 26 (V. ci-après sub. Art. 189).*

*C. Com. Ind. Art. 179. — Texte conforme, moins la phrase : En aucun cas le tireur ne peut supporter un cours plus élevé.*

189. — *Chaque endosseur supporte le rechange de la retraite qu'il tire.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 185 § 1. — Texte conforme.*

§ 2. — *Ce rechange se règle par le cours du change du lieu sur lequel il a fait retraite.*

190. — *La retraite est accompagnée d'un compte de retour.*



CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 182. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 180. — Texte conforme.*

191. — *Le compte de retour comprend le principal de la lettre de change protestée, les frais de protêt et autres frais légitimes, tels que commission de banque, timbre et port de lettres. Il énonce le nom de celui sur qui la traite est faite, et le prix du change auquel elle est négociée. Il est certifié par deux commerçants. Il est accompagné de la lettre de change protestée, du protêt ou d'une expédition de l'acte du protêt. Dans le cas où la retraite est faite sur l'un des endosseurs, elle est accompagnée en outre, d'un certificat qui constate le cours du change du lieu où la lettre de change était payable, sur le lieu d'où elle a été tirée.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 183. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 181. — Texte conforme, et en outre, après le mot : banque, le mot : courtage; après les mots : il est certifié, les mots : par un agent de change : dans les lieux où il n'y a pas d'agent de change, il est certifié, etc.*

192. — *Il ne peut être fait plusieurs comptes de retour sur une même lettre de change. Ce compte de retour est remboursé d'endosseur en endosseur respectivement, et définitivement par le tireur.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 182. — Texte conforme et en outre : Toutefois, en aucun cas le tireur ne peut supporter un rechange supérieur au taux fixé par la première partie de l'art. 181.*

*C. Com. Fr. Art. 184. — Texte conforme, sauf la variante : d'endosseur à endosseur.*

193. — *Les rechanges ne peuvent être cumulées. Chaque endosseur n'en supporte qu'un seul, ainsi que le tireur.*

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 186. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 183. — Texte conforme.*

194. — *L'intérêt du principal de la lettre de change protestée faute de paiement est dû à compter du jour du protêt.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 182 et suiv.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 184. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 187. — Texte conforme.*

195. — *L'intérêt des frais du protêt, rechange et autres frais légitimes, n'est dû qu'à compter du jour de la demande en justice.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 182 et suiv. — Com. Art. 168 à 170 et 185.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 188. — Texte conforme.*

*C. Com. Fr. Art. 185. — Texte conforme.*

SECTION VI

DES BILLETS A ORDRE ET AUTRES EFFETS DE  
COMMERCE

196. — (D. 5 décembre 1886). *Toutes les dispositions relatives aux lettres de change et concernant la capacité des souscripteurs, endosseurs et accepteurs; l'échéance, l'endossement, la solidarité, l'aval, le paiement par intervention, le protêt, les devoirs et droits du porteur, le rechange ou les intérêts, sont applicables aux billets à ordre ou au porteur.*

ANCIEN TEXTE.

L'ancien art. 196 ne contenait pas les mots : la capacité des souscripteurs, endosseurs et accepteurs.

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 8, 110 et suiv. 240. — Pén. Art. 295 3°.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 189. — Texte conforme à l'ancien article 196 mixte et se terminant ainsi : sont applicables aux billets à ordre, lorsqu'ils son tréputés acte de commerce aux termes de l'art. 2.*

*C. Com. Fr. Art. 187. — Texte conforme à l'ancien art. 196 mixte et se terminant ainsi : sont applicables aux billets à ordre, sans préjudice des dispositions relatives aux cas prévus par les articles 636, 637 et 638.*

*197. — Le billet à ordre est daté. Il énonce la somme à payer, le nom de celui à l'ordre de qui il est souscrit, l'époque à laquelle le paiement doit s'effectuer; il porte que la valeur a été fournie.*

*Le billet au porteur contient les mêmes énonciations sans le nom des bénéficiaires; il se transmet sans endossement.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 110.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 190. — Le billet à ordre énonce les jour, mois et an auxquels il est souscrit, la somme à payer, le nom de celui à l'ordre de qui il est souscrit, l'époque à laquelle le paiement doit s'effectuer; il porte que la valeur a été fournie; il est signé ou cacheté.*

*Le billet au porteur contient es mêmes énonciations, sans e nom des bénéficiaires; il se transmet sans endossement.*

*C. Com. Fr. Art. 188. — Texte conforme jusqu'aux mots : s'effectuer. Et ensuite : la valeur qui a été fournie en espèces, en marchandises, en compte ou de toute autre manière.*

*198. — Les assignations à vue ou simples mandats de paiement tirés dans la place où le paiement doit avoir lieu, doivent être présentés dans le quarante-huit heures de leur date.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 168.

CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 191. — Les assignations à vue ou simples mandats de paiement doivent être présentés*

dans le délai de cinq jours, y compris le jour de la date, s'ils sont tirés de la place où le paiement doit avoir lieu, et dans le délai de huit jours y compris le jour de la date, outre les délais de distance, s'ils sont tirés d'un autre lieu.

*L. Fr. 14 juin 1865 (sur les chèques) Art. 5 § 1. —* Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de huit jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu.

199. — *Le retour qui en est fait dans ce délai peut être prouvé par toutes les preuves admises en matière de commerce.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 299. — Com. Art. 18.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 192. — Texte conforme.*

200. — *Si celui qui a tiré l'assignation prouve qu'il y avait provision, et si cette provision n'a pas été employée à son profit, le porteur en retard de présenter l'assignation perdra ses droits contre le tireur.*

RÉFÉRENCES. — Com. Art. 116 et suiv.

#### CONCORDANCES.

*C. Com. Ind. Art. 193. — Texte conforme, outre les mots : à vue ou le mandat de paiement, après les mots : tiré l'assignation, et les mots : ou mandat, après les mots : présenter l'assignation.*

*L. Fr. 14 juin 1865 (sur les chèques) Art. 5, § 2. —* Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus perd son recours contre les endosseurs; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré, après lesdits délais.

#### SECTION VII

##### PRESCRIPTION DES ACTIONS EN MATIÈRE D'EFFETS DE COMMERCE

201. — *Toutes actions relatives aux lettres de change et aux effets de commerce, souscrits par des négociants,*

*marchands ou banquiers, ou pour faits de commerce, se prescrivent par cinq ans, à compter du jour du protêt ou de la dernière poursuite judiciaire s'il n'y a eu condamnation, ou si la dette n'a été reconnue par acte séparé. Néanmoins, les prétendus débiteurs seront tenus, s'ils en sont requis, d'affirmer sous serment qu'ils ne sont plus redevables et leurs héritiers ou ayants cause qu'ils estiment de bonne foi qu'il n'est plus rien dû.*

RÉFÉRENCES. — Civ. Art. 268 à 272, 276 et 277, 288 à 290. — Com. Art. 2, 3, 9, 169.





## BILLETS DE BANQUE

---

25 JUIN 1898. — Décret approuvant les statuts de la National Bank of Egypt.

Nous, Khédive d'Egypte,

Sur la proposition de Notre Ministre des finances et avec l'approbation de Notre Conseil des Ministres ;

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés les statuts de la National Bank of Egypt annexés au présent décret, pour en faire partie intégrante.

Ils ne pourront pas être modifiés sans notre assentiment.

ART. 2. — La National Bank of Egypt a le privilège d'émettre les billets au porteur et à vue, aux conditions stipulées dans ces statuts.

Ledit privilège ne sera accordé à aucun autre établissement pendant toute la durée de la société.

ART. 3. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

---

2 AOÛT 1914. — Décret établissant le cours forcé des banknotes de la National Bank of Egypt.

Nous, Khédive d'Egypte,

Vu l'article 2 de Notre décret du 25 juin 1898 instituant la National Bank of Egypt ;

Considérant que les graves événements qui bouleversent l'Europe ont leur répercussion en Egypte ;

Que, dans cesc onditions, pour prévenir et conjurer une crise monétaire possible, il est indispensable et urgent de raffermir la situation financière du pays, en défendant le crédit public contre les spéculations illégales et les paniques injustifiées ;

Considérant qu'à cet effet il y a lieu de maintenir autant que possible la circulation monétaire normale en empêchant l'accaparement et le retrait du numéraire et en maintenant la réserve d'or nécessaire pour la régularité de cette circulation ;

Considérant qu'il y aurait péril en la demeure :

Sur la proposition de notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Les billets (banknotes) de la National Bank of Egypt ont la même valeur effective que les espèces d'or ayant cours légal en Egypte. En conséquence, et jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement, tous paiements effectués aumoy en desdits billets, pour quelque cause et valeur que ce soit, seront effectifs et libératoires au même titre qu s'ils étaient faits en or, nonobstant toutes clauses ou conventions contraires existantes ou à intervenir entre les intéressés.

ART. 2. — La National Bank of Egypt est autorisée provisoirement et jusqu'à nouvel ordre à différer le remboursement des billets qui lui seront présentés à cet effet.

ART. 3. — Nos Ministres des Finances et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur à compter de sa publication au Journal Officiel.

---

## MONNAIES

Loi N° 25 de 1916, relative au système monétaire en Egypte  
Nous, Sultan d'Egypte,

Vu les décrets des 14 novembre 1885 et 13 novembre 1887 concernant la réforme monétaire ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — L'unité monétaire de l'Egypte est la livre égyptienne.

La livre égyptienne se divise en 100 piastres ou 1.000 millièmes.

ART. 2. — Les monnaies légales de l'Egypte sont :

En or : la livre égyptienne ; la pièce de 50 piastres ( $1/2$  livre égyptienne).

En argent : La pièce de 20 piastres,

» » 10 »

» » 5 »

» » 2 »

En nickel : La pièce de 10 millièmes,

» » 5 »

» » 2 »

» » 1 »

En bronze : La pièce de  $1/2$  millième.

ART. 3. — Le titre des monnaies d'or est de 875 millièmes d'or fin et 125 millièmes d'alliage.

ART. 4. — Le poids légal des monnaies d'or est de :

8 gr. 500 pour la livre égyptienne ;

4 gr. 250 pour la pièce d'or de 50 piastres.

ART. 5. — Le titre des monnaies d'argent est de 833  $1/3$  millièmes d'argent fin et 166  $2/3$  millièmes d'alliage.

ART. 6. — Le poids légal des monnaies d'argent est de :

28 grammes pour la pièce de 20 P.T. ;

14 grammes pour la pièce de 10 P.T. ;

7 grammes pour la pièce de 5 P.T. ;

2 grammes 800 pour la pièce de 2 P.T.

ART. 7. — La tolérance des titres des monnaies d'or est de 1 millième au-dessus et de 1 millième au-dessous du titre légal.

La tolérance de titre des monnaies d'argent est de 3 millièmes au-dessus et 3 millièmes au-dessous du titre légal.

ART. 8. — La tolérance de poids est fixée à 2 millièmes au-dessus et 2 millièmes au-dessous du poids légal pour les pièces d'or.

La tolérance de poids au-dessus et au-dessous du poids légal est fixée à 3 millièmes pour les pièces d'argent de 20 et 10 piastres et à 10 millièmes pour les autres monnaies d'argent.

ART. 9. — Le titre et le poids des monnaies de nickel et de bronze seront fixés par Notre Ministre des Finances, avec l'approbation préalable de Notre Conseil des Ministres.

ART. 10. — Toutes les monnaies portent le nom de S.H. le Sultan, l'année de l'Hégire et la désignation de la valeur de la pièce.

Les ornements et les dimensions de toutes les monnaies, ainsi que les formes de leurs inscriptions, seront fixés par Notre Ministre des Finances, avec l'approbation préalable de Notre Conseil des Ministres.

ART. 11. — La livre sterling est admise au cours légal d'Egypte à un taux à déterminer par arrêté de Notre Ministre des Finances.

ART. 12. — Notre Ministre des Finances fixera la quantité des différentes catégories de monnaies qui seront frappées en exécution du présent décret ; lors de l'émission des monnaies, il doit s'assurer de l'exactitude du titre et du poids des pièces mises en circulation.

ART. 13. — La fabrication des monnaies est exclusivement réservée à l'Etat.

Les conditions de frappe seront fixées par Notre Ministre des Finances.

ART. 14. — Nul n'est obligé de recevoir des monnaies d'argent pour une somme supérieure à 10 piastres.

ART. 15. — Ne sont pas reçues par les caisses publiques les monnaies multilées ou altérées artificiellement.

Les monnaies fausses sont saisies et croisillées immédiatement ; procès-verbal est dressé contre le détenteur s'il y a lieu.



ART. 16. — Les livres égyptiennes et les pièces de 50 piastres (demi-livre) qui, par suite de l'usure ordinaire de la circulation, pèseraient respectivement moins de 8 gr. 440 et 4 gr. 220 cessent d'avoir cours légal ; toutefois, ces pièces seront reçues à leur valeur nominale, les monnaies d'argent, de nickel et de bronze dont le poids aurait diminué considérablement dont les empreintes seraient effacées par suite de l'usure ordinaire.

ART. 17. — Les monnaies égyptiennes d'argent, de nickel et de bronze actuellement en circulation, continueront à être reçues par les caisses publiques.

L'époque de leur retrait définitif sera fixée par Notre Ministre des Finances ; la notification publique de ce retrait devra être faite par voie d'avis officiel un an avant la date extrême à laquelle ces monnaies cesseront d'avoir cours légal.

ART. 18. — Sous réserve de ce qui est spécifié à l'article 11 ci-dessus pour la livre sterling, Notre Ministre des Finances détermine par arrêté les monnaies étrangères admises dans la circulation et le maximum de la somme qui peut être payée avec ces monnaies dans les rapports de l'Etat avec les particuliers. Il fixe en outre le tarif des monnaies étrangères.

ART. 19. — Les décrets susvisés des 14 novembre 1885 et 13 novembre 1887 sont abrogés.

Sont pareillement abrogés tous autres décrets, ordres supérieurs ou règlements concernant les monnaies dans ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent décret, à l'exception de Notre décret en date du 6 mars 1916 concernant les roupies, qui continue à être provisoirement en vigueur (1).

ART. 20. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur dès sa publication au Journal Officiel.

---

(1) Le décret du 6 mars 1916 a été abrogé par celui du 7 avril 1920 (J.O., n° 32).

18 OCTOBRE 1916. — Arrêté relatif au taux de la livre sterling et du franc.

Le Ministre des Finances,

Vu des articles 11 et 18 de la loi n° 25 promulguée le 20 Zil-Hedjeh 1334 (18 octobre 1916) concernant le système monétaire en Egypte ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la livre sterling est fixé à L.E., 0,975 millièmes.

ART. 2. — Sont admises dans la circulation sur tout le territoire égyptien au taux uniforme de L.E. 0,7715 et seront reçues à ce taux et sans restriction dans les Caisses publiques les pièces d'or des différents pays de l'Union Latine équivalant à la pièce d'or française de 20 francs.

ART. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au Journal Officiel.

---

18 OCTOBRE 1916. — Arrêté relatif au titre et au poids des monnaies de nickel et de bronze.

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 9 de la loi n° 25 promulguée le 20 Zil-Hedjeh 1334 (18 oct. 1916) concernant le système monétaire en Egypte ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Le titre et le poids des monnaies de nickel et de bronze sont fixés comme suit :

*Nickel.* — Titre : 25 0/0 nickel, 75 0/0 cuivre ; poids : pièce de 10 millièmes, 6 gr. ; pièce de 5 millièmes, 5 gr. ; pièce de 2 millièmes, 4 gr. ; pièce de 1 millième, 3 grammes.

*Bronze.* — Titre : 95 0/0 cuivre, 4 0/0 étain, 1 0/0 zinc ; poids : pièce de 1/2 millième, 3 gr. 1/3.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au Journal Officiel.

Loi n° 13 de 1918 autorisant l'émission du papier-monnaie  
en coupures de 10 P.T.

Nous, Sultan d'Egypte,

Vu la loi n° 25 de 1916 relative aux monnaies égyptiennes ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis  
conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — La mise en circulation du papier-monnaie en coupures de 10 P.T. remboursable par le trésor pourra être autorisée par arrêté du Ministre des Finances.

ART. 2. — Les coupures mises en circulation conformément à l'article précédent auront la même valeur que les pièces d'argent qu'elles représenteront et notamment auront cours légal dans les mêmes conditions et jusqu'à la même limite de valeur que les dites pièces.

Exceptionnellement, les dites coupures seront acceptées par les caisses publiques de l'Etat pour tout paiement dû à l'Etat sans aucune limite de valeur.

ART. 3. — Les coupures mises en circulation conformément à l'article premier ci-dessus pourront être librement échangées, à la caisse centrale du ministère des finances, ainsi qu'à toute caisse de Gouvernorat ou de Moudirieli, contre les billets de banque émis par la National Bank of Egypt.

ART. 4. — Les bénéfices résultant provisoirement de la mise en circulation du papier-monnaie en vertu de la présente loi seront défalqués du compte général des finances de l'Etat pour être portés à un compte spécial dont la situation sera publiée mensuellement au Journal Officiel.

ART. 5. — Le retrait ultérieur de la circulation des coupures mises en circulation en vertu de la présente loi fera l'objet d'un arrêté du Ministre des Finances pris avec l'approbation du Conseil des Ministres.

ART. 6. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur dès sa publication au Journal Officiel.

15 JUIN 1918. — Arrêté autorisant la circulation du papier-monnaie en coupures de 10 P.T.

Le Ministre des Finances,

Vu la loi n° 13 de 1918 autorisant l'émission du papier-monnaie n coupures de 10 P.T. ;

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur à partir de sa publication au Journal Officiel.

---

Loi n° 14 de 1918 autorisant l'émission du papier-monnaie en coupures de 5 P.T.

Nous, Sultan d'Egypte,

Vu la loi n° 25 de 1916 relative aux monnaies égyptiennes ;

Vu la loi n° 13 de 1918 relative à l'émission de papier-monnaie en coupures de 10 P.T. ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de notre conseil des Ministres ;

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — La mise n circulation du papier-monnaie en coupures de 5 P.T. est autorisée dans les mêmes conditions que celle du papier-monnaie en coupures de 10 P.T.

ART. 2. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente loi, qui entrera en vigueur dès sa publication au Journal Officiel.

---

18 JUILLET 1918. — Arrêté autorisant la circulation du papier-monnaie en coupures de 5 P.T.

Le Ministre des Finances,

Vu la loi n° 14 de 1918 autorisant l'émission du papier-monnaie n coupures de 5 P.T. dans les mêmes conditions que celle du papier-monnaie en coupures de 10 P.T., autorisée par la loi n° 13 de 1918 ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée sous les conditions prescrites par la loi n° 13 de 1918 susvisée, la circulation du papier-monnaie en coupures de 5 P.T.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur à partir de sa publication au Journal Officiel.

---

## MINISTERE DES FINANCES

Arrêté Ministériel N° 23 de 1924 portant fixation des titre, poids et dimension des monnaies de nickel et de bronze

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 2 de la loi n° 25 de 1916 concernant le système monétaire égyptien ;

Vu les articles 9 et 10 de la loi susvisée ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 18 Octobre 1916 relatif au titre et au poids des monnaies de nickel et de bronze ;

Sur l'avis conforme du Conseil des Ministres ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les titre, poids et dimension des monnaies de nickel et de bronze (à l'exception de la pièce de 1 millième) sont fixés comme suit :

*Nickel.* — Titre : 25 0/0 nickel, 75 0/0 cuivre.

Poids : pièce de 10 millièmes 5 gr. 5 ; pièce de 5 millièmes, 4 gr. ; pièce de 2 millièmes 2 gr. 5.

Diamètre : pièce de 10 millièmes, 23 millimètres ; pièce de 5 millièmes, 21 millimètres ; pièce de 2 millièmes, 18 millimètres.

*Bronze.* — Titre : 95 0/0 cuivre, 4 0/0 étain, 1 0/0 zinc.

Poids : pièce de 1/2 millième, 3 gr. 33.

Diamètre, pièce de 1/2 millième, 20 millimètres.

ART. 2. — Les pièces de monnaie indiquées à l'article premier du présent arrêté seront ornées, sur un des côtés, de l'effigie de S. M. le Roi et porteront, sur l'autre côté, l'inscrip-



tion de leur valeur et de la date de la frappe d'après les dessins annexés au présent arrêté.

ART. 3. — Nonobstant les dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus, les anciennes pièces de nickel et de bronze perforées ou non perforées, actuellement en circulation, continueront à avoir cours légal.

ART. 4. — Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au Journal Officiel.

Bulkeley, le 14 Safar 1343 (13 Septembre 1924).

---

#### MINISTÈRE DES FINANCES

Arrêté Ministériel N° 3 de 1925 portant fixation des titre, poids et dimension de la monnaie de bronze de 1 millième

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 2 de la loi N° 25 de 1916 concernant le système monétaire égyptien, modifiée par l'article premier du Décret-Loi du 4 mars 1925 ;

Vu les articles 9 et 10 de la Loi sus-visée n° 25 de 1916 ;

Vu l'arrêté Ministériel du 18 octobre 1916 relatif au titre et au poids des monnaies de nickel et de bronze ;

Sur l'avis conforme du Conseil des Ministres ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les titre, poids et dimension de la monnaie d'un millième en brone sont fixés comme suit :

Titre : 95 o/o cuivre, 4 o/o étain, 1 o/o zinc.

Poids : 44 grammes.

Diamètre : 23 millimètres.

Ces pièces seront ornées, sur un des côtés, de l'effigie de S. M. le Roi et porteront sur l'autre côté, l'inscription de leur valeur et de la date de la frappe d'après les dessins annexés au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa publication au Journal Officiel.

Le Caire, le 5 mars 1925.

MONNAIES EGYPTIENNES

|                         |   |                  |                        |
|-------------------------|---|------------------|------------------------|
| Livre Egyptienne (L.E.) | = | 25 fr. 9235      | ou                     |
| »                       | » | »                | = 1.06 livre sterling  |
| Piastre (P.T.)          | = | 1/100            | de livre égyptienne    |
| »                       | = | 0 fr. 2594       |                        |
| P. T. 387.55            | = | 100 francs       | — P.T. 77,15 = 20 frs. |
| P. T. 97 1/2            | = | 1 livre sterling |                        |
| Para                    | = | 1/40             | de piastre             |
| Talari                  | = | 20 piastres      | ou 5 fr. 18 (1).       |

Poids

Cantar — (coton) = 44 kg. 928.

L'ardeb égyptien = 198 litres.

Mesures

Surface : feddan = 4.200 mq. 833.

(1) Nous avons donné les rapports entre ces diverses monnaies au pair du change et sans rendre compte des fluctuations de change.



## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

*(L'astérisque indique les ouvrages les plus souvent cités  
par nous)*

---

### a) OUVRAGES GÉNÉRAUX

- \*ALLIX. — Traité élémentaire de la science des finances et de la législation financière, 1921.
- CUQ. — Manuel des institutions juridiques des Romains, 1917.
- GIDE. — Cours d'Economie Politique. Sirey, 1918.
- \*JÈZE. — Cours de science et de législation financière française, 1921.
- LACOUR et BOUTERON. — Précis de droit commercial.
- \*LÉVI. — Notes on economics for Student of the Faculty of Law of Cairo (1917-1918).
- LYON-CAEN et RENAULT. — Manuel de Droit commercial, 1924.
- \*PERREAU. — Cours d'Economie Politique.
- REVEILLOUT. — Précis de droit Egyptien comparé aux autres, 1903.
- THALLER et PERCEROU. — Traité Elémentaire de droit commercial, 1922.
- TODD. — Political Economy for Egyptian Students, 1912.
- \*TRUCHY. — Cours d'Economie Politique.
- \*WAHL. — Précis théorique et pratique de droit commercial.

### b) OUVRAGES SPÉCIAUX

- ABD EL FATTAH EL SAYED BEY et M. MARC DESSERTAUX. — Traité théorique et pratique des effets de commerce en droit égyptien, Dijon, 1928.

- ALLIZÉ (F.). — L'Organisation des banques en Suisse, Payot, Paris 1923.
- \*ANTONINI (E.). — Le Crédit et la Banque, Lausanne, 1927.
- \*ARMINJON (P.). — La situation économique et financière de l'Egypte. Paris, 1911.
- \*BAHI EDDIN BARKATT BEY. — Des privilèges et immunités dont jouissent les étrangers en Egypte vis-à-vis des autorités locales, 1912.
- \*BEN ALI FEKAR. — L'Usure en droit musulman. Thèse, Paris.
- \*BLANCHARD (G.). — Cours d'économie politique, Paris, 1912.
- BLONDEL (M.). — Les succursales à l'étranger des établissements de crédit français. Thèse, Orléans, 1908.
- \*Comte CRESSOTY. — L'Egypte d'aujourd'hui.
- \*CHÉRON (Albert). — L'unification internationale du droit du change. Le Caire, 1930.
- \*COURCELLE-SENEUIL. — Les opérations de banque, 1922.
- EGYPTE (L'). — Aperçu historique et géographique, gouvernement et institutions, vie économique et sociale. Publié par la Compagnie universelle du canal maritime de Suez, et rédigé par plusieurs auteurs. Le Caire 1926.
- \*EID (A. Dr.). — La fortune immobilière de l'Egypte et sa dette hypothécaire. Paris, Alcan, 1907.
- EL. NAGGAR (M. S.). — Essai sur le fellah et le travail manuel en Egypte. Thèse, Lyon, 1913.
- EL. RIFAI (ALI). — La question agraire en Egypte. Thèse, Paris, 1919.
- HAËKAL (M.-H.). — La dette publique égyptienne. Thèse, Paris, Rousseau, 1912.
- \*HARB (Mohammed Talaat Bey). — Le Remède Economique et un projet d'une banque égyptienne, Le Caire, 1911 (arabe)
- IBRAHIM (Dr Ahmed Mohamed). — L'Organisation du Crédit Foncier en Egypte, Paris 1924.
- LECARPENTIER (G.). — L'Egypte moderne. Royer. Paris, 1920.
- LEGRAND (F.). — Les fluctuations des prix et les crises de 1907 et 1908 en Egypte. Thèse, Nancy, 1909.



- LUMBROCO. — Recherches sur l'Economie politique de l'Egypte, 1870.
- \*MARTIN (Germain). — Les problèmes du crédit en France, 1919.  
— Conférences sur l'évolution économique des grandes nations au XX<sup>e</sup> siècle, Le Caire, 1910.
- MASPERO. — Les Finances de l'Egypte sous les Lagides.
- MASSON (A.). — Des rapports entre les opérations des banques et le crédit hypothécaire en Egypte. Thèse, Paris, 1911.
- MIDHAT (Ahmed). — La Coopération Agricole en Egypte, Dijon, 1926.
- MISRAHI (J.). — La banque Nationale d'Egypte et son rôle pendant la guerre. Thèse, Paris, Jouve, 1919.
- MURAT (A.). — Le contrôle international sur les finances de l'Egypte.
- NAHAS (F.). — La situation économique et sociale du fellah égyptien. Thèse, Paris, 1901.
- NACHAAT (Ahmed Bey). — Preuves des obligations, Le Caire, 1926.
- \*PAPASIAN (E.). — L'Egypte économique et financière. Paris 1923 et Le Caire, 1926.
- RABINO (G.). — La réforme monétaire en Egypte, 1885.
- RABINO (G.). — Les monnaies d'Egypte. Résumé historique, 1886.
- SADEK FAHMY (Bey). — Les obligations en droit civil égyptien, Le Caire.
- SOUCAIL (B.). — Manuel de droit commercial égyptien. Alexandrie, 1922.
- \*SULTAN (F.). — La monnaie égyptienne. Thèse, Paris, Rousseau, 1914.
- \*THÉRY (E.). — L'Egypte nouvelle au point de vue économique et financier. Paris, Economiste Européen, 1907.
- VIGNES. — Manuel des opérations de banque et de placement, 1899.
- WATHELET et BRUNTON. — Codes égyptiens et lois usuelles en vigueur en Egypte, 1919.

- WEHEBA (D<sup>r</sup> Mohamed). — L'assurance sur la vie en Angleterre, Paris 1925.
- ZAKY (D<sup>r</sup> Salem). — La décentralisation en Egypte. Thèse, Dijon 1923.
- YEGHEN (Dr. Faik). — Le Canal de Suez et la réglementation internationale des canaux interocéaniques, Dijon 1927.
- \*ZOHNY (Abd-El-Salam-Bey). — Le Coton Egyptien. Villefranche, 1921.

### PUBLICATIONS OFFICIELLES

- Annuaire statistique de l'Egypte.
- Joint stock companies, working chiefly in Egypt, 1908.
- Statistique des sociétés anonymes par actions travaillant principalement en Egypte, 1926.
- Recueil de Documents Officiels du Gouvernement égyptien.
- Recueil des Lois, Décrets et Rescrits Royaux du Gouvernement Egyptien.

### *Périodiques, Journaux et Divers*

- Bulletin de la Chambre de Commerce française du Caire.
- Bulletin de la Chambre de Commerce française d'Alexandrie.
- Bulletin de la Chambre de Commerce internationale. Le Caire.
- L'Economiste Egyptien, Alexandrie.
- L'Egypte Contemporaine. Revue de la Société royale d'Economie politique, de statistique et de législation. Le Caire.
- Les messages d'Orient. Alexandrie.
- Revue Historique de droit français et étranger, Paris.
- Revue d'économie politique, Paris.
- Revue d'Egypte économique et financière. Le Caire. Années 1927-1928-1929-1930.
- La Bourse Egyptienne. Journal Quotidien. Le Caire.
- Rapports, Statuts et bilans des institutions de crédit d'Egypte.
- Rapports des Consuls Britanniques en Egypte (en anglais). Stationary office, Londres.
- L'Egypte. Journal des Egyptiens de France et des amis de l'Egypte. Paris.

\*  
\* \*

- Documentation orale obtenue personnellement auprès des personnalités les plus compétentes du monde financier et bancaire de l'Egypte.

## TABLE ANALYTIQUE DES MATIERES

|                                                                                                                        |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| INTRODUCTION . . . . .                                                                                                 | 7   |
| A) <i>La Transformation Economique de l'Egypte au cours du XIX<sup>e</sup> siècle</i> . . . . .                        | 16  |
| 1) La situation financière de l'Egypte après Mohamed-Aly jusqu'à l'occupation britannique . . . . .                    | 21  |
| 2) La Réforme Financière . . . . .                                                                                     | 21  |
| PREMIERE PARTIE                                                                                                        |     |
| DES INSTRUMENTS DE CIRCULATION                                                                                         |     |
| CHAPITRE PREMIER. — <i>De la Monnaie Egyptienne</i> . . . . .                                                          | 27  |
| SECTION PREMIERE. — Etat de choses antérieur à la réforme de 1885 . . . . .                                            | 28  |
| SECTION DEUXIEME. — La Réforme Monétaire de 1885 . . . . .                                                             | 40  |
| CHAPITRE II. — <i>Des effets de commerce</i> . . . . .                                                                 | 57  |
| SECTION PREMIERE. — I. La lettre de change . . . . .                                                                   | 62  |
| II. Du billet à ordre . . . . .                                                                                        | 80  |
| III. Du chèque . . . . .                                                                                               | 81  |
| IV. Les effets au porteur . . . . .                                                                                    | 88  |
| SECTION DEUXIEME. — Troisième période de l'histoire monétaire de l'Egypte à partir de 1914 jusqu'à nos jours . . . . . | 93  |
| DEUXIEME PARTIE                                                                                                        |     |
| DES INSTITUTIONS DE CRÉDIT EN EGYPTES                                                                                  |     |
| CHAPITRE PREMIER. — <i>Des notions générales sur la situation économique en Egypte</i> . . . . .                       | 111 |
| CHAPITRE II. — <i>Du développement de Crédit en Egypte</i> . . . . .                                                   | 117 |
| SECTION PREMIERE. — Le Crédit Commercial . . . . .                                                                     | 119 |
| a) Commerce intérieur . . . . .                                                                                        | 119 |
| b) Commerce extérieur . . . . .                                                                                        | 123 |
| 1° Historique des banques commerciales en Egypte . . . . .                                                             | 125 |
| 2° Comment s'alimentent les banques commerciales en Egypte ? . . . . .                                                 | 142 |

|                                                                                         |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 3° Les opérations de Banque Commerciales en Egypte                                      | 151 |
| 1) L'escompte .....                                                                     | 153 |
| 2) Avances sur titres, marchandises, etc... ..                                          | 161 |
| 3) Les autres opérations de Banque en Egypte. ..                                        | 166 |
| SECTION DEUXIÈME. — Le Crédit Industriel .....                                          | 171 |
| 1) L'Industrie en Egypte .....                                                          | 172 |
| 2) Le Crédit industriel en Egypte .....                                                 | 180 |
| TROISIÈME SECTION. — Le Crédit Foncier et Agricole                                      | 186 |
| a) Aperçu historique du crédit hypothécaire en Egypte . . . . .                         | 188 |
| b) L'organisation pratique du Crédit Foncier en Egypte . . . . .                        | 202 |
| c) Le Crédit Agricole .....                                                             | 211 |
| CHAPITRE II. — <i>De l'Epargne en Egypte</i> .....                                      | 233 |
| CHAPITRE III. — <i>Des Diverses Banques fonctionnant principalement en Egypte</i> ..... | 245 |
| PREMIÈRE SECTION. — Répartition des banques par nationalités .....                      | 245 |
| 1° LES BANQUES ANGLAISES .....                                                          | 249 |
| a) <i>Les banques commerciales anglaises</i> .....                                      | 251 |
| 1) Bank of Egypt .....                                                                  | 251 |
| 2) The Anglo-Egyptian Bank .....                                                        | 251 |
| 3) The National Bank of Egypt .....                                                     | 253 |
| 4) Lloyd's Bank .....                                                                   | 254 |
| 5) La Ionian Bank .....                                                                 | 254 |
| 6) La Commercial Bank of the Near East Ltd ....                                         | 255 |
| b) <i>Banques Anglaises de Crédit Foncier</i> .....                                     | 255 |
| 2° LES BANQUES FRANÇAISES .....                                                         | 256 |
| a) <i>Les Banques Commerciales Françaises</i> .....                                     | 256 |
| 1) Le Crédit Franco-Egyptien .....                                                      | 258 |
| 2) La Banque Française d'Egypte .....                                                   | 258 |
| 3) La banque française, commerciale et agricole d'Egypte .....                          | 259 |
| 4) La Commercial Bank of Egypt .....                                                    | 259 |
| b) <i>Les succursales en Egypte des Etablissements de crédit français</i> .....         | 259 |
| 1) Les succursales de Crédit Lyonnais en Egypte                                         | 260 |
| 2) Les succursales du Comptoir National d'Escompte de Paris en Egypte .....             | 261 |
| 3) La Société anonyme des Monts de Piété Egyptiens .....                                | 262 |
| c) <i>Banques Françaises de crédit Foncier</i> .....                                    | 264 |

|                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 3° LES BANQUES ITALIENNES .....                                                                     | 264 |
| A <i>Les Banques Commerciales Italiennes</i> .....                                                  | 265 |
| 1) Les succursales de Banco di Roma en Egypte .....                                                 | 265 |
| 2) La Cassa di Sconto E di Risparmio .....                                                          | 265 |
| 3) Banco Italo-Egiziano .....                                                                       | 265 |
| 4) La Banca Commerciale Italiana per l'Egitto....                                                   | 266 |
| 4° LES BANQUES ALLEMANDES .....                                                                     | 266 |
| A) <i>Les Banques Commerciales Allemandes</i> .....                                                 | 268 |
| Les succursales de la Deutsche Orient Bank ....                                                     | 268 |
| B) <i>Les Banques Allemandes de Crédit Foncier</i> ....                                             | 271 |
| L'Egyptische Hypothekenbank .....                                                                   | 271 |
| 5° LES BANQUES BELGES .....                                                                         | 271 |
| a) <i>Les Sociétés Financières Belges</i> .....                                                     | 272 |
| 1) La Société Générale Egyptienne pour l'Agriculture et le Commerce .....                           | 272 |
| 2) Banque Belge et Internationale en Egypte ....                                                    | 273 |
| b) <i>Banques Belges de Crédit Foncier</i> .....                                                    | 275 |
| 6° LES BANQUES GRECQUES .....                                                                       | 275 |
| a) <i>Les banques Commerciales Grecques</i> .....                                                   | 276 |
| 1) La Banque d'Orient .....                                                                         | 277 |
| 2) La Banque d'Athènes .....                                                                        | 277 |
| 7° LES BANQUES TURQUES. LA BANQUE OTTOMANE....                                                      | 279 |
| 8° LES BANQUES JAPONAISES. THE YOKOHAMA SPECIE BANK LTD .....                                       | 280 |
| 9° LES BANQUES EGYPTIENNES. LA BANQUE MISR ....                                                     | 280 |
| 1) Bank of Abyssinia .....                                                                          | 281 |
| 2) L'Arabian National Bank of Hedjan .....                                                          | 282 |
| DEUXIÈME SECTION.— Généralités. Classification et indications individuelles sur chaque banque ..... |     |
| 1° BANQUES COMMERCIALES .....                                                                       | 285 |
| 1) National Bank of Egypt .....                                                                     | 290 |
| 2) Banque Misr .....                                                                                | 306 |
| 3) Banco Italo-Egiziano .....                                                                       | 323 |
| 4) Cassa di Sconto e di Risparmio .....                                                             | 327 |
| 5) Banca Commerciale Italiana per l'Egitto .....                                                    | 335 |
| 6) Commercial Bank of Egypt .....                                                                   | 337 |
| 7) Société Générale Egyptienne pour l'agriculture et le Commerce .....                              | 339 |
| 8) Banque Belge et Internationale .....                                                             | 341 |
| 2° BANQUES DE CRÉDIT FONCIER .....                                                                  | 341 |
| 1) Crédit Foncier Egyptien .....                                                                    | 343 |



|                                                              |     |
|--------------------------------------------------------------|-----|
| 2) The Land and Mortgage Company of Egypt, Limited . . . . . | 354 |
| 3) The Agricultural Bank of Egypt . . . . .                  | 356 |
| 4) La Caisse Hypothécaire d'Egypte . . . . .                 | 364 |
| 5) The Land Bank of Egypt . . . . .                          | 371 |
| 6) The Mortgage Company of Egypt Limited . . . . .           | 374 |
| 7) Le Crédit Foncier d'Orient . . . . .                      | 376 |
| 8) Le Crédit Immobilier Suisse-Egyptien . . . . .            | 381 |
| CONCLUSION . . . . .                                         | 383 |

#### APPENDICES

|                                                                                                              |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1. Dispositions égyptiennes relatives aux effets de commerce par comparaison avec la loi française           | 397 |
| 11. Décrets Royaux et arrêtés ministériels relatifs aux billets de Banque et questions monétaires en Egypte. | 429 |

#### INDEX BIBLIOGRAPHIQUES

|                                              |     |
|----------------------------------------------|-----|
| a) Ouvrages Généraux . . . . .               | 441 |
| b) Ouvrages Spéciaux . . . . .               | 441 |
| c) Publications Officielles . . . . .        | 444 |
| d) Périodiques, Journaux et Divers . . . . . | 444 |





